

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXV

1931-1932

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2841. — Grèce et Turquie :	
Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole. Signés à Ankara, le 30 octobre 1930	9
N° 2842. — Etat libre d'Irlande et Suède :	
Accord concernant l'exemption réciproque, dans certains cas, de l'impôt sur le revenu de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Signé à Dublin, le 8 octobre 1931	23
N° 2843. — France et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Paris, les 16 et 29 octobre 1930	29
N° 2844. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'admission dans le Royaume-Uni de stagiaires néerlandais, et annexe. Londres, les 12 janvier, 23 mars et 9 avril 1931	41
N° 2845. — Brésil et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Rio-de-Janeiro, le 16 octobre 1931	51
N° 2846. — France et Tchécoslovaquie :	
Convention sanitaire vétérinaire, avec annexes et protocole de signature, signés à Paris, le 3 octobre 1930, et échange de notes y relatif, Paris, le 7 octobre 1930	59
N° 2847. — Danemark et Pologne et Ville Libre de Dantzig :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Varsovie, le 15 octobre 1931	83

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXV

1931-1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2841. — Greece and Turkey :	
Treaty of Friendship, Neutrality, Conciliation and Arbitration, with Protocol. Signed at Ankara, October 30, 1930	9
No. 2842. — Irish Free State and Sweden :	
Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Dublin, October 8, 1931... ..	23
No. 2843. — France and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for facilitating the Admission of Student Employees into the two Countries. Paris, October 16 and 29, 1930... ..	29
No. 2844. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Admission into the United Kingdom of Student Employees from the Netherlands, and Annex. London, January 12, March 23 and April 9, 1931... ..	41
No. 2845. — Brazil and Sweden :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio-de-Janeiro, October 16, 1931	51
No. 2846. — France and Czechoslovakia :	
Veterinary Sanitary Convention, with Annexes and Protocol of Signature, signed at Paris, October 3, 1930, and Exchange of Notes relating thereto, Paris, October 7, 1930	59
No. 2847. — Denmark and Poland and Free City of Danzig :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Recognition of Tonnage Certificates. Warsaw, October 15, 1931	83

N° 2848. — Islande et Pologne et Ville Libre de Dantzig :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage. Varsovie, le 15 octobre 1931 89

N° 2849. — Allemagne, Belgique, Union Sud-Africaine, Chine, Cuba, etc. :

Accord relatif aux signaux maritimes, signé à Lisbonne le 23 octobre 1930, et règlement relatif à certaines catégories de signaux maritimes 95

N° 2850. — Colombie et Danemark :

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Londres, le 21 juin 1929 ... 113

N° 2851. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :

Convention concernant l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la Guyane hollandaise. Signée à Paramaribo, le 9 juillet 1930, et à Washington, le 18 août 1930 123

N° 2852. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :

Convention concernant l'échange des mandats de poste entre les Etats-Unis d'Amérique et le Surinam (Guyane hollandaise). Signée à Paramaribo, le 12 août, et à Washington, le 16 septembre 1930 147

N° 2853. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :

Arrangement concernant l'échange des colis postaux entre les Iles sous le Vent et Curaçao, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Antioia, le 29 juillet, et à Curaçao, le 16 septembre 1930 173

N° 2854. — Brésil et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un arrangement commercial provisoire. Rio-de-Janeiro, le 16 septembre 1931 197

N° 2855. — Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie :

Convention sur la liberté du transit ferroviaire de Roumanie en Roumanie par le territoire polonais et tchécoslovaque sur les voies ferrées, entre les gares Grigore Ghica Vodă-Sniatyn-Załuze-Woronienka-Jasiña et Valea Visaului, avec procès-verbal final. Signés à Praha, le 9 novembre 1929 205

N° 2856. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :

Arrangement spécial relatif à l'arbitrage de certaines réclamations. Signé à Washington, le 17 décembre 1930 233

N° 2857. — Etats-Unis d'Amérique et Haïti :

Accord concernant l'abrogation de certaines dispositions d'un traité et d'accords relatifs aux services publics. Signé à Port-au Prince, le 5 août 1931 241

N° 2858. — Lithuanie et Turquie :

Traité d'amitié. Signé à Moscou, le 17 septembre 1930 249

	Page
No. 2848. — Iceland and Poland and Free City of Danzig :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Recognition of Tonnage Certificates. Warsaw, October 15, 1931	89
No. 2849. — Germany, Belgium, Union of South Africa, China, Cuba, etc. :	
Agreement concerning Maritime Signals, signed at Lisbon, October 23, 1930, and Regulations concerning certain Descriptions of Maritime Signals	95
No. 2850. — Columbia and Denmark :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at London, June 21, 1929	113
No. 2851. — United States of America and the Netherlands :	
Parcel Post Convention between the United States of America and Dutch Guiana. Signed at Paramaribo, July 9, 1930 and at Washington, August 18, 1930	123
No. 2852. — United States of America and the Netherlands :	
Convention for the Exchange of Money Orders between the United States of America and Surinam (Dutch Guiana). Signed at Paramaribo, August 12, and at Washington, September 16, 1930	147
No. 2853. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Parcel Post Agreement between the Leeward Islands and Curaçao, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Antigua, July 29, and at Curaçao, September 16, 1930... ..	173
No. 2854. — Brazil and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, September 16, 1931	197
No. 2855. — Poland, Roumania and Czechoslovakia :	
Convention regarding Freedom of Railway Transit from Roumania, through Polish and Czechoslovak Territory, to Roumania, on the Railway Lines, between the Stations Grigore Ghica Vodă-Sniatyn-Załużce-Woronienka-Jasiņa and Valea Visaului, with Final Procès-verbal. Signed at Prague, November 9, 1929	205
No. 2856. — United States of America and Sweden :	
Special Agreement relating to the Arbitration of certain Claims. Signed at Washington, December 17, 1930	233
No. 2857. — United States of America and Haiti :	
Agreement regarding the Abrogation of certain Provisions of a Treaty and Agreements concerning Public Services. Signed at Port-au-Prince, August 5, 1931	241
No. 2858. — Lithuania and Turkey :	
Treaty of Friendship. Signed at Moscow, September 17, 1930	249

N° 2859. — Lithuanie et Union des Républiques soviétistes socialistes :

Protocole prorogeant le Traité de non-agression en date du 28 septembre 1926. Signé à Moscou, le 6 mai 1931 255

N° 2860. — Allemagne et Lithuanie :

Echange de notes comportant un accord relatif à la réglementation provisoire de l'assistance judiciaire en matière pénale. Berlin, le 19 mars 1931 265

N° 2861. — Tchécoslovaquie et Yougoslavie :

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 14 novembre 1928, avec annexes. Signées à Praha, le 30 mars 1931 273

N° 2862. — Pologne, au nom de la Ville Libre de Dantzig, et Danemark :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la suppression du visa obligatoire des passeports entre le Danemark et la Ville libre de Dantzig. Copenhague, les 19 et 24 septembre 1930, et 27 octobre 1931 337

N° 2863. — Italie et Tchécoslovaquie :

Convention concernant l'organisation définitive du Musée des patriotes italiens au Spielberg. Signée à Prague, le 28 mars 1931 347

N° 2864. — Siam et Suisse :

Traité d'amitié et de commerce, avec protocole final. Signés à Tokio, le 28 mai 1931 ... 357

N° 2865. — Belgique et Pays-Bas :

Accord concernant la délivrance de certificats douaniers pour des alcools ou spiritueux passant en transit la frontière belgo-néerlandaise. Signé à Bruxelles, le 22 octobre 1931 367

N° 2866. — Grèce et Turquie :

Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 30 octobre 1930 371

N° 2867. — France et Grèce :

Arrangement commercial, avec protocole annexe, signés à Athènes, le 23 mai 1931, et échange de notes y relatif, Athènes, les 23 mai et 2 juin 1931 415

ERRATUM 433

	Page
No. 2859. — Lithuania and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol renewing the Treaty of Non-Agression of September 28, 1926. Signed at Moscow, May 6, 1931	255
No. 2860. — Germany and Lithuania :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Regulation of Judicial Assistance in Criminal Matters. Berlin, March 19, 1931	265
No. 2861. — Czechoslovakia and Yugoslavia :	
Additional Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of November 14, 1928, with Annexes. Signed at Prague, March 30, 1931	273
No. 2862. — Poland, on behalf of the Free City of Danzig and Denmark :	
Exchanges of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between Denmark and the Free City of Danzig. Copenhagen, September 19 and 24, 1930 and October 27, 1931	337
No. 2863. — Italy and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Final Organisation of the Museum for Italian Patriots on the Spielberg. Signed at Prague, March 28, 1931	347
No. 2864. — Siam and Switzerland :	
Treaty of Friendship and Commerce, with Final Protocol. Signed at Tokio, May 28, 1931	357
No. 2865. — Belgium and the Netherlands :	
Agreement regarding the Issuing of Customs Certificates for Alcohol and Alcoholic Beverages passing in transit across the Belgo-Dutch Frontier. Signed at Brussels, October 22, 1931	367
No. 2866. — Greece and Turkey :	
Convention of Establishment, Commerce and Navigation, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, October 30, 1930	371
No. 2867. — France and Greece :	
Commercial Agreement, with Annexed Protocol, Signed at Athens, May 23, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Athens, May 23 and June 2, 1931	415
ERRATUM...	433

N° 2841.

GRÈCE ET TURQUIE

Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage, avec protocole. Signés à Ankara, le 30 octobre 1930.

GREECE AND TURKEY

Treaty of Friendship, Neutrality, Conciliation and Arbitration, with Protocol. Signed at Ankara, October 30, 1930.

N° 2841. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ, DE NEUTRALITÉ, DE CONCILIATION
ET D'ARBITRAGE, ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE. SIGNÉ
A ANKARA, LE 30 OCTOBRE 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 novembre 1931.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, soucieux de suivre en toute circonstance une politique de concorde, voulant affirmer leur désir de contribuer à l'œuvre de la paix générale et de résoudre selon les principes les plus élevés du Droit international public, les différents qui viendraient à s'élever entre la Grèce et la Turquie ont décidé de réaliser dans un Traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence M. Elefterios K. VENIZELOS, président du Conseil des Ministres ;
Son Excellence M. André MICHALAKOPOULOS, vice-président du Conseil des Ministres,
ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence ISMET Pasha, président du Conseil des ministres, député de Malatya ;
Son Excellence le docteur Tevfik RUSTU Bey, ministre des Affaires étrangères, député
d'Izmir.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à n'entrer dans aucune entente d'ordre politique ou économique et dans aucune combinaison dirigée contre l'une d'elles.

Article 2.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes malgré son attitude pacifique serait l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs Puissances, l'autre Partie s'engage à observer la neutralité pendant toute la durée du conflit.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 5 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2841. — TREATY ² OF FRIENDSHIP, NEUTRALITY, CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN GREECE AND TURKEY.
SIGNED AT ANKARA, OCTOBER 30, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 6, 1931.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, anxious to pursue on all occasions a policy of friendship and wishing to affirm their desire to promote the work of world peace and to settle in accordance with the highest principles of Public International Law any disputes that may arise between Greece and Turkey, have resolved to give effect to their common purpose in a Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency M. Elefterios K. VENIZELOS, President of the Council of Ministers ;
His Excellency M. André MICHALAKOPOULOS, Vice-President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency ISMET Pasha, President of the Council of Ministers, Deputy for Malatya ;
His Excellency Dr. Tevfik RUSTU Bey, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Izmir ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to enter into any political or economic agreement or any alliance directed against the other Party.

Article 2.

Should one of the High Contracting Parties, despite its pacific attitude, be the object of an aggression by one or more Powers, the other Party undertakes to observe neutrality throughout the dispute.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, October 5, 1931.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation prévue dans les articles 7—19 ci-après toutes les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires. En cas de non réussite de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 20—23 du présent traité, à moins que les Parties ne tombent d'accord pour recourir à un tribunal arbitral constitué conformément aux articles 55 et suivants de la Convention¹ pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907 ou à tout autre accord existant entre elles.

Article 4.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux questions qui, en vertu des traités en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, rentrent dans la compétence de l'une d'elles, ni aux questions qui se rapportent au droit de souveraineté. Chacune des Parties aura le droit de déterminer, par une déclaration écrite, si une question relève du droit de souveraineté, l'autre Partie pouvant, en cas de contestation recourir à l'arbitrage ou à la Cour permanente de Justice internationale pour faire décider de cette question préjudicielle.

Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent également pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs au présent traité et qui appartiennent au passé.

Article 5.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 6.

S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 7.

Sur la demande adressée par l'une des Parties contractantes à l'autre Partie, une commission permanente de conciliation sera constituée dans les dix mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Sauf accord contraire des Parties, la commission de conciliation sera constituée de la façon suivante :

1^o La commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un, choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to submit to the procedure of conciliation provided for in Articles 7 to 19 hereinafter any questions on which they may disagree and which it may not be possible to settle by the normal methods of diplomacy. Should the procedure of conciliation prove unsuccessful, a judicial settlement shall be sought in conformity with Articles 20 to 23 of the present Treaty, unless the Parties agree to have recourse to an arbitral tribunal established in conformity with Articles 55 *et seq.* of the Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes or to any other agreement existing between them.

Article 4.

The provisions of the foregoing Article shall not apply to questions which, in virtue of Treaties in force between the High Contracting Parties, come within the jurisdiction of either Party, or to questions relating to the right of sovereignty. Each of the Parties shall have the right to decide, by means of a declaration in writing, whether a question concerns the right of sovereignty, and if the point is contested, the other Party shall be entitled to have recourse to arbitration or to apply to the Permanent Court of International Justice with a view to deciding the previous question.

The provisions of the foregoing Article shall not apply to disputes arising from facts prior to the present Treaty and belonging to the past.

Article 5.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided for by other Conventions in force between the disputing Parties may be settled in conformity with the provisions of such Conventions.

Article 6.

In the case of a dispute which, according to the domestic legislation of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the judicial or administrative authorities, such Party may oppose the submission of the dispute to the various procedures provided for by the present Treaty until a final decision has been given, within a reasonable time, by the competent authority.

In such a case the Party wishing to have recourse to the procedures provided for by the present Treaty shall be required to notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the above-mentioned decision.

Article 7.

On the presentation of a request from one Contracting Party to the other, a Permanent Conciliation Commission shall be established within six months following the exchange of the ratifications of the present Treaty.

In the absence of any agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall be established in the following manner :

1. The Commission shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, chosen from among their respective nationals. The remaining three Commissioners shall be chosen by joint agreement from among the nationals of third

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Parties désigneront le président de la commission et, en cas de désaccord, le sort déterminera lequel des trois commissaires sera le président.

2° Les commissaires seront nommés pour trois ans et seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Parties aura le droit de procéder au remplacement du commissaire nommé par elle.

3° Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou tout autre empêchement, suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 8.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale de conciliation sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 9.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 7 et 8, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties et si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances, ainsi choisies. Enfin, si dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 10.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 11.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie, celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Powers. Such persons must be of different nationalities and must not be habitually domiciled in the territory of the Parties or employed in their service. The Parties shall appoint the President of the Commission from among them, and, in the event of disagreement, the President shall be chosen by lot from among the said three Commissioners.

2. The Commissioners shall be appointed for three years and shall be re-eligible. The Commissioners appointed jointly may be replaced during the their term of office by consent of the Parties.

So long as the procedure has not begun, each of the Parties shall be entitled to effect the replacement of its nominee.

3. Vacancies arising as the result of death or resignation or any other impediment shall be filled as soon as possible in accordance with the method established for nominations.

Article 8.

Should a dispute arise before the Parties have nominated a Permanent Conciliation Commission, a Special Conciliation Commission shall be established to investigate the dispute within a period of three months from the date on which the request is addressed by one Party to the other. Nominations shall be made in conformity with the provisions of the foregoing Article unless otherwise decided by the Parties.

Article 9.

If the Commissioners to be appointed jointly have not been nominated within the time-limits laid down in Articles 7 and 8, the task of making the necessary appointments shall be entrusted to a third Power chosen by common consent of the Parties and should agreement not be reached in the matter, each Party shall designate a different Power and the appointments shall be made jointly by the Powers thus chosen. Lastly, if within a period of three months these two Powers have not been able to agree, each of them shall present as many candidates as there are members to be appointed. Lots shall be drawn to decide which of the candidates thus presented shall be appointed.

Article 10.

The dispute shall be brought before the Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by both Parties acting in agreement, or, failing agreement, by one or other of the Parties.

The request shall indicate briefly the subject of the dispute and shall invite the Commission to take the necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If a request is submitted by only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other.

Article 11.

Within fifteen days from the date on which one of the Parties shall have brought a dispute before the Conciliation Commission, either Party may replace its nominee for the investigation of such dispute by a person possessing special competence in the matter. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party, and in that case the latter shall be entitled to take similar action within a period of fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 12.

The Conciliation Commission shall meet, unless otherwise agreed between the Parties, at a place selected by its President.

Article 13.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, les propositions en vue du règlement du différend.

Article 14.

La Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui dans tous les cas devra être contradictoire, en tenant compte, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, des dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 16.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 17.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 18.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à partir du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques et aux conclusions, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 19.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Article 13.

It shall be the duty of the Conciliation Commission to elucidate the questions in dispute, with that object to collect all relevant information, and to endeavour to effect a settlement between the Parties.

After examination of the case it shall draw up a report containing proposals for the settlement of the dispute.

Article 14.

The Conciliation Commission shall establish its own procedure, which shall provide in all cases for both Parties being heard, regard being had, except in the case of a unanimous decision to the contrary, to the provisions of Chapter III of the Hague Convention of October 18, 1907 for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 15.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless, subject to the consent of the Parties, the Commission itself so decides.

Article 16.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, who shall act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that any persons whose evidence they consider desirable shall be heard.

The Commission, for its part, shall have the right to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties and from such persons as it may think fit to summon, subject to their Government's consent.

Article 17.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, in particular to supply it, to the best of their ability, with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it, in their territory and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts and to carry out enquiries on the spot.

Article 18.

The Conciliation Commission shall present its report within four months from the date on which it has been informed of the dispute, unless the Parties agree to extend this period.

A copy of the report shall be sent to each of the Parties.

The report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations or findings.

Article 19.

The Conciliation Commission shall fix the time-limit within which the Parties shall have to take a decision with regard to the proposals for a settlement contained in its report. Such time-limit shall not exceed three months.

Article 20.

Pendant la durée effective de la procédure, chacun des commissaires nommés de commun accord recevra une indemnité dont le montant sera arrêté par les Parties et payé par elles dans une égale mesure. Chaque Partie, par contre, fixera et payera l'indemnité du membre de la commission nommé par elle.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront supportés également par les deux Parties.

Article 21.

Si les recommandations de la commission ne sont pas acceptées par les deux Parties, chacune d'elles aura la faculté de soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale, dans le délai fixé par le rapport de la commission.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'elle pourra le trancher *ex aequo et bono* si une règle du droit international ne peut pas lui être appliquée.

Article 22.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les gouvernements des Parties contractantes et sera interprété en tous points par la Cour de Justice. Si le texte du compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 23.

Si la Cour permanente de Justice internationale établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de la décision dont il s'agit, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence de la Cour à la Partie lésée une satisfaction équitable.

Article 24.

L'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice que chacune des Parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Article 25.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 20.

For the actual duration of the procedure each of the joint nominees shall receive an allowance, the amount of which shall be fixed by the Parties and which shall be paid by the latter in equal shares. On the other hand, each Party shall fix and bear the cost of the allowance of its own nominee.

The general expenses entailed by the work of the Commission shall be shared equally by both Parties.

Article 21.

If the Commission's recommendations are not accepted by both Parties, each Party shall have the right to submit the dispute to the Permanent Court of International Justice within the time-limit fixed by the Commission's report.

Should the Court be of opinion that the dispute is not of a juridical nature, the Parties shall agree to settle it *ex aequo et bono*, if no rule of international law can be applied to it.

Article 22.

In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence which might devolve on the Permanent Court of International Justice, and any other conditions fixed between themselves.

The special agreement shall be drawn up by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties and shall be interpreted in all points by the Permanent Court. If the text of the special agreement has not been drawn up within three months from the date on which one of the Parties has been notified of a request for judicial settlement, either Party may bring the question before the Permanent Court by a simple application.

Article 23.

Should the Permanent Court of International Justice find that a decision of a court of law or other authority of one of the Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that Party not allow, or only inadequately allow the cancellation of the effects of such decision, the Parties agree that equitable satisfaction shall be given to the injured Party by the judgment of the Court.

Article 24.

The judgment given by the Permanent Court of International Justice shall be carried out in good faith by the Parties.

Any difficulties that may arise with regard to its interpretation shall be decided by the Permanent Court, to which the matter may be referred by either of the Parties by means of a simple application.

Article 25.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall refrain from any measures that might prejudicially affect the acceptance of the Conciliation Commission's proposals or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice.

Article 26.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Parties seraient convenues de lui substituer.

Article 27.

Les contestations qui pourraient surgir soit dans l'interprétation soit dans l'exécution du présent traité, y compris celles relatives à la qualification des litiges, seront soumises directement par une simple demande, à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 28.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il sera considéré comme renouvelé pour une seconde période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Ankara, le 30 octobre 1930.

(Signé) E. K. VENIZELOS.

(Signé) ISMET.

(Signé) A. MICHALACOPOULOS.

(Signé) T. RUSTU.

PROTOCOLE

Les deux Hautes Parties contractantes, imbues des principes qui les ont conduites à la signature du Pacte d'amitié et d'arbitrage signé en date de ce jour et désireuses de prévenir de vaines augmentations de leurs dépenses pour les armements navals et de marcher de pair dans la voie de la limitation parallèle de leurs forces respectives en tenant compte des conditions particulières à chacune d'elles, s'engagent à ne procéder à aucune commande, acquisition ou construction d'unités de guerre ou de leurs armements sans aviser au préalable l'autre Partie contractante six mois à l'avance, afin que l'occasion soit ainsi fournie aux deux gouvernements de prévenir éventuellement la course aux armements navals au moyen d'un échange amical de vues et d'explications de part et d'autre dans un esprit de parfaite sincérité.

ANKARA, le 30 octobre 1930.

(Signé) E. K. VENIZELOS

(Signé) ISMET.

(Signé) A. MICHALACOPOULOS.

(Signé) T. RUSTU.

Article 26.

If at the date of the expiry of the present Treaty conciliation procedure or judicial procedure is pending, it shall follow its course in conformity with the provisions of the present Treaty or of any other Convention that the Parties may have agreed to substitute therefor.

Article 27.

Any disputes that may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty, including such as relate to the character of the disputes, shall be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 28.

The present Treaty shall be ratified at the earliest possible date and shall come into force immediately after the exchange of ratifications. It is concluded for a period of five years as from the date of its coming into force. If it is not denounced six months before the expiry of that period, it shall be deemed to be renewed for a second period of five years, and similarly thereafter.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Ankara, October 30, 1930.

(Signed) E. K. VENIZELOS.

(Signed) ISMET.

(Signed) A. MICHALAKOPOULOS.

(Signed) T. RUSTU.

PROTOCOL.

The two High Contracting Parties, inspired by the principles which have led them to sign the Convention of Friendship and Arbitration of to-day's date, and desirous of preventing any unnecessary increase in their expenditure on naval armaments and of keeping pace with one another in the limitation of their respective forces, with due regard to the conditions particular to each of the said States, undertake to effect no order, acquisition or construction of war units or armaments, without having notified the other Party six months previously, so that both Governments may thus be enabled if necessary to prevent any competition in the sphere of naval armaments by means of a friendly exchange of views and of explanations on either side in a spirit of perfect sincerity.

ANKARA, October 30, 1930.

(Signed) E. K. VENIZELOS.

(Signed) ISMET.

(Signed) A. MICHALAKOPOULOS.

(Signed) T. RUSTU.

N° 2842.

**ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET SUÈDE**

Accord concernant l'exemption réciproque, dans certains cas, de l'impôt sur le revenu de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Signé à Dublin, le 8 octobre 1931.

**IRISH FREE STATE
AND SWEDEN**

Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Signed at Dublin, October 8, 1931.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2842. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN SVERIGE OCH IRLÄNDSKA FRISTATEN OM ÖMSESIDIGT FRITAGANDE FRÅN INKOMSTSKATT I VISSA FALL AV INKOMSTER HÄRRÖRANDE FRÅN REDERIRÖRELSE. UNDERTECKNAD I DUBLIN, DEN 8 OKTOBER 1931.

No. 2842. — AGREEMENT BETWEEN THE IRISH FREE STATE AND SWEDEN FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. SIGNED AT DUBLIN, OCTOBER 8, 1931.

Textes officiels suédois et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 9 novembre 1931.

Swedish and English official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 9, 1931.

HANS MAJESTÄT KONUNGENS AV SVERIGE REGERING och IRLÄNDSKA FRISTATENS REGERING, vilka önska avsluta en överenskommelse angående ömsesidigt fritagande från beskattning av rederirörelse i vissa fall, hava överenskommit om följande :

THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, being desirous of concluding an Agreement for the reciprocal exemption from taxation of the business of shipping in certain cases, have agreed as follows :

*Artikel I.**Article I.*

Irländska Fristatens regering samtycker jämlikt paragraf 4 i 1927 års finansakt att tillsvidare medgiva befrielse från inkomstskatt (inbegripet sur-tax) för intäkter och vinster härrörande från rederirörelse, vilken drives av en enskild person bosatt i Sverige och icke bosatt i Irländska Fristaten, eller av ett bolag eller en korporation, vars verksamhet ledes och kontrolleras i Sverige.

The Government of the Irish Free State by virtue of Section 4 of the Finance Act, 1927, provisionally agree to grant relief from Income Tax (including Surtax), in respect of profits or gains arising from the business of Shipping carried on by an individual resident in Sweden, and not resident in the Irish Free State, or by a Company or Corporation whose business is managed and controlled in Sweden.

*Artikel II.**Article II.*

Med hänsyn till bestämmelsen i artikel I förklarar Kungl. Svenska regeringen, att personer bosatta i Irländska Fristaten och bolag

In view of the stipulation contained in Article I, the Royal Swedish Government declare that individuals resident in the Irish

eller korporationer, vilkas verksamhet ledes och kontrolleras i Irländska Fristaten, jämlikt 72 § kommunalskattelagen den 28 september 1928 och 29 § Kungl. förordningen om statlig inkomst- och förmögenhetsskatt av samma dag skola vara befriade från all skatt för inkomst beträffande fartyg, som anlöpa svenska hamnar.

Free State and companies or corporations whose business is managed and controlled in the Irish Free State shall under the 72 § of the Swedish Communal Taxation Law of September 28th, 1928 and 29 § of the Income and Property Taxation Ordinance of the same day be exempt from any tax on income in respect of ships calling at Swedish ports.

Artikel III.

Med uttrycket «rederirörelse» förstås den verksamhet, som bedrivs av en ägare av fartyg, och i detta sammanhang innefattar uttrycket «ägare» envar befraktare.

Article III.

The expression "the business of Shipping" means the business carried on by an owner of ships, and for the purpose of this definition the expression "owner" includes any charterer.

Artikel IV.

Denna överenskommelse träder i kraft dagen för undertecknandet och kan när som helst uppsägas av envar av de kontraherande parterna med sex månaders uppsägningstid.

Denna överenskommelse skall upphöra att gälla om och så snart som antingen de lättnader, som medgivas enligt artikel I här ovan beträffande inkomstskatt i Irländska Fristaten, förlora sin giltighet eller de personer och bolag, som omnämnas i artikel II här ovan, upphöra att vara fritagna från däri omförmälda skatter beträffande däri omförmäld inkomst.

Till yttermera visso hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna överenskommelse och försett den med sina sigill.

Som skedde i två exemplar i Dublin den 8 oktober 1931.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

(L. S.) Desmond FITZGERALD.

Article IV.

This Agreement takes effect on the day of signature, and may be denounced by either of the Contracting Parties at any time by giving notice six months in advance.

This Agreement shall cease to have effect if, and so soon as, either the relief to be granted under Article I hereof in respect of Income Tax in the Irish Free State cease to have legal effect, or the individuals and companies mentioned in Article II hereof cease to be exempt from the taxes therein mentioned in respect of the profits therein mentioned.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate at Dublin this 8th October 1931.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

(L. S.) Desmond FITZGERALD.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 5 novembre 1931.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2842. — ACCORD ENTRE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LA SUÈDE, CONCERNANT L'EXEMPTION RÉCIPROQUE, DANS CERTAINS CAS, DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DE BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. SIGNÉ A DUBLIN, LE 8 OCTOBRE 1931.

LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt, dans certains cas, les entreprises d'armement maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, en vertu du paragraphe 4 de la loi de finance de 1927 convient, à titre provisoire, d'exempter de l'impôt sur le revenu (y compris la surtaxe), les bénéfices ou gains provenant d'entreprises d'armement maritime exploitées par un particulier résidant en Suède, et ne résidant pas dans l'Etat libre d'Irlande, ou par une société ou association dont les affaires sont exploitées et dirigées en Suède.

Article II.

En raison de la disposition contenue à l'article premier, le Gouvernement royal suédois déclare que les particuliers résidant dans l'Etat libre d'Irlande, ainsi que les sociétés ou associations dont les affaires sont exploitées et dirigées dans l'Etat libre d'Irlande, seront, en vertu du paragraphe 72 de la loi suédoise concernant les impôts municipaux, en date du 28 septembre 1928, et du paragraphe 29 de l'ordonnance relative à l'impôt sur le revenu et sur les biens, en date du même jours, exemptés de tout impôt sur le revenu, frappant des navires qui font escale dans des ports suédois.

Article III.

L'expression « entreprises d'armement maritime » signifie les entreprises d'un armateur de navires et, pour les fins de cette définition, l'expression « armateur de navires » comprend tous les affréteurs.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature, et pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes, en tout temps, sur un préavis de six mois.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le présent accord cessera d'avoir effet dès que l'exemption de l'impôt sur le revenu dans l'Etat libre d'Irlande, prévue à l'article premier du présent accord, cessera d'avoir effet légal, ou dès que les particuliers et sociétés mentionnés à l'article II du présent accord cesseront d'être exempts des impôts susmentionnés en ce qui concerne les bénéfices précités.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Dublin, le huit octobre mil neuf cent trente et un.

(L. S.) Erik PALMSTIERNA.

(L. S.) Desmond FITZ GERALD.

N° 2843.

FRANCE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans les deux pays. Paris, les 16 et 29 octobre 1930.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement for facilitating the Admission of Student Employees into the two Countries. Paris, October 16 and 29, 1930.

N° 2843. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES DANS LES DEUX PAYS. PARIS, LLS 16 ET 29 OCTOBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 novembre 1931.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

PARIS, le 16 octobre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note du département des Affaires étrangères du 2 octobre 1930 (Direction des Affaires administratives et des Unions internationales) relative à l'accord à conclure entre les Pays-Bas et la France dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la reine est disposé à mettre en vigueur l'arrangement suivant si le Gouvernement de la République veut bien prendre un engagement identique.

ARRANGEMENT

ENTRE LES PAYS-BAS ET LA FRANCE DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES
DANS LES DEUX PAYS.

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux « stagiaires », c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée afin de s'y perfectionner dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après, sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2843. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR FACILITATING THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES INTO THE TWO COUNTRIES. PARIS, OCTOBER 16 AND 29, 1930.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 10, 1931.

NETHERLANDS LEGATION.

PARIS, October 16, 1930.

SIR,

With reference to the note of the Department of Foreign Affairs, dated October 2, 1930, (Directorate of Administrative Affairs and International Unions) respecting the agreement to be concluded between the Netherlands and France with the object of facilitating the admission of student employees into the two countries, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government is prepared to put the following arrangement into operation provided that the Government of the French Republic is willing to give an identical undertaking.

ARRANGEMENT

BETWEEN FRANCE AND THE NETHERLANDS TO FACILITATE THE ADMISSION OF STUDENT EMPLOYEES INTO THE TWO COUNTRIES.

Article 1.

This arrangement shall apply to student employees, that is to say, the nationals of one of the two countries who go to the other country for a limited period in order there to perfect themselves in the knowledge of the commercial or professional customs of that country, at the same time taking up employment in an industrial or commercial establishment.

Student employees shall be permitted to take up such employment under the conditions laid down in the following Articles, whatever may be the condition of the labour market in the occupation in question.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule they must not be over thirty years of age.

¹ Traduction du Bureau International du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement, ne devra pas dépasser cinquante par an.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si le contingent de cinquante autorisations n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Ce maximum de cinquante joue, pour l'année 1930, jusqu'au 31 décembre 1930 et pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il pourra être toutefois modifié ultérieurement en vertu d'un accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes, que si les employeurs qui les occuperont s'engagent envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux, à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives, d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée, dans leur Etat, de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante dans l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 3.

As a general rule permission shall be given for one year. In exceptional cases it may be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits granted to student employees of either State under this Arrangement shall not exceed 50 a year.

This limit shall be exclusive of the number of student employees of each of the two States already resident in the territory of the other State in pursuance of this Arrangement. It shall apply irrespective of the period for which the permits issued in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota of 50 permits is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State, nor to carry over to the following year the unutilised balance of its quota.

This maximum of 50 shall apply for the year 1930 until 31st December, 1930, and for every following year from 1st January to 31st December. Nevertheless, the said maximum may hereafter be altered for any year in pursuance of an agreement concluded on the proposal of one of the two States not later than 1st December in the preceding year.

Article 5.

Student employees shall not be admitted by the competent authorities unless the employers who are to employ them give an undertaking to the said authorities to grant the said student employees, as soon as they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases the employers shall undertake to pay student employees remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees who desire to benefit by the terms of this Arrangement shall make application to the authority appointed in their country to centralise applications for student employees in their occupation. They shall furnish in their application all the necessary information, and shall state particularly the industrial or commercial establishments in which they are to be employed. The said authority shall examine the application to ascertain whether it is necessary to transmit it to the corresponding authority of the other State taking into consideration the annual quota to which it is entitled and the allocation of this quota as made by the said authority itself among the various occupations, and shall transmit the application if necessary to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do their utmost to ensure that applications are dealt with as quickly as possible.

Article 7.

The competent authorities shall do their utmost to ensure that the decisions of the administrative authorities respecting the admission and stay of approved student employees are given as quickly as possible. They shall also endeavour to settle as quickly as possible any difficulties which may arise with respect to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements communiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9.

Le présent arrangement reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des deux Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) J. LOUDON.

A Son Excellence Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 29 octobre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre N° 2681 du 16 de ce mois, relative à l'accord à conclure entre les Pays-Bas et la France dans le but de faciliter l'admission des stagiaires dans nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement français est disposé à mettre en vigueur l'arrangement suivant étant donné que le Gouvernement des Pays-Bas lui a fait savoir qu'il prenait un engagement identique.

ARRANGEMENT

ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS DANS LE BUT DE FACILITER L'ADMISSION DES STAGIAIRES
DANS LES DEUX PAYS.

Article premier.

Le présent arrangement s'applique aux « stagiaires », c'est-à-dire aux ressortissants de l'un des deux pays qui se rendent dans l'autre pays pour une période délimitée afin de s'y perfectionner dans les usages commerciaux ou professionnels de ce pays tout en y occupant un emploi dans un établissement industriel ou commercial.

Les stagiaires seront autorisés à occuper un emploi dans les conditions fixées par les articles ci-après, sans que la situation du marché du travail dans la profession dont il s'agit puisse être prise en considération.

Article 8.

Each of the two Governments shall communicate to the other Government, within the month following the coming into operation of this Arrangement, the names of the competent authority or authorities which it has appointed to centralise applications from its nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

This Arrangement shall remain in operation until 31 December, 1930. It shall continue in operation subsequently by tacit renewal from year to year, unless it is denounced by one of the two parties before 1st October with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation the permits granted under this Arrangement shall remain valid for the period for which they were granted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. LOUDON.

To His Excellency Mr. A. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *October 29, 1930.*

SIR,

In reply to your letter No. 2681 of the 16th instant, respecting the agreement to be concluded between the Netherlands and France with the object of facilitating the admission of student employees into the two countries, I have the honour to inform you that the French Government is prepared to put the following arrangement into operation, in view of the fact that it has been informed by the Government of the Netherlands that the latter has given an identical undertaking.

ARRANGEMENT

BETWEEN FRANCE AND THE NETHERLANDS TO FACILITATE THE ADMISSION OF STUDENT
EMPLOYEES INTO THE TWO COUNTRIES.

Article 1.

This arrangement shall apply to student employees, that is to say, the nationals of one of the two countries who go to the other country for a limited period in order there to perfect themselves in the knowledge of the commercial or professional customs of that country, at the same time taking up employment in an industrial or commercial establishment.

Student employees shall be permitted to take up such employment under the conditions laid down in the following Articles, whatever may be the condition of the labour market in the occupation in question.

Article 2.

Les stagiaires peuvent être de l'un ou de l'autre sexe. En principe, ils doivent ne pas avoir dépassé l'âge de trente ans.

Article 3.

L'autorisation est donnée en principe pour une année. Elle pourra exceptionnellement être prolongée pour six mois.

Article 4.

Le nombre des autorisations qui seront accordées aux stagiaires de chacun des deux Etats, en vertu du présent arrangement ne devra pas dépasser cinquante par an.

Cette limite sera indépendante du nombre des stagiaires de chacun des deux Etats résidant déjà sur le territoire de l'autre Etat en vertu du présent arrangement. Elle s'appliquera quelle que soit la durée pour laquelle les autorisations délivrées au cours d'une année auront été accordées et pendant laquelle elles auront été utilisées.

Si ce contingent de cinquante autorisations n'était pas atteint au cours d'une année par les stagiaires de l'un des deux Etats, celui-ci ne pourrait pas réduire le nombre des autorisations données aux stagiaires de l'autre Etat, ni reporter sur l'année suivante le reliquat inutilisé de son contingent.

Ce maximum de cinquante joue, pour l'année 1930, jusqu'au 31 décembre 1930, et pour chacune des années suivantes du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il pourra être toutefois modifié ultérieurement en vertu d'un accord qui devra intervenir sur la proposition de l'un des deux Etats le 1^{er} décembre au plus tard pour l'année suivante.

Article 5.

Les stagiaires ne pourront être admis par les autorités compétentes, que si les employeurs qui les occuperont s'engagent envers ces autorités, dès que ces stagiaires rendront des services normaux à les rémunérer, là où il existe des conventions collectives, d'après le tarif fixé par ces conventions, là où il n'en existe point, d'après les taux normaux et courants de la profession et de la région. Dans les autres cas, les employeurs devront s'engager à leur donner une rémunération correspondant à la valeur de leurs services.

Article 6.

Les stagiaires qui désireront bénéficier des dispositions du présent arrangement devront en faire la demande à l'autorité chargée dans leur Etat de centraliser les demandes des stagiaires pour leur profession. Ils devront donner, dans leur demande, toutes les indications nécessaires et faire connaître notamment l'établissement industriel ou commercial dans lequel ils doivent être employés. Il appartiendra à ladite autorité d'examiner s'il y a lieu de transmettre ladite demande à l'autorité correspondante dans l'autre Etat, en tenant compte du contingent annuel auquel elle a droit et de la répartition de ce contingent qu'elle aura arrêtée elle-même entre les diverses professions et de la transmettre, le cas échéant, aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Les autorités compétentes des deux Etats feront tout leur possible pour assurer l'instruction des demandes dans le plus court délai.

Article 2.

Student employees may be of either sex. As a general rule they must not be over thirty years of age.

Article 3.

As a general rule permission shall be given for one year. In exceptional cases it may be prolonged for six months.

Article 4.

The number of permits granted to student employees of either State under this Arrangement shall not exceed 50 a year.

This limit shall be exclusive of the number of student employees of each of the two States already resident in the territory of the other State in pursuance of this Arrangement. It shall apply irrespective of the period for which the permits issued in the course of the year have been granted and during which they have been utilised.

If this quota of 50 permits is not reached in the course of a year by the student employees of one of the two States, that State shall not be entitled to reduce the number of permits granted to student employees of the other State, nor to carry over to the following year the unutilised balance of its quota.

This maximum of 50 shall apply for the year 1930 until 31st December, 1930, and for every following year from 1st January to 31st December. Nevertheless, the said maximum may hereafter be altered for any year in pursuance of an agreement concluded on the proposal of one of the two States not later than 1st December in the preceding year.

Article 5.

Student employees shall not be admitted by the competent authorities unless the employers who are to employ them give an undertaking to the said authorities to grant the said student employees, as soon as they render the customary services, remuneration in conformity with the scale fixed by collective agreements where such exist and in conformity with the normal and customary rates in the occupation and in the district where collective agreements do not exist. In other cases the employers shall undertake to pay student employees remuneration corresponding to the value of their services.

Article 6.

Student employees who desire to benefit by the terms of this Arrangement shall make application to the authority appointed in their country to centralise applications for student employees in their occupation. They shall furnish in their application all the necessary information, and shall state particularly the industrial or commercial establishments in which they are to be employed. The said authority shall examine the application to ascertain whether it is necessary to transmit it to the corresponding authority of the other State taking into consideration the annual quota to which it is entitled and the allocation of this quota as made by the said authority itself among the various occupations, and shall transmit the application if necessary to the competent authorities of the other State.

The competent authorities of both States shall do their utmost to ensure that applications are dealt with as quickly as possible.

Article 7.

Les autorités compétentes feront tous leurs efforts pour que les décisions des autorités administratives concernant l'entrée et le séjour des stagiaires admis interviennent d'urgence. Elles s'efforceront également d'aplanir avec la plus grande rapidité les difficultés qui pourraient surgir à propos de l'entrée ou du séjour des stagiaires.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements communiquera à l'autre gouvernement, dans le mois qui suivra la mise en vigueur du présent arrangement, la ou les autorités qu'il aura chargées de centraliser les demandes des ressortissants de son Etat et de donner suite aux demandes des ressortissants de l'autre Etat.

Article 9.

Le présent arrangement reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1930. Il sera prorogé ensuite par tacite reconduction et chaque fois pour une nouvelle année, à moins qu'il ne soit dénoncé par une des deux Parties avant le 1^{er} octobre pour la fin de l'année.

Toutefois, en cas de dénonciation, les autorisations accordées en vertu du présent arrangement resteront valables pour la durée pour laquelle elles ont été accordées.

Veillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma haute considération.

| (Signé) A. BRIAND.

A Monsieur le Jonkheer Loudon,
Ministre des Pays-Bas,
à Paris.

Article 7.

The competent authorities shall do their utmost to ensure that the decisions of the administrative authorities respecting the admission and stay of approved student employees are given as quickly as possible. They shall also endeavour to settle as quickly as possible any difficulties which may arise with respect to the admission or stay of student employees.

Article 8.

Each of the two Governments shall communicate to the other Government, within the month following the coming into operation of this Arrangement, the names of the competent authority or authorities which it has appointed to centralise applications from its nationals and to deal with applications from nationals of the other State.

Article 9.

This Arrangement shall remain in operation until 31st December, 1930. It shall continue in operation subsequently by tacit renewal from year to year, unless it is denounced by one of the two parties before 1st October with effect as from the end of the year.

Nevertheless, in case of denunciation the permits granted under this Arrangement shall remain valid for the period for which they were granted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

To

Monsieur le Jonkheer Loudon,
Minister of the Netherlands,
Paris.

N° 2844.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'admission dans le Royaume-Uni de stagiaires néerlandais et annexe. Londres, les 12 janvier, 23 mars et 9 avril 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Admission into the United Kingdom of Student Employees from the Netherlands, and Annex. London, January 12, March 23 and April 9, 1931.

No. 2844. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ADMISSION INTO THE UNITED KINGDOM OF STUDENT EMPLOYEES FROM THE NETHERLANDS. LONDON, JANUARY 12, MARCH 23 AND APRIL 9, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 novembre 1931.

I.

FOREIGN OFFICE S.W.I.

No. W.140/140/29.

January 12th, 1931.

SIR,

With reference to Jonkheer R. de Marees van Swinderen's Note No. 1638 of November 27th, 1930, I have the honour to transmit to you herewith a copy of a memorandum prepared by the Ministry of Labour on the subject of the admission of student employees into this country from the Netherlands.

2. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland approve of the proposed arrangements and that on receipt of the formal concurrence of the Netherlands Government the scheme will be put into operation.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant.

For the Secretary of State
(Signed) A. W. A. LEEPER.

Jonkheer W. F. Roell,
etc., etc., etc.

¹ Entré en vigueur le 13 avril 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2844. — ECHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ADMISSION DANS LE ROYAUME-UNI DE STAGIAIRES NÉERLANDAIS. LONDRES, LES 12 JANVIER, 23 MARS ET 9 AVRIL 1931.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 10, 1931.

I.

FOREIGN OFFICE S. W. I.

N^o W. 140/140/29.

12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note du Jonkheer R. de Marees van Swinderen N^o 1638 du 27 novembre 1930, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, une copie du memorandum établi par le Ministère du Travail concernant l'admission dans le Royaume-Uni de stagiaires venant des Pays-Bas.

2. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord approuve les arrangements proposés et que le système sera mis en application aussitôt que le Gouvernement néerlandais aura fait connaître son adhésion formelle.

J'ai l'honneur, etc.

Pour le secrétaire d'Etat :
(Signé) A. W. A. LEEPER.

Jonkheer W. F. Roell,
etc., etc., etc.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

² Came into force April 13, 1931.

(W.140/140/29.)

MEMORANDUM.

ENTRY OF NETHERLANDS STUDENTS FOR EMPLOYMENT.

1. Netherlands students of either sex to the number of seventy-five in any twelve months will be selected by an appropriate Authority at the Hague. The full name and addresses of the persons selected will be communicated to the Netherlands Minister in London, who in turn will send them to the Secretary, Ministry of Labour.

2. Netherlands subjects admitted in accordance with the agreement shall be permitted to follow all occupations except those which, by law, aliens are expressly prohibited from following. Provided always that the number permitted to enter the hotel and restaurant industry shall not exceed 15 and in respect of hairdressing establishments shall not exceed 4 in any twelve months.

3. The Netherlands Authorities will take steps to ensure that their nationals seeking admission to the United Kingdom in accordance with the agreement shall not exceed 30 years of age or shall be those who desire to perfect themselves in their knowledge of the English language and to obtain experience in the commercial or professional customs of the United Kingdom while following an approved occupation.

4. (a) The Netherlands Authorities will issue to each student employee seeking admission to the United Kingdom and who intends to look for employment after arrival, a certificate in accordance with the Annex hereto. The undertaking given on the back of the certificate will be completed by the student employee and will be produced by him with his passport to the Immigration Officer at the port of arrival.

(b) The student employee on completing the undertaking given on the back of the certificate will, notwithstanding the fact that the Minister of Labour in London has not issued a permit as required by Article 1 (3) (b) of the Aliens Order, 1920, be given leave to land for a period of two months provided always that the regulations concerning the admission of foreigners to the United Kingdom are otherwise complied with.

(c) A Netherlands subject who obtains leave to land in accordance with the foregoing paragraph shall not take up any employment without the sanction in writing of the Under Secretary of State, Home Office. Application for this sanction shall be made upon a form which will be supplied to the alien by the Immigration Officer at the port of disembarkation. If the proposed employment is approved, leave to accept it will be granted for a period of 12 months. In exceptional circumstances that period may be extended for a further six months.

5. When a duly certified student employee, as selected by the appropriate authority at the Hague, has already obtained employment which he proposes to take up when he arrives in the United Kingdom, the Ministry of Labour in London will issue to the Netherlands Minister in London a permit in ordinary form as required by Article 1 (3) (b) of the Aliens Order, 1920. Such permit will be valid for 12 months with the possibility of extension for a further six months, and the permission to land will be for the same period. Paragraph 4 of this Memorandum will not apply in such cases.

II.

NETHERLAND LEGATION.

No. 382.

LONDON, 23rd March 1931.

SIR,

By a note of January 12th No. W.140/140/29 you had the kindness to transmit to me a copy of a memorandum prepared by the Ministry of Labour on the subject of the admission of student employees into this country from the Netherlands.

MÉMORANDUM

ENTRÉE DE STAGIAIRES NÉERLANDAIS EN VUE D'UN EMPLOI.

1. Des stagiaires néerlandais de l'un et l'autre sexes seront choisis par une autorité compétente à La Haye, au nombre de soixante-quinze par période de douze mois. Les noms et adresses des personnes choisies seront communiqués au ministre des Pays-Bas à Londres, qui les transmettra au secrétaire du Ministère du Travail.

2. Les sujets néerlandais admis conformément à l'arrangement seront autorisés à exercer tous les emplois à l'exception de ceux dont les lois en vigueur interdisent expressément l'accès aux étrangers, étant entendu que le nombre des personnes admises à occuper un emploi dans l'industrie des hôtels et restaurants ne dépassera pas quinze et celui des personnes admises à occuper un emploi dans les établissements de coiffure, quatre, au cours de toute période de douze mois.

3. Les autorités néerlandaises prendront les mesures nécessaires pour que l'admission dans le Royaume-Uni, conformément à l'arrangement, ne soit demandée que pour leurs nationaux n'ayant pas dépassé l'âge de trente ans, et pour ceux désireux de perfectionner leur connaissance de la langue anglaise ou d'acquérir de l'expérience dans les usages commerciaux ou professionnels du Royaume-Uni tout en exerçant une occupation approuvée.

4. a) Les autorités néerlandaises délivreront à tout stagiaire, sollicitant son admission dans le Royaume-Uni et ayant l'intention de chercher un emploi après son arrivée, un certificat conforme au modèle reproduit en annexe. L'engagement formulé au verso du certificat sera complété par le stagiaire et présenté par lui, en même temps que son passeport, au fonctionnaire de l'émigration du port d'arrivée.

b) Le stagiaire, ayant complété l'engagement formulé au verso du certificat, sera autorisé à débarquer pour une période de deux mois, même si le ministre du Travail à Londres n'a pas délivré, à son égard, le permis requis à l'article premier 3. b) de l'ordonnance de 1920 sur les étrangers, sous réserve toutefois que les autres dispositions concernant l'admission des étrangers dans le Royaume-Uni soient observées.

c) Aucun sujet néerlandais qui aura reçu l'autorisation de débarquer conformément au paragraphe précédent ne prendra un emploi sans avoir obtenu, à cet effet, la sanction écrite du sous-secrétaire d'Etat au Home Office. La demande, en vue de cette sanction, sera faite sur un formulaire délivré à l'impétrant par le fonctionnaire de l'émigration au port de débarquement. Si l'emploi envisagé est approuvé, l'autorisation de l'accepter s'étendra à une période de douze mois. Dans des circonstances exceptionnelles, la période pourra être prolongée de six mois.

5. Lorsqu'un stagiaire, dûment muni du certificat constatant qu'il a été choisi par l'autorité compétente à La Haye, aura déjà obtenu un emploi qu'il compte remplir à son arrivée dans le Royaume-Uni, le ministère du travail à Londres délivrera au ministre des Pays-Bas à Londres un permis du modèle ordinaire prévu à l'article premier 3 b) de l'ordonnance de 1920 sur les étrangers. Ce permis sera valable pour une période de douze mois, pouvant être prolongée de six mois, et la permission de débarquer sera de la même durée. Le paragraphe 4 du présent mémorandum sera applicable aux cas de cette nature.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 382.

LONDRES, 23 mars 1931.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par une note du 12 janvier N° W.140/140/29, vous avez bien voulu me transmettre une copie du Mémorandum établi par le Ministère du Travail au sujet de l'admission dans le Royaume-Uni de stagiaires venant des Pays-Bas.

Conform instructions received I have the honour to confirm you that my Government approve of the proposed arrangements ; they suggest however that as the memorandum itself speaks of the United Kingdom, the word Great Britain, as used in the annex to it, might be changed also into United Kingdom. I am able to add that the Ministry of Labour, whom I have approached on the subject, agrees with this suggestion.

I should feel obliged to get informed at your earliest convenience of the exact date on which the arrangement will be put in operation, and have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant.

(Signed) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable
Arthur Henderson, M.P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE S.W.I.

No. W.3771/140/29.

9th April, 1931.

Immediate.

SIR,

I have the honour to refer to your note No. 382 of the 23rd ultimo concerning the agreement for the admission of student employees into this country from the Netherlands.

2. As stated in paragraph 2 of your note, it is clear that the words " United Kingdom " should be substituted in the annex to the Convention for the words " Great Britain ".

3. I have the honour to inform you that it has been ascertained that Monday the 13th of April would be a convenient date for the scheme to come into operation.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen,
etc., etc., etc.

For the Secretary of State,
(Signed) C. Howard SMITH.

ANNEX.

(Face.)

Form of certificate to be issued in the Netherlands to " student employees "

I certify that a Netherland citizen holding a valid National passport whose usual or proposed occupation is is a ¹ student employee who is travelling to Great Britain in accordance with the terms of the agreement between the Netherland and British Governments for the admission of student employees.

Signature
Office Stamp.....
Date

To the Immigration Officer.

¹ For the purpose of the agreement mentioned, student employees are young persons of either sex who would be assisted in their normal occupation in the Netherlands if they acquired some knowledge of the English language or British business methods and who, having obtained that knowledge, will return to the Netherlands.

Conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de vous confirmer que mon gouvernement approuve l'arrangement proposé ; toutefois, étant donné que dans le mémorandum, il est fait usage de la dénomination « Royaume-Uni », mon gouvernement suggère que les mots « Grande-Bretagne », qui se trouvent dans l'annexe au mémorandum, soient également remplacés par les mots « Royaume-Uni ». Je suis en mesure d'ajouter que le Ministère du Travail, pressenti par moi, accepte cette suggestion.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître aussitôt que possible la date exacte à laquelle l'arrangement entrera en vigueur.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Au Très Honorable
Arthur Henderson, M. P.,
etc., etc., etc.

III.

FOREIGN OFFICE S. W. I.
N° W.3771/I40/29.

9 avril 1931.

Urgente.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note N° 382 du 23 mars 1931 concernant la convention pour l'admission dans le Royaume-Uni de stagiaire venant des Pays-Bas.

2. Comme vous le déclarez au deuxième alinéa de votre note, il est évident que les mots « Grande-Bretagne » devront être remplacées par les mots « Royaume-Uni » dans l'annexe à la convention.

3. J'ai l'honneur de vous informer que le lundi 13 avril est considéré comme la date convenant pour l'entrée en vigueur du système.

J'ai l'honneur, etc., etc.

Pour le Secrétaire d'Etat,
(Signé) C. Howard SMITH.

Jonkheer R. de Marees Van Swinderen,
etc., etc., etc.

ANNEXE

(Recto)

Modèle du certificat à délivrer dans les Pays-Bas, aux stagiaires.

Je certifie que citoyen..... néerlandais, porteur d'un passeport national valide, exerçant ou se proposant d'exercer la profession de..... est un ¹ stagiaire se rendant en Grande-Bretagne en conformité des termes de la convention entre les gouvernements néerlandais et britannique pour l'admission des stagiaires.

Signature

Timbre

Date

Au fonctionnaire de l'immigration.

¹ Aux fins de la convention susmentionnée, les stagiaires sont des jeunes gens de l'un et l'autre sexe auxquels une certaine connaissance de la langue anglaise ou des méthodes commerciales britanniques serait utile dans leurs occupations habituelles aux Pays-Bas et qui, une fois cette connaissance acquise, retourneront aux Pays-Bas.

(Back.)

Undertaking to be given by the student employee to the Immigration Officer.

I,.....a Netherland citizen holding a certificate issued to me in the Netherlands to the effect that I am a student employee, hereby undertake not to take up any employment in Great Britain without first obtaining in writing permission to that effect from the Under Secretary of State, Home Office, London, S. W. 1.

Signature.....

Date.....

To the Immigration Officer.

(Verso)

Engagement à prendre par le stagiaire envers le fonctionnaire de l'immigration.

Je soussigné,.....
citoyen néerlandais, porteur d'un certificat qui m'a été délivré aux Pays-Bas à l'effet d'établir ma
qualité de stagiaire, m'engage à ne pas accepter d'emploi en Grande-Bretagne sans en avoir obtenu
au préalable l'autorisation écrite du Sous-Secrétaire d'Etat au Home Office, à Londres, S. W. 1.

Signature

Date

Au fonctionnaire de l'Immigration.

N° 2845.

BRÉSIL ET SUÈDE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Rio-de-Janeiro, le 16 octobre 1931.

BRAZIL AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Rio de Janeiro, October 16,
1931.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2845. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO-DE-JANEIRO, LE 16 OCTOBRE 1931.

Nº 2845. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E A SUECIA, CONSTITUINDO UN ACCORDO COMMERCIAL PROVISORIO. RIO DE JANEIRO, 16 DE OUTUBRO DE 1931.

Textes officiels français et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 novembre 1931.

French and Portuguese official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place November 10, 1931.

I.

LÉGATION DE SUÈDE
Nº 17.

RIO-DE-JANEIRO, le 16 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers engagés entre nous au sujet du règlement des relations commerciales entre la Suède et les Etats-Unis du Brésil, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement suédois, à condition de réciprocité et en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre la Suède et le Brésil, s'engage vis-à-vis du Brésil à appliquer les stipulations suivantes :

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux pays scandinaves et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

En attendant la confirmation de l'acceptance du Gouvernement du Brésil de cet arrangement, je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Johan PAUES.

Son Excellence

Monsieur le Dr Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 novembre 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

II.

MINISTERIO
DAS
RELAÇÕES EXTERIORES.
EC/10/8 (42). (78) 8.

RIO DE JANEIRO, em 16 de Outubro de 1931.

SENHOR MINISTRO.

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Excellencia me informa de que, com referencia ás negociações entabuladas a respeito da regulamentação das relações commerciaes entre os Estados Unidos do Brasil e a Suecia o Governo sueco, aguardando a conclusão de um tratado de commercio defini-

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
E C./10/8 (42). (78) 8.

RIO-DE-JANEIRO, le 16 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence m'informe, à propos des pourparlers engagés au sujet du règlement des relations commerciales entre les Etats-Unis du Brésil et la Suède, que le Gouvernement suédois, en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif, s'engage,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tivo, se compromette, sob condição de reciprocidade, a applicar em relação ao Brasil, as estipulações seguintes :

1. As partes contractantes consentem em conceder reciprocamente o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida em relação a tudo o que se refere aos direitos aduaneiros e quaesquer direitos accessorios, o modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que possam ser subordinadas as operações de despacho alfandegario.

2. Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras e formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos de mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

3. Da mesma forma, os productos naturaes ou fabricados exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras e formalidades mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

4. Todas as vantagens, favores, privilegios, e immunidades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das partes contractantes, na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados, originarios de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos de mesma natureza originarios da outra parte contractante ou destinados ao territorio dessa parte.

5. Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos acima formulados, os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos aos paizes escandinavos, e os que se destinam a facilitar o trafico de fronteira, assim como os que resultem de uma união aduaneira já celebrada, ou que possa ser celebrada, de futuro, por uma das partes contractantes.

6. Este accôrdo entrará em vigor na data da troca das notas, e poderá ser denunciado mediante notificação prévia de trez mezes.

sous condition de réciprocité, à appliquer à l'égard du Brésil les stipulations suivantes :

1. Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

2. En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

3. De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

4. Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

5. Sont exceptés toutefois des engagements ci-dessus les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux pays scandinaves et celles qui ont pour but de faciliter le trafic de frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue, ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

6. Cet arrangement entrera en vigueur à la date où seront échangées les notes et il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

7. Em resposta, levo ao seu conhecimento que o Governo brasileiro está de accôrdo com a proposta do Governo sueco e aceita os compromissos resultantes dessa proposta e constantes da nota de Vossa Excellencia.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(Assignado) Afranio DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Johan Theodor Paues,
Enviado extraordinario
e Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade
o Rei da Suecia.

Certifiée pour copie conforme,
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 novembre 1931.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

É copia authentica :
Secretaria de Estado das Relações Exteriores,
Rio de Janeiro D. F., em 11 de maio de 1932

Co de Treitas Valle,
*Chefe do Serviço dos Limites e Actos
Internacionais, p. i.*

7. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement brésilien souscrit à la proposition du Gouvernement suédois et accepte les engagements résultant de cette proposition tels qu'ils sont exposés dans la note de Votre Excellence.

Je saisis, etc.

(Signé) Afranio DE MELLO FRANCO.

Son Excellence
M. Johan Theodor Paues,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté
le Roi de Suède.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2845. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, OCTOBER 16, 1931.

SWEDISH LEGATION.
N^o 17.

I.

RIO DE JANEIRO, *October 16, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations instituted between us in regard to the settlement of commercial relations between Sweden and the United States of Brazil, I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity and pending the conclusion of a definitive commercial treaty between Sweden and Brazil, the Swedish Government undertakes to apply the following stipulations in its relations with Brazil.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties, and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous than those to which products of a like nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the said respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities more onerous than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

All advantages, favours, privileges and exemptions which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

Favours at present accorded or which may hereafter be accorded to Scandinavian countries, and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs Union already concluded or which may be concluded in future by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the undertakings set forth in the present article.

This Agreement shall come into force on the date on which the notes are exchanged and may be denounced with three months' notice.

Awaiting the confirmation of the Brazilian Government's acceptance of this Agreement, I have the honour, etc.

(Signed) Johan PAUES.

His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

EC/10/8 (42) (78) 8.

RIO DE JANEIRO, *October 16, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note in which Your Excellency informs me that, with reference to the negotiations instituted in regard to the settlement of commercial relations between the United States of Brazil and Sweden, the Swedish Government, pending the conclusion of a definitive commercial treaty, undertakes, on condition of reciprocity, to apply the following stipulations in its relations with Brazil :

1. The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unlimited most-favoured- nation treatment in all that concerns Customs duties and any accessory duties, the method of collection of the duties and the rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

2. Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject, in the above respects, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities other or more onerous than those to which products of a like nature originating in any other country are or may hereafter be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject in the said respects to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules and formalities more onerous than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

4. All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties, in the above-mentioned matter, to natural or manufactured products originating in any other country shall be applied, immediately and without compensation, to products of a like nature originating in or consigned to the territory of the other Contracting Party.

5. Favours at present accorded or which may hereafter be accorded to Scandinavian countries, and those designed to facilitate frontier traffic or resulting from a Customs Union already concluded or which may be concluded in future by either of the Contracting Parties, shall, however, be excluded from the above-mentioned undertakings.

6. This arrangement shall come into force on the date on which the Notes are exchanged and may be denounced with three months' notice.

7. In reply, I beg to inform you that the Brazilian Government agrees to the Swedish Government's proposal and accepts the obligations resulting there from, as set forth in Your Excellency's Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Afranio DE MELLO FRANCO.

His Excellency
M. Johan Theodor Paues,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Sweden.

N° 2846.

FRANCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention sanitaire vétérinaire, avec
annexes et protocole de signature,
signés à Paris, le 3 octobre 1930,
et échange de notes y relatif, Paris,
le 7 octobre 1930.

FRANCE
AND CZECHOSLOVAKIA

Veterinary Sanitary Convention, with
Annexes and Protocol of Signa-
ture, signed at Paris, October 3,
1930, and Exchange of Notes
relating thereto, Paris, October 7,
1930.

N^o 2846. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LA FRANCE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A PARIS, LE 3 OCTOBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 novembre 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant reconnu la nécessité de conclure une convention sanitaire vétérinaire destinée à faciliter entre les deux pays, dans toute la mesure du possible et tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux en la matière, le trafic réciproque des animaux et des matières et produits d'origine animale, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. IBL, conseiller de la Légation de Tchécoslovaquie à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. LESAGE, directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture ;

M. LECLAINCHE, inspecteur général des Ecoles vétérinaires, chef des Services vétérinaires ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

L'importation du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur celui de l'autre des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des matières et produits bruts d'origine animale et, en général, de tous les objets susceptibles d'être des véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation des viandes fraîches, conservées, et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douanes ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat sur le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 27 août 1931. Entrée en vigueur le 27 septembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2846. — VETERINARY SANITARY CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 3, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 12, 1931.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, having recognised the necessity of concluding a Veterinary Sanitary Convention for the purpose of facilitating as far as possible the traffic in animals and substances and products of animal origin between the two countries, while at the same time safeguarding their vital interest in the matter, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. IBL, Counsellor of the Czechoslovak Legation at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. LESAGE, Director of Agriculture at the Ministry of Agriculture ;

M. LECLAINCHE, Inspector-General of Veterinary Schools, Head of the Veterinary Services ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The importation from the territory of either of the High Contracting Parties into the territory of the other of animals (equines, ruminants, pigs, poultry), raw substances and products of animal origin, and in general all articles liable to spread epizootic diseases, and also the importation of fresh and preserved meat and all meat products intended for food, may be confined to the Customs offices or ports expressly mentioned, and be subject to veterinary inspection by the State into whose territory they are to be imported.

Article 2.

Animals, in order to be admitted on importation, must be accompanied by a certificate of origin and health.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, August 27, 1931. Came into force September 27, 1931.

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance, de la gare ou port d'embarquement, ainsi que du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire attestant que l'état sanitaire des animaux n'est pas suspect et que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat, exception faite des cas particuliers énumérés au protocole final.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, la pleuropneumonie contagieuse du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse, le choléra aviaire et la peste poules ;

Ne sera délivré en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées à la lettre a), depuis au moins un an ; à la lettre b), depuis au moins quarante jours ; à la lettre c), depuis au moins trente jours.

Le certificat attestera pour les bovins d'élevage et de rente :

- a) Qu'ils ont été reconnus indemnes de tuberculose, immédiatement avant l'expédition, par une inoculation sous-cutanée de tuberculine ;
- b) Qu'ils proviennent directement d'une exploitation d'élevage indemne d'avortement épizootique, ou que l'examen du sang, pratiqué dans un laboratoire d'Etat, n'a pas révélé l'existence de l'infection.

Pour les vaches non destinées à la boucherie, le certificat attestera, en outre, qu'elles ont été élevées et entretenues dans une exploitation indemne de mammite streptococcique contagieuse, ou que l'examen du lait, pratiqué dans un laboratoire d'Etat, n'a pas révélé l'existence de la maladie.

La disposition concernant l'avortement épizootique s'applique également aux juments.

A l'importation des animaux d'élevage et de rente des espèces ovine et caprine, le certificat doit attester que la méliococcie n'existe ni dans la commune de provenance, ni dans les communes limitrophes.

Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels. Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs ; mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, provenant de la même exploitation, chargés dans le même wagon et expédiés à un même destinataire.

La durée de validité des certificats est fixée à dix jours. Si ce délai expire pendant le transport, la validité du certificat pourra être prolongée d'une période égale, après visite d'un vétérinaire. Les résultats de la visite et le motif de la prorogation de validité seront portés sur le certificat. Si ce délai de validité expire au cours du transport sur le territoire d'un Etat tiers, la durée de validité est prolongée jusqu'au moment de l'arrivée des animaux à la frontière de l'Etat destinataire.

Les animaux sont visités avant l'embarquement par chemin de fer ou par bateau par le vétérinaire qui délivre ou vise le certificat.

Les certificats dont il s'agit seront conformes au modèle I annexé à la présente convention.

Article 3.

Pour être admis à l'importation, les animaux abattus, les viandes fraîches et conservées par un procédé frigorifique, les graisses, saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité, délivré ou visé par un vétérinaire, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire, avant et après l'abatage, et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation.

Pour les produits carnés, le certificat doit attester, en outre, qu'ils ne contiennent aucune substance dont l'emploi est prohibé par la réglementation du pays destinataire.

This certificate must mention the place of origin, the station or port of shipment and the place of destination of the animals, and contain a declaration by a veterinary surgeon testifying to the healthy condition of the animals and to the fact that the commune of origin and the territory through which the animals passed while proceeding to the place at which they were loaded on to a wagon or boat are free from compulsorily notifiable infectious diseases, communicable to the animals covered by the certificate, with the exception of the special cases enumerated in the Final Protocol.

Certificates for the exportation of animals liable to contract :

- (a) Cattle plague and pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine, swine plague, contagious pleuro-pneumonia of pigs and sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease, chicken cholera and fowl plague ;

Shall only be issued, in respect of susceptible animals, if the above-mentioned diseases have not occurred in the commune of origin or neighbouring communes : in the case of diseases under letter (a) for at least one year ; under letter (b) for at least forty days ; under letter (c) for at least thirty days.

In the case of cattle intended for breeding and productive purposes, the certificate shall testify :

- (a) That they were found to be free from tuberculosis, immediately before despatch, by a subcutaneous injection of tuberculin ;
- (b) That they were obtained direct from a cattle farm free from epizootic abortion, or that a blood test has been carried out in a State laboratory, no trace of the infection having been found.

In the case of cows not intended for slaughter, the certificate shall also testify that they have been bred and kept on a farm free from streptococcic mammitis or that their milk has been tested at a State laboratory, no trace of the disease having been found.

The provision concerning epizootic abortion likewise applies to mares.

In the case of the importation of sheep and goats for breeding and productive purposes, the certificate must testify that undulant fever is not present either in the commune of origin or in neighbouring communes.

In the case of equines and bovines, individual certificates are required. In the case of sheep, goats, pigs and also poultry, collective certificates are accepted ; but a single certificate may only cover animals of the same kind coming from the same farm, loaded in the same wagon and despatched to the same consignee.

The period of validity of the certificates is fixed at ten days. If this period expires during the journey, the validity of the certificate may be extended for the same period after the animals have been examined by a veterinary surgeon. The result of the inspection and the reason for the extension of validity shall be mentioned on the certificate. If this period of validity expires during transport over the territory of a third State, the period shall be extended until the arrival of the animals at the frontier of the State of destination.

Before conveyance by rail or boat, the animals shall be examined by the veterinary surgeon who issues or endorses the certificate.

The certificates in question shall be made out in accordance with Model I annexed to the present Convention.

Article 3.

In order to be admitted on import, slaughtered animals, fresh meat and meat preserved by a refrigerating process, fats, lard and all meat products intended for food, must be accompanied by a certificate of origin and health, issued or endorsed by a veterinary surgeon, and testifying that the animals from which they were obtained were examined by a veterinary surgeon before and after slaughter and that the meat was found to be wholesome and fit for consumption.

In the case of meat products the certificate must also testify that they contain no substance, the use of which is prohibited by the regulations of the country of destination.

La viande de cheval reste en dehors des dispositions de la présente convention.

Les viandes fraîches et conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes :

- a) Viande de bœuf : animaux entiers, dépouillés ou non, divisés par moitiés ou par quartiers ;
- b) Viande de veau, de mouton et de chèvre : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ;
- c) Viande de porc : animaux entiers, ou divisés par moitiés, avec ou sans lard ; celui-ci peut être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des sereuses) ou l'enlèvement des ganglions, partiel ou total, entraîne le refoulement, la destruction ou l'utilisation conditionnelle.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique porteront une estampille, apposée par un vétérinaire, garantissant que la viande a été reconnue bonne et utilisable sans condition pour l'alimentation.

Les certificats seront conformes au modèle II annexé à la présente convention.

Article 4.

Les matières et produits bruts d'origine animale, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité qui permette leur identification et qui porte la déclaration d'un vétérinaire attestant qu'ils proviennent d'animaux de provenance indigène, indemnes de maladies contagieuses. Ce certificat contient également la déclaration que ces matières et produits peuvent être exportés sans danger de transmission de maladies contagieuses.

Ce certificat n'est pas exigé pour les matières et produits d'origine animale indigène qui ont subi un traitement (dessiccation, cuisson, forte salaison, traitement arsenical, traitement à la chaux, lavage industriel, désinfection) considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire.

Les certificats seront conformes au modèle II annexé à la présente convention.

Article 5.

Les envois ne répondant pas aux exigences précédentes, et les animaux que le vétérinaire, lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteints, contaminés ou suspects d'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, peuvent être refoulés. }

Le vétérinaire inspecteur à la frontière notera sur le certificat le motif du refoulement et signera sa déclaration. En cas d'impossibilité de refoulement, les animaux sont admis obligatoirement. Ils sont, aux frais de qui le droit, soit abattus sur place ou dans un abattoir désigné, soit encore soumis aux mesures sanitaires appropriées. En ce dernier cas, le propriétaire demeure autorisé à faire abattre tout ou partie des animaux. L'utilisation de la viande et des matières brutes provenant des animaux abattus est régie par la réglementation du pays importateur applicable aux animaux du pays.

En tout cas, le procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées sera dressé par le vétérinaire et transmis par lui à l'autorité centrale de son pays qui en donnera directement connaissance à l'autorité vétérinaire du pays d'origine. A ce document, sauf en cas de refoulement, sera joint le certificat qui accompagnait les animaux.

Sont également admis les envois de matières et produits d'origine animale de toute sorte dont le refoulement n'a pas été autorisé par l'Etat transitaire. Ces envois sont traités en conformité des prescriptions vétérinaires en vigueur dans le pays d'importation.

The provisions of the present Convention do not apply to horseflesh.

Meat whether fresh or preserved by a refrigerating process shall on importation be submitted for veterinary inspection under the following conditions :

(a) Beef : whole carcasses, whether flayed or not, or cut into halves or quarters ;

(b) Veal, mutton and goat : whole carcasses, whether flayed or not, or cut into halves ;

(c) Pork : whole carcasses, or cut into halves, with or without the fat, which may be imported separately.

Cleaning (excision of any part or scraping off the serous membranes) or the removal of the glands in whole or in part, shall involve sending back, destruction or conditional permission to use carcasses.

Meat whether fresh or preserved by a refrigerating process shall bear a stamp affixed by a veterinary surgeon, guaranteeing that the meat has been found wholesome and entirely fit for consumption.

The certificates shall be made out in accordance with Model II annexed to the present Convention.

Article 4.

Raw substances and products of animal origin, in order to be admitted on import, must be accompanied by a certificate of origin and health to enable them to be identified and containing a declaration by a veterinary surgeon to the effect that they have been obtained from native-bred animals free from infectious diseases. The certificate shall also contain a statement to the effect that these substances and products may be exported without risk of the transmission of infectious diseases.

This certificate is not required for native substances and products of animal origin which have undergone a treatment (drying, cooking, strong salting, arsenical treatment, treatment with lime, industrial scouring, disinfection) which is regarded as affording an adequate guarantee from the point of view of veterinary prophylaxis.

The certificates shall be made out in accordance with Model II annexed to the present Convention.

Article 5.

Consignments which do not satisfy the foregoing requirements and animals which the veterinary surgeon, on examining them at the frontier, finds to be suffering or suspects to be suffering from or to have been in contact with an infectious disease which is compulsorily notifiable, may be sent back.

The veterinary inspector at the frontier shall enter on the certificate the reason for the sending back and shall sign his declaration. Should it be impossible to send them back, the admission of the animals shall be compulsory. They shall then, at the expense of the person concerned, be either slaughtered on the spot or in a specified slaughter-house, or subjected to suitable sanitary measures. In the last-mentioned case, the owner shall be allowed to have all or some of the animals slaughtered. The use made of the meat and raw substances obtained from the slaughtered animals shall be governed by the regulations of the importing country applicable to animals of that country.

In any case a statement of the facts discovered and of the measures adopted shall be drawn up by the veterinary surgeon and communicated by him to the central authority of his country, who shall give direct notice thereof to the veterinary authority of the country of origin. The certificate which accompanied the animals shall be attached to this document, except in cases where the animals are sent back.

Consignments of all kinds of substances and product of animal origin, the return of which was not allowed by the State through which they passed in transit, shall also be admitted. These consignments shall be treated in accordance with the veterinary regulations in force in the importing country.

La constatation d'une maladie contagieuse, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, sera consignée dans un procès-verbal par un vétérinaire ; le texte de ce procès-verbal sera communiqué directement par l'autorité compétente à l'autorité vétérinaire du pays de provenance.

Article 6.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que persistera le danger de contagion, l'importation et le transit des ruminants, des porcs, des dépouilles et produits des ces animaux et, en général, de tous les objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 7.

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies épizootiques dont la déclaration est obligatoire venait à être introduite du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur celui de l'autre, ou bien, si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre a le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que persiste le danger, l'importation et le transit des animaux réceptifs en provenance des territoires envahis ou menacés, ainsi que des dépouilles et produits de ces animaux pouvant servir de véhicule à la contagion.

Cette disposition pourra être appliquée en toutes circonstances lors de l'apparition de la péripneumonie contagieuse des bovins et de la dourine.

L'importation ne peut être prohibée dans le cas de charbon bactérien, charbon bactérien, septicémie hémorragique, rage, rouget du porc, tuberculose, gales et exanthème coïtal.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier, le 1^{er} et le 15 de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire vétérinaire. Ce bulletin, aussitôt publié, sera transmis directement au service vétérinaire de l'autre Partie contractante ; il sera rédigé conformément aux indications données par l'Office international des Epizooties.

Article 9.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constatera la peste bovine, la péripneumonie des bovins, la dourine ou bien la fièvre aphteuse sous une forme maligne, avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée, par voie télégraphique, de l'origine et de l'extension de la maladie.

Article 10.

La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc., effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sera reconnue efficace par l'autre Partie.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications qui aura lieu à Paris ; elle suivra le sort de la Convention commerciale actuellement en vigueur entre la République française et la République tchécoslovaque.

Should the presence of an infectious disease be discovered after the animals have entered the territory of the country of destination, a statement to this effect shall be drawn up by a veterinary surgeon ; the text of this statement shall be communicated direct by the competent authority to the veterinary authority of the country of origin.

Article 6.

In the event of an outbreak of cattle plague in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or restrict for so long as the danger of infection subsists the importation and transit of ruminants, pigs, the skins and products of such animals, and in general of all articles likely to carry infection.

Article 7.

If in consequence of the traffic in animals, a compulsorily notifiable epizootic disease has been carried from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other or if a dangerous outbreak of such a disease should occur in the territory of one of the Parties, the other Party shall have the right to restrict or prohibit for so long as the danger subsists, the importation and transit of susceptible animals coming from the infected or threatened territories and also of the skins and products of such animals liable to carry infection.

This provision may be applied in every case on the appearance of contagious pleuro-pneumonia of cattle and of dourine.

In the case of malignant anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia, rabies, swine fever, tuberculosis, mange and vesicular exanthema, importation may not be prohibited.

Article 8.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish on the first and fifteenth day of each month a veterinary health bulletin. As soon as it has been published, this bulletin shall be sent direct to the veterinary service of the other Contracting Party ; it shall be drawn up in accordance with the instructions given by the International Office for Contagious Diseases of Animals.

Article 9.

Should an outbreak of cattle plague, pleuro-pneumonia of cattle, dourine or foot-and-mouth disease in a malignant form, with a high death rate, be discovered in the territory of either of the High Contracting Parties, direct notice of the origin and extension of the disease shall at once be given by telegraph to the central veterinary authority of the other Contracting Party.

Article 10.

The disinfection of trucks used for the transport of animals, boats, quays, gangways, etc., effected in accordance with the regulations in force in the territory of one of the High Contracting Parties shall be regarded as properly carried out by the other Party.

Article 11.

The present Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications which shall take place in Paris ; it shall remain in force for the same period as the existing Commercial Convention between the French Republic and the Czechoslovak Republic.

En foi de quoi les plénipotentiaires, dûment habilités, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 3 octobre 1930.

(L. S.) IBL.

(L. S.) M. LESAGE.

(L. S.) E. LECLAINCHE.

MODÈLE I.

Pays de provenance Animaux $\left\{ \begin{array}{l} \text{de boucherie}^1 \\ \text{d'élevage} \\ \text{ou de rente.} \end{array} \right.$

Gare ou port d'embarquement

Date d'embarquement

Cachet de la gare ou du port

N° d'ordre du certificat

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ

Durée de la validité : 10 jours.

Les certificats sont individuels pour les solipèdes et les bovins et collectifs pour les autres espèces.

1. — Espèces et nombre des animaux
2. — Sexes ²
3. — Signalement complet
4. — Marques particulières
5. — Commune Département.
d'origine. Province.
6. — Arrondissement
District
7. — Lieu du dernier séjour
(étable, pâturage, marché, étable de marchand).
8. — Nom, prénom et adresse de l'expéditeur
9. — Nom, prénom et adresse du destinataire
10. — Moyen de transport

Le présent certificat, délivré en exécution de l'article 2 de la Convention vétérinaire franco-tchécoslovaque, atteste que toutes les conditions exigées par cette convention sont intégralement remplies (voir au verso).

Fait à, le 193....

Cachet du vétérinaire :

Le vétérinaire d'Etat ou autorisé par l'Etat :

¹ Biffer les mentions inutiles.

² Pour les certificats collectifs, le nombre des animaux doit être indiqué séparément par sexe.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly qualified for this purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, October 3, 1930.

(L. S.) IBL.

(L. S.) M. LESAGE.

(L. S.) E. LECLAINCHE.

MODEL I.

Country of origin Animals { for slaughter,¹
for breeding
or productive
purposes.

Station or port of shipment
Date of shipment
Stamp of the station or port
Serial number of certificate

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH.

Period of validity : 10 days.

Individual certificates are required for animals of the equine and bovine species, collective certificates being accepted for other species.

1. Species and number of animals
2. Sex²
3. Full description
4. Special marks
(Metal buttons, branding or other marks).
5. Commune of origin Department
Province
6. Arrondissement
District
7. Last place of stay
(Stable or shed, pasturage, market, dealer's stable or shed).
8. Surname, Christian name and address of consignor
9. Surname, Christian name and address of consignee
10. Means of transport

The present certificate, issued in accordance with Article 2 of the Franco-Czechoslovak Veterinary Convention, attests that all the conditions required by that Convention have been completely fulfilled (See overleaf).

Done at on 193...

Stamp of the Veterinary Official :

Government Veterinary Official or Veterinary
Surgeon authorised by the Government :

¹ Cross out words which do not apply.

² In the case of collective certificates, the number of animals of each sex must be stated separately.

EXTRAIT DE L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé.

Ce certificat doit contenir la déclaration d'un vétérinaire attestant que l'état sanitaire des animaux n'est pas suspect et que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat, exception faite des cas particuliers énumérés au protocole final.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, la pleuropneumonie contagieuse du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse, le choléra aviaire et la peste des poules ;

Ne sera délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées à la lettre a), depuis un an au moins ; à la lettre b), depuis au moins quarante jours ; à la lettre c), depuis au moins trente jours.

Le certificat attestera pour les bovins d'élevage et de rente :

- a) Qu'ils ont été reconnus indemnes de tuberculose, immédiatement avant l'expédition, par une inoculation sous-cutanée de tuberculine ;
- b) Qu'ils proviennent directement d'une exploitation d'élevage indemne d'avortement épizootique, ou que l'examen du sang, pratiqué dans un laboratoire d'Etat, n'a pas révélé l'existence de l'infection.

Pour les vaches non destinées à la boucherie, le certificat attestera en outre qu'elles ont été élevées et entretenues dans une exploitation indemne de mammite streptococcique contagieuse, ou que l'examen du lait, pratiqué dans un laboratoire d'Etat, n'a pas révélé l'existence de la maladie.

La disposition concernant l'avortement épizootique s'applique également aux juments.

A l'importation des animaux d'élevage et de rente des espèces ovine et caprine le certificat doit attester que la méliococcie n'existe ni dans la commune de provenance, ni dans les communes limitrophes.

Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs ; mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, provenant de la même exploitation, chargés dans le même wagon et expédiés à un même destinataire.

EXTRACT FROM ARTICLE 2 OF THE CONVENTION.

Animals, in order to be admitted on importation, must be accompanied by a certificate of origin and health.

This certificate must contain a declaration by a veterinary surgeon testifying to the healthy condition of the animals and to the fact that the commune of origin and the territory through which the animals passed while proceeding to the place at which they were loaded on to a wagon or boat are free from compulsorily notifiable infectious diseases, communicable to the animals covered by the certificate, with the exception of the special cases enumerated in the Final Protocol.

Certificates for the exportation of animals liable to contract :

- (a) Cattle plague and pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine, swine plague, contagious pleuro-pneumonia of pigs and sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease, chicken cholera and fowl plague ;

Shall only be issued, in respect of susceptible animals, if the above-mentioned diseases have not occurred in the commune of origin or neighbouring communes ; in the case of diseases under letter (a) for at least one year ; under letter (b) for at least forty days ; under letter (c) for at least thirty days.

In the case of cattle intended for breeding and productive purposes the certificate shall testify:

- (a) That they were found to be free from tuberculosis immediately before despatch, by a subcutaneous injection of tuberculin ;
- (b) That they were obtained direct from a cattle farm free from epizootic abortion or that a blood test has been carried out in a State laboratory, no trace of infection having been found.

In the case of cows not intended for slaughter, the certificate shall also testify that they have been bred and kept on a farm free from streptococcic mammitis or that their milk has been tested at a State laboratory, no trace of the disease having been found.

The provision concerning epizootic abortion likewise applies to mares.

In the case of the importation of sheep and goats for breeding and productive purposes, the certificate must testify that undulant fever is not prevalent either in the commune of origin or in neighbouring communes.

In the case of sheep, goats, pigs and also poultry, collective certificates are accepted, but a single certificate may only cover animals of the same kind, coming from the same farm, loaded in the same wagon and despatched to the same consignee.

MODÈLE II.

Pays de provenance

Gare ou port d'embarquement

Date d'embarquement

Cachet de la gare ou du port

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ

pour les viandes ou les autres matières et produits d'origine animale.

1. — Nature de la marchandise :	2. — Nombre de colis :	3. — Poids brut total :
.....		
.....		
.....		
4. — Marques particulières, plombs, etc.		
.....		
5. — Origine de la marchandise ¹		
6. — Arrondissement		
District		
7. — Nom, prénom et adresse de l'expéditeur		
.....		
8. — Nom, prénom et adresse du destinataire		
.....		
9. — Moyen de transport		

Attestation du vétérinaire ² :

- a) Pour la viande et les produits carnés : { Le soussigné certifie que les viandes (ou produits carnés) dont il s'agit proviennent d'animaux qui ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation.

Estampille apposée sur les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique : } En outre, il atteste que les produits carnés ne contiennent aucune substance dont l'emploi est prohibé par la réglementation du pays destinataire.

Estampille : {

b) Pour les matières et produits d'origine animale : { Le soussigné certifie que la marchandise désignée ci-dessus provient d'animaux de provenance indigène, indemnes de maladies contagieuses. En outre, il atteste que cette marchandise peut être exportée sans danger de transmission de maladies contagieuses.

Fait à....., le.....193....

Cachet du vétérinaire :

Le vétérinaire d'Etat ou autorisé par l'Etat :

¹ Doivent être considérés comme lieu d'origine :

a) Pour la viande et les produits carnés l'abattoir ou l'établissement industriel d'où ils proviennent.

b) Pour les autres matières, les endroits où elles ont été recueillies.

² Biffer les mentions inutiles.

MODEL II.

Country of origin
 Station or port of shipment
 Date of shipment
 Stamp of station or port

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH

for meat or other substances and products of animal origin.

1. Nature of goods :	2. Number of packages :	3. Total gross weight :
.....		
.....		
.....		
4. Special marks, lead seals, etc.		
.....		
5. Origin of the goods ¹		
6. Arrondissement		
District		
7. Surname, Christian name, and address of consignor		
.....		
8. Surname, Christian name and address of consignee		
.....		
9. Means of transport		

Attestation by the veterinary official : ²

(a) In the case of meat and meat products : { The undersigned certifies that the meat (or products) meat in question was obtained from animals inspected by the veterinary official before and after slaughter and that the meat was found to be wholesome and fit for food.
 Stamp affixed to fresh meat or meat preserved by a refrigerating process : { He also certifies that the meat products do not contain any substance the use of which is prohibited by the regulations of the country of destination.

Stamp : {

(b) In the case of substances and products of animal origin : { The undersigned certifies that the goods mentioned above were obtained from animals of native origin which were free from infectious diseases.
 { He also certifies that these goods may be exported without risk of the transmission of infectious diseases.

Done at on 193...

Stamp of Veterinary Official :

Government Veterinary Official or Veterinary Surgeon
 authorised by the Government :

¹ The following are to be regarded as the place of origin :

(a) In the case of meat and meat products, the slaughter-house or industrial establishment from which they come.

b) In the case of other substances, the places from which they were obtained.

² Cross out words which do not apply.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ses dispositions, ont convenu de ce qui suit :

I. Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne seront soumises, au point de vue sanitaire vétérinaire, à aucune autorisation spéciale.

Les exceptions à cette règle sont spécifiées ci-après :

a) Une autorisation vétérinaire préalable sera exigée pour l'importation des marchandises d'origine extraeuropéenne ci-après dénommées : animaux, viandes, matières et produits animaux bruts.

Toutefois, l'importation des lapins, lièvres, carnassiers sauvages, écrevisses, poissons, pigeons, gibier à plumes, oiseaux sauvages, oiseaux d'agrément tenus en cage (à l'exception des psittacidés) est autorisée pour toutes provenances, sans que soient exigées une autorisation vétérinaire et un certificat d'origine et de santé, sous réserve des prescriptions qui pourraient être édictées à cet égard et qui seraient notifiées à l'autre Partie contractante.

b) Une autorisation vétérinaire préalable peut être exigée pour l'importation des abeilles, du miel, de la cire et des instruments d'apiculture usagés.

Toutefois, les échantillons de miel ne dépassant pas le poids brut de 350 grammes, ceux de cire d'abeilles ne dépassant pas le poids de 500 grammes, ainsi que les envois de miel jusqu'à 5 kilogrammes pour la consommation particulière du destinataire, sont exonérés de l'autorisation préalable vétérinaire et du certificat d'origine et de salubrité.

2. Le certificat d'origine et de santé ne peut être délivré que pour des animaux ayant séjourné sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes depuis trois mois au moins pour les ruminants et les porcs, et depuis un mois au moins pour les solipèdes.

On considère comme lieu d'origine l'exploitation agricole d'où provient l'animal.

Pour les animaux en provenance d'un marché ou de l'étable d'un marchand, on mentionne exactement cette origine, sous la rubrique 7 du certificat en indiquant le lieu et la date de la tenue du marché ou le nom et l'adresse du marchand.

Pour l'importation des chiens et des chats, il sera présenté un certificat d'origine et de santé attestant que l'animal est sain, qu'il a séjourné dans la commune de provenance depuis trois mois au moins, et qu'aucun cas de rage n'a été constaté pendant le même temps, ni dans le lieu d'origine, ni dans les communes limitrophes ou encore qu'il a été vacciné contre la rage, au cours des trois derniers mois, à titre rigoureusement préventif et par un procédé approuvé par l'Etat.

3. L'expression « produits carnés » s'entend des viandes préparées telles que jambons, charcuterie, foie gras, conserves, etc.

4. Les certificats ou procès-verbaux prévus par la présente convention ne peuvent être valablement délivrés ou visés que par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat.

5. Les bureaux de douane ouverts, à la visite sanitaire vétérinaire, les jours et heures de visite sont fixés par l'autorité compétente du pays d'importation et notifiés à l'autre Partie contractante. La liste de ces bureaux et les conditions de leur ouverture pourront être modifiées dans les mêmes conditions, au fur et à mesure des besoins. Le service vétérinaire y sera organisé de telle façon qu'il satisfasse à toutes les nécessités commerciales des deux pays.

Avant la mise en vigueur de la convention, les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux, des matières et produits bruts d'origine animale, ainsi que les jours et heures de visite.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Veterinary Sanitary Convention dated this day, the undersigned Plenipotentiaries, being desirous of defining and supplementing its provisions, have agreed as follows :

1. Import from the territory of either of the High Contracting Parties to the territory of the other shall not be subject, from the veterinary health standpoint, to any special permit.

The exceptions to this rule are specified below.

(a) A veterinary permit shall be required beforehand for the importation of the following goods of non-European origin : animals, meat, raw substances and products of animal origin.

However, the importation of rabbits, hares, wild carnivora, crayfish, fish, pigeons, wild fowl, wild birds, pet birds kept in cages (with the exception of the psittacidae) shall be allowed, irrespective of their origin, without a veterinary permit or certificate of origin and health, subject to such regulations as may be issued on the subject, which regulations shall be communicated to the other Contracting Party.

(b) A veterinary permit may be required beforehand for the importation of bees, honey, wax and part-used bee-keeping instruments.

However, a veterinary permit and a certificate of origin and health are not required for samples of honey not exceeding 350 gr. gross weight, samples of beeswax not exceeding 500 gr. in weight, and consignments of honey weighing up to 5 kg. for the consignee's private consumption.

2. A certificate of origin and health may only be issued for animals which have remained in the territory of either of the High Contracting Parties for at least three months in the case of ruminants and pigs, and for at least one month in the case of equines.

The farm from which the animal comes shall be regarded as the place of origin.

In the case of animals coming from a market or a dealer's stable, exact particulars must be given under head 7 of the certificate, the place and date on which the market was held or the name and address of the dealer being stated.

In the case of the importation of dogs and cats, a certificate of origin and health shall be submitted, to the effect that the animal is healthy, that it has remained in the commune of origin for at least three months and that no case of rabies was discovered during that time, either in the place of origin or neighbouring communes, or that it has been vaccinated against rabies during the last three months, as a purely preventive measure and by a process approved by the State.

3. The term " meat products " is understood to mean prepared meat such as ham, pork butchers' wares, foie gras, preserves, etc.

4. The certificates or statements referred to in the present Convention may only be validly issued or endorsed by a Government veterinary official or a veterinary surgeon duly authorised by the Government.

5. The Customs Offices open for veterinary inspection and the days and hours of inspection shall be fixed by the competent authority of the importing country and communicated to the other Contracting Party. The list of such Offices and the conditions of their opening may be modified, if necessary, under the same conditions. The veterinary service shall be organised in such a way as to meet all the commercial requirements of the two countries.

Before the entry into force of the Convention, the two High Contracting Parties shall communicate to each other the list of Customs Offices selected for the traffic in animals, raw substances and products of animal origin, and the days and hours of inspection.

6. Il est entendu que les marchandises visées à la convention sont soumises, dès leur importation sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, à toutes les prescriptions de la réglementation qui y sont ou seront appliquées.

7. La constatation de la rage du chien dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance, pour les animaux des autres espèces, du certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2.

La constatation des cas sporadiques de charbon bactérien, charbon bactérien, rouget, septicémie hémorragique, n'empêchera pas non plus, sauf pour les animaux des exploitations déclarées infectés la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez le mouton et la chèvre n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes et *vice versa*.

La constatation de la tuberculose n'empêchera pas la délivrance pour les animaux autres que les malades, du certificat d'origine et de santé, sous les réserves énumérées à l'article 2, alinéa 4 de la Convention.

8. Les animaux de boucherie ne peuvent être importés qu'à destination directe des abattoirs publics autorisés à cet effet et sur les marchés intérieurs également autorisés. La liste de ces établissements sera notifiée avant la mise en vigueur de la Convention et il sera donné avis de toutes les additions ou suppressions apportées par la suite.

Les animaux introduits dans les abattoirs seront abattus dans les délais prévus par la réglementation intérieure.

Les animaux d'élevage et de rente doivent être transportés directement dans les exploitations destinataires.

Les animaux importés autres que ceux de boucherie peuvent être soumis aux frais de l'intéressé, à la frontière ou au lieu de destination, aux mesures sanitaires, et aux examens diagnostiques prévus par la réglementation du pays destinataire.

Ces dispositions ne concernent pas les animaux de transit.

9. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des produits (antiseptiques, colorants et autres) dont l'emploi est interdit pour le traitement ou la conservation des viandes et des produits carnés.

10. En conformité de la disposition du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention, le certificat ne sera pas exigé pour le transport des matières et produits animaux bruts de toutes provenances ci-après désigné :

- Poissons morts ;
- Volaille abattue ;
- Graisses animales impropres à l'alimentation et destinées exclusivement à des usages industriels ;
- Viandes, volaille abattue et produits carnés importés par les voyageurs pour leur consommation personnelle pendant le voyage ;
- Produits carnés destinés à la consommation particulière du destinataire et ne dépassant pas le poids de 10 kg. ;
- Envois postaux de matières et produits animaux bruts secs ou conservés ;
- Peaux sèches d'animaux sauvages, de lapins et de lièvres ;
- Poils de lièvres et de lapins ;
- Déchets de peaux passés à la chaux ;
- Os dégraissés à l'eau bouillante, cornes pressées ;
- Cornes, sabots et onglons (à l'état sec et sans parties molles) ;
- Crins, soies et poils de porc (bouillis ou passés à la chaux) ;
- Laine de mégisserie, laine lavée industriellement ou passée à la chaux en sac, déchets de laine en sacs ;
- Plumes de toutes sortes ;
- Lait, produits et sous-produits du lait, œufs, et généralement tous objets tels que foin, pailles, balles, etc.

11. Les dispositions de la convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit, à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie,

6. It is understood that the goods covered by the Convention shall be subject on importation into the territory of one of the High Contracting Parties to all the provisions of the regulations which are or may hereafter be in force in that territory.

7. The discovery of rabies among dogs in the place of origin shall not preclude the issue for animals of other species of the certificate of origin and health provided for in Article 2.

Similarly, the discovery of sporadic cases of malignant anthrax, symptomatic anthrax, swine fever, or hæmorrhagic septicaemia, shall not, except as regards animals from farms declared to be infected, preclude the issue of the certificate ; but the latter must mention the cases discovered.

The discovery of scab among sheep and goats shall not preclude the issue of the certificate for equines and *vice versa*.

The discovery of tuberculosis shall not preclude the issue for animals other than those affected of the certificate of origin and health, under the conditions laid down in Article 2, paragraph 4 of the Convention.

8. Animals imported for slaughter must be consigned direct to authorised public slaughter-houses or to internal markets also authorised for the purpose. The list of these establishments shall be communicated before the entry into force of the Convention and notice shall be given of any subsequent additions or deletions.

Animals entering the slaughter-houses shall be slaughtered within the time-limits laid down by the internal regulations.

Animals for breeding and productive purposes must be conveyed direct to the farms of destination.

Animals imported for purposes other than slaughter may, at the expense of the person concerned, be subjected at the frontier or place of destination to the sanitary measures and diagnostic examinations provided for in the regulations of the country of destination.

These provisions do not apply to animals in transit.

9. The High Contracting Parties shall communicate to each other a list of products (antiseptics, colouring matter and other substances) the use of which is prohibited for the treatment or preservation of meat and meat products.

10. In accordance with the provisions of paragraph 2 of Article 4 of the Convention, the certificate shall not be required for the transport of the following raw animal substances and products, of whatever origin :

Dead fish ;

Dead poultry ;

Animal fats unfit for food and intended solely for industrial purposes ;

Meat, dead poultry and meat products imported by travellers for their personal consumption during the journey ;

Meat products not exceeding 10 kg. in weight, for the private consumption of the consignee ;

Postal consignments of raw animal substances and products, dried or preserved ;

Dried skins of wild animals, rabbits and hares ;

Hare and rabbit hair ;

Leather waste, limed ;

Bones scoured in boiling water, compressed horns ;

Horns and hoofs (dried and without soft parts) ;

Horse-hair, hog's bristles and hair (boiled or limed) ;

Wool for tawing ; wool scoured industrially or limed, in bags, wool waste in bags ;

Feathers of all kinds ;

Milk, milk products and by-products, eggs and in general all articles such as hay, straw, chaff, etc.

11. The provisions of the Convention shall apply to animals coming from the territories of the High Contracting Parties for transit through the territory of either Party, provided that the

sous réserve que les animaux remplissent les conditions imposées pour l'importation et que le pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler, en aucun cas, les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres pays, l'autorisation du passage devrait être préalablement obtenue des divers pays traversés. Le transit de la viande fraîche, conservée ou des produits carnés, des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante, à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée, dans des wagons fermés ou plombés, ou par bateaux, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

12. Les limitations ou prohibitions d'importation prévues à l'article 7 de la convention ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis ou menacés par la maladie et aux territoires limitrophes ; elles ne resteront en vigueur que pendant la durée du danger de contagion.

Les mesures prévues audit article pourront être étendues si la contagion prend une extension et un caractère menaçants.

La durée du danger de contagion impliquant l'interdiction de délivrance du certificat pour les maladies envisagées à l'article 2, paragraphe 3 sera limitée aux délais prévus au même article. Elle sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle établissant la disparition de la maladie.

L'expression « territoire » employée à l'article 7 de la convention s'applique en France à l'arrondissement et en Tchécoslovaquie au district administratif.

13. Le refoulement par le vétérinaire inspecteur à la frontière des animaux malades, contaminés ou suspects, prévu à l'article 5 de la convention, sera limité aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination, les animaux ayant séjourné dans le même wagon ou le même bateau avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement, le transport ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été exposés à une contamination indirecte par le passage dans les locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

14. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives, pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, au lieu et place du certificat prévu par la convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre, par chacune des Hautes Parties contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir les noms et adresse du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses depuis quarante jours au moins.

15. Si les principales données du certificat d'origine et de l'attestation établies par le vétérinaire ne sont pas rédigées en langue française, elles seront accompagnées d'une traduction française.

Le passeport obligatoirement délivré en Tchécoslovaquie pour la circulation du bétail pourra être substitué au certificat du modèle prévu dans la convention, sous réserve de reproduire toutes les indications et attestations exigées.

16. Il est spécifié que les dispositions de la convention pourront être étendues, s'il y a lieu par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

17. Les communications urgentes relatives à l'application de la convention pourront être échangées directement par les autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par la voie diplomatique.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 3 novembre 1931.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

IBL.
LESAGE.
LECLAINCHE.

animals fulfil the import conditions laid down and that the country of destination undertakes in no case to send back the animals passing through its territory in transit. If other countries have to be passed through in transit, permission must be obtained beforehand from the countries concerned. The transit of fresh or preserved meat or meat products and raw materials of animal origin transported from the territory of either Contracting Party through the territory of the other Party by rail, in closed or sealed trucks or by boat, shall be allowed under the same conditions as importation and without a previous undertaking as to acceptance being required from the countries passed through and the country of destination.

12. The import restrictions and prohibitions laid down in Article 7 of the Convention may only apply to territories infected with or threatened by disease and to the neighbouring territories; they shall only remain in force for so long as the risk of infection subsists.

The measures provided for in the said Article may be extended if the infection spreads over a wider area and assumes a malignant form.

The period for which the risk of infection subsists, and during which time the issue of the certificate in respect of the diseases mentioned in Article 2, paragraph 3, is prohibited, shall be restricted to the time-limit laid down in that Article. It shall be reckoned from the date of the official declaration stating that the disease has disappeared.

The term "territory" employed in Article 7 of the Convention shall apply in France to the *arrondissement* and in Czechoslovakia to the administrative district.

13. The sending back by the veterinary inspector at the frontier of animals which are suffering or suspected to be suffering from disease or which have been exposed to infection, as provided for in Article 5 of the Convention, shall be confined to animals which have been in direct or indirect contact with an animal suffering or suspected to be suffering from disease. The following, in particular, shall be regarded as suspected of infection: animals which have been transported in the same wagon or boat as sick or suspected animals; those which have been in contact with sick or suspected animals during loading, transport or unloading; those which have been indirectly exposed to infection by passing through premises, over quays, or gangways, etc., which have not been disinfected.

14. Racehorses and horses for shows or competitions may be imported if, in lieu of the certificate stipulated in the Convention, they are accompanied by a certificate issued by the presidents of the horse-show associations, of which a list has been communicated by each of the High Contracting Parties to the other Party. This certificate must bear the stamp and endorsement of the club or association, the name and address of the owner, full particulars of the animal, the name of the place from which it has come and of the place to which it is being sent, as well as the certificate of a veterinary surgeon attesting that the animal is healthy and that the establishment from which it has come has been free from infectious disease for at least forty days.

15. If the principal information given in the certificate of origin and the certificate made out by the veterinary surgeon is not in the French language, it shall be accompanied by a French translation.

The passport compulsorily required in Czechoslovakia for the circulation of live-stock may be substituted for the model certificate inserted in the Convention, provided that all the requisite particulars and certificates are reproduced therein.

16. It is understood that, if necessary, the provisions of the Convention may be extended, by a further agreement between the High Contracting Parties, to other diseases, known or unknown at the present time, which it is legitimately feared may spread among animals.

17. Urgent communications relating to the application of the Convention may be exchanged direct by the veterinary health authorities of each of the High Contracting Parties, a copy thereof being transmitted through diplomatic channels.

IBL.
LESAGE.
LECLAINCHE.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
A PARIS.

Chargée par son gouvernement, la Légation a l'honneur de proposer au Ministère des Affaires étrangères que le texte du paragraphe 7, alinéa 2, du Protocole de signature à la Convention sanitaire vétérinaire du 3 octobre 1930 soit rétabli comme suit :

« La constatation des cas sporadiques de charbon bactérien », charbon bactérien, rouget, septicémie hémorragique, n'empêchera pas non plus, sauf pour les animaux des exploitations déclarées infectées, la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

Si le Ministère des Affaires est d'accord sur le texte ainsi rectifié, la Légation lui serait reconnaissante s'il voulait bien le lui confirmer, pour que l'échange de notes ainsi intervenu soit joint aux exemplaires originaux de la convention et ratifié en même temps que celle-ci.

PARIS, le 7 octobre 1930.

Ministère des Affaires étrangères,
Relations commerciales,
Paris.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 7 octobre 1930.

D'ordre de son gouvernement, la Légation de Tchécoslovaquie a bien voulu proposer au Ministère des Affaires étrangères que le texte du paragraphe 7, alinéa 2, du Protocole de signature à la Convention sanitaire vétérinaire du 3 octobre 1930 soit rétabli comme suit :

« La constatation des cas sporadiques de charbon bactérien, charbon bactérien, rouget, septicémie hémorragique, n'empêchera pas non plus, sauf pour les animaux des exploitations déclarées infectées la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés. »

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de faire savoir à la Légation de Tchécoslovaquie que le Gouvernement français accepte la rectification susindiquée.

Légation de Tchécoslovaquie,
à Paris.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,
PARIS.

The Legation has been instructed by its Government to propose to the Ministry for Foreign Affairs that the text of Section 7, paragraph 2, of the Protocol of Signature attached to the Veterinary Sanitary Convention of October 3, 1930, should be amended as follows :

“ Similarly the discovery of malignant anthrax, symptomatic anthrax, swine fever or hæmorrhagic septicaemia shall not, except as regards animals from farms declared to be infected, preclude the issue of the certificate, but the latter must mention the cases discovered ”.

If the Ministry for Foreign Affairs agrees to the text amended as above, the Legation would be glad to have its confirmation, so that the notes exchanged may be attached to the original copies of the Convention and ratified at the same time as the latter.

PARIS, *October 7, 1930.*

Ministry for Foreign Affairs,
Commercial Relations,
Paris.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, *October 7, 1930.*

As instructed by its Government, the Czechoslovak Legation was good enough to propose to the Ministry for Foreign Affairs that the text of Section 7, paragraph 2, of the Protocol of Signature attached to the Veterinary Sanitary Convention of October 3, 1930, should be amended as follows :

“ Similarly the discovery of malignant anthrax, symptomatic anthrax, swine fever or hæmorrhagic septicaemia shall not, except as regards animals from farms declared to be infected, preclude the issue of the certificate, but the latter must mention the cases discovered ”.

The Ministry for Foreign Affairs has the honour to inform the Czechoslovak Legation that the French Government accepts the above amendment.

Czechoslovak Legation,
Paris.

N° 2847.

**DANEMARK ET POLOGNE ET
VILLE LIBRE DE DANTZIG**

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à la reconnais-
sance réciproque des certificats de
jaugeage. Varsovie, le 15 octobre
1931.

**DENMARK AND POLAND
AND FREE CITY OF DANZIG**

Exchange of Notes constituting an
Agreement for the reciprocal
Recognition of Tonnage Certifi-
cates. Warsaw, October 15, 1931.

N° 2847. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AGISSANT TANT EN SON PROPRE NOM QUE POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE, VARSOVIE, LE 15 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 novembre 1931.

I.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P.I.K.3324/31.

VARSOVIE, le 15 octobre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES.

Le Gouvernement de la République de Pologne qui, en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles, agit aussi pour la Ville libre de Dantzig, désirant faciliter les relations entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig d'un côté et le Danemark d'autre côté dans le domaine de la navigation maritime, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la déclaration suivante concernant la reconnaissance en Pologne et à la Ville libre de Dantzig des certificats de jauge danois :

Les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes danoises seront reconnus, sous condition de réciprocité, par les autorités polonaises ainsi que celles de la Ville libre de Dantzig. Les taxes de port et toutes autres taxes à fixer sur la base du tonnage seront donc perçues en conformité avec le tonnage indiqué dans les certificats danois, et les bateaux danois ne seront pas soumis à un mesurage nouveau dans les ports, dans les eaux territoriales et sur tout autre point situé sur les territoires respectifs de la Pologne et de la Ville libre de Dantzig.

Comme autorités compétentes danoises doivent être considérées, en ce qui concerne les certificats de jauge pour les navires de moins de 20 tonnes, le service de l'inspection générale des navires à Copenhague, les divers bureaux d'enregistrement locaux et l'Administration des Douanes. Pour les navires danois de plus de 20 tonnes, le certificat de jauge figure normalement dans les certificats de nationalité délivré par le bureau d'enregistrement des navires à Copenhague. En outre, pour les bâtiments de ce dernier tonnage, des certificats particuliers pourront, suivant les circonstances, être établis par le service de l'inspection générale des navires à Copenhague.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2847. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT, ACTING FOR POLAND AS WELL AS FOR THE FREE CITY OF DANZIG, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. WARSAW, OCTOBER 15, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 18, 1931.

I.

POLISH REPUBLIC.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. P.I.K. 3324/31.

WARSAW, October 15, 1931.

SIR,

The Government of the Polish Republic, which, in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles acts also for the Free City of Danzig, desiring to facilitate relations between Poland and the Free City of Danzig, of the one part, and Denmark, of the other part, in the sphere of maritime navigation, I have the honour to send you the following declaration regarding the recognition in Poland and in the Free City of Danzig of Danish tonnage measurement certificates :

Tonnage measurement certificates issued by the competent Danish authorities will be recognised, subject to reciprocity, by the Polish authorities and by those of the Free City of Danzig. Port dues and all other dues based on tonnage will therefore be charged in accordance with the tonnage shown in the Danish certificates, and Danish vessels will not be subjected to re-measurement in the ports or territorial waters or at any other point in the respective territories of Poland and the Free City of Danzig.

For vessels of less than 20 tons the competent Danish authorities in respect of tonnage measurement certificates shall be the Ships Survey Department at Copenhagen, the various local registration offices and the Customs authorities. In the case of Danish vessels of over 20 tons, the tonnage measurement certificate is normally included in the nationality certificate issued by the Ships' Registry Office at Copenhagen. In addition, for vessels of the latter class, special certificates may, according to circumstances, be issued by the General Ships Survey Department at Copenhagen.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

L'arrangement réciproque portera ses effets à dater d'aujourd'hui et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 90 jours à dater de sa dénonciation par le Gouvernement polonais agissant tant en son nom propre que pour la Ville libre de Dantzig, ou par le Gouvernement danois.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires l'expression de ma considération très distinguée.

(Signé) BECK,

Sous-Secrétaire d'Etat.

M. Einar Blechingberg,
Chargé d'Affaires a. i. de Danemark,
à Varsovie.

Pour copie conforme ;

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

Lbn. 1593/59.D.I.

VARSOVIE, le 15 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement royal de Danemark désirant faciliter les relations entre le Danemark, d'un côté, et la Pologne avec la Ville libre de Dantzig, d'autre côté, dans le domaine de la navigation maritime, j'ai été chargé de vous faire parvenir la déclaration suivante concernant la reconnaissance en Danemark des certificats de jauge polonais et dantziçois :

Les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes polonaises et dantziçoises seront reconnus, sous condition de réciprocité, par les autorités danoises. Les taxes de port et toutes autres taxes à fixer sur la base du tonnage seront donc perçues en conformité avec le tonnage indiqué dans les certificats polonais ou dantziçois, et les bateaux polonais et dantziçois ne seront pas soumis à un mesurage nouveau dans les ports, dans les eaux territoriales et sur tout autre point situé sur les territoires soumis à la souveraineté ou législation du Danemark.

Comme autorités compétentes polonaises doivent être considérés les Offices maritimes et les Offices de la Marine marchande.

Comme autorité de la Ville libre de Dantzig doit être considéré l'Office de mesurage des bateaux à Dantzig Langfuhr, Heeresanger 9.

L'arrangement réciproque portera ses effets à dater d'aujourd'hui et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 90 jours, à dater de sa dénonciation par le Gouvernement danois ou par le Gouvernement polonais agissant tant en son propre nom que pour la Ville libre de Dantzig.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) E. BLECHINGBERG.

Son Excellence

M. Joseph Beck,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères,
à Varsovie.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères,

The reciprocal arrangement shall come into effect as from to-day and remain in force until ninety days after it has been denounced by the Polish Government, acting in its own name and in that of the Free City of Danzig, or by the Danish Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BECK.

Under-Secretary of State.

M. Einar Blechingberg,
Acting Chargé d'Affaires of Denmark,
Warsaw.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

Lbn. 1593/59.D.I.

WARSAW, October 15, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

The Royal Danish Government desiring to facilitate relations between Denmark, of the one part and Poland and the Free City of Danzig, of the other part, in the sphere of maritime navigation, I have been instructed to send you the following declaration concerning the recognition in Denmark of Polish and Danzig tonnage measurement certificates.

Tonnage measurement certificates issued by the competent authorities of Poland and Danzig will be recognised, subject to reciprocity, by the Danish authorities. Port dues and all other dues based on tonnage will therefore be charged in accordance with the tonnage shown in the Polish or Danzig certificates, and Polish or Danzig vessels will not be subjected to re-measurement in the ports or territorial waters, or at any other point in the territories subject to the sovereignty, authority or legislation of Denmark.

The Shipping Offices and the Offices of the Mercantile Marine shall be considered the competent Polish authorities.

The competent authority for the Free City of Danzig shall be the Ships Measurement Office at Danzig Langfuhr, Heeresanger 9.

The reciprocal arrangement shall come into effect as from to-day and remain in force until ninety days after it has been denounced by the Danish Government or by the Polish Government acting in its own name and in that of the Free City of Danzig.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) E. BLECHINGBERG.

To His Excellency M. Joseph Beck,
Under Secretary of State at the
Ministry of Foreign Affairs,
Warsaw.

N° 2848.

**ISLANDE ET POLOGNE ET
VILLE LIBRE DE DANTZIG**

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à la reconnais-
sance réciproque des certificats de
jaugeage. Varsovie, le 15 octobre
1931.

**ICELAND AND POLAND
AND FREE CITY OF DANZIG**

Exchange of Notes constituting an
Agreement for the reciprocal
Recognition of Tonnage Certifi-
cates. Warsaw, October 15, 1931.

N° 2848. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AGISSANT TANT EN SON PROPRE NOM QUE POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE. VARSOVIE, LE 15 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, au nom de l'Islande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 novembre 1931.

I.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° P.I.K. 3323/31.

VARSOVIE, le 15 octobre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Gouvernement de la République de Pologne qui, en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles, agit aussi pour la Ville Libre de Dantzig, désirant faciliter les relations entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig d'un côté et l'Islande d'autre côté dans le domaine de la navigation maritime, j'ai l'honneur de vous faire parvenir la déclaration suivante concernant la reconnaissance en Pologne et à la Ville Libre de Dantzig des certificats de jauge islandais :

Les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes islandaises seront reconnus, sous condition de réciprocité, par les autorités polonaises ainsi que celles de la Ville Libre de Dantzig. Les taxes de port et toutes autres taxes à fixer sur la base du tonnage seront donc perçues en conformité avec le tonnage indiqué dans les certificats islandais, et les bateaux islandais ne seront pas soumis à un mesurage nouveau dans les ports, dans les eaux territoriales et sur tout autre point situé sur les territoires respectifs de la Pologne et de la Ville Libre de Dantzig.

Les certificats de jauge islandais figurant dans les certificats de nationalité, délivrés par le Ministère islandais des Finances, ce Ministère doit, en conséquence, être considéré comme autorité compétente. Pour les navires de moins de 30 tonnes le certificat de nationalité peut être remplacé, en ce qui concerne le jaugeage du navire en question, par un certificat de jauge particulier, délivré par le bureau d'enregistrement des navires de l'Etat islandais.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2848. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, AND THE POLISH GOVERNMENT, ACTING FOR POLAND AS WELL AS FOR THE FREE CITY OF DANZIG, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. WARSAW, OCTOBER 15, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, on behalf of Iceland. The registration of this Exchange of Notes took place November 18, 1931.

I.

POLISH REPUBLIC.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. P. I. K. 3323/31.

WARSAW, October 15, 1931.

SIR,

The Government of the Polish Republic, which in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles, acts also for the Free City of Danzig, desiring to facilitate relations between Poland and the Free City of Danzig, of the one part and Iceland, of the other part, in the sphere of maritime navigation, I have the honour to send you the following declaration concerning the recognition in Poland and in the Free City of Danzig of Icelandic tonnage measurement certificates :

Tonnage measurement certificates issued by the competent Icelandic authorities will, subject to reciprocity, be recognised by the Polish authorities and by those of the Free City of Danzig. Port dues and all other dues based on tonnage will therefore be charged in accordance with the tonnage shown in the Icelandic certificates, and Icelandic vessels will not be subjected to re-measurement in the ports or territorial waters, or at any other point in the respective territories of Poland and the Free City of Danzig.

As Icelandic tonnage measurement certificates are included in the certificates of nationality issued by the Icelandic Ministry of Finance, the latter Ministry will consequently be considered as the competent authority. For vessels of less than thirty tons the nationality certificate may be replaced, so far as concerns the tonnage measurement of the vessel in question, by a special tonnage measurement certificate issued by the Icelandic Government Ship Registry Bureau.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

L'arrangement réciproque portera ses effets à dater d'aujourd'hui et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 90 jours à dater de sa dénonciation par le Gouvernement polonais agissant tant en son nom propre que pour la Ville Libre de Dantzig, ou par le Gouvernement islandais.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires l'expression de ma considération très distinguée.

(Signé) BECK,
Sous-Secrétaire d'Etat.

Monsieur Einar Blechingberg,
Chargé d'Affaires a. i. de Danemark
à Varsovie.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

II.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

Lbn. 1595/59. D. 2.

VARSOVIE, le 15 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement royal d'Islande désirant faciliter les relations entre l'Islande, d'un côté, et la Pologne avec la Ville Libre de Dantzig, d'autre côté, dans le domaine de la navigation maritime, j'ai été chargé de Vous faire parvenir la déclaration suivante concernant la reconnaissance en Islande des certificats de jauge polonais et dantziçois :

Les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes polonaises et dantziçoises seront reconnus, sous condition de réciprocité, par les autorités islandaises. Les taxes de port et toutes autres taxes à fixer sur la base du tonnage seront donc perçues en conformité avec le tonnage indiqué dans les certificats polonais et dantziçois et les bateaux polonais et dantziçois ne seront pas soumis à un mesurage nouveau dans les ports, dans les eaux territoriales et sur tout autre point situé sur les territoires soumis à la souveraineté, autorité ou législation d'Islande.

Comme autorités compétentes polonaises doivent être considérés les Offices maritimes et les Offices de la Marine marchande.

Comme autorité compétente de la Ville Libre de Dantzig doit être considéré l'Office de Mesurage des bateaux à Dantzig Langfuhr, Heeresanger 9.

L'arrangement réciproque portera ses effets à dater d'aujourd'hui et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de 90 jours, à dater de sa dénonciation par le Gouvernement islandais ou par le Gouvernement polonais agissant tant en son propre nom que pour la Ville Libre de Dantzig.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur Joseph Beck,
Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères
à Varsovie.

(Signé) E. BLECHINGBERG.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

The reciprocal arrangement shall come into effect as from to-day and remain in force until ninety days after it has been denounced by the Polish Government, acting in its own name and in that of the Free City of Danzig, or by the Icelandic Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BECK,
Under-Secretary of State.

Monsieur Einar Blechingberg,
Acting Chargé d'Affaires of Denmark,
Warsaw.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

Lbn. 1595/59. D. 2.

WARSAW, *October 15, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

The Royal Government of Iceland desiring to facilitate relations between Iceland, of the one part and Poland and the Free City of Danzig, of the other part, in the sphere of maritime navigation, I have been instructed to forward to you the following declaration concerning the recognition in Iceland of Polish and Danzig tonnage measurement certificates. :

Tonnage measurement certificates issued by the competent authorities of Poland and Danzig will, subject to reciprocity, be recognised by the Icelandic authorities. Port dues and all other dues based on tonnage will therefore be charged in accordance with the tonnage shown in the Polish or Danzig certificates, and Polish or Danzig vessels will not be subjected to re-measurement in the ports or territorial waters or at any other point in the territories subject to the sovereignty, authority or legislation of Iceland.

The Shipping Offices and the Offices of the mercantile marine shall be considered the competent Polish authorities.

The competent authority for the Free City of Danzig shall be the Ships Measurement Office at Danzig Langfuhr, Heeresanger 9.

The reciprocal arrangement shall come into effect as from to-day and remain in force until ninety days after it has been denounced by the Icelandic Government or by the Polish Government acting in its own name and in that of the Free City of Danzig.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. BLECHINGBERG.

To His Excellency
M. Joseph Beck,
Under-Secretary of State
at the Ministry for Foreign Affairs,
Warsaw.

N° 2849.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
UNION SUD-AFRICAINE,
CHINE, CUBA, etc,

Accord relatif aux signaux maritimes,
signé à Lisbonne, le 23 octobre
1930, et règlement relatif à cer-
taines catégories de signaux mari-
times.

GERMANY, BELGIUM,
UNION OF SOUTH AFRICA,
CHINA, CUBA, etc.

Agreement concerning Maritime
Signals, signed at Lisbon, October
23, 1930, and Regulations concern-
ing certain Descriptions of Mari-
time Signals.

N° 2849. — ACCORD¹ RELATIF AUX SIGNAUX MARITIMES. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

Textes officiels en français et en anglais. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 12, le 22 novembre 1931, jour de son entrée en vigueur.

Les Gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier certaines catégories de signaux maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans tous les cas où, par les soins des autorités compétentes sur les territoires des gouvernements contractants, seraient donnés aux navigateurs, au moyen de signaux s'adressant à la vue, les informations ou avertissements faisant l'objet du Règlement ci-annexé, chacun de ces gouvernements s'engage à ce que ne soient prises à cet effet, par lesdites autorités, que des mesures conformes aux dispositions dudit règlement. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent accord.

Article 2.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du Règlement ci-annexé que dans les cas où, par suite des conditions locales ou de circonstances exceptionnelles, ces dispositions ne pourraient

¹ *Dépôt des ratifications :*

FRANCE	13 juillet 1931.
MAROC	3 septembre 1931.
TUNISIE	27 octobre 1931.
BELGIQUE	10 février 1932.

La Belgique ne peut, pour le moment, s'engager à appliquer les prescriptions ayant trait aux « avertissements de tempête susceptibles d'affecter la localité » et formant le premier chapitre du règlement de cet accord.

D'autre part, la ratification par la Belgique des prescriptions formant le chapitre II (signaux de marée et de hauteur d'eau) et le chapitre III (signaux concernant les mouvements de navires à l'entrée des ports ou des chenaux importants), ne sortira ses effets que lorsque l'Allemagne, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Norvège auront eux-mêmes fait part de leurs ratifications effectives des dispositions formant ces deux chapitres.

La ratification de la Belgique n'est pas applicable au Congo belge.

GRÈCE	14 septembre 1932.

Signatures définitives :

PORTUGAL	
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.	
ROUMANIE. La signature par la Roumanie a été rendue définitive à partir du 1 ^{er} juin 1931.	
PAYS-BAS. La signature par les Pays-Bas a été rendue définitive à partir du 24 août 1931.	

Adhésion :

BRÉSIL	21 novembre 1932.

No. 2849. — AGREEMENT¹ CONCERNING MARITIME SIGNALS. SIGNED
AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

Official texts in French and English. This Agreement was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 12, November 22, 1931, the date of its entry into force.

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain descriptions of maritime signals, have agreed on the following provisions :

Article 1.

In all cases in which the competent authorities in the territories of the Contracting Governments communicate to navigators by means of visual signals the information or warnings dealt with in the annexed Regulations, each of these Governments undertakes that only measures in conformity with the provisions of the said Regulations will be taken by such authorities for the particular purposes in question. The necessary measures to that effect shall be taken within two years of the entry into force of the present Agreement.

Article 2.

The provisions of the annexed Regulations may be departed from only in cases where, owing to local conditions or exceptional circumstances, they cannot reasonably be carried into effect

¹ *Deposit of ratifications :*

FRANCE	July 13, 1931.
MOROCCO	September 3, 1931.
TUNIS	October 27, 1931.
BELGIUM	February 10, 1932.

Belgium cannot undertake, for the present to apply the provisions relating to "Warning, of gale expected to affect the locality" which form the first Chapter of the Regulations of this Agreement.

Further, the ratification by Belgium of the provisions which are the object of Chapter II (Tide and depth signals), and Chapter III (Signals concerning the movement of vessels at the entrances of harbours or important channels) will only take effect when Germany, Denmark, France, Great Britain, the Netherlands and Norway shall have themselves notified their effective ratifications of the provisions contained in these two chapters.

The ratification by Belgium does not apply to the Belgian Congo.

GREECE Septembre 14, 1931.

Definitive Signatures :

PORTUGAL.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

ROUMANIA. The signature by Roumania was made definitive as from June 1, 1931.

NETHERLANDS. The signature by The Netherlands was made definitive as from August 24, 1931.

Accession :

BRAZIL November 21, 1932.

raisonnablement être mises en application et, notamment, dans les cas où cette application risquerait de mettre en danger la navigation ou entraînerait des dépenses hors de proportion avec le trafic intéressé. Ces dérogations devront, d'ailleurs, être aussi limitées que le permettront les exigences de la situation auxquelles elles seraient destinées à faire face. Les navigateurs devront être dûment informés de ces dérogations. Toutes mesures devraient, autant que possible, être prises pour éviter dans ces cas toute confusion avec les autres signaux prévus au règlement.

Article 3.

Le présent accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées de la signalisation.

Article 4.

Le présent accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour ; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a élaboré le présent accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 5.

L'acceptation du présent accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer par simple signature dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratifications seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'accord par cinq gouvernements.

Article 6.

A partir du 1^{er} mai 1931, il pourra être adhéré au présent accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 4.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

Article 7.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de l'accord, conformément à l'article 5, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 8.

Le présent accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 4. La dénonciation produira ses effets un an après la date

and particularly where their adoption might endanger navigation or where the expenditure involved be out of proportion to the traffic concerned. Such departures from the Regulations should, moreover, be as limited as the exigencies of the situation allow. Proper notice of them should be given to mariners. All possible steps should be taken in such cases to avoid confusion with the other signals provided for in the Regulations.

Article 3.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities who exhibit the signals in question.

Article 4.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30th, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 5.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or by accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 6.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 4.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 7.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 5, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification or of the notification of accession.

Article 8.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 4. Such

à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

A l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent accord, sa revision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. A toute autre époque, la revision du présent accord pourra être demandée par un quart des gouvernements contractants.

Article 9.

Tout gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, le présent accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 8, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, l'accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. A défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 8 ne comportera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 10.

Chacun des gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 4.

Article 11.

Chacun des gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que l'engagement mentionné à l'article premier doit être entendu comme n'ayant d'effet pour lui qu'en ce qui concerne les dispositions de tel ou tel chapitre nommément désigné du règlement ci-annexé. Il ne pourra, dans ce cas, se prévaloir de l'engagement souscrit par les autres gouvernements contractants qu'en ce qui concerne le ou les chapitres dont il a lui-même contracté les obligations.

Article 12.

Le présent accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 9.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate ; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Agreement shall apply to the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 8, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 8 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 10.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 4.

Article 11

Each of the Contracting Governments may declare, when signing, ratifying or acceding, that it only regards itself as bound by the undertaking mentioned in Article I in respect of the provision of any specific chapter or chapters of the annexed Regulations. In that case, it may only invoke the undertakings entered into by the other Contracting Governments in respect of the chapter or chapters, the obligations of which it has itself accepted.

Article 12.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au présent accord.

Fait à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 4.

In faith whereof, the undersigned have affixed their signatures to the present Agreement.

Done at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 4.

ALLEMAGNE

GERMANY

Gustav MEYER.

Sous réserve de ratification ¹.

BELGIQUE

BELGIUM

F. URBAIN.

Sous réserve de ratification ¹.

UNION SUD-AFRICAINE

UNION OF SOUTH AFRICA

F. F. PIENAAR.

Subject to ratification ¹.

CHINE

CHINA

Woo KAISENG.

Sous réserve de ratification ¹.

CUBA

CUBA

Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO.

Sous réserve de ratification ¹.

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Sous réserve de ratification.

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

Subject to ratification.

VILLE LIBRE DE DANTZIG

FREE CITY OF DANZIG

SOŁSKI.

Capitaine de frégate.

Sous réserve de ratification ¹.

ESPAGNE

SPAIN

José HERBELLA.

Rafael ESTRADA.

Sous réserve de ratification ¹.

ESTONIE

ESTONIA

T. GUTMAN.

Sous réserve de ratification ¹.

FINLANDE

FINLAND

Sakari TAINIO.

Sous réserve de ratification ¹.

FRANCE

FRANCE

P. H. WATIER.

Sous réserve de ratification ¹.

MAROC

MOROCCO

A. DE ROUVILLE.

Sous réserve de ratification ¹.

TUNISIE

TUNIS

A. DE ROUVILLE.

Sous réserve de ratification ¹.

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations:

Sous réserve de ratification.

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations:

Subject to ratification.

GRÈCE

GREECE

D. RASI-KOTSICAS.

Sous réserve de ratification ¹.

MONACO

MONACO

Comte C. J. H. DE BOBONE.

Sous réserve de ratification ¹.

PAYS-BAS

THE NETHERLANDS

P. VAN BRAAM VAN VLOTEN.

Sous réserve de ratification ¹.

La présente signature n'inclut pas les Indes orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao. ²

LANGELER.

Reserving ratification ¹.

and understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies. ³

POLOGNE

POLAND

SOŁSKI,

Capitaine de frégate.

Sous réserve de ratification ¹.

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :
Sous réserve de ratification.

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :
Subject to ratification.

² The present signature does not include the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao.

³ Etant entendu que cette signature n'entraîne aucune obligation pour le Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne les territoires coloniaux néerlandais dans les Indes orientales et occidentales.

PORTUGAL

PORTUGAL

Ernesto DE VASCONCELLOS.

Manoel NORTON.

ROUMANIE

ROUMANIA

C. ANTONIADE.

Sous réserve de ratification ¹.

SUÈDE

SWEDEN

Erik HÄGG.

Sous réserve de ratification ¹.

YUGOSLAVIE

YUGOSLAVIA

I. CHOUMENKOVITCH.

Sous réserve de ratification ¹.UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTESUNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS

S. J. BRATMAN BRODOWSKY.

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

Sous réserve de ratification.

¹ Translation by the Secretariat of the League of Nations :

Subject to ratification.

RÈGLEMENT

RELATIF A CERTAINES CATÉGORIES DE SIGNAUX MARITIMES.

CHAPITRE PREMIER.

AVERTISSEMENT DE TEMPÊTES SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LA LOCALITÉ.

A. *Direction du vent.*

On signale :

- 1^o Un coup de vent débutant dans le quadrant N.W. :
De jour, par un cône pointe en haut ;
De nuit, par deux feux rouges superposés.
- 2^o Un coup de vent débutant dans le quadrant S.W. :
De jour, par un cône pointe en bas ;
De nuit, par deux feux blancs superposés.
- 3^o Un coup de vent débutant dans le quadrant N.E. :
De jour, par deux cônes pointe en haut superposés ;
De nuit, par un feu rouge au-dessus d'un feu blanc.
- 4^o Un coup de vent débutant dans le quadrant S.E. :
De jour, par deux cônes pointe en bas superposés ;
De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu rouge.

B. *Mauvais temps, ouragan ou coup de vent violent probables.*

On signale :

- 1^o Le mauvais temps probable :
De jour, par une sphère noire ;
De nuit, par un feu rouge hissé en tête de mât.
- 2^o Un ouragan ou un coup de vent violent probables :
De jour, par deux sphères noires superposées ;
De nuit, par deux feux rouges sur une ligne horizontale en tête de mât.

Dès que la direction probable du vent peut être prévue, on peut soit substituer le signal correspondant du paragraphe A ci-dessus au signal du paragraphe B, soit arborer simultanément ces deux signaux.

C. *Changement de direction du vent.*

On signale :

1. Un changement de vent vers la droite (dans le sens des aiguilles d'une montre), par un pavillon noir ou par un cylindre noir ;
2. Un changement de vent vers la gauche (dans le sens inverse des aiguilles d'une montre), par deux pavillons noirs superposés, ou deux cylindres noirs superposés.

Le signal pour changement de direction de vent est hissé à côté du signal de direction du vent.

REGULATIONS

CONCERNING CERTAIN DESCRIPTIONS OF MARITIME SIGNALS.

CHAPTER I.

WARNING OF GALE EXPECTED TO AFFECT THE LOCALITY.

A. Direction of the Wind.

The signals are as follows :

- (1) Gale commencing with wind in the N.W. quadrant :
By day : One cone, point upward ;
By night : Two red lights, one above the other.
- (2) Gale commencing with wind in the S.W. quadrant :
By day : One cone, point downward ;
By night : Two white lights, one above the other.
- (3) Gale commencing with wind in the N.E. quadrant :
By day : Two cones, one above the other, points upward ;
By night : A red light above a white light.
- (4) Gale commencing with wind in the S.E. quadrant :
By day : Two cones, one above the other, points downward ;
By night : A white light above a red light.

B. Probable Bad Weather, Hurricane or Strong Gale.

The signals are as follows :

- (1) Probable bad weather :
By day : One black ball ;
By night : One red light hoisted at the mast-head.
- (2) Probable hurricane or strong gale :
By day : Two black balls, one above the other ;
By night : Two red lights in a horizontal line hoisted at the mast-head.

As soon as the probable direction of the wind can be predicted, the appropriate signal in paragraph A above may be hoisted in place of the signal in paragraph B, or both signals may be shown simultaneously.

C. Change of Direction of Wind.

The signals are as follows :

- (1) Change of wind to the right (clockwise) : A black flag, or a black cylinder.
- (2) Change of wind to the left (counter-clockwise) : Two black flags, one above the other, or two black cylinders, one above the other.

The signal regarding change of direction of wind will be hoisted alongside the signal indicating the direction of the wind.

La distance entre deux éléments superposés d'un signal de jour doit être au moins égale à la plus grande dimension d'un élément.

La distance entre deux feux placés sur une ligne verticale doit être de deux mètres (six pieds) au moins.

L'utilisation des signaux prescrits au présent règlement n'est pas exclusive de l'emploi d'autres signaux, lorsque ceux-ci sont nécessaires, et notamment des signaux de typhon tels que ceux qui ont été codifiés par l'observatoire de Zi-Ka-Wei, d'accord avec le Département maritime des Douanes maritimes chinoises.

CHAPITRE II.

SIGNAUX DE MARÉE ET DE HAUTEUR D'EAU.

A. *Sens de variation du niveau de la marée.*

On signale :

1^o La marée descendante :

De jour, par un cône très effilé, pointe en bas ;

De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu vert.

2^o La marée montante :

De jour, par un cône très effilé pointe en haut ;

De nuit, par un feu vert au-dessus d'un feu blanc.

La hauteur du cône sera d'au moins trois fois le diamètre de sa base.

B. *Hauteur d'eau.*

Sauf exceptions indiquées dans les instructions nautiques, les hauteurs d'eau sont mesurées à partir du zéro hydrographique.

Les unités adoptées sont le double décimètre dans les pays utilisant le système métrique, et le pied anglais dans les autres pays.

On signale une hauteur d'eau égale à une unité (pied ou double décimètre) :

De jour, par un cône pointe en bas ou par une sphère ;

De nuit, par un feu vert ou par un feu blanc.

On signale une hauteur d'eau égale à cinq unités (un mètre ou cinq pieds) :

De jour, par un cylindre ;

De nuit, par un feu rouge.

On signale une hauteur d'eau égale à vingt-cinq unités (5 mètres ou 25 pieds) :

De jour, par une sphère ;

De nuit, par un feu blanc.

S'il y a lieu, on signale une hauteur d'eau égale à une demi-unité (un décimètre ou un demi-pied) :

De jour, par un cylindre ;

De nuit, par un feu rouge.

Les signaux sont hissés de la manière suivante :

Les cônes (ou sphères) indiquant des unités peuvent être disposés soit sur une ligne verticale, soit sur deux lignes verticales. Le cylindre indiquant la sous-division de l'unité peut être placé soit sur la même verticale et en dessous des unités, soit à gauche de la verticale des unités.

Les cylindres indiquant chacun cinq unités sont disposés sur une ligne verticale à la droite de la ligne ou des lignes affectées aux unités.

The vertical distance between two shapes constituting a day signal must be not less than the greatest dimension of one of the shapes.

Lights disposed vertically must be at least two metres (6 feet) apart.

The use of the signals prescribed in the foregoing regulations does not preclude the use of other signals which may be found necessary, and particularly of typhoon signals, such as those prepared by the Zi-Ka-Wei Observatory in consultation with the Marine Department of the Chinese Maritime Customs.

CHAPTER II.

TIDE AND DEPTH SIGNALS.

A. *Vertical Movement of the Tide.*

(1) A falling tide is indicated :

By day : By an elongated cone, point downward ;

By night : By a white light above a green light.

(2) A rising tide is indicated :

By day : By an elongated cone point upward ;

By night : By a green light above a white light.

The height of the cone shall be not less than three times the diameter of its base.

B. *Height of Water-Level.*

Unless otherwise indicated in the Sailing Directions, the height of water-level shall be measured as from the zero of the charts.

The units adopted shall be 2 decimetres in countries using the metric system and the English foot in other countries.

A height of water-level equivalent to one unit (2 decimetres or 1 foot) shall be indicated ;

By day : By a cone, point downward, or by a sphere ;

By night : By a green light or by a white light.

A height of water-level equivalent to five units (1 metre or 5 feet) shall be indicated :

By day : By a cylindrical shape ;

By night : By a red light.

A height of water-level equivalent to twenty-five units (5 metres or 25 feet) shall be indicated :

By day : By a sphere ;

By night : By a white light.

If necessary, a height of water-level equivalent to half a unit (1 decimetre or ½ foot) shall be indicated :

By day : By a cylinder ;

By night : By a red light.

These signals shall be hoisted in the following manner :

The cones or spheres indicating the units may be placed either in one vertical line or in two vertical lines. The cylindrical shape indicating the subdivision of the unit may be placed either in the same vertical line and below the units or to the left of the vertical line of the units.

The cylindrical shapes indicating five units each will be placed in a vertical line to the right of the line or lines of the units.

Les sphères indiquant chacune vingt-cinq unités sont disposées sur une ligne verticale à l'extrême droite.

La gauche et la droite s'entendent pour le navigateur venant du large.

Les mêmes dispositions sont applicables en ce qui concerne les signaux de nuit.

La signalisation par sémaphore, par l'alphabet Morse optique, au moyen du Code international des Signaux, par radiotélégraphie ou radiophonie, de même que l'indication de la hauteur d'eau en chiffres, reste autorisée soit concurremment, soit aux lieu et place de la signalisation prévue au présent règlement.

CHAPITRE III.

SIGNAUX CONCERNANT LES MOUVEMENTS DE NAVIRES A L'ENTRÉE DES PORTS OU DES CHENAUX IMPORTANTS.

A. *Cas d'événements graves.*

On signale l'interdiction absolue d'entrée en cas d'événements graves :

De jour, par trois sphères superposées ;

De nuit, par trois feux rouges superposés.

B. *Circonstances normales d'exploitation.*

On signale :

1^o L'interdiction d'entrée :

De jour, par un cône pointe en haut entre deux sphères sur une ligne verticale ;

De nuit, par un feu blanc entre deux feux rouges sur une ligne verticale.

2^o L'interdiction d'entrée et de sortie :

De jour, par un cône pointe en haut, surmonté par un cône pointe en bas et superposé à une sphère ;

De nuit, par un feu blanc surmonté d'un feu vert et superposé à un feu rouge.

3^o L'interdiction de sortie :

De jour, par un cône pointe en haut entre deux cônes pointe en bas sur une ligne verticale ;

De nuit, par un feu blanc entre deux feux verts sur une ligne verticale.

Les signaux doivent être hissés à une hauteur suffisante pour éviter toute confusion avec d'autres signaux de port.

La distance entre les éléments composant les différents signaux doit être suffisante pour que les signaux soient clairs à la distance à laquelle ils doivent être normalement aperçus.

The spheres indicating twenty-five units will be placed in a vertical line on the extreme right.

Left and right shall be interpreted from the point of view of the incoming navigator.

The same rules apply to night signals.

The indication of tide and depth signals by semaphore, or visually by means of the Morse Code, the International Code of Signals, or by wireless telegraphy or telephony, and the indication of the water-level by figures, are also permissible either concurrently with or in place of the system of signals prescribed in the present regulations.

CHAPTER III.

SIGNALS CONCERNING THE MOVEMENTS OF VESSELS AT THE ENTRANCES TO HARBOURS OR IMPORTANT CHANNELS.

A. *In Cases of Serious Emergency.*

The fact that entrance is absolutely prohibited, in cases of serious emergency, is indicated :

By day : By three balls disposed vertically ;

By night : By three red lights disposed vertically.

B. *In Normal Circumstances.*

(1) " Entrance prohibited " is indicated :

By day : By a cone, point upward, between two balls disposed vertically ;

By night : By a white light between two red lights disposed vertically.

(2) " Entrance and departure prohibited " is indicated :

By day : By a cone, point upward, having above it a cone, point downward, and below it a ball ;

By night : By a white light, having above it a green light and below it a red light.

(3) " Departure prohibited " is indicated :

By day : By a cone, point upward, between two cones, points downward, disposed vertically ;

By night : By a white light between two green lights, disposed vertically.

These signals must be exhibited at a sufficient height to prevent any confusion with other harbour signals.

The distance between the shapes or lights should be sufficient for them to be clearly distinguishable at the distance at which they are normally required to be seen.

N° 2850.

COLOMBIE ET DANEMARK

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final. Signé à Lon-
dres, le 21 juin 1929.

COLOMBIA AND DENMARK

Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol. Signed at
London, June 21, 1929.

TEXTE DANOIS.
DANISH TEXT.

TEXTE ESPAGNOL.
SPANISH TEXT.

Nº 2850. — HANDELS-
OG SKIBSFARTS-
TRAKTAT¹ MEL-
LEM COLUMBIA
OG DANMARK. UN-
DERTEGNET I
LONDON, DEN
21 JUNI 1929.

Nº 2850. — TRATADO¹
DE COMERCIO Y
NAVEGACIÓN EN-
TRE COLOMBIA Y
DINAMARCA. FIR-
MADO EN LON-
DRES, EL 21 DE
JUNIO DE 1929.

Nº 2850. — TRAITÉ¹
DE COMMERCE ET
DE NAVIGATION
ENTRE LA COLOM-
BIE ET LE DANE-
MARK. SIGNÉ A
LONDRES, LE
21 JUIN 1929.

*Textes officiels danois, espagnol et français
communiqués par le délégué permanent du
Danemark auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24
novembre 1931.*

*Danish, Spanish and French official texts com-
municated by the Permanent Delegate of
Denmark accredited to the League of Nations.
The registration of this Treaty took place
November 24, 1931.*

HANS MAJESTÆT KONGEN
AF DANMARK OG ISLAND OG
HANS EXCELLENCE PRÆSI-
DENTEN FOR REPUBLIKEN CO-
LUMBIA, besjælet i lige Grad
af Ønsket om at fremme Ud-
viklingen af Handelsforbindel-
serne mellem Danmark og
Columbia, har besluttet at
afslutte en Handels- og Skibs-
fartstraktat i dette Øjemed og
har som deres Befuldmægti-
gede udnævnt :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF
DANMARK OG ISLAND :

Greve Preben Ferdinand
AHLEFELDT-LAURVIG,
Hans Majestæts Overor-
dentlige Gesandt og Be-
fuldmægtigede Minister
i London ;

SU MAJESTAD EL REY DE
DINAMARCA E ISLANDIA Y SU
EXCELENCIA EL PRESIDENTE
DE LA REPÚBLICA DE COLOM-
BIA, igualmente animados del
deseo de favorecer el desa-
rrollo de las relaciones comer-
ciales entre Dinamarca y Co-
lombia, han resuelto concluir
al efecto un Tratado de Co-
mercio y Navegación, y han
nombrado como sus Pleni-
potenciarios respectivos :

SU MAJESTAD EL REY DE
DINAMARCA E ISLANDIA :

Al Conde Preben Ferdinand
AHLEFELDT-LAURVIG, Su
Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipoten-
ciario en Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE
DANEMARK ET D'ISLANDE ET
SON EXCELLENCE LE PRÉSI-
DENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
COLOMBIE, également animés
du désir de favoriser le déve-
loppement des relations com-
merciales entre le Danemark
et la Colombie, ont décidé de
conclure un traité de com-
merce et de navigation à cet
effet et ont nommé pour leurs
plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANE-
MARK ET D'ISLANDE :

Le comte Preben Ferdinand
AHLEFELDT-LAURVIG, son
envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire
à Londres ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres,
le 22 octobre 1931. Entré en vigueur le 22 no-
vembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at
London, October 22, 1931. Came into force,
November 22, 1931.

HANS EXCELLENCE PRÆSIDENTEN FOR REPUBLIKEN COLUMBIA :

Señor Don Alfredo MICHELSEN, Republikens Chargé d'Affaires *a.i.* i London ;

hvilke, efter at have meddelt hinanden deres Fuldmagter, som befandtes i god og behørig Form, er blevet enige om følgende Artikler :

Artikel I.

Hver af de høje kontraherende Parter forpligter sig til overfor den anden Part at anvende Principet om Behandling som den mest begunstigede Nation i alt, hvad angaar Statsborgernes Rettigheder, Behandlingen af Varer ved Indførsel, Udførsel og Transit saavel som med Hensyn til Skibsfarten.

Artikel II.

Den ene høje kontraherende Parts Statsborgere, Varer, Skite og Fartøjer skal paa den anden Parts Territorium navnlig nyde godt af følgende Lettelser og Fordele:

(a) Det ene Lands Statsborgere skal i det andet Land med Hensyn til Beskyttelse af deres Person og Ejendom, Udøvelse af Handel, Skibsfart og Industri, Retten til at erhverve og besidde løs og fast Ejendom og disponere derover saavel som med Hensyn til Forpligtelsen til at erlægge Skatter, Afgifter og Ydelser af hvad Art nævnes kan, ubetinget nyde samme Behandling som den

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE COLOMBIA :

Al Señor Don Alfredo MICHELSEN, Encargado de Negocios *a.i.* de la República en Londres ;

Quienes, después de haber canjeado sus Plenos Poderes respectivos y de haberlos encontrado en buena y debida forma, han acordado las estipulaciones siguientes :

Artículo I.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete a aplicar respecto de la otra, en todo lo que se refiere a los derechos de sus ciudadanos, al tratamiento de las mercancías de importación, exportación y tránsito, lo mismo que en lo relativo a la navegación, el principio del tratamiento de la nación más favorecida.

Artículo II.

Los nacionales, productos, navíos y barcos de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán en especial en el territorio de la otra de las facilidades y favores siguientes :

(a) Los nacionales de uno de los dos Países serán incondicionalmente tratados en el otro, en lo que toca a la protección de sus personas y de sus bienes, al ejercicio del comercio, de la navegación y de la industria, al derecho de adquirir y poseer bienes muebles e inmuebles y disponer de ellos, lo mismo que en lo relativo a la obligación de pagar impuestos, tributos y contribuciones, de cualquier

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Señor Don Alfredo MICHELSEN, Chargé d'Affaires *a.i.* de la République à Londres ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à appliquer à l'égard de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne les droits des citoyens, le traitement des marchandises à l'importation, à l'exportation et au transit, ainsi que relativement à la navigation, le principe du traitement de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants, produits, navires et bateaux de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront notamment sur le territoire de l'autre Partie des facilités et faveurs suivantes :

a) Les ressortissants de l'un des deux pays seront inconditionnellement traités dans l'autre, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'obligation d'acquitter des impôts, ta-

mest begunstigede Nations Statsborgere.

(b) Det ene Lands Jordbunds og Industriprodukter skal i det andet Land ubetinget og i alle Henseender nyde samme Lettelser og Fordele som lignende Varer fra den mest begunstigede Nation. Denne Behandling skal navnlig finde Anvendelse i alt, hvad angaar Toldafgifter og andre Afgifter og Byrder saavel som med Hensyn til Indførselsforbud, Anvendelsen af disse Forbud og alle Betingelser og Forskrifter angaaende Vareindførsel, herunder Fremlæggelse af Oprindelsescertifikater og Konsulatsfaktruraer, Afgifter for Legalisering af saadanne Dokumenter og alle Bestemmelser og Formaliteter, som staar i Forbindelse hermed.

(c) Det ene Lands Skibe og Fartøjer skal i det andet Land i alt, hvad angaar Skibsafgifter og Toldafgifter, Lastning og Losning og i Almindelighed med Hensyn til alle Formaliteter, Bestemmelser og Byrder af hvad Art nævnes kan, som Skibe, Fartøjer og deres Ladninger er eller vil kunne underkastes, ubetinget nyde samme Behandling som den mest begunstigede Nations Skibe og Baade og disses Ladninger.

Fra Bestemmelserne i denne Traktat gøres imidlertid

naturaleza que sean, en un pie de igualdad con los nacionales de la nación más favorecida.

(b) Los productos del suelo y de la industria de uno de los dos Países gozarán en el otro incondicionalmente y desde todos los puntos de vista de las mismas facilidades y favores que los productos similares de la nación más favorecida. Este tratamiento se aplicará en especial en todo lo que concierne a derechos de aduana y otros tributos y contribuciones, lo mismo que en lo relativo a las prohibiciones de importación, a la aplicación de dichas prohibiciones y a todas las condiciones y prescripciones referentes a la importación de mercancías, inclusive la producción de certificados de origen y de facturas consulares, los derechos debidos por legalización de esos documentos y todas las disposiciones y formalidades relativas a ellos.

(c) Los navíos y barcos de uno de los dos Países y sus cargamentos gozarán incondicionalmente en el otro, en todo lo referente a derechos de navegación y de aduanas, carga y descarga, y, en general, para todas las formalidades, disposiciones y contribuciones, de cualquier naturaleza que sean, a que los navíos y barcos y sus cargamentos estén sometidos o pudieran someterse, del mismo tratamiento que los navíos y barcos de la nación más favorecida y que sus cargamentos.

El derecho de hacer el comercio de cabotaje se excep-

xes et contributions, quelle qu'en soit la nature, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

b) Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays jouiront inconditionnellement et à tous égards dans l'autre des mêmes facilités et faveurs que les produits similaires de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera notamment appliqué pour tout ce qui concerne les droits de douane et autres taxes ou charges, ainsi que relativement aux défenses d'importation, à l'application desdites défenses et à toutes les conditions et prescriptions concernant l'importation de marchandises, y compris la production de certificats d'origine et de factures consulaires, les droits à acquitter pour la légalisation de ces documents et toutes les dispositions et formalités y relatives.

c) Les navires et bateaux de l'un des deux pays et leurs cargaisons jouiront inconditionnellement dans l'autre pour tout ce qui concerne les droits de navigation et de douane, le chargement et le déchargement, et en général pour toutes les formalités, dispositions et charges, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles les navires et bateaux et leurs cargaisons sont ou pourront être soumis, du même traitement que les navires et bateaux de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

Il est fait exception toutefois aux stipulations du pré-

Undtagelse med Hensyn til Retten til drive Kystfart.

Maalebreve og andre Dokumenter angaaende Maaling, som er udfærdiget af Myndighederne i et af de to Lande, skal anerkendes af det andet i Overensstemmelse med de særlige Aftaler, som maatte blive truffet mellem de to Regeringer.

Artikel III.

Hver af de to Landes Regeringer vil kunne udnævne Generalkonsuler, Konsuler, Vicekonsuler og andre konsulære Tjenestemænd eller Agenter i alle de Havne, Byer og Stæder i det andet Land, hvor Retten til at udnævne konsulære Repræsentanter er blevet tistaaet en Tredjestat. De paagældende konsulære Tjenestemænd og Agenter skal, efter at have modtaget Exequatur eller anden nødvendig Bemyndigelse, nyde godt af alle de Rettigheder, Privilegier og Immuniteter, som tilkommer eller senere maatte blive tilstaaet konsulære Repræsentanter fra den i denne Henseende mest begunstigede Nation.

Artikel IV.

Bestemmelserne i nærværende Traktat om den mest begunstigede Nations Behandling skal ikke kunne paaberaabes med Hensyn til de Begunstigelser, som er tilstaaet eller i Fremtiden maatte blive tilstaaet Grænsestater for at lette den lokale Grænsetrafik.

Det er endvidere aftalt, at Columbia ikke i Kraft af den-

túa, sin embargo, de las disposiciones del presente Tratado.

Los certificados de arqueo y otros documentos relativos al arqueo, expedidos por autoridades de uno de los dos Países, serán reconocidos en el otro conforme a los arreglos especiales que podrán acordarse entre los dos Gobiernos.

Artículo III.

El Gobierno de cada uno de los dos Países podrá nombrar Cónsules generales, Cónsules, Vicecónsules y otros funcionarios y Agentes consulares en todos los puertos, ciudades y lugares del otro país en donde se haya concedido derecho de nombrar representantes consulares a un tercer Estado.

Dichos funcionarios y agentes consulares disfrutarán, después de haber recibido el exequatur o cualquiera otra autorización necesaria, de todos los derechos, privilegios e inmunidades que pertenezcan o puedan ulteriormente ser reconocidos a los representantes consulares de la nación más favorecida a este respecto.

Artículo IV.

Las disposiciones del presente Tratado relativas al tratamiento de la nación más favorecida no podrán ser invocadas en lo concerniente a favores acordados o que pudieran posteriormente acordarse a Estados limítrofes a fin de facilitar el comercio fronterizo.

Se conviene, además, en que Colombia no podrá rei-

sent traité pour le droit de se livrer au cabotage.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par des autorités de l'un des deux pays, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront intervenir entre les deux gouvernements.

Article III.

Le gouvernement de chacun des deux pays pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre pays où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à un Etat tiers.

Lesdits fonctionnaires et agents consulaires jouiront, après avoir reçu l'exequatur ou toute autre autorisation requise de tous les droits, privilèges et immunités qui appartiennent ou pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires de la nation la plus favorisée à cet égard.

Article IV.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées en ce qui concerne les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

Il est convenu, en outre, que la Colombie ne pourra

ne Traktats Bestemmelser vil kunne gøre Krav paa de Begunstigelser, som Danmark har givet eller i Fremtiden maatte give Sverige eller Norge eller begge disse Lande, saalænge disse Fordele ikke tilstaas nogen anden Stat.

Bestemmelserne i nærværende Traktat finder ikke Anvendelse paa Grønland, hvor Handelen og Skibsfarten er forbeholdt den danske Stat.

vindicar, en virtud de las disposiciones del presente Tratado, el beneficio de favores que Dinamarca ha acordado o pudiera acordar a Suecia o a Noruega, a o esos dos países, mientras tales favores no hayan sido acordados a otro Estado.

Las disposiciones del presente Tratado no serán aplicables a Groenlandia, cuyo comercio y navegación están reservados al Gobierno danés.

pas revendiquer, en vertu des dispositions du présent traité, le bénéfice des faveurs accordées ou qui pourront être accordées par le Danemark à la Suède ou à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Les dispositions du présent traité ne seront pas appliquées au Groenland où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois.

Artikel V.

Nærværende Traktat, som er affattet i det danske, spanske og franske Sprog, og hvis franske Tekst skal være den afgørende, skal ratificeres, og Ratifikationsinstrumenterne skal udveksles i London, saasandt som kan. Den skal træde i Kraft én Maaned efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne og skal kunne opsiges af enhver af de høje kontraherende Parter med 3 Maaneders Varsel.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet nærværende Traktat og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i London i 2 Eksemplarer den 21. Juni, 1929.

Artículo V.

El presente Tratado, redactado en lenguas danesa, española y francesa, y cuyo texto francés dará fé, será ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Londres lo más pronto posible. Principiará a regir un mes después del canje de las ratificaciones, y podrá ser denunciado por cada una de la Altas Partes Contratantes con un aviso anticipado de tres meses.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Tratado y lo han sellado con sus sellos.

Hecho en Londres, en doble ejemplar, el día 21 de junio 1929.

Article V.

Le présent traité, rédigé en langues danoises, espagnole et français et dont le texte français fera foi, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et pourra être dénoncé par chacune des Hautes Parties contractantes sous réserve d'un préavis de trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 21 juin 1929.

(L. S.) (Signé) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signé) Alfredo MICHELSEN.

SLUTPROTOKOL.

De Undertegnede, som er traadt sammen for at underskrive nærværende Handels- og Skibsfartstraktat, er blevet enige om følgende :

I Betragtning af det mellem Danmark og Island i Overensstemmelse med Indholdet af Forbundsloven af 30. November 1918 bestaaende Forhold er det en Selvfølge, at der fra Columbias Side ikke paa Grundlag af Bestemmelserne i den ovenfor nævnte Traktat skal kunne gøres Krav paa de særlige Begunstigelser, som Danmark har givet eller i Fremtiden maatte give Island.

Uanset Bestemmelserne i nærværende Traktats Art. IV, 3. Stk., skal den i Art. II, Stk. (b) fastsatte Mestbegunstigelsestehandling finde Anvendelse forsaavidt angaar Indførselsafgifter og Toldformaliteter for Varer af grønlandsk Oprindelse ved deres Indførsel til Columbia saavel som for Varer af colimbiansk Oprindelse ved deres Indførsel til Grønland.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet nærværende Slutprotokol og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i London i to Eksemplarer den 21 Juni, 1929.

PROTOCOLO FINAL.

Los suscritos, reunidos hoy con el fin de firmar el adjunto Tratado de Comercio y Navegación, han convenido lo siguiente :

En consideración de las relaciones que, de conformidad con la Ley de Unión de 30 de Noviembre de 1918, existen entre Dinamarca e Islandia, las disposiciones del referido Tratado no podrán invocarse, de parte de Colombia, para reclamar las ventajas especiales que Dinamarca ha acordado o pudiera en el futuro acordar a Islandia.

Sin embargo de las disposiciones del tercer párrafo del Artículo IV de este Tratado, el tratamiento de la nación más favorecida estipulado en el Artículo II, párrafo (b), se aplicará en lo relativo a derechos de entrada y formalidades de aduanas a los productos originarios de Colombia que se importen a Groenlandia lo mismo que a los productos originarios de Groenlandia que se importen a Colombia.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Protocolo final y lo han sellado con sus sellos.

Hecho en Londres, en doble ejemplar, el día 21 de junio 1929.

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés, réunis en date d'aujourd'hui afin de signer le Traité de commerce et de navigation ci-contre, sont convenus de ce qui suit :

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la Loi unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit traité ne pourront pas, de la part de la Colombie, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Nonobstant les dispositions du troisième alinéa de l'article IV du présent traité, le traitement de la nation la plus favorisée stipulé dans l'article II, alinéa b), s'appliquera en ce qui concerne les droits d'entrée et les formalités de douane aux produits originaires du Groenland à leur importation en Colombie, ainsi qu'aux produits originaires de la Colombie à leur importation au Groenland.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole final et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 21 juin 1929.

(L. S.) (Signé) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signé) Alfredo MICHELSEN.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2850. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN COLOMBIA AND DENMARK. SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA, being alike desirous of encouraging the development of commercial relations between Denmark and Colombia, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation to this end and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

Count Preben Ferdinand AHLEFELDT-LAURVIG, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA :

Señor Don Alfredo MICHELSEN, Acting Chargé d'Affaires of the Republic in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes to apply to the other Party the principle of most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to the rights of citizens, to the treatment of imports or exports and goods in transit, and to navigation.

Article II.

The nationals, products and vessels of each of the High Contracting Parties shall in particular be entitled, in the territory of the other Party, to the following facilities and privileges :

(a) The nationals of each of the two countries shall be treated in the other country, unconditionally, in the same manner as the nationals of the most favoured nation as regards the protection of their persons and property, the carrying on of trade, navigation and industry, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property, and in respect of the obligation to pay taxes, charges or contributions of any kind.

(b) The products of the soil and of the industry of each of the two countries shall, unconditionally and in every respect, be entitled in the other country to the same facilities and favours as similar products of the most favoured nation. This treatment shall apply more particularly to all matters relating to Customs duties and other taxes or charges, and to import prohibitions, the enforcement of the said prohibitions, and all conditions and regulations concerning the importation of goods, including the production of certificates of origin and of consular invoices, the fees to be paid for the legalisation of such documents and all regulations and formalities connected therewith.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(c) The vessels of each of the two countries and their cargoes shall, unconditionally, be entitled in the other country to the same treatment as the vessels of the most favoured nation and their cargoes, in respect of all matters relating to navigation and Customs duties, loading and unloading, and in general as regards all formalities, regulations and fees of any kind whatsoever, which vessels and their cargoes are or may hereafter be subject.

The provisions of the present Treaty shall not, however, apply to the right to engage in the coasting trade.

Tonnage measurement certificates and other tonnage documents, issued by the authorities in one of the two countries, shall be recognised by the other country in accordance with such special agreements as may be concluded between the two Governments.

Article III.

The Government of each of the two countries shall be entitled to appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and other consular officials or agents in all the ports, towns and localities of the other country in which the right to appoint consular representatives has been granted to any other State.

The said consular officials and agents shall, after having received the exequatur or any other authorisation that may be required, enjoy all rights, privileges and immunities which are at present possessed by, or may hereafter be granted to, the consular representatives of the nation most favoured in this respect.

Article IV.

The provisions of the present Treaty relating to most-favoured-nation treatment may not be such as to support a claim for privileges which are or may in the future be granted to contiguous States with a view to facilitating local frontier traffic.

It is further agreed that Colombia shall not be entitled under the provisions of the present Treaty, to claim privileges which are or which may in future be granted by Denmark to Sweden or Norway, or to both of these countries, so long as the same privileges have not been granted to any other State.

The provisions of the present Treaty shall not apply to Greenland, where trade and navigation are reserved to the Danish State.

Article V.

The present Treaty, which is drawn up in the Danish, Spanish and French languages, the French text being authentic, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in London as soon as possible. It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and may be denounced by either of the High Contracting Parties subject to three months' notice being given.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in London, in duplicate, on June 21, 1929.

(L. S.) (Signed) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signed) Alfredo MICHELSEN.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned, having met together on to-day's date to sign the Treaty of Commerce and Navigation attached hereto, have agreed as follows :

In view of the relations which, in accordance with the terms of the Union Law of November 30th, 1918, exist between Denmark and Iceland, it is agreed that Colombia may not, in virtue of the provisions of the aforesaid Treaty, claim the special privileges which Denmark has accorded or may in future accord to Iceland.

Notwithstanding the provisions of the third paragraph of Article IV of the present Treaty, the most-favoured-nation treatment provided for in Article II, paragraph (b), shall apply, in matters relating to import duties and Customs formalities, to products originating in Greenland upon importation into Colombia and to products originating in Colombia upon importation into Greenland.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Final Protocol and have affixed their seals thereto.

Done in London, in duplicate, June 21, 1929.

(L. S.) (Signed) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Signed) Alfredo MICHELSEN.

N° 2851.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PAYS-BAS

Convention concernant l'échange des
colis postaux entre les Etats-Unis
d'Amérique et la Guyane hollan-
daise. Signée à Paramaribo, le
9 juillet 1930, et à Washington,
le 18 août 1930.

UNITED STATES OF AMERICA
AND THE NETHERLANDS

Parcel Post Convention between
the United States of America
and Dutch Guiana. Signed at
Paramaribo, July 9, 1930, and
at Washington, August 18, 1930.

Nº 2851. — PARCEL POST CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DUTCH GUIANA. SIGNED AT PARAMARIBO, JULY 9, 1930, AND AT WASHINGTON, AUGUST 18, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 novembre 1931.

For the purpose of concluding arrangements for the exchange of parcel-post packages between THE UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States) and DUTCH GUIANA, the undersigned Walter F. BROWN, Postmaster General of the United States of America, and F. E. BRUYNING, Acting Administrator of Finance in Dutch Guiana, by virtue of authority vested in them have agreed upon the following articles :

I. LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, six feet (one hundred and eighty centimeters) in length and girth combined, or four feet (one hundred and twenty centimeters) in length with the proviso that parcels over forty-two inches and not over forty-four inches in length must not exceed twenty-four inches in girth, parcels over forty-four inches and not over forty-six inches in length must not exceed twenty inches in girth, and parcels over forty-six inches and up to four feet in length must not exceed sixteen inches in girth.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the dispatching office shall be accepted, except in cases of obvious error.

II. POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage, and, in case of insured parcels such insurance fees and fees for return receipts and requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted as may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable must be prepaid.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2851. — CONVENTION² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX CONCLUE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA GUYANE HOLLANDAISE. SIGNÉE A PARAMARIBO, LE 9 JUILLET 1930, ET A WASHINGTON, LE 18 AOUT 1930.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place November 24, 1931.

Aux fins de conclure des arrangements pour l'échange des colis postaux entre LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges, appartenant aux États-Unis) d'une part, et LA GUYANE HOLLANDAISE d'autre part, les soussignés Walter F. BROWN, Directeur général des Postes des États-Unis et F. E. BRUYNING, Administrateur par intérim des Finances de la Guyane hollandaise ; en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de vingt-deux livres anglaises (dix kilogrammes) ni mesurer plus de six pieds (180 centimètres, longueur et pourtour réunis) ou quatre pieds (120 centimètres) de longueur, sous réserve que les colis de quarante-deux à quarante-quatre pouces de longueur plus de vingt-quatre pouces de pourtour, les colis de quarante-quatre à quarante-six pouces de longueur, plus de vingt pouces de pourtour et les colis de quarante-six pouces à quatre pieds de longueur, plus de seize pouces de pourtour.

2. La manière de voir du bureau expéditeur en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis sera acceptée sauf erreur évidente.

II. AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

L'administration du pays d'origine est autorisée à percevoir de l'expéditeur de chaque colis, la taxe d'affranchissement et, s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, les droits d'assurance ; les droits de récépissé de renvoi et les droits afférents aux réclamations concernant le sort d'un colis présentées postérieurement au dépôt qui pourront être fixés de temps à autre par son règlement.

2. Sauf en ce qui concerne les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'affranchissement et les droits mentionnés dans le paragraphe précédent doivent être acquittés préalablement au dépôt.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 1, 1930.

3. The Postal Administration of the two Countries reserve the right to fix subsequently, by common consent, if their respective Regulations permit, the rates and conditions applicable to parcels exceeding the limits of weight and size specified in paragraph 1.

III. PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and the addresses must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and must also be written on a separate slip which slip must be enclosed in the package. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel sent from Dutch Guiana and two customs declarations for each parcel sent from the United States of America, upon a special form provided for the purpose, which customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception, when a consignment consisting of any number of parcels is mailed simultaneously by the same sender to the same addressee at one address, only one or one set of customs declarations as mentioned herefore need be prepared for the whole consignment and attached to one parcel thereof. In this case, each parcel of the consignment must be clearly marked with a fractional number, the numerator of which will indicate, in Arabic figures, the number of the parcel and the denominator the total number of parcels of which the consignment consists.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise.

Insured parcels must be closed and securely sealed with wax or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them as well as ordinary parcels (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and officially sealed except that in the case of ordinary parcels they need not be sealed if they were not sealed by the sender in the first instance.

Either Administration may require a special impress or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed in its service, as a means of protection.

5. Each insured parcel must be marked or labelled or stamped " Insured " in a conspicuous manner on the address side, and in close proximity to such indorsement there must appear the insurance number given the parcel. The customs declaration or declarations must accompany the parcel and must also be marked or labelled or stamped " insured ".

6. The labels or stamps on insured parcels must be so placed that they can not serve to conceal injuries to the covers. They must not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

7. Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or strong fibreboard or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

8. Powders and dyes in powder form must be packed in lead-sealed metal containers which containers must be inclosed in substantial outer covers so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

3. L'administration postale de chacun des deux pays se réserve le droit de fixer plus tard, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les taxes et conditions applicables aux colis qui dépassent les limites de poids et de dimensions spécifiées au paragraphe 1.

III. CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Les noms et les adresses de l'expéditeur et du destinataire doivent être écrits lisiblement et exactement dans chaque cas, si possible, sur le colis même ou sur une étiquette collée sur ce dernier. Ils doivent, en outre, être inscrits sur un feuillet séparé à insérer dans le colis. Ne seront pas acceptés les colis dont l'expéditeur ou le destinataire seront désignés par des initiales, à moins que ces initiales ne soient l'appellation commerciale adoptée par les expéditeurs ou les destinataires.

Les adresses au crayon ordinaire ne sont pas admises, mais on acceptera les colis dont l'adresse est écrite au crayon à encre à copier ou au crayon indélébile sur une surface préalablement humectée.

2. L'expéditeur établira une déclaration en douane pour chaque colis expédié de la Guyane hollandaise et deux déclarations en douane pour chaque colis expédié des Etats-Unis d'Amérique, sur un formulaire spécial prévu à cet effet ; ladite déclaration fournira une description générale du colis, une déclaration détaillée et exacte du contenu et de la valeur, la date d'expédition, le nom et l'adresse de l'expéditeur et le nom et l'adresse du destinataire ; elle sera solidement attachée au colis.

Toutefois, à titre d'exception, lorsqu'un envoi est constitué par un certain nombre de colis expédiés simultanément par le même expéditeur à un seul et même destinataire, il suffira d'établir une seule déclaration ou une seule série de ces déclarations en douane susmentionnées pour l'ensemble de l'envoi et de les attacher à l'un des colis. En pareil cas, chaque colis de l'envoi doit porter un numéro constitué par une fraction dont le numérateur indiquera, en chiffres arabes, le numéro du colis et le dénominateur le nombre total des colis composant l'envoi.

3. Les administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu. Les colis ordinaires peuvent être fermés par des cachets de cire, par des plombs ou par un autre moyen.

Les colis avec valeur déclarée doivent être clos et soigneusement scellés avec des cachets de cire ou par d'autres moyens, mais le pays de destination aura le droit de les ouvrir ainsi que les colis ordinaires (y compris le droit de rompre les scellés) afin d'inspecter le contenu. Les colis qui auront été ainsi ouverts, seront refermés et scellés officiellement, sauf les colis ordinaires qui n'ont pas à être scellés à moins qu'ils ne l'aient été au préalable par l'expéditeur.

Chaque administration peut exiger, pour plus de sécurité que les cachets des colis avec valeur déclarée expédiés dans son service portent l'empreinte spéciale de l'expéditeur.

5. Tout colis avec valeur déclarée doit porter une marque, une étiquette ou un timbre avec l'indication « valeur déclarée », bien en évidence du côté de la suscription et le numéro d'assurance donnée au colis doit figurer immédiatement à côté de cette inscription. La ou les déclarations en douane doivent être jointes au colis et porter également la marque, l'étiquette ou le timbre « valeur déclarée ».

6. Les étiquettes ou timbres fixés sur les colis avec valeur déclarée ne doivent pas être apposés de manière qu'ils puissent dissimuler des détériorations de l'emballage, ils ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

7. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (flacon, bouteille, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant ou en carton ondulé solide, en fibre résistante, ou autre récipient de solidité équivalente) est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber la totalité du liquide contenu en cas de bris.

8. Les poudres et les matières colorantes en poudre ne sont admises que dans des récipients métalliques soudés, et ces récipients doivent être, à leur tour, placés dans des emballages extérieurs solides, de nature à préserver, dans toute la mesure possible, les envois postaux expédiés en même temps.

IV. PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal.

(d) Any article of which the admission is not authorized by the customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article, and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.

3. The two postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the customs authorities, or the senders of parcels.

V. CUSTOMS DUTIES.

The parcels shall be subject in the country of destination to all customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the customs regulations of the country of destination.

VI. METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the Offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be despatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

VII. BILLING OF PARCELS.

1. The ordinary (uninsured) parcels included in each despatch shall be advised on a parcel bill by the simple entry of their total number.

2. Ordinary and insured parcels shall each be entered on separate parcel bills and the insured parcels shall be listed individually.

The entries shall show in respect to each insured parcel the insurance number, and the office (and state or country) of origin.

3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word " Returned ".

IV. INTERDICTIONS.

1. Il est interdit de transmettre par colis postal les articles suivants :

a) Une lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance. Toutefois, il est permis d'insérer dans le colis une facture sous pli ouvert, réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un objet portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;

c) Des animaux vivants ;

d) Des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane au autres en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des matières explosives ou inflammables et, en général, tout article dont le transport est dangereux.

2. Lorsqu'un colis faisant l'objet de l'une quelconque des interdictions susmentionnées est remis par l'une des administrations à l'autre, cette dernière le traitera conformément aux dispositions de sa législation et de son règlement intérieur.

3. Les deux administrations postales se communiqueront une liste des articles prohibés mais elles n'encourront aucune responsabilité vis-à-vis de la police, des autorités douanières, ou des expéditeurs des colis.

V. DROITS DE DOUANE.

Les colis seront assujettis, dans le pays de destination, à tous des droits et règlements douaniers appliqués par ce pays en vue de protéger ses recettes douanières, et les droits de douane dont ces colis sont dûment redevables seront perçus lors de la remise, conformément au règlement douanier du pays de destination.

VI. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés en sacs dûment clos et scellés par les bureaux désignés à cet effet d'un commun accord entre les deux administrations ; ils seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, aux frais de ce dernier et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée seront enfermés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs qui contiennent des colis avec valeur déclarée porteront les marques d'identification dont il pourra être convenu de temps à autre.

VII. ETABLISSEMENT DES FEUILLES DE ROUTE DES COLIS.

1. Les colis ordinaires (sans valeur déclarée) compris dans chaque envoi seront signalés sur une feuille de route portant la simple indication de leur total numérique.

2. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée seront inscrits sur des feuilles de route distinctes et les colis avec valeur déclarée feront chacune l'objet d'une inscription spéciale.

Les indications relatives à chacun des colis avec valeur déclarée feront ressortir le numéro de la déclaration, et le nom du bureau (ainsi que celui de l'Etat ou du pays) d'origine.

3. L'inscription sur la feuille de route d'un colis retourné à l'expédition doit être suivie du mot « Retourné ».

4. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first despatch of the following year.

5. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made above, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

VIII. CERTIFICATES OF MAILING.

The sender will, on request at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose ; and each country may fix a reasonable fee therefor, but no certificate of mailing, other than the insurance receipt, will be furnished the sender of insured parcels.

IX. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of an ordinary (uninsured) parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

X. REGISTRATION AND INSURANCE.

1. The sender of a parcel may have the same insured by paying in addition to the postage such insurance fee as is prescribed by the country of origin, and in the event of loss, rifling, or damage, indemnity shall be paid for the actual amount based on the actual value at the time of mailing, of the loss, rifling, or damage up to a sum not exceeding \$ 100 gold, when mailed in the United States of America or the equivalent thereof, guilders 250 gold, when mailed in Dutch Guiana.

No insured parcel shall be indemnified for an amount above the real value of its contents.

Both Administrations reserve the right to arrange by mutual agreement through correspondence for a higher or lower limit of indemnity than that mentioned in this Convention.

2. The insurance of all parcels containing coin, bullion, jewelry or any other precious article exchanged between the two administrations is obligatory.

If a parcel containing coin, bullion, jewelry, or any other precious article is mailed uninsured it shall be placed under insurance by the post office which first observes the fact of its having been mailed as ordinary mail, and treated in accordance with the regulations of the country placing the matter under insurance.

3. The Administration of origin is entitled to fix its own fees for different limits of indemnity within the maximum provided.

XI. RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any as the country of origin of the parcel shall stipulate.

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera la feuilles de route à l'angle gauche supérieur en commençant chaque année une nouvelle série pour chaque bureau d'échange destinataire. Le dernier numéro de l'année écoulée sera mentionné sur la feuille de route du premier envoi de l'année suivante.

5. Les méthodes exactes adoptées pour signaler les colis ou les récipients qui les contiennent et qui sont expédiés par l'une des administrations, en transit à travers le territoire de l'autre, ainsi que les modalités de détail relatives à la lettre d'avis concernant les colis ou les récipients pour lesquels il n'est pas prévu de dispositions ci-dessus, seront réglées, d'un commun accord, par voie de correspondance entre les deux administrations.

VIII. CERTIFICAT DE DÉPÔT.

L'expéditeur peut, sur demande formulée au moment du dépôt d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée), recevoir du bureau où est déposé le colis un certificat de dépôt établi sur un formulaire spécial ; et chaque pays est autorisé à fixer un droit raisonnable à cet effet. Toutefois, il ne sera fourni à l'expéditeur de colis avec valeur déclarée d'autre certificat de dépôt que le récépissé d'assurance.

IX. NON ACCEPTATION DE LA RESPONSABILITÉ POUR LES COLIS ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur ni le destinataire d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée) n'auront droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis.

X. RECOMMANDATION ET DÉCLARATION DE VALEUR.

1. L'expéditeur d'un colis peut le faire assurer en versant, outre l'affranchissement, le droit d'assurance prescrit par le pays d'origine, et en cas de perte, de spoliation ou d'avarie, il lui sera versé une indemnité correspondant au montant effectif de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, calculé d'après le prix de la marchandise au moment de l'expédition, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne devra pas être supérieure à 100 dollars or pour les colis déposés aux Etats-Unis d'Amérique ou l'équivalent de cette somme, soit 250 guilder or pour les colis déposés dans la Guyane hollandaise.

Aucun colis avec valeur déclarée ne pourra faire l'objet d'une indemnité dépassant la valeur réelle de son contenu.

Les deux administrations se réservent le droit de fixer d'un commun accord par correspondance, une limite d'indemnité supérieure ou inférieure à celle que mentionne la présente convention.

2. La déclaration de valeur est obligatoire pour tous les colis contenant des espèces, des lingots, des articles de bijouterie ou de joaillerie ou d'autres objets précieux échangés entre les deux administrations.

Lorsqu'un colis contenant des espèces, des lingots, des articles de bijouterie ou de joaillerie ou d'autres objets précieux aura été expédié sans valeur déclarée, il sera assuré d'office par le bureau de poste qui aura le premier constaté son expédition comme envoi ordinaire et sera traité conformément au règlement du pays qui aura appliqué à ce colis le régime de la déclaration de valeur.

3. L'administration du pays d'origine est autorisée à fixer jusqu'au maximum prévu ses propres droits selon les différentes limites d'indemnité.

XI. AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée peut obtenir un avis de réception en acquittant la surtaxe que le pays d'origine du colis aura fixée, le cas échéant.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. When an advice of delivery is desired, the sender or office of origin shall write or stamp on the parcel in a conspicuous manner, the words " Return receipt requested ", " Advice of delivery requested ", or, boldly, the letters " A. R. ".

XII. INDEMNITY.

1. Except in cases of loss or damage through force majeure (causes beyond control) as that term is defined by the legal decisions of rulings of the country in the service of which the loss or damage occurs, when an insured parcel has been lost, rifled, or damaged, the sender, or other rightful claimant, is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of loss, rifling, or damage based on the actual value at the time and place of mailing of the lost, rifled, or damaged article, unless the loss, rifling, or damage has arisen from the fault or negligence of the sender or the addressee or of the representative of either or from the nature of the article, provided that the indemnity shall not exceed the sum for which the required insurance fee was paid in the country of origin.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved (which agreement may be made through correspondence) no indemnity will be paid by either country for the loss, rifling, or damage of transit insured parcels, that is insured parcels originating in one of the two contracting countries or a third country addressed for delivery in some other country not a party to this Convention.

2. Neither administration is bound to pay indemnity in case of loss or damage due to force majeure under any particular definitions of that term unless the other administration will assume liability reciprocally under the same definitions of the term, although either country may at its option and without recourse to the other country, pay indemnity for losses or damages occurring through force majeure under any definition of that term.

3. If an insured parcel originating in one country and addressed to the other country is reforwarded or returned from the country of original address to a third country, the rightful claimant may claim only such indemnity, if any, for the loss, rifling, or damage which occurred subsequent to the redispach of the parcel from the country of original address, as the country in which the loss, rifling or damage occurred is willing or obligated to pay under any agreement in force between the countries directly involved in the forwarding or return.

Either country adhering to this Convention which improperly forwards an insured parcel to a third country shall be responsible to the extent of the liability of the country of origin to the sender within the limit of indemnity fixed by the present Convention.

4. No application for indemnity will be entertained unless a claim or an initial inquiry, oral or written, shall be filed by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

5. No compensation shall be given for loss, injury, or damage consequential upon, i. e., indirectly arising from, the loss, non-delivery, misdelivery, damage, or delay of any insured parcel transmitted under this convention.

6. No indemnity will be paid for insured parcels which contain matter of no intrinsic value nor for perishable matter or matter prohibited transmission in the parcel-post mails exchanged between the contracting administrations, or which did not conform to the stipulations of this Convention, or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the

2. Il peut être perçu, au gré du pays d'origine, un droit pour toute demande de renseignement concernant le sort d'un colis ordinaire ainsi que celui d'un colis avec valeur déclarée présentée postérieurement au dépôt du colis, si l'expéditeur n'a pas déjà payé le droit spécial prévoyant la remise d'un avis de réception.

3. Lorsqu'un avis de réception est désiré, l'expéditeur ou le bureau d'origine inscrira à la main ou au moyen d'un timbre sur le colis, et bien en évidence, le mot «*récépissé demandé*», «*avis de réception demandé*», ou en grands caractères les lettres «*A. R.*»

XII. INDEMNITÉS.

1. A l'exception des cas de perte ou d'avarie pour cause de force majeure, au sens donné à ce terme par les décisions ou sentences juridiques du pays dans le service duquel a été constaté la perte ou le dommage, lorsqu'un colis avec valeur déclarée aura été perdu, spolié ou avarié, l'expéditeur ou tout ayant-droit peut recevoir une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, calculé sur la base de la valeur réelle au moment et au lieu d'expédition, de l'objet perdu, spolié ou avarié, sauf dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie est due à une faute ou à une négligence de l'expéditeur ou du destinataire ou de leurs représentants ou à la nature de l'article. Mais, dans aucun cas, l'indemnité ne pourra dépasser la somme pour laquelle a été versé le droit d'assurance réglementaire dans le pays d'origine.

A défaut d'accord contraire intervenu spécialement entre les pays intéressés, (accord qui peut être conclu par correspondance) aucune indemnité ne sera payée par l'un ou par l'autre pays pour la perte, la spoliation ou l'avarie de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire de colis avec valeur déclarée provenant de l'un des deux pays contractants ou d'un pays tiers et expédié à destination d'un autre pays qui n'est pas partie à la présente convention.

2. Ni l'une ni l'autre des deux administrations n'est tenue de verser une indemnité en cas de perte ou d'avarie pour cause de force majeure, quel que soit le sens particulier donné à ce terme, à moins que l'autre administration n'assume la même obligation, à titre de réciprocité, dans les cas correspondants de force majeure ainsi définie. Cependant chaque pays peut, à son gré et sans consulter l'autre pays, verser une indemnité en cas de perte ou d'avarie pour cause de force majeure, quelle que soit la définition donnée à ce terme.

3. Si un colis avec valeur déclarée, provenant d'un pays déterminé et adressé à un autre pays est réexpédié ou renvoyé du pays auquel il était primitivement adressé à destination d'un pays tiers, l'ayant droit ne pourra réclamer l'indemnité, le cas échéant, pour perte, spoliation ou dommage survenu postérieurement à la réexpédition du colis hors du pays auquel il était primitivement adressé, que si le pays dans lequel a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie, accepte ou est obligé de payer en vertu d'un accord en vigueur entre les pays directement intéressés à la transmission ou au retour.

Si l'un des deux pays parties à la présente convention transmet par erreur un colis avec valeur déclarée à destination d'un pays tiers, sa responsabilité sera engagée, dans la mesure où le pays d'origine est tenu envers l'expéditeur, jusqu'à concurrence de l'indemnité maximum fixée par la présente convention.

4. Aucune demande d'indemnité ne sera admise si, dans un délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt du colis avec valeur déclarée, le réclamant ou son représentant n'a pas formulé de réclamation, oralement ou par écrit, ou présenté une première demande de renseignements.

5. Aucune indemnité ne sera versée au titre des pertes, ou dommages subis, qui résultent indirectement de la perte, de la non remise, de la remise à une adresse erronée, de l'avarie ou du retard d'un colis avec valeur déclarée transmis en vertu de la présente convention.

6. Aucune indemnité ne sera versée pour les colis avec valeur déclarée, qui contiennent des matières sans valeur intrinsèque ou des matières périssables, dont le transport est interdit par voie de colis postaux échangés entre les administrations contractantes, qui ne remplissent pas les conditions prévues dans la présente convention, ou qui n'ont pas été déposés à la poste dans les

loss, rifling or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other administration.

7. Either of the Administrations may at its option reimburse the rightful claimant in the event of loss, irreparable damage of entire contents, or rifling of entire contents for the amount of postage or special charges borne by an insured parcel, if claimed. The insurance fees are not in any case returned.

8. No responsibility will be admitted for insured parcels which cannot be accounted for in consequence of the destruction of official documents through causes beyond control.

9. In case the sender, addressee, or owner of an insured parcel, or his representative, shall, at any time knowingly allege the contents to be above their real value, or whenever any false, fictitious, or fraudulent evidence is knowingly and wilfully introduced, the administration responsible for the indemnity reserves the right without any refund of fee or postage to decline to pay indemnity or to pay such indemnity as may in its discretion be considered equitable in the light of the evidence procured. The enforcement of this rule shall not prejudice any legal proceedings to which such fraudulent evidence may have rendered the claimant liable.

10. When an insured article has been lost, rifled, or damaged, the Administration of origin shall pay indemnity to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting with the day following that on which the application is made, which payment shall be made on account of the Administration of destination, if that Administration is responsible for the loss, rifling, or damage and has been duly notified.

11. However, the Administration of origin may, in the cases indicated in the foregoing paragraph, exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

12. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the foregoing paragraph, the country of origin is authorized to pay indemnity on behalf of the country of destination if that country has, after being duly informed of the application for indemnity, let nine months pass without settling the matter.

13. The obligation of paying the indemnity shall rest with the country to which the mailing office is subordinate. That country can make a claim on the country responsible, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss, rifling, or damage took place.

14. The country responsible for the loss, rifling, or damage and on whose account payment is made is bound to repay to the country making payment on its behalf, without delay and within not more than nine months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

15. Reimbursements for indemnity from one country to the other shall be made on the gold basis.

16. Repayments are to be made free of cost to the creditor country by means of either a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

17. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the country which having received the parcel without making any observation and being furnished all necessary particulars for inquiry is unable to show its proper disposition.

18. Responsibility for loss, rifling, or damage of an insured parcel discovered by the receiving office of exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the despatching office of exchange by bulletin of verification, shall fall upon the administration to which the

formes prescrites. Néanmoins, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie aura la faculté de payer une indemnité pour ces colis sans consulter l'autre administration.

7. L'une et l'autre administration pourront, à leur gré, rembourser à l'ayant droit, en cas de perte ou d'avarie irréparable de la totalité du contenu, ou de spoliation de la totalité du contenu, le montant de l'affranchissement ou des droits spéciaux dont est frappé le colis avec valeur déclarée, s'il en est fait la demande. Les droits d'assurance ne seront en aucun cas remboursés.

8. Les administrations sont dégagées de toute responsabilité en ce qui concerne les colis avec valeur déclarée dont elles ne peuvent rendre compte, par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure.

9. Si l'expéditeur, le destinataire ou le propriétaire d'un colis avec valeur déclarée, ou leurs représentants, ont à un moment quelconque prétendu sciemment que le contenu du colis était supérieur à sa valeur réelle, ou si des déclarations erronées, mensongères ou frauduleuses, ont été faites en pleine connaissance de cause, l'administration tenue de verser l'indemnité, sans rembourser de droits ou de taxes d'affranchissement se réserve le droit de refuser de payer l'indemnité ou celui de payer telle indemnité qu'elle jugera équitable, à sa discrétion, vu les preuves recueillies. L'application de cette règle n'empêchera pas de recourir aux poursuites légales auxquelles se sera exposé le réclamant par suite de ses déclarations frauduleuses.

10. Lorsqu'un article avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié, l'administration du pays d'origine versera l'indemnité à l'ayant droit, aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un an à compter du lendemain du jour où la réclamation aura été présentée ; ce paiement s'effectuera pour le compte de l'administration du pays destinataire, si cette administration est responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et si elle a été dûment avisée.

11. Toutefois, l'administration du pays d'origine peut, dans les cas indiqués au paragraphe précédent, différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai fixé si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas pu trancher la question de responsabilité ou découvrir ce qu'il est advenu de l'objet en question.

12. Sauf dans les cas où le règlement est exceptionnellement différé comme il est prévu au paragraphe précédent, le pays d'origine est autorisé à désintéresser l'ayant droit pour le compte du pays de destination si celui-ci, régulièrement saisi, a laissé s'écouler un délai de neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

13. L'obligation de payer l'indemnité incombe au pays dont relève le bureau expéditeur. Ce pays a un droit de recours contre le pays responsable, c'est-à-dire contre l'administration dans le territoire ou dans le service de laquelle a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie.

14. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, et pour le compte duquel est effectué le paiement, est tenu de rembourser au pays qui a effectué le versement pour le compte de l'autre, le montant de l'indemnité versée, le plus tôt possible et dans un délai de neuf mois au plus après notification du paiement.

15. Les remboursements d'indemnités d'un pays à l'autre s'effectueront sur la base de l'or.

16. Ces remboursements s'effectueront sans frais pour le bureau créditeur, soit au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite, en monnaie ayant cours dans le pays créditeur, soit par tout autre moyen dont il pourra être convenu par correspondance.

17. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité afférente à un colis avec valeur déclarée, incombe au pays qui, ayant reçu le colis d'un autre pays sans formuler de réserves et ayant été mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir que le colis a été régulièrement transmis ou remis.

18. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée a été constatée par le bureau d'échange réceptionnaire au moment de l'ouverture des sacs ou paniers, et a été dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification, la respon-

despatching office of exchange is subordinate unless it be proved that the loss, rifling, or damage occurred in the service of the receiving administration.

19. The responsibility of property enclosing, packing, and sealing insured parcels rests upon the sender, and the postal service of neither country will assume liability for loss arising from defects which may not be observed at the time of posting.

XIII. TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel-post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Administration.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Administration.

4. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one of the contracting countries to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

XIV. CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a Parcel Mail, the receiving Office of Exchange shall check it. The insured parcels must be carefully compared with the accompanying bills. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the despatching Office of Exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly, it will be assumed that the Mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.

2. In the case of any discrepancies or irregularities in a Mail such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation or claim for indemnity which may be made.

3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the despatching Office of Exchange from which the despatch was received.

4. Insured parcels bearing evidence of violation or damage must have the facts noted on them and be marked with the stamp of the Office making the note, or a document drawing attention to the violation or damage must be forwarded with the parcels.

XV. FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES. DEMURRAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressees, for delivery and for the fulfilment of Customs formalities, a charge not exceeding 10 dollarcents gold equivalent to 25 cents Dutch gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.

2. Each Administration may impose reasonable storage or demurrage charges in case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Administration of destination. Any such charges shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

sabilité incombe à l'administration dont dépend le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu dans le service de l'administration du pays de réception.

19. C'est à l'expéditeur qu'il incombe d'emballer et de sceller convenablement les colis avec valeur déclarée, et le service postal de l'un ou de l'autre pays n'assume aucune responsabilité pour perte par suite de défauts qui auraient pu ne pas être constatées au moment du dépôt du colis.

XIII. COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration garantit, pour les colis en provenance ou à destination de l'autre administration contractante, le droit de transit sur son territoire, à destination ou en provenance de tous les pays avec lesquels elle échange des colis postaux.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre quels sont les pays auxquels des colis postaux peuvent être envoyés par son intermédiaire.

3. Pour être acceptés en vue de transmission ultérieure, les colis que l'une des administrations contractantes expédie par l'intermédiaire du service de l'autre doivent remplir les conditions prescrites de temps à autre par l'administration intermédiaire.

4. Les sommes, dont la perception est autorisée pour les colis envoyés de l'un des pays contractants à l'autre pays en vue de transmission ultérieure, à destination d'une Possession de l'un ou de l'autre de ces pays ou à destination d'un pays tiers, seront fixées par l'administration intermédiaire.

XIV. VÉRIFICATION PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Lors de la réception d'un envoi de colis postaux, le bureau d'échange réceptionnaire procédera à sa vérification. Les colis avec valeur déclarée devront être soigneusement comparés avec les feuilles de route qui y sont jointes. Toutes les divergences ou irrégularités qui seront constatées devront être immédiatement signalées au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Si la notification n'est pas promptement faite, il y aura présomption que tout est régulier en ce qui concerne la dépêche et les feuilles de route qui leur étaient jointes.

2. Si la vérification d'un envoi révèle des divergences ou des irrégularités, on conservera les pièces justificatives afin de pouvoir fournir des renseignements sur l'affaire en cas de réclamation ou de demande d'indemnité ultérieures.

3. S'il manque une feuille de route on en établira un duplicata dont la copie sera envoyée au bureau d'échange expéditeur d'où provient l'envoi.

4. Si des colis avec valeur déclarée portent des traces de spoliation ou d'avarie, les faits constatés seront signalés sur les colis mêmes qui seront frappés du timbre du bureau qui procède à la constatation. Dans l'alternative, un document signalant la spoliation ou l'avarie sera transmis en même temps que les colis.

XV. DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT ET DROITS D'ENTREPOSAGE.

1. L'Administration du pays destinataire est autorisée à percevoir du destinataire pour factage et pour accomplissement des formalités douanières, une taxe qui ne doit pas dépasser 10 cents d'un dollar ou 25 cents néerlandais or par colis, ainsi qu'un droit de factage supplémentaire du même montant chaque fois qu'un colis est présenté au domicile du destinataire postérieurement à une première présentation infructueuse.

2. Chaque administration est autorisée à imposer des droits raisonnables de magasinage, d'entreposage si le destinataire refuse de recevoir un colis dans le laps de temps prescrit par l'administration destinataire. Ces droits seront annulés en cas de retour du colis au pays d'origine.

XVI. REDIRECTION.

1. Any parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.

2. When a parcel is redirected to either country, new postage, as well as new insurance fees in the case of insured parcels, may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of postage and fees if not prepaid. Insured parcels when redirected must be dispatched in the kind of mails as received.

3. Insured parcels may not be forwarded or returned to another country, unless they are forwarded or returned as insured mail. The senders may indicate, on insured parcels : " Not to be forwarded to a third country " : in which event the parcels may not be redispached to any other country. Except in cases where such parcels bear the note that the senders do not desire them redispached to a country other than that of origin or the country of first destination, they may be forwarded to a third country as insured parcels. Insured parcels may be returned to the sender in a third country in accordance with a similar indication on the parcels, provided that they can be returned as insured. In case of loss, rifling or damage of insured parcels dispatched or returned to a third country, equitable indemnity will be paid in accordance with the provisions of Article XII, Section 3, of this Convention.

XVII. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Convention applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

XVIII. RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered. The requests for return or change of address, which must conform to the rules laid down by the domestic regulations of the contracting countries, are to be addressed to the Central Administration at Washington when they relate to parcels sent to the United States of America, and to the offices of destination when they relate to parcels sent to Dutch Guiana.

XIX. NONDELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification. New postage as well as new insurance fees, in the case of insured parcels, is required, and if not prepaid shall be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of postage and fees if not prepaid. Insured parcels when returned must be dispatched in the same kind of mails as received.

2. The sender of a parcel may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at

XVI. RÉEXPÉDITION.

1. Tout colis réexpédié dans le territoire du pays de destination ou remis à un autre destinataire au bureau auquel le colis était primitivement adressé, sera passible des taxes additionnelles qui pourront être prescrites par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un ou de l'autre pays, l'administration perceptrice pourra, lorsqu'il s'agit de colis avec valeur déclarée, percevoir à la livraison et conserver pour son compte la nouvelle taxe d'affranchissement ainsi que les nouveaux droits d'assurance, si ces taxes n'ont pas été acquittées à l'avance. L'administration qui effectue la livraison déterminera le montant de l'affranchissement et des droits s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance. Les colis avec valeur déclarée qui font l'objet de réexpédition doivent être réexpédiés dans des dépêches du même genre que celles dans lesquelles ils ont été reçus.

3. Les colis avec valeur déclarée ne peuvent être acheminés sur un autre pays ou renvoyés dans un autre pays que comme envoi avec valeur déclarée. Les expéditeurs peuvent mentionner sur les colis avec valeur déclarée l'indication « Ne pas acheminer sur un pays tiers » ; en pareil cas, les colis ne pourront pas être réexpédiés à destination d'un autre pays quel qu'il soit. Sauf dans les cas où il est mentionné sur ces colis que l'expéditeur ne désire pas qu'ils soient acheminés sur un pays autre que le pays d'origine ou le pays de première destination, il est permis d'acheminer ces colis sur un pays tiers comme colis avec valeur déclarée. Les colis avec valeur déclarée peuvent être renvoyés à l'expéditeur dans un pays tiers, pourvu qu'ils portent une indication analogue, et à condition qu'ils puissent être renvoyés comme colis avec valeur déclarée. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie des colis avec valeur déclarée, acheminés sur un pays tiers ou renvoyés dans un tiers pays, il sera versé une indemnité équitable, conformément aux dispositions de l'article XII, paragraphe 3 de la présente convention.

XVII. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI ONT ÉTÉ PRESCRITES.

Les colis auxquels s'applique la présente convention ne seront assujettis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues par les différents articles de ladite convention.

XVIII. RETRAITS ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut en demander le retrait ou en modifier l'adresse. Les demandes de renvoi à l'expéditeur ou de changement d'adresse, qui doivent être conformes aux dispositions spécifiées dans les règlements intérieurs des pays contractants, sont adressés à l'administration centrale à Washington, s'il s'agit de colis expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique, et aux bureaux destinataires lorsqu'il s'agit de colis à destination de la Guyane hollandaise.

XIX. NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de l'expéditeur, un colis qui n'a pu être remis sera renvoyé à l'expéditeur sans avis préalable. Un nouveau droit d'affranchissement, ainsi que de nouveaux droits d'assurance sont obligatoires, s'il s'agit de colis avec valeur déclarée et s'ils n'ont pas été versés d'avance, ils seront perçus lors de la remise et acquis à l'administration qui effectue la perception. L'administration qui effectue la remise établira le montant du droit d'affranchissement et des autres droits s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance. Les colis avec valeur déclarée, lorsqu'ils sont renvoyés à l'expéditeur, doivent être expédiés dans des dépêches du même genre que celles dans lesquelles ils ont été reçus.

2. L'expéditeur d'un colis peut demander, au moment du dépôt, que, si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée il devra soit : *a*) être traité comme colis abandonné, soit *b*) être remis à

a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a Customs Declaration attached to or stuck on the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed..... “ Abandon ”.

“ If not deliverable as addressed..... “ Deliver to..... ”.

3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of destination, while refused parcels will be returned at once, the parcels in each case to be marked to show the reason for nondelivery.

4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has marked “ Abandon ” may be sold at auction at the expiration of thirty days, but in case such disposition is made of insured parcels proper record will be made and the Administration of origin notified as to the disposition made of the parcels. The Administration of origin shall also be notified when for any reason an insured parcel which is not delivered is not returned to the country of origin.

XX. CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the Customs authorities concerned are fulfilled, the customs charges, properly so-called, on parcels destroyed, sent back to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in Dutch Guiana and in the United States of America.

XXI. RETRANSMISSION OF MISSENT PARCELS.

Missent ordinary parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration but must not be marked with customs or other charges by the reforwarding Administrations.

Missent insured parcels shall not be reforwarded to any foreign country, in the absence of special agreement to the contrary, but shall be returned to the country of origin in the same kind of mail as received.

XXII. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the dispatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next Mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XXIII. CHARGES.

1. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

une deuxième adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution n'est admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande doit figurer sur le colis ou sur une déclaration en douane attachée au colis ou collée sur ce dernier et être conforme ou analogue à l'une des deux formules suivantes :

« En cas d'impossibilité de remise à l'adresse indiquée Abandonné ».

« En cas d'impossibilité de remise à l'adresse indiquée. Remettre à ».

3. Sauf dispositions contraires, les colis qui ne pourront être remis seront renvoyés à l'expéditeur à l'expiration d'un délai de trente jours, à compter de la date de leur réception au bureau de poste destinataire. Les colis refusés seront renvoyés à l'expéditeur immédiatement. Dans chaque cas, ces colis porteront une indication du motif pour lequel ils n'ont pas été remis.

4. Les articles sujets à détérioration ou à corruption et ceux-là seulement, peuvent être vendus immédiatement, même en route à l'aller ou au retour, sans avis préalable ou formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour un motif quelconque, toute vente est impossible, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Procès-verbal sera dressé de la vente ou de la destruction et un rapport sera envoyé à l'administration du pays d'origine.

5. Les colis qu'il a été impossible de remettre, lorsque le destinataire a mentionné qu'ils doivent être abandonnés, pourront être vendus aux enchères publiques à l'expiration d'un délai de trente jours, mais, si l'on dispose ainsi de colis avec valeur déclarée il devra être établi un procès-verbal en bonne et due forme et l'administration d'origine sera avisée du sort fait aux colis. L'administration du pays d'origine sera également avisée lorsque, pour un motif quelconque, un colis qui n'a pas été remis n'est pas renvoyé au pays d'origine.

XX. ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par les autorités douanières intéressées, les droits de douane proprement dits, afférents aux colis détruits, renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays, seront annulés dans la Guyane hollandaise ainsi qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

XXI. RÉEXPÉDITION DES COLIS ACHÉMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront expédiés à leur destination par la voie la plus directe dont dispose l'administration réexpéditrice, mais ils ne devront pas être grevés par cette administration de droits de douane ou d'autres taxes.

Les colis avec valeur déclarée qui auront été acheminés dans une fausse direction ne seront pas, sauf accord contraire, réexpédiés dans un pays étranger quel qu'il soit, mais seront renvoyés au pays d'origine dans la même sorte de dépêche que celle dans laquelle ils ont été reçus.

XXII. RÉCIPIENTS.

Chaque administration fournira les sacs nécessaires pour l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés à vide au pays d'origine par le prochain courrier. Les sacs vides seront réunis par paquets de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et le total de ces sacs sera signalé sur la feuille de route.

XXIII. TAXES.

1. Les taxes à attribuer pour les colis expédiés par l'une des administrations à l'autre pour être acheminés par cette dernière sur une possession de l'une ou l'autre des Parties contractantes ou sur un pays tiers, seront fixées par l'administration intermédiaire.

2. For every parcel, regardless of its weight, dispatched by one Administration to the other, whether ordinary or insured a payment of 12 dollarcents gold equivalent to 30 cents Dutch gold per parcel shall be made by the dispatching Administration to the receiving Administration.

XXIV. ACCOUNTING.

1. Each Administration shall prepare quarterly an account showing sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission and for parcels received in excess of those dispatched.

2. Those accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

3. The compilation, transmission, verification, and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

4. Payment of the balance due on those accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or Paramaribo or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Office.

XV. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE CONVENTION.

1. All matters concerning the exchange, and requests for recall or return of insured parcels, the obtaining and disposition of return receipts therefor, and the adjustment of indemnity claims in connection therewith, not covered by this Convention shall be governed by the provisions of the Universal Postal Union Convention and the Detailed Regulations for its Execution, in so far as they are applicable and not inconsistent with the provisions of this Convention, and then if no other arrangement has been made, the internal legislation, regulations, and rulings of the United States of America and Dutch Guiana, according to the country involved, shall govern.

2. The Postmaster General of the United States of America and the Administration of Finance in Dutch Guiana shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the service contemplated by this Convention as well as to arrange for the exchange of registered parcels and parcels subject to collect on delivery charges, should both countries at any time desire such service.

3. The Administration shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XXVI. DURATION OF CONVENTION.

1. This Convention substitutes and abrogates that signed at Washington on the twenty-eighth day of August 1909, and at Paramaribo on the ninth day of August 1909, and shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administration of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting parties has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

2. Pour tout colis, quel qu'en soit le poids, qui aura été expédié par l'une des administrations à l'autre, qu'il s'agisse d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée, l'administration expéditrice versera à l'administration réceptrice, douze cents d'un dollar or, équivalant à 30 cents or néerlandais par colis.

XXIV. COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration établira trimestriellement un relevé de comptes indiquant les sommes qui lui sont dues pour les colis expédiés par l'autre administration, en vue de transmission ultérieure, et pour les colis reçus en excédent des colis expédiés.

2. Ces comptes seront soumis à l'examen de l'administration correspondante dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

3. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible et le solde résultant de la balance doit être réglé au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant.

4. Le paiement du solde dû pour ces comptes entre les deux administrations s'effectuera par voie de traite sur New-York ou sur Paramaribo, ou de toute autre manière dont il pourra être convenu par correspondance entre les deux administrations ; les frais afférents au paiement seront à la charge du bureau débiteur.

XXV. QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LA CONVENTION.

1. Toutes les questions relatives à l'échange, aux demandes de retrait ou de renvoi de colis avec valeur déclarée, aux formalités relatives au récépissé, au règlement des demandes d'indemnités présentées au sujet de ces colis, lorsqu'elles ne sont pas réglées par la présente convention, seront régies par les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et du règlement d'exécution de ladite convention, dans la mesure où ses dispositions sont applicables et ne sont pas incompatibles avec celles de la présente convention ; à défaut d'autre accord, ces questions seront régies par les dispositions des lois, règlements et sentences de droit interne des Etats-Unis d'Amérique ou de la Guyane hollandaise, selon qu'il s'agit de l'un ou de l'autre pays.

2. Le Directeur général des Postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des Finances de la Guyane hollandaise seront autorisés à apporter de concert, de temps à autre, par voie de correspondance, les changements et modifications nécessaires et à édicter toutes nouvelles règles de service ou d'application utiles pour faciliter la tâche du service envisagé par la présente convention ainsi que pour organiser un service d'échange de colis recommandés ou de colis grevés de remboursement, si, à un moment quelconque, les deux pays désirent établir de tels services.

3. Les deux administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois ou règlements applicables au transport des colis postaux.

XXVI. DURÉE DE LA CONVENTION.

1. La présente convention remplace et abroge celle qui a été signée à Washington le 28 août 1909 et à Paramaribo le 9 août 1909 ; elle prendra effet et entrera en vigueur à partir d'une date à convenir de concert entre les administrations des deux pays.

2. Elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention de la dénoncer.

Either Administration may temporarily suspend the insurance service, in whole or in part, when there are special reasons for doing so, or restrict it to certain offices; but on the condition that previous and opportune notice of such a measure is given to the other Administration, such notice to be given by the most rapid means if necessary.

Done in duplicate and signed at Paramaribo (Dutch Guiana) the ninth day of July 1930, and at Washington the eighteenth day of August 1930.

By special authorisation of the Governor of Surinam of 9th July 1930, No. 2556.

(Signed) BRUYNING.
*The Acting Administrator
of Finance of Surinam (Dutch Guiana),*

*Postmaster General
of the United States of America,*
(Signed) Walter F. BROWN.

Voor eensluidend afschrift,
De Gouvernements-Secretaris,
P. Kikkert.

Les deux administrations peuvent temporairement suspendre le service des colis avec valeur déclarée, soit en totalité, soit en partie, lorsqu'il existe des motifs spéciaux de le faire, ou restreindre ce service à certains bureaux, à condition toutefois qu'un préavis ait été donné en temps opportun à l'autre administration, ledit préavis sera transmis, le cas échéant, par la voie la plus rapide.

Fait en double exemplaire et signé à Paramaribo (Guyane hollandaise), le 9 juillet 1930, et à Washington, le 18 août 1930.

Par autorisation spéciale du Gouverneur de Surinam, le 9 juillet 1930, n° 2556.

*L'administrateur par intérim
du Service des Finances
de Surinam (Guyane hollandaise):
(Signé) BRUYNING.*

*Le Directeur général des Postes
des Etats-Unis d'Amérique :
(Signé) Walter F. BROWN.*

N° 2852.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PAYS-BAS**

Convention concernant l'échange des mandats de poste entre les États-Unis d'Amérique et le Surinam (Guyane hollandaise). Signée à Paramaribo, le 12 août, et à Washington, le 16 septembre 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND THE NETHERLANDS**

Convention for the Exchange of Money Orders between the United States of America and Surinam (Dutch Guiana). Signed at Paramaribo, August 12, and at Washington, September 16, 1930.

No. 2852. — CONVENTION¹ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SURINAM (DUTCH GUIANA). SIGNED AT PARAMARIBO, AUGUST 12, AND AT WASHINGTON, SEPTEMBER 16, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 novembre 1931.

For the purpose of concluding arrangements for the exchange of Money Orders between THE UNITED STATES OF AMERICA (including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands of the United States) and SURINAM (Dutch Guiana), the undersigned Walter F. BROWN, Postmaster general of the United States of America and F. E. BRUYNING, acting Administrator of Finance of Surinam, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles :

Article 1.

OBJECT OF THE CONVENTION.

The exchange of Money Orders between the United States of America and Surinam (Dutch Guiana) shall be governed by the provisions of this present convention.

Article 2.

MONEY.

1. The amount of the orders will be expressed in the money of the country of destination.
2. Each of the contracting countries shall have power to fix and to modify, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it, on condition that it notifies such rate or any modification of it to the other country.
3. In the payment of Money Orders to the public no account shall be taken of any fraction of a cent.

Article 3.

CONDITIONS FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS.

1. The exchange of Money Orders between the two contracting countries will be carried on by means of lists, conforming to form " A " attached.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2852. — CONVENTION² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE SURINAM (GUYANE HOLLANDAISE). SIGNÉE A PARAMARIBO, LE 12 AOUT, ET A WASHINGTON, LE 16 SEPTEMBRE 1930.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place November 24, 1931.

En vue de conclure des arrangements concernant l'échange des mandats de poste entre LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (y compris l'Alaska, Hawaï, Porto-Rico, Guam, Samoa et les Iles Vierges des États-Unis) et LE SURINAM (Guyane hollandaise), les soussignés Walter F. BROWN, directeur général des Postes des États-Unis d'Amérique et F. E. BRUYNING, administrateur par intérim des Finances du Surinam, en vertu des pouvoirs dont ils sont investis, sont convenus des dispositions ci-après.

Article premier.

OBJET DE LA CONVENTION.

L'échange des mandats de poste entre les États-Unis d'Amérique et le Surinam (Guyane hollandaise) sera régi par les dispositions de la présente convention.

Article 2

MONNAIE.

1. Le montant des mandats sera libellé dans la monnaie du pays de destination.
2. Chacun des pays contractants aura le droit de fixer et de modifier, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats de poste émis par lui, sous réserve de porter à la connaissance de l'autre pays ledit taux ou toute modification qui y serait apportée.
3. Lors du paiement des mandats de poste au public, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent.

Article 3.

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE.

1. L'échange des mandats de poste entre les deux pays contractants sera effectué au moyen de listes, conformément au modèle « A » ci-joint.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force November 1, 1930.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The Money Order service between the contracting countries shall be performed exclusively by the agency of offices of exchange. On the part of the United States of America the office of exchange shall be that of New York, and on the part of Surinam (Dutch Guiana) that of Paramaribo.

3. On each side these offices are in charge of the making up of said lists and forwarding them to the office or offices designated for that purpose by the other Administration.

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT.

1. The maximum amount for which a money order may be drawn is fixed for money orders, issued in the United States of America with destination to Surinam (Dutch Guiana) at the sum of one hundred dollars and for money orders, issued in Surinam (Dutch Guiana) with destination to the United States of America at the sum of two hundred and fifty guilders.

2. These amounts may however by mutual consent be modified upon agreement.

Article 5.

DETAILS TO BE FURNISHED.

1. The applicant of a money order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian name (or at least the initial of one Christian name) both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or Company who are the remitters or payees, and the address of the remitter and payee.

2. The postoffice of destination shall also be mentioned with the most exactness ; furthermore for orders to Surinam eventually the name of the district and for orders to the United States of America the names of the States and if possible the name of the country of destination.

3. If however, these particulars cannot be given in a sufficient way, a money order may, nevertheless, be issued at the remitter's risk.

Article 6.

PAYMENT IN GOLD.

All payments for money orders, whether to or by the public, shall be made in gold, or in other legal money of the same current value.

Article 7.

FEES OR COMMISSIONS.

1. Each country will have the authority to fix, whenever its interests demand it, the schedule of commissions (or fees), which will be collected for the issue of money orders under the terms of this convention, but will be obliged to communicate said schedule to the other country, as well as any modification made therein.

2. Barring agreement to the contrary, the fees or commissions collected shall belong in their entirety to the remitting country, not allowing therefore any sum to the paying Administration as a fee for payment.

2. Le service des mandats de poste entre les pays contractants sera assuré exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour les Etats-Unis d'Amérique, le bureau d'échange sera celui de New-York, pour le Surinam (Guyane hollandaise), celui de Paramaribo.

3. Pour chacun des deux pays, ces bureaux seront chargés d'établir lesdites listes et de les expédier au bureau ou aux bureaux désignés à cet effet par l'autre administration.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM.

1. Le montant maximum pour lequel un mandat de poste pourra être tiré, est fixé, pour les mandats émis aux Etats-Unis d'Amérique à destination du Surinam (Guyane hollandaise), à la somme de 100 dollars et pour les mandats émis au Surinam (Guyane hollandaise) à destination des Etats-Unis d'Amérique, à la somme de 250 guilders.

2. Toutefois, ces montants pourront, après entente, être modifiés par consentement réciproque.

Article 5.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Toute personne demandant l'émission d'un mandat de poste sera tenu de fournir, si possible, le nom et le prénom en entier (ou au moins l'initiale de l'un des prénoms) de l'expéditeur et du destinataire ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinatrice, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire.

2. Le bureau de poste de destination sera également indiqué de la manière la plus précise ; de plus, pour les mandats poste à destination du Surinam, on indiquera éventuellement le nom du district et pour les mandats poste à destination des Etats-Unis d'Amérique, le nom des Etats et si possible le nom du pays de destination.

3. Toutefois, si ces renseignements ne peuvent être fournis d'une manière adéquate, le mandat poste pourra néanmoins être émis aux risques et périls de l'expéditeur.

Article 6.

PAIEMENTS EN OR.

Tous les montants de mandats, payés par le public ou à celui-ci, seront versés en or ou en une autre monnaie légale ayant la même valeur.

Article 7.

TAXES OU COMMISSIONS.

1. Chaque pays aura le droit de fixer, toutes les fois que ses intérêts l'exigeront, le barème des commissions (ou taxes) qui seront perçues pour l'émission de mandats de poste aux termes de la présente convention. Toutefois, chaque pays sera tenu de porter à la connaissance de l'autre pays ledit barème, ainsi que toutes modifications qui y seraient apportées.

2. Sauf accord contraire, les taxes ou commissions perçues seront intégralement acquises au pays expéditeur sans qu'il soit alloué à l'administration qui paie le mandat, aucune somme à titre de rémunération.

Article 8.

ENDORSEMENT.

Each of the contracting countries is authorized to permit in its territory and in accordance with its domestic regulations, endorsement of money orders originating in the other country.

Article 9.

RESPONSIBILITY.

Subject to the provisions of the foregoing article, there will be responsibility to the remitter for the sum sent by means of money order until it is paid to the payee or endorsee.

Article 10.

PERIOD OF VALIDITY OF ORDERS.

1. Barring agreement to the contrary, a money order will be paid in the country of destination during the twelve months following its issue.

2. The amount of all the orders that have not been paid during that period of time, will be credited in the first account to the Administration of the country of origin, which will proceed in accordance with the regulations of that country.

Article 11.

CHANGE OF ADDRESS AND REPAYMENT OF ORDERS.

1. When the remitter desires to correct an error in the address of the payee, or that the amount of a money order be returned, he should apply to the central Administration of the country in which the order was issued.

2. In no case is a money order to be repaid without obtaining from the central Administration of the country to which it was sent, assurance that payment has not been effected and that the said Administration expressly authorizes repayment.

Article 12.

REISSUE.

The orders are not to be reissued in any other country than the one to which they shall first have been certified.

Article 13.

DOMESTIC REGULATIONS.

The money orders which are exchanged between the two countries will be subject as regards issue and payment to the regulations in force in the country of origin or the country of payment as the case may be, covering the issue and payment of domestic money orders.

Article 8.

ENDOSSEMENT.

Chacun des pays contractants a le droit d'autoriser sur son territoire et conformément à son règlement intérieur, l'endossement des mandats poste émis dans l'autre pays.

Article 9.

RESPONSABILITÉ.

Sous réserve des dispositions de l'article précédent, la somme envoyée par mandat de poste sera garantie au déposant jusqu'au moment où elle aura été payée au destinataire ou à l'endosseur.

Article 10.

DURÉE DE VALIDITÉ DES MANDATS DE POSTE.

1. Sauf accord contraire, les mandats seront payés dans le pays de destination pendant une période de douze mois à partir de la date de l'émission.

2. Le montant de tous les mandats restés impayés dans ledit délai, sera porté, dans le premier décompte, au crédit de l'administration du pays d'origine, qui agira conformément au règlement en vigueur sur son territoire.

Article 11.

CHANGEMENT D'ADRESSE ET REMBOURSEMENT DES MANDATS.

1. Si l'expéditeur désire rectifier une erreur dans l'adresse du destinataire ou demander le remboursement du montant d'un mandat poste, il devra s'adresser à l'administration centrale du pays d'émission du mandat.

2. En aucun cas, un mandat ne sera remboursé avant que l'administration centrale du pays destinataire ait donné l'assurance que le paiement n'a pas été effectué et que ladite administration en autorise expressément le remboursement.

Article 12.

RÉÉMISSION.

Les mandats de poste ne seront réémis en aucun pays autre que celui auquel l'avis d'émission aura été adressé en premier lieu.

Article 13.

RÈGLEMENTS NATIONAUX.

Les mandats échangés entre les deux pays seront assujettis, en ce qui concerne l'émission et le paiement, aux règlements applicables, dans le pays d'origine ou le pays de paiement, suivant le cas, à l'émission et au paiement des mandats de poste en service intérieur.

Article 14.

PREPARATION OF THE LISTS.

1. Each Exchange Office will forward to the corresponding Exchange Office, on the date mutually agreed upon, the amounts received in its country for payment in the other, using for that purpose form "A" attached.

2. Any money order noted in these lists shall carry a number, which will be called the international number, commencing each year with No. 1.

These lists will likewise be numbered in order commencing with No. 1 the first of each year.

3. The Exchange Offices will acknowledge mutually the receipt of each list by means of the first list following, sent in the opposite direction.

4. Any list that is lacking, should be asked for immediately by the office that should have received it. The remitting Exchange Office in that case will send as soon as possible to the office making request a duplicate of the list asked for duly authenticated.

Article 15.

VERIFICATION AND CORRECTION OF LISTS.

1. These lists should be carefully examined by the receiving Exchange Office and corrected when they contain minor errors.

2. These corrections should be communicated to the remitting Exchange Office upon acknowledgement of receipt of the list on which corrections have been made.

3. When these lists contain other irregularities the receiving Exchange Office should ask for an explanation from the dispatching Exchange Office which should give this information with the least possible delay. In the meantime, the reissue of inland orders corresponding to those about which irregularities have been noted, will be suspended.

Article 16.

CONVERSION OF INTERNATIONAL ORDERS TO INLAND ORDERS.

1. Upon receipt in an Exchange Office of a list of orders, in accordance with the provisions of the foregoing article, said office shall proceed to issue in favor of the payees inland orders in the money of the country of payment, for the amounts which appear in the list, sending immediately these money orders (inland) to the payees or to the paying offices in accordance with the regulations governing the payment of orders in each country.

2. Duplicates of money orders shall be issued only by the Postal Administration of the paying country, in accordance with its internal regulations and previous proof that the order has not been nor will be paid to the payee or returned to the office of origin.

Article 17.

RENDERING AND SETTLING ACCOUNTS.

1. Barring agreement to the contrary, at the end of each quarter the Administrator of Surinam (Dutch Guiana) shall render an account in which shall be entered in detail :

(a) The totals of the lists that contained the particulars of the orders issued in both countries during the quarter ;

Article 14.

ETABLISSEMENTS DES LISTES.

1. Chaque bureau d'échange transmettra au bureau d'échange correspondant, à la date fixée par accord réciproque, les montants reçus dans son pays aux fins de paiement dans l'autre, et utilisera à cet effet le modèle A ci-joint.

2. Tout mandat postal inscrit sur ces listes portera un numéro qui sera appelé le numéro international, les listes commençant chaque année par le numéro 1.

On donnera également à ces listes un numéro d'ordre, en donnant le numéro 1 à la première liste de chaque année.

3. Les bureaux d'échange s'accuseront réciproquement réception de chaque liste au moyen de la prochaine liste expédiée à l'autre bureau.

4. Toute liste manquante sera réclamée immédiatement par le bureau qui aurait dû la recevoir. Le bureau d'échange expéditeur, dans ce cas, enverra aussitôt que possible au bureau qui lui en fera la demande un duplicata de la liste demandée, certifié conforme.

Article 15.

VÉRIFICATION ET RECTIFICATION DES LISTES.

1. Ces listes devront être examinées soigneusement par le bureau d'échange destinataire et rectifiées lorsqu'elles contiendront des erreurs de peu d'importance.

2. Ces corrections seront communiquées au bureau d'échange expéditeur lors de l'accusé de réception de la liste à laquelle des corrections auront été apportées.

3. Lorsque ces listes accuseront d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des explications au bureau d'échange expéditeur qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. En attendant lesdites explications, la réémission de mandats de poste intérieurs correspondant à ceux au sujet desquels des irrégularités auront été constatées sera suspendue.

Article 16.

CONVERSION DES MANDATS DE POSTE INTERNATIONAUX EN MANDATS INTÉRIEURS.

1. Le bureau d'échange, au reçu d'une liste de mandats, conformément aux dispositions de l'article précédent, procédera à l'émission, au profit des destinataires, de mandats intérieurs libellés dans la monnaie du pays de paiement, pour les montants qui figurent sur la liste, en envoyant immédiatement ces mandats (intérieurs) aux destinataires ou au bureau payeur, conformément au règlement visant le paiement des mandats dans chaque pays.

2. Les duplicatas des mandats de poste ne seront émis que par l'administration postale du pays payeur, conformément aux dispositions de son règlement intérieur et après avoir préalablement obtenu la preuve que le mandat n'a pas été payé ou ne sera pas payé au destinataire ni remboursé au bureau d'origine.

Article 17.

REMISE ET RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Sauf accord contraire, à la fin de chaque trimestre, l'administrateur du Surinam (Guyane hollandaise) remettra un décompte dans lequel seront inscrits en détail :

a) Les totaux des listes contenant le détail des mandats émis dans les deux pays au cours du trimestre ;

- (b) The totals of the orders which have been returned to the remitter, and
- (c) The totals of those orders which have become invalid during the quarter.
- 2. The credit of each Administration will be expressed in its own money.
- 3. The smaller amount will be converted into the money of the creditor country, at the average rate of exchange prevailing during the quarter converted by the account.
- 4. These accounts are to be rendered in duplicate and forwarded by the accounting Administration to the corresponding Administration.
- 5. If a balance appears in favor of this Administration, it shall be paid by means of a sight draft in favor of the creditor country attached to the account.
- 6. If a balance appears in favor of the Administration which renders the account, payment will be made by the head of the debtor Administration in the manner indicated in the preceding paragraph upon return of the accepted account.
- 7. Forms "B", "C", "D" and "E" attached to this convention will be used in rendering these quarterly accounts.
- 8. Also the Administrations may agree not to effect conversions, but to make settlements unilaterally, that is to say, for each Administration to credit to the other the total amount of the orders paid on its account, in this case each Administration would have to render a quarterly account.

Article 18.

ADVANCE PAYMENTS ON ACCOUNT.

When it is ascertained that one of the two Administrations owes the other on money order account a balance in excess of \$ 5000 or the approximate equivalent of that amount in its own money, the debtor Administration will send with as little delay as possible to the other, and as an advance payment on account, an amount approximating the balance of the accounts for the quarterly settlement referred to in the article above.

Article 19.

SUSPENSION OF THE SERVICE.

- 1. The Administrations of the contracting countries may under extraordinary circumstances suspend temporarily the issue of money orders, and may adopt such provisions as may be deemed necessary to safeguard the interests of the Administrations and to avoid speculation through the money order service by commercial institutions.
- 2. The Administration that adopts any of the measures referred to in the foregoing paragraph should communicate this fact immediately in the other Administration.

Article 20.

ADDITIONAL RULES FOR THE GREATER SECURITY AGAINST FRAUD.

- 1. The central Administration of each country shall be authorized to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for the greater security against fraud, or for the better working of the system generally.
- 2. All such additional rules, however, must be communicated to the central Administration of the other country.

- b) Les montants totaux des mandats remboursés aux destinataires et
- c) Les montants totaux des mandats périmés au cours du trimestre.
- 2. Chaque administration sera créditée dans sa propre monnaie.
- 3. Le montant le moins élevé sera converti dans la monnaie du pays créancier au cours moyen du change pratiqué pendant le trimestre auquel se rapporte le décompte.
- 4. Des décomptes seront remis en double et transmis par l'administration qui aura établi le décompte à l'administration correspondante.
- 5. S'il se produit un solde en faveur de l'administration correspondante, il sera payé au moyen d'une traite à vue en faveur du pays créancier, qui sera jointe au décompte.
- 6. S'il se produit un solde en faveur de l'administration qui remet le décompte, le paiement sera effectué par le chef de l'administration débitrice de la manière indiquée au paragraphe précédent lorsque le décompte accepté aura été retourné.
- 7. Il sera fait usage des modèles « B », « C », « D », « E », joints à la présente convention pour l'établissement de ces décomptes trimestriels.
- 8. De plus, les administrations pourront convenir de ne pas effectuer de conversions, mais d'opérer des règlements unilatéraux, c'est-à-dire que chaque administration créditera l'autre du montant total des mandats payés pour son compte. Dans ce cas, chaque administration devra remettre un décompte trimestriel.

Article 18.

REMISE D'ACOMPTES.

Lorsqu'il est constaté que l'une des deux administrations est redevable à l'autre, au titre des mandats de poste d'un solde dépassant 5.000 dollars ou d'une somme équivalant approximativement à ce montant dans sa propre monnaie, l'administration débitrice enverra à l'autre, dans un délai aussi bref que possible, à titre d'acompte, une somme se rapprochant du solde des comptes pour le règlement trimestriel mentionné à l'article précédent.

Article 19.

SUSPENSION DU SERVICE D'ÉCHANGE.

- 1. Les administrations des pays contractants pourront, si des circonstances extraordinaires l'exigent, suspendre momentanément l'émission de mandats de poste et adopter telles dispositions qui seraient jugées nécessaires pour sauvegarder les intérêts des administrations et éviter toute spéculation de la part d'entreprises commerciales, qui utiliseraient à cet effet le service des mandats de poste.
- 2. L'administration qui adopte l'une des mesures mentionnées au paragraphe précédent devra immédiatement porter le fait à la connaissance de l'autre administration.

Article 20.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES EN VUE D'ASSURER UNE PLUS GRANDE SÉCURITÉ CONTRE LA FRAUDE.

- 1. L'administration centrale de chaque pays aura le droit de prendre toutes dispositions additionnelles (qui ne soient pas incompatibles avec les dispositions précédentes) en vue d'assurer une plus grande sécurité contre la fraude ou un meilleur fonctionnement du système en général.
- 2. Toutefois, toutes ces mesures additionnelles devront être communiquées à l'administration centrale de l'autre pays.

Article 21.

STANDING AND DURATION OF THE CONVENTION.

1. This Convention will become effective on November 1, 1930, and will remain in force until one of the two contracting parties has given notice to the other, one year in advance of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Paramaribo (Dutch Guiana) the 12th day of August 1930, and at Washington the 16th day of September, 1930.

By authorisation of His Excellency the acting Governor of Surinam of 4th August 1930, No. 2895.

Acting Administrator of Finance of Surinam
(Dutch Guiana)
(*get.*) BRUYNING.

The foregoing money order convention between the United States of America and Surinam (Dutch Guiana) has been negotiated and concluded with my advice and consent, and is hereby approved and ratified.

In testimony whereof I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed.

(*get.*) Walter F. BROWN,
Postmaster General
of the United States of America.

Voor eensluidend afschrift,
De Gouvernements-Secretaris,
P. Kikkert.

Article 21.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

1. La présente convention prendra effet au 1^{er} novembre 1930 et restera en vigueur jusqu'à expiration d'un délai d'un an à courir du jour où l'une des deux Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double expédition et signé à Paramaribo (Guyane hollandaise) le 12 août 1930 et à Washington, le 16 septembre 1930.

Par autorisation de Son Excellence : Le Gouverneur en exercice du Surinam, en date du 4 août 1930, N^o 2895.

*L'Administrateur par intérim des Finances
du Surinam (Guyane hollandaise)
(Signé) BRUYNING.*

La Convention ci-dessus entre les Etats-Unis d'Amérique et le Surinam (Guyane hollandaise) concernant l'échange des mandats de poste a été négociée et conclue sur mon avis et consentement et se trouve, de ce chef, approuvée et ratifiée.

En foi de quoi j'y ai fait apposer le sceau des Etats-Unis.

*(Signé) Walter F. BROWN,
Directeur général des Postes des Etats-Unis
d'Amérique.*

SECOND PAN AMERICAN POSTAL CONGRESS. MONEY ORDER CONVENTION.

A

List No.....

Post Office Department.....

Receipt is acknowledged of the lists shown below, which have been found correct, except as noted.

Lists number	Dates of the list	International numbers of orders in the lists	Amounts of the lists.	

At your convenience, please acknowledge the receipt of this list.

..... of 19.....

Postmaster,

Money Order Exchange Office,

.....

SECOND PAN AMERICAN POSTAL CONGRESS.

A

LIST OF MONEY ORDERS ISSUED IN.....

List No.

Sheet No.....

Date of Issue	Inter-national No. of the Order	Number of Order	Issuing Office	Name of the Remitter	Full Name of Payee

SECOND CONGRÈS POSTAL PANAMÉRICAIN. CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE.

A

N° de la liste.....

Service des postes.....

Reçu les listes indiquées ci-dessous qui ont été reconnues exactes, sauf annotations contraires.

N° des listes	Dates des listes	N°s internationaux des mandats figurant dans les listes	Montant des listes	

.....

.....

Prière d'accuser réception à votre convenance de la présente liste

....., le..... 19.....

.....

Directeur des Postes,

Bureau d'échange des mandats de poste,

.....

SECOND CONGRÈS POSTAL PANAMÉRICAIN.

A

LISTE DES MANDATS DE POSTE ÉMIS EN

N° de liste.....

Feuille N°.....

Date de l'émission	N° inter- national du mandat	N° du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire

Nº 2852

CONVENTION RELATIVE AUX MANDATS DE POSTE

A

ET PAYABLE EN..... DANS LE..... DE 19.....

[illegible]

(Le texte suivant figure au verso du Modèle A.)
(Second Congrès postal panaméricain. Convention relative aux mandats de poste.)

..... le 19.....

J'ai examiné la présente liste et l'ai reconnue exacte, sous réserve des amendements (ou exceptions) ci-après :

.....

.....

.....

.....

(SECOND PAN AMERICAN POSTAL CONGRESS. MONEY ORDER CONVENTION.)

B

Month of 19.....

Detailed account of the money orders issued in and paid in.....
..... during the months given.

[illegible]

B

Décompte des mandats de poste émis en..... et payés en.....
..... au cours des mois donnés.

No. 2852

SECOND PAN AMERICAN POSTAL CONGRESS. MONEY ORDER CONVENTION.

E

Postmaster at.....

General Account of the money orders exchanged between during the quarter of 19.....

CREDIT OF		CREDIT OF	
Amount of orders drawn on which have been issued in the other country during the quarter.....		Amount of orders drawn on which have been issued in the other country during the quarter	
Deduct :		Deduct :	
Amount of orders issued in the other country which have been returned for		Amount of orders issued in the other country that has been returned for	
during the quarter		during the quarter	
Amount of orders issued in the other country which have been entered in a void list for during the quarter		Amount of orders issued in the other country which have been entered in a void list for during the quarter	
Credit of Previous Balance		Credit of Previous Balance	
To be Deducted		To be Deducted	
Balance in Favor of		Balance in Favor of	

Dated : day of 19.....

Approved and Accepted :
 day of 19.....

SECOND CONGRÈS POSTAL PANAMÉRICAIN. CONVENTION RELATIVE AUX MANDATS DE POSTE.

E

Directeur des Postes de.....

Décompte général des Mandats de poste échangés entre au cours du trimestre de 19.....

CRÉDIT DE				CRÉDIT DE			
Montant des mandats encaissés qui ont été émis dans l'autre pays au cours du trimestre				Montant des mandats encaissés qui ont été émis dans l'autre pays au cours du trimestre.			
A déduire :				A déduire :			
Montant des mandats émis dans l'autre pays, qui ont été retournés pour				Montant des mandats émis dans l'autre pays, qui ont été retournés pour			
au cours du trimestre.....				au cours du trimestre			
Montant des mandats émis dans l'autre pays, qui ont été portés sur une liste de mandats périmés au cours du trimestre.....				Montant des mandats émis dans l'autre pays, qui ont été portés sur la liste des mandats périmés au cours du trimestre			
Crédit du solde précédent				Crédit du solde précédent			
A déduire.....				A déduire			
Solde en faveur de				Solde en faveur de			

En date du..... 19.....

Approuvé et accepté :

..... le 19.....

SECOND PAN AMERICAN POSTAL CONGRESS. MONEY ORDER CONVENTION.:

F

(Front.)

Post Office. st ¹ _____ Money Order for issued by the post office at the..... day of..... 19..... under the number purchased by Mr. in favor of Mr..... at	Acknowledgment of Receipt. NOTICE OF PAYMENT Stamp of the office sending the notice ¹ Mr..... (City of Destination.) Post Office (Country of Destination.)
¹ This part to be filled out at the issuing office.	¹ This part to be filled out by the remitter.

(Reverse.)

The undersigned acknowledges that the Money Order described on the other side of this form has been duly paid on of..... 19..... Stamp of the Paying office	
SIGNED ¹	
Payee 	Paying Employee.
¹ This notice is to be signed by the payee or, if the Regulations of the delivering country permit, by the paying Postal Employee, and returned by the first mail directly to the remitter.	

SECOND CONGRÈS POSTAL PANAMÉRICAIN. CONVENTION RELATIVE AUX MANDATS DE POSTE.
F

(Recto.)

Bureau de Poste de ¹ — Mandat-Poste pour émis par le Bureau de poste de le..... 19..... sous le N°..... acheté par M..... au profit de M..... à.....	<i>Accusé de Réception.</i> AVIS DE PAIEMENT Timbre du Bureau accusant réception. ¹ M..... (Ville de destination.) Bureau de Poste (Pays de destination)
¹ Cette partie doit être remplie par le Bureau d'émission.	Cette partie doit être remplie par l'expéditeur.

(Verso.)

Le soussigné reconnaît que le mandat de poste mentionné au recto du formulaire a été dûment payé le le..... 19..... Cachet du Bureau payeur.	
SIGNÉ ¹	
Destinataire. 	Fonctionnaire effectuant le paiement.
¹ Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le permettent, par le fonctionnaire du Bureau de Poste payeur, et renvoyé par le prochain courrier directement à l'expéditeur.	

N° 2853.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Arrangement concernant l'échange
des colis postaux entre les Iles
sous le Vent et Curaçao, et règle-
ment d'exécution y annexé. Signés
à Antigua, le 29 juillet, et à
Curaçao, le 16 septembre 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Parcel Post Agreement between the
Leeward Islands and Curaçao with
Detailed Regulations annexed
thereto. Signed at Antigua, July
29, and at Curaçao, September
16, 1930.

No. 2853. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN THE LEEWARD ISLANDS AND CURAÇAO. SIGNED AT ANTIGUA, JULY 29, AND AT CURAÇAO, SEPTEMBER 16, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 24 novembre 1931.

THE GOVERNMENT OF THE LEEWARD ISLANDS (including in this term the several Presidencies of Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis and the British Virgin Islands respectively) and THE GOVERNMENT OF CURAÇAO (including the Islands of Curacao, Aruba, Bonaire, St. Eustatius, Saba and the Netherland portion of St. Martin) agree to effect a regular direct exchange of parcels between the Post Offices of the two Colonies.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Curacao posted in the Leeward Islands must not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the Leeward Islands posted in Curacao must not exceed 10 kilogrammes in weight, nor 1.05 metres in length nor 1.80 metres in length and girth combined.

No parcel shall exceed a total volume of 55 cubic decimetres (2 cubic feet).

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2853. — ARRANGEMENT² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ILES SOUS LE VENT ET CURAÇAO. SIGNÉ A ANTIGOA, LE 29 JUILLET, ET A CURAÇAO, LE 16 SEPTEMBRE 1930.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place November 24, 1931.

LE GOUVERNEMENT DES ILES SOUS LE VENT (comprenant les Présidences d'Antigoa, Dominique, Montserrat, St-Christophe et Névis, ainsi que les Iles vierges britanniques, respectivement) et LE GOUVERNEMENT DE CURAÇAO (comprenant les Iles de Curaçao, Oruba, Bonaire, St-Eustache, Saba et la partie néerlandaise de St-Martin) conviennent d'instituer un échange de colis direct et régulier entre les administrations postales des deux colonies.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DIMENSIONS.

1. Les colis expédiés des Iles sous le Vent à destination de Curaçao ne devront pas peser plus de 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds six pouces en longueur, et plus de 6 pieds en longueur et pourtour réunis ; les colis expédiés de Curaçao à destination des Iles sous le Vent ne devront pas peser plus de 10 kilogrammes, ni mesurer plus de 1 m. 05 en longueur et plus de 1 m. 80 en longueur et pourtour réunis.

Aucun colis ne devra dépasser un volume total de 55 dm³ (2 pieds cubes).

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire sauf pour les colis réexpédiés ou retournés à l'expéditeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² In force as from July 1, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Each administration shall fix the rate of postage to be collected in advance on parcels and shall communicate to the other the rates so fixed from time to time.

At the commencement of the agreement the rates shall be as follows :

In Curacao, etc.

For a parcel not exceeding :

1 kilogramme	0.675
5 "	1.125
10 "	2.025

In the Leeward Islands :

For a parcel not exceeding :	To	
	Curaçao, Aruba and Bonaire	St. Martin, St. Eustatius and Saba
3 pounds	1.6	1.0
7 "	2.3	2.0
11 "	3.0	3.0
22 "	5.3	5.0

3. Each Administration shall retain the whole of the postage of fees which it collects, including any sums collected in respect of redirected or returned parcels, and shall make its own arrangements for the sea conveyance of its parcels. The service will not therefore give rise to accounts between the two contracting Administrations.

Article 3.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Curacao may collect in respect of delivery and clearance through the Customs, a fee not exceeding 50 centimes per parcel. The Postal Administration of the Leeward Islands may collect for similar service a fee not exceeding three pence.

Article 4.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 5.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

- (a) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;
- (b) Articles of an obscene or immoral nature ;
- (c) Articles, the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

2. Chacune des deux administrations fixera la taxe d'affranchissement à percevoir à l'avance sur les colis et communiquera à l'autre, de temps en temps, le montant des taxes ainsi fixées.

Au moment où l'arrangement entrera en vigueur, les taxes seront les suivantes :

A Curaçao, etc.

Pour un colis ne dépassant pas :

1 kilogramme	0,675
5 " 	1,125
10 " 	2,025

Dans les Iles sous le Vent :

Pour un colis ne dépassant pas :	A destination de :	
	Curaçao, Oruba et Bonaire	St-Martin, St-Eustache et Saba
3 livres anglaises	1,6	1,0
7 " " 	2,3	2,0
11 " " 	3,0	3,0
22 " " 	5,3	5,0

3. Chacune des deux administrations conservera la totalité du montant des taxes d'affranchissement ou des droits qu'elle perçoit, y compris toutes les sommes encaissées pour la réexpédition ou le renvoi de colis, et prendra elle-même toutes dispositions utiles pour le transport maritime de ses colis. Par conséquent, le service ne donnera lieu à aucune comptabilité entre les administrations des deux Parties contractantes.

Article 3.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'administration postale de Curaçao pourra percevoir, pour le factage et le dédouanement, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis. L'administration postale des Iles sous le Vent pourra percevoir, pour le même service, un droit ne dépassant pas 3 pence.

Article 4.

PAIEMENT DE DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront acquittés par les destinataires des colis.

Article 5.

INTERDICTIONS.

Il est interdit d'expédier par colis postal :

- a) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques et cartouches chargées, et les allumettes) ;
- b) Des objets d'un caractère obscène ou immoral ;
- c) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

(It is however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

3. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article 6.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of the redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in a case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 7.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 8 of the Detailed Regulations.

Article 8.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

d) Des lettres ou communications ayant le caractère de correspondance effective ou personnelle, ainsi que de la correspondance ou des paquets de toute espèce portant une adresse autre que celle du destinataire du colis.

(Il est toutefois permis de placer à l'intérieur d'un colis une facture sous pli ouvert réduite à ses éléments constitutifs ainsi qu'une simple copie de l'adresse du destinataire du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur).

e) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles qui doivent être renfermées dans des boîtes de manière à éviter tout danger pour les employés des postes tout en permettant le contrôle du contenu).

2. Les colis acceptés à tort par la poste seront retournés au bureau d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, le bureau d'expédition sera informé d'une manière précise du traitement appliqué au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère de correspondance effective ou personnelle ne pourra, en aucun cas, entraîner son renvoi au bureau d'origine.

3. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les articles d'un caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au bureau d'origine; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à ses propres règlements intérieurs.

Article 6.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié par suite du changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition prescrite par son règlement intérieur. De même, un colis peut être réexpédié, de l'un des deux pays parties au présent arrangement, à un tiers pays, à condition que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et que, d'une manière générale, la surtaxe d'affranchissement ait été versée au moment de la réexpédition ou qu'il soit établi, par une preuve écrite, que le destinataire acquittera cette surtaxe.

2. Les taxes additionnelles imposées du fait de la réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au bureau d'origine, mais seront recouvrées sur le destinataire ou sur l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres frais spéciaux encourus dont l'annulation n'est pas acceptée par le pays de destination.

Article 7.

COLIS ACHÉMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis indûment reçus ou irrégulièrement admis à l'expédition, seront expédiés conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement d'exécution.

Article 8.

NON-REMISE.

1. Sauf instructions contraires de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être remis à l'adresse indiquée sera retourné sans préavis à l'expéditeur et aux frais de ce dernier, après avoir été conservé pendant la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to.....”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

Article 9.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties of this agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 10.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible the spoilt putrid articles shall be destroyed.

Article 11.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 12.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 13.

RESPONSIBILITY FOR LOSS OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

2. L'expéditeur pourra, au moment du dépôt du colis, demander que, si ce dernier ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : *a*) considéré comme colis abandonné, ou *b*) remis à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution n'est admise. Si l'expéditeur use de cette faculté, sa requête doit figurer sur le bulletin d'expédition et doit être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, mettre au rebut ».

« Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, remettre à ».

Les mêmes instructions devront également figurer sur l'emballage du colis.

Article 9.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 10.

VENTE, DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption, mais ceux-là seulement, peuvent être vendus immédiatement, même en transit, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 11.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être remis au destinataire et dont les expéditeurs ont fait abandon, ne seront pas renvoyés par le bureau de destination, qui en disposera, conformément à sa législation.

Article 12.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation relative à un colis peut donner lieu à la perception d'un droit de 1 fr. au maximum.

2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le droit perçu pour la réclamation sera restitué.

Article 13.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE OU D'AVARIE.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations répondront de la perte des colis et de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lb), and 15 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding three kilogrammes (7 lb), 25 francs for a parcel exceeding 3 kilogrammes but not exceeding five kilogrammes (11 lb) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes (22 lb).

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the office of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the office of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken in consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

Article 14.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In the cases beyond control (Force majeure).
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (force majeure).
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article.
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in article 6.
- (e) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 12 ;
- (f) In respect of any parcels containing precious stones, jewelry or any article of gold or silver exceeding £ 100 sterling (2500 francs) in value, not packed in a box of the size prescribed by Article 4, section 3 of the Detailed Regulations.

Article 15.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 16.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the office of origin except in cases indicated in article 13, section 1, where payment is made by the office of destination. The office

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité ne peut dépasser : 10 fr. par colis, jusqu'au poids de 1 kg. (3 lbs), 15 fr. par colis de plus de 1 kg., jusqu'à 3 kgs. (7 lbs), 25 fr. par colis de plus de 3 kgs., jusqu'à 5 kgs. (11 lbs) et 40 fr. par colis de plus de 5 kgs., jusqu'à 10 kgs. (22 lbs).

Dans les cas où la perte, l'avarie ou la spoliation ont eu lieu en cours de service dans le pays de destination, le bureau de destination peut payer l'indemnité au destinataire à ses propres frais et sans consulter le bureau d'origine, à condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en faveur du destinataire.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et au moment où la marchandise a été acceptée pour le transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou pour la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes d'affranchissement.

Article 14.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a)* En cas de force majeure.
- b)* Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure.
- c)* Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet.
- d)* Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'article 6.
- e)* Pour les colis au sujet desquels il n'a pas été adressé de réclamation dans le délai prescrit à l'article 12.
- f)* Pour les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou des articles en or ou en argent, d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2500 fr), non emballés dans une boîte ayant les dimensions prescrites au paragraphe 3 de l'article 4 du Règlement d'exécution.

Article 15.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cesseront d'être responsables des colis dont elles auront effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les propriétaires ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserve.

Article 16.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe au bureau d'origine, sauf dans les cas indiqués au paragraphe premier de l'article 13 où le paiement est effectué par le bureau de destination. Toutefois,

of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the office of destination to settle with the addressee. The paying office retains the right to make a claim against the office responsible.

Article 17.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of enquiry.
2. The despatching office is authorised to settle with the sender on behalf of the other office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The despatching office may exceptionally postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 18.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the office which, having received the parcel from the other office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or regular transfer to the following office, as the case may be.
2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.
4. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.
If, however, a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 19.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE DESPATCHING OFFICE.

The office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 16 is bound to repay the amount of compensation within a period of three months after notification of payment.

The office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

le bureau d'origine peut, sous réserve du consentement de l'expéditeur, autoriser le bureau de destination à désintéresser le destinataire. Le bureau payeur conserve un droit de recours contre le bureau responsable.

Article 17.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. Le bureau expéditeur est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre bureau si ce dernier, régulièrement saisi, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. Le bureau expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de la responsabilité ne peut être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 18.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe au bureau qui, ayant reçu le colis de l'autre bureau sans formuler de réserve et ayant été mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière au bureau suivant.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays pour être remis dans l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations supporteront la charge de l'indemnité par parts égales.

3. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

4. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

Toutefois, en cas de découverte ultérieure de la totalité ou d'une partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée sera informée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 19.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ AU BUREAU EXPÉDITEUR.

Le bureau responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué, conformément à l'article 16, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement.

Le bureau dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité, doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 20.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of London.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present agreement. Further matters of detail not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of the Leeward Islands and of Curacao shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 21.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual Agreement between the two Administrations, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Antigua, Leeward Islands, the 29th day of July, 1930, and at Curacao, the 16th day of September 1930.

(Signed) Edw. BAYNES,
Acting Governor of the Leeward Islands.

(Signed) VAN SLOBBE,
Governor of Curacao.

Article 20.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont les francs et centimes-ors tels qu'ils sont définis par la Convention de Londres de l'Union postale.

2. Les colis ne seront assujettis à des taxes postales autres que celles qui sont prévus dans le présent arrangement que si les deux administrations y consentent.

3. Chacune des deux administrations pourra, dans des circonstances exceptionnelles, suspendre à titre temporaire, soit entièrement, soit partiellement, le service des colis postaux, à condition d'en aviser immédiatement et par télégramme, s'il y a lieu, l'autre administration.

4. Les deux administrations ont élaboré le Règlement d'exécution ci-après, afin d'assurer l'exécution du présent arrangement. Elles pourront régler, de temps à autre, d'un commun accord, toutes autres questions de détail qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le Règlement d'exécution.

5. La législation intérieure des Iles sous le Vent et celle de Curaçao resteront applicables dans tous les cas non prévus par les dispositions du présent arrangement et de son Règlement d'exécution.

Article 21.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement prendra effet à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Antigua, Iles sous le Vent, le vingt-neuf juillet mil neuf cent trente, et à Curaçao, le seize septembre mil neuf cent trente.

(Signé) Edw. BAYNES,

Gouverneur en exercice des Iles sous le Vent.

(Signé) VAN SLOBBE,

Gouverneur de Curaçao.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE LEEWARD ISLANDS
AND CURACAO.

Article 1.

MISSENT PARCELS.

Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.
3. A label showing the Office of exchange of origin and the Office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the parcel bills and other documents shall be distinctively labelled.
5. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36½ kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
6. Each of the contracting Administrations shall supply the bags which it requires for its own mails and the empty bags shall be returned promptly by the receiving office to the despatching office in the next mail. The number of empty bags returned shall be advised on the parcel bill of the mail in which they are enclosed.

Article 3.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note with his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk. Parcels may be sealed by impressions on wax, by lead seals, or in any other way with the uniform private impression or mark of the sender.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, CONCLU ENTRE
LES ÎLES SOUS LE VENT ET CURAÇAO.

Article premier.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont dispose le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. — FOURNITURE DE SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays s'effectuera par les bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays dans des sacs convenablement clos et scellés.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac et portera au verso l'indication du nombre des colis contenus dans le sac.

4. Les sacs contenant les feuilles de route et autres documents devront être marqués d'une façon distincte.

5. Le poids de chaque sac de colis ne dépassera pas 36 kgs. (80 livres avoirdupois).

6. Chacune des administrations contractantes fournira les sacs dont elle aura besoin pour ses propres courriers, et les sacs vides seront retournés par le bureau réceptionnaire au bureau expéditeur, par le prochain courrier. Le nombre de sacs vides retournés sera indiqué sur la feuille de route du courrier par lequel ils sont renvoyés.

Article 3.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises ; toutefois seront acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse sera écrite sur le colis même ou sur une étiquette fixée assez solidement à ce dernier pour qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire avec mention de sa propre adresse ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve le contenu. Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois devront être emballés de façon à éviter tout dégât. Les colis peuvent être scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen avec l'empreinte ou la marque spéciale, uniforme de l'expéditeur.

Article 4.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substance such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 5.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 6.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the office of posting. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 7.

DATE STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 8.

RE-TRANSMISSION.

1. The office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

Article 4.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables seront expédiées dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son, de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber la totalité du contenu liquide, en cas de bris.

2. Les matières colorantes telles que l'aniline, etc., ne seront admises que dans des boîtes en métal résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes seront placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton qui seront elles-mêmes enfermées dans un emballage en toile ou en parchemin.

3. Les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou tous articles d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 100 livres sterling (2.500 francs) seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 mètre 05) de longueur et pourtour réunis.

Article 5.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis sera accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux dispositions du règlement du pays de destination ; les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent, néanmoins, servir pour deux ou trois (mais non plus) colis ordinaires envoyés en même temps par le même expéditeur au même destinataire.

3. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 6.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, portera une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau d'origine n'emploiera pas en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf si chaque série est pourvue d'une marque distinctive.

Article 7.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bureau d'expédition marquera le bulletin d'expédition, du côté de la suscription, d'une estampille indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 8.

RÉEXPÉDITION.

1. Le bureau réexpédiant un colis acheminé dans une fausse direction ne percevra aucun droit de douane ou autres droits non postaux sur ledit colis.

2. A parcel shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the office of origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 9.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 8, section 2, of the Agreement, the Office of destination need not comply with it but may return the parcel to the Office of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 10.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 10 of the Agreement, a report of the sale or the destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges on the parcel. Any balances which there may be, shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 11.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the Offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged by the two Administrations.

Article 12.

PARCEL BILL.

1. Returned and redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a parcel bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Other parcels shall be entered on the Parcel Bills in bulk. The Despatch Notes and Customs Declarations shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Les colis seront réexpédiés dans leur emballage primitif ; ils seront accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif devront être indiqués tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 9.

RENOI DES COLIS NON REMIS AUX DESTINATAIRES.

1. Si l'expéditeur d'un colis qu'il n'a pas été possible de remettre au destinataire a formulé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 8 du présent arrangement, le bureau de destination n'est pas tenu de s'y conformer, mais peut renvoyer le colis au bureau d'origine après l'avoir gardé pendant la période prévue par le règlement du pays de destination.

2. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur indiquera sur le colis, d'une manière claire, et concise, la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur seront inscrits sur la feuille de route, avec la mention « rebut » dans la colonne « Observations ». Ils seront traités et taxés de la même manière que les colis réexpédiés par suite du changement d'adresse des destinataires.

Article 10.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Tout excédent éventuel sera transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supportera les frais d'envoi dudit excédent.

Article 11.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT DES COLIS.

Les réclamations concernant des colis seront faites sur des formulaires analogues au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et il leur sera donné suite de la manière prévue d'un commun accord par lesdites administrations.

Article 12.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis retournés et réexpédiés seront inscrits séparément par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Les autres colis seront inscrits en bloc sur les feuilles de route. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane seront transmis en même temps que la feuille de route.

2. Each Despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in a annual series for each Office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 13.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

On the receipt of a mail, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them against the particulars entered on the relative bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

Article 14.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 15.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Antigua, Leeward Islands, the 29th day of July 1930, and at Curacao, the 16th day of September 1930.

(Signed) Edw. BAYNES,
Acting Governor of the Leeward Islands.

(Signed) VAN SLOBBE,
Governor of Curacao.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination et indiquera, autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire qui transporte le courrier. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 13.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

A la réception d'un courrier, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, en se référant aux indications portées sur la feuille de route correspondante ; il signalera, s'il y a lieu, les articles manquants ou toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

Article 14.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration fournira à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 15.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux et aura la même durée que ledit arrangement. Les administrations intéressées auront toutefois le pouvoir de modifier de temps à autre et d'un commun accord les détails de ce règlement.

Fait en double exemplaire à Antigua, Iles sous le Vent, le 29 juillet 1930, et à Curaçao, le 16 septembre 1930.

(Signé) Edw. BAYNES,

Gouverneur en exercice des Iles sous le Vent.

(Signé) VAN SLOBBE,

Gouverneur de Curaçao.

N° 2854.

BRÉSIL ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un
arrangement commercial provisoire.
Rio-de-Janeiro, le 16 septembre
1931.

**BRAZIL
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Rio de Janeiro, September
16, 1931.

N^o 2854. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BRÉSILIEN ET NÉERLANDAIS
COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT COMMERCIAL PROVI-
SOIRE. RIO-DE-JANEIRO, LE
16 SEPTEMBRE 1931.

N^o 2854. — TROCA DE NOTAS¹
ENTRE OS ESTADOS UNIDOS
DO BRASIL E OS PAIZES
BAIXOS, CONSTITUINDO UM
ACCÓRDO COMMERCIAL PRO-
VISORIO. RIO-DE-JANEIRO, 16
DE SETEMBRO DE 1931.

*Textes officiels français et portugais communiqués
par le ministre des Pays-Bas à Berne et le
Chargé d'affaires des Etats-Unis du Brésil
à Berne. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 24 novembre 1931.*

*French and Portuguese official texts communi-
cated by the Netherlands Minister at Berne and
the Chargé d'affaires of the United States of
Brazil at Berne. The registration of this
Exchange of notes took place November 24
1931.*

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 978/38.

RIO-DE-JANEIRO, 16 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, en attendant la conclusion et mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et le Brésil, dont les négociations seront entamées sous peu, mon gouvernement consent à accorder au Brésil, sous condition de réciprocité, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'interprétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance de chacun des parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires ou en provenance d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des parties contractantes à destination du territoire de l'autre partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays

¹ Entré en vigueur le 16 septembre 1931.

¹ Came into force September 16, 1931.

quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires ou en provenance de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés ci-dessus, les faveurs actuellement accordée ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des états limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Il est entendu que le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée comme défini ci-dessus sera également applicable, avec réciprocité, entre les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao, d'une part, et le Brésil, d'autre part.

Le présent accord cessera *ipso facto* de produire des effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation susvisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma plus haute considération.

J. B. HUBRECHT.

Son Excellence

Monsieur le Docteur Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE PORTUGAIS.-PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

EC/36/8/(86).

RIO DE JANEIRO, em 16 de Setembro de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Excellencia me informa de que, aguardando a celebração e a entrada em vigor de um Tratado de Commercio e de Navegação entre o Brasil e os Paizes Baixos, cujas negociações serão, dentro em pouco entabuladas, o Governo do seu paiz consente em conceder ao Brasil, sob condição de reciprocidade, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação a classificação e interpretação das tarifas e ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser subordinadas as operações de despacho alfandegario.

2. Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios ou provenientes de

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

EC/36/8/(86).

RIO-DE-JANEIRO, le 16 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence me fait savoir qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre le Brésil et les Pays-Bas, au sujet duquel des négociations seront engagées sous peu, le gouvernement de votre pays consent à accorder au Brésil, sous condition de réciprocité, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'interprétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

2. En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société de Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cada uma das partes contractantes não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos de mesma natureza, originarios ou provenientes de qualquer outro paiz.

3. Da mesma fórma, os productos naturaes ou fabricados, exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

4. Todas as vantagens, favores, privilegios e immuniidades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes, na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados, originarios ou provenientes de qualquer outro paiz, ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente, e sem compensação, applicados aos productos de mesma natureza originarios ou provenientes da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

5. Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos acima formulados, os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos, a paizes vizinhos, com o fim de se facilitar o trafico de fronteiras, assim como os que resultem de uma união aduaneira, já celebrada, ou que possa ser celebrada, de futuro, por uma das partes contractantes.

6. Fica convencionado que o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, como acima definido, será igualmente applicavel, com reciprocidade, entre o Brasil, de uma parte, e as Indias Hollandezas, a Guyana Hollandeza e Curaçáu de outra parte.

7. O presente accôrdo deixará, *ipso facto*, de produzir effeito no dia em que entrar em vigor o supracitado Tratado de Commercio e de Navegação.

8. Em resposta, levo ao seu conhecimento que o Governo brasileiro está de accôrdo com a proposta do Governo de Sua Majestade a

chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires ou en provenance d'un pays tiers quelconque.

3. De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

4. Tous les avantages, favours, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires ou en provenance de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

5. Sont exceptées toutefois des engagements formulés ci-dessus, les favours actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

6. Il est entendu que le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, comme défini ci-dessus, sera également applicable, avec réciprocité, entre le Brésil d'une part et les Indes néerlandaises, la Guyane hollandaise (Surinam) et Curaçao d'autre part.

7. Le présent accord cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation susvisé.

8. En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Brésil se rallie à la proposition du Gouvernement de Sa Majesté la

Rainha dos Paizes Baixos e aceita os compromissos compendiados na nota de Vossa Excellencia.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

A. DE MELLO FRANCO.

Reine des Pays-Bas et accepte les conditions indiquées dans la note de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion, etc.

A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Doutor J. B. Hubrecht,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade a Rainha
dos Paizes Baixos.

A Son Excellence M. J. B. Hubrecht,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações exteriores,
Rio de Janeiro D. F., em 11 de maio de 1932.

C. de Freitas Valle,
*Chefe do serviço dos Limites e Actos
internationaes, p. i.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2854. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO-DE-JANEIRO, SEPTEMBER 16, 1931.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 978/38.

MONSIEUR LE MINISTRE,

RIO DE JANEIRO, *September* 16, 1931.

I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between the Netherlands and Brazil, negotiations for which will be instituted shortly, my Government agrees to grant to Brazil, subject to reciprocity, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs duties and any accessory duties, and the method of collection of the duties, and further the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

classification and interpretation of tariffs and any rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

Consequently, natural or manufactured products originating in or coming from the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject in the above respects to duties, taxes or charges other or higher, or to rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature originating in or coming from any third country are or may be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the same respects, to duties, taxes or charges other or higher or to rules or formalities other or more onerous than those to which products of a like nature intended for the territory of any other country are or may be subject.

All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products originating in or coming from any other country or intended for the territory of any other country shall be applied immediately and without corresponding concessions to products of a like nature originating in or coming from the territory of the other Contracting Party or intended for the territory of that Party.

Favour which are at present or may hereafter be accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating the frontier traffic and those resulting from a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the engagements set forth above.

It is understood that unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment as defined above shall apply also, subject to reciprocity, between the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, of the one part and Brazil, of the other part.

The present agreement shall terminate *ipso facto* on the date on which the above-mentioned Treaty of Commerce and Navigation comes into force.

I have the honour, etc.

J. B. HUBRECHT.

His Excellency Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

EC/36/8(86).

RIO DE JANEIRO, September 16, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of the Note in which Your Excellency informs me that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between Brazil and the Netherlands, negotiations for which will be instituted shortly, your Government agrees to grant to Brazil, subject to reciprocity, unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters relating to Customs duties and any accessory duties, and the method of collection of the duties, and further the classification and interpretation of tariffs and any rules, formalities and charges to which Customs clearance operations may be subject.

2. Consequently, natural or manufactured products, originating in or coming from the territory of either of the Contracting Parties shall in no case be subject in the above respects to duties, taxes or charges other or higher, or to rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature, originating in or coming from any other country, are or may be subject.

3. Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the same respects, to duties, taxes or charges other or higher, or to rules or formalities other or more onerous, than those to which products of a like nature intended for the territory of any other country are or may be subject.

4. All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the Contracting Parties in the above-mentioned matter to natural or manufactured products, originating in or coming from any other country, or intended for the territory of any other country, shall be applied immediately and without corresponding concessions to products of a like nature originating in or coming from the territory of the other Contracting Party or intended for the territory of that Party.

5. Favours which are at present or may hereafter be accorded to neighbouring States for the purpose of facilitating the frontier traffic and those resulting from a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the engagements set forth above.

6. It is understood that unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment as defined above shall apply also, subject to reciprocity, between Brazil, of the one part and the Netherlands Indies, Netherlands Guiana and Curaçao, of the other part.

7. The present agreement shall terminate ipso facto on the date on which the above-mentioned Treaty of Commerce and Navigation comes into force.

8. In reply, I beg to inform you that the Brazilian Government agrees to the proposal made by the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands and accepts the conditions set forth in Your Excellency's Note.

I have the honour, etc.

A. DE MELLO FRANCO.

His Excellency Dr. J. B. Hubrecht,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

N° 2855.

**POLOGNE, ROUMANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention sur la liberté du transit ferroviaire de Roumanie en Roumanie par le territoire polonais et tchécoslovaque sur les voies ferrées, entre les gares Grigore Ghica Vodă - Śniatyn - Załucze - Woronienka - Jasiña et Valea Visaului, avec procès-verbal final. Signés à Praha, le 9 novembre 1929.

**POLAND, ROUMANIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Freedom of Railway Transit from Roumania, through Polish and Czechoslovak Territory, to Roumania, on the Railway Lines, between the Stations Grigore Ghica Vodă - Śniatyn - Załucze - Woronienka - Jasiña and Valea Visaului, with Final Procès-verbal. Signed at Prague, November 9, 1929.

N^o 2855. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT FERROVIAIRE DE ROUMANIE EN ROUMANIE PAR LE TERRITOIRE POLONAIS ET TCHÉCOSLOVAQUE SUR LES VOIES FERRÉES, ENTRE LES GARES GRIGORE GHICA VODA — ŚNIATYN — ZAŁUCZE — WORONIENKA — JASIŃA ET VALEA VISULUI. SIGNÉE A PRAHA, LE 9 NOVEMBRE 1929.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 novembre 1931.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU ROYAUME DE ROUMANIE et DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, désireux de régler les questions relatives au trafic en transit par le territoire polonais et tchécoslovaque sur les voies ferrées entre les gares Grigore Ghica Voda — Śniatyn — Załucze — Woronienka — JasiŃa et Valea Visaului, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires à avoir :

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François MOSKWA, vice-directeur au Ministère des Communications ;

AU NOM DU ROYAUME DE ROUMANIE :

M. César MEREUȚA, sous-directeur général des Chemins de fer roumains ; et

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Jaroslav OUŘEDNÍČEK, docteur en droit, conseiller ministériel au Ministère des Chemins de fer tchécoslovaque ;

Lesquels, après s'être présentés leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

I. La Pologne et la Tchécoslovaquie accordent à la Roumanie, conformément aux dispositions de la présente convention, des facilités pour un transit spécial des voyageurs, bagages, colis messa-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 22 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2855. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND, THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING FREEDOM OF TRANSIT BY RAIL FROM ROUMANIA THROUGH POLISH AND CZECHOSLOVAK TERRITORY TO ROUMANIA ON THE RAILWAY LINES BETWEEN THE STATIONS OF GRIGORE GHICA VODĂ — ŚNIATYN — ZAŁUCZE — WORONIENKA — JASIŃA AND VALEA VISAULUI. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 9, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 27, 1931.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE KINGDOM OF ROUMANIA and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of settling the questions concerning transit traffic through Polish and Czechoslovak territory by railway between the stations of Grigore Chica Vodă—Śniatyn—Załucze — Woronienka — JasiŃa and Valea Visaului, have decided to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose the following :

ON BEHALF OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. François MOSKWA. Vice-Director at the Ministry of Communications ;

ON BEHALF OF THE KINGDOM OF ROUMANIA :

M. César MEREUȚA, Sub-Director General of the Roumanian Railways ; and

ON BEHALF OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Jaroslav OUŘEDNÍČEK, Doctor of Laws, Ministerial Counsellor at the Czechoslovak Ministry of Railways ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

1. In accordance with the provisions of the present Convention, Poland and Czechoslovakia shall grant to Roumania facilities for the special transit of passengers, luggage, parcel mails, goods

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 22, 1931.

geries, marchandises (y compris le bétail) et des envois postaux en transit de Roumanie en Roumanie, notamment : la Pologne par le territoire polonais sur le secteur ferroviaire entre la frontière de l'Etat près de la station Śniatyn-Zalucze et la frontière de l'Etat près de la station Woronienka, la Tchécoslovaquie par le territoire tchécoslovaque sur le secteur ferroviaire entre la frontière de l'Etat près de la station Jasiňa et la frontière de l'Etat près de la station Trebušany.

2. Seront applicables à ce trafic les dispositions de l'Accord polono-roumain sur le trafic par chemins de fer entre la République de Pologne et le Royaume de Roumanie, de l'Accord roumain-tchécoslovaque sur le trafic par chemins de fer entre le Royaume de Roumanie et la République Tchécoslovaque, ainsi que de la Convention polono-tchécoslovaque sur le trafic par chemins de fer entre la République de Pologne et la République tchécoslovaque, en vigueur en temps donné, pour autant qu'elles puissent être appliquées et ne soient pas contraires à la présente convention.

Article 2.

Sous réserve des dispositions spéciales de la présente convention, il ne sera tenu compte dans le transit ni de la nationalité des voyageurs, ni de l'origine des marchandises, ni de la nationalité de l'expéditeur, ni de celle du destinataire.

Article 3.

1. Le trafic en transit réglé par la présente convention sera effectué sous forme de transit spécial.

2. Le transport des voyageurs dans ce transit spécial sera effectué par trains y affectés spécialement, composés de voitures à couloir.

3. Les bagages enregistrés et les colis messageries seront transportés en fourgon ou dans un compartiment du fourgon sous scellé douanier et selon l'arrangement des administrations ferroviaires aussi sous la surveillance d'un garde-bagages roumain.

4. Chaque train en transit spécial sera convoyé sur le territoire tchécoslovaque par deux convoyeurs. La Tchécoslovaquie aura le droit, s'il le juge nécessaire, d'en augmenter le nombre en ajoutant un convoyeur additionnel pour chaque série de quatre wagons. La Roumanie s'oblige de rembourser à la Tchécoslovaquie les frais du convoiement d'après l'arrangement spécial entre les administrations intéressées.

5. Il est interdit de descendre des trains affectés à ce transit ou de monter dans ces trains sur le territoire polonais et tchécoslovaque. Il est également interdit aux personnes voyageant dans ces trains de livrer ou de recevoir des objets quelconques sur les territoires susmentionnés. Les aliments et boissons ne seront remis aux voyageurs qu'avec le consentement du convoyeur douanier.

6. Les trains mentionnés à l'alinéa 2 seront convoyés par des employés de la douane et éventuellement aussi de la police du pays de transit. Les autorités administratives et de la douane des Parties contractantes s'entendront au sujet des gares frontières où aura lieu la montée et la descente des convoyeurs.

7. Les frais du convoiement sur le territoire tchécoslovaque incomberont à la Roumanie.

8. Il est considéré comme train en transit spécial (marchandises ou voyageurs) un train tout entier ou bien une partie du train, constituant un ensemble (voir aussi le procès-verbal final).

Article 4.

1. Le trafic en transit spécial sur le territoire polonais et tchécoslovaque sera soumis aux lois du pays de transit relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité publique, ainsi qu'aux lois et aux prescriptions douanières, sanitaires (vétérinaires), ferroviaires ou d'autres administrations. Cependant l'application de ces lois ne pourra jamais supprimer, contrairement aux dispositions de la présente convention, ce trafic en transit.

(including livestock) and letter mails in transit from Roumania to Roumania, that is to say, as regards Poland, through Polish territory over the section of railway between the state frontier near Śniatyn-Załucze station and the state frontier near Woronienka station, and as regards Czechoslovakia, through Czechoslovak territory over the section of railway between the state frontier near Jasiňa station and the state frontier near Trebušany station.

2. Such traffic shall be subject to the provisions of the Polish-Roumanian Agreement on Railway Traffic between the Republic of Poland and the Kingdom of Roumania, and of the Roumanian-Czechoslovak Agreement on Railway Traffic between the Kingdom of Roumania and the Czechoslovak Republic, and also to the provisions of the Polish-Czechoslovak Convention on Railway Traffic between the Republic of Poland and the Czechoslovak Republic, as and when such agreements are in force, and in so far as they are applicable and are not contrary to the present Convention.

Article 2.

Subject to the special provisions of this Convention, no discrimination in course of transit shall be exercised in respect of the nationality of passengers, the origin of goods, or the nationality of the sender or that of the recipient.

Article 3.

1. The transit traffic governed by the provisions of the present Convention shall be carried on by means of "special transit".

2. Passengers in this "special transit" shall be conveyed in corridor trains reserved for the purpose.

3. Registered luggage and parcel mails shall be conveyed in the luggage van or in a compartment of the luggage van under Customs seal and in accordance with the arrangements of the railway authorities; it shall also be in the charge of a Roumanian luggage-guard.

4. Each train in "special transit" shall be accompanied through Czechoslovak territory by two escorts. Supplementary escorts in the proportion of one guard for every four carriages may be added by Czechoslovakia if it considers such a measure necessary. Roumania undertakes to refund to Czechoslovakia the cost of such escort in accordance with the special arrangement between the administrations concerned.

5. No person shall be permitted while on Polish or Czechoslovak territory to leave or enter trains engaged on this transit traffic, nor shall anything be delivered or received by passengers travelling in such trains through the territories mentioned above. No food or beverages shall be supplied to passengers without the permission of the Customs escort.

6. The trains mentioned in paragraph 2 shall be escorted by Customs officials and, if required, also by the police of the transit country. The administrative and Customs authorities of the Contracting Parties shall arrange with each other at what frontier stations the escorts shall join and leave the trains.

7. The costs of the escort over Czechoslovak territory shall be borne by Roumania.

8. A "special transit train" (goods or passenger) shall be taken to mean either a complete train or a portion of a train forming a complete unit (see also Final Declaration).

Article 4.

1. When on Polish or Czechoslovak territory, special transit traffic shall be subject to the laws of the transit country regarding the maintenance of order and public security, and to the laws and regulations of the Customs, public health (veterinary), railway and other authorities, in force in the country of transit. None of the provisions of these laws shall, however, be used in contravention of the provisions of this Convention to stop the circulation of transit traffic.

2. Dans ce trafic en transit les transports des animaux vivants seront soumis à l'inspection vétérinaire avant le chargement en Roumanie. Les wagons y affectés doivent être aménagés de manière à empêcher la chute de la paille et du fumier. Les wagons qui ont été utilisés au transport des animaux ne seront admis aux transports qu'après avoir été désinfectés.

3. En cas de transbordements nécessaires des transports d'animaux, pour motifs de trafic ferroviaire, l'intervention du médecin vétérinaire compétent et la désinfection des wagons déchargés sont obligatoires.

4. L'interruption de ce trafic en transit spécial ne peut avoir lieu que dans un cas de nécessité et d'urgence extrêmes, étant entendu que les principes de ce transit seront observés en tout état de cause (voir aussi le procès-verbal final).

Article 5.

1. Les Gouvernements des pays de transit spécial prêteront aux voyageurs utilisant les trains de ce transit toute aide et protection pour que leurs droits personnels et matériels ne soient soumis à aucune restriction illégitime.

2. La Roumanie ne refusera pas les voyageurs qui auront été retenus des trains en transit spécial dans le pays de transit à cause d'une maladie ou pour d'autres raisons.

Article 6.

1. Les interdictions d'importations, d'exportations, de transport et de transit de marchandises publiées dans le pays de transit, ne seront pas applicables au trafic en transit spécial prévu par la présente convention, sauf les interdictions émises pour raison d'ordre et de sécurité publique.

2. Il ne sera exigé de la part des pays de transit aucun certificat de transit des marchandises, sauf les certificats de transit prescrits pour quelques marchandises dans l'Etat de transit pour raison d'ordre et de sécurité publique.

3. Les bagages et les marchandises transportés conformément aux dispositions de la présente convention, ne peuvent faire l'objet d'une saisie administrative ou judiciaire. Une saisie est toutefois admissible aux fins de procédure pénale.

Article 7.

Les administrations intéressées des Parties contractantes se prêteront assistance mutuelle dans toutes les questions relatives au transit. Ces administrations échangeront entre elles la correspondance y relative directement (voir aussi le procès-verbal final).

CHAPITRE II

CHEMINS DE FER.

Article 8.

1. La Pologne et la Tchécoslovaquie transporteront tous les chargements en transit, effectués en vertu de la présente convention, par leurs propres locomotives et à l'aide de leur propre personnel.

2. Les gardes-bagages, les conducteurs des wagons-lits, les servantes, le personnel des wagons-restaurants, les gardes des locomotives non chauffées et les convoyeurs des wagons-poste du pays expéditeur, effectuant leurs fonctions dans les trains en transit spécial, pourront rester dans le train pendant la traversée des pays de transit ; le frein de la locomotive non chauffée sera desservi

2. Live animals in transit shall undergo veterinary inspection before being entrained in Roumania. The necessary steps shall be taken to prevent straw and manure from falling from wagons employed on this traffic. Wagons used for the transport of cattle shall not be available for transport until they have been disinfected.

3. When railway traffic requirements necessitate the transshipment of cattle, such transshipment must take place under the supervision of the competent veterinary authority ; the unloaded wagons shall be disinfected.

4. Transit traffic shall not be suspended except in case of extreme and urgent necessity, and the principles governing such traffic shall in all circumstances be strictly adhered to (see also Final Declaration).

Article 5.

1. The Governments of the countries of special transit shall accord to passengers making use of transit trains all assistance and protection necessary to secure their personal and material rights against unlawful restriction.

2. Roumania shall not refuse admittance to persons who on grounds of sickness or for any other reason have been excluded from special transit trains in the transit countries.

Article 6.

1. Import, export, transport and transit prohibitions issued in the transit countries, other than those issued for reasons of order and public security, shall not apply to the special transit traffic dealt with by this Convention.

2. Transit certificates, other than those required for certain goods in the transit State for reasons of order and public security, shall not be required for transit traffic.

3. Luggage and goods conveyed in accordance with the provisions of the present Convention shall be exempt from seizure by the administrative or judicial authorities. They may, however, be seized for purposes of criminal procedure.

Article 7.

The competent administrations of the Contracting Parties shall render one another assistance in all transit questions and shall communicate with one another direct for such purposes (see also Final Declaration).

CHAPTER II.

RAILWAYS.

Article 8.

1. Poland and Czechoslovakia shall employ their own locomotives and staff for all transit traffic coming under the provisions of this Convention.

2. Luggage-guards, sleeping-car attendants, women attendants, dining-car attendants, persons in charge of dead locomotives and mail-van escorts from the country of despatch, when on duty in special transit trains, may remain in the train during the journey across the transit countries ; the brake of the dead locomotive shall be operated in the transit country by an employee of the

dans le pays de transit par un employé du chemin de fer de ce pays. Les employés susmentionnés doivent être pourvus d'un certificat portant une estampille de leur autorité, attestant leur fonction au trafic en transit. Ces attestations, ainsi que les permis autorisant à franchir la frontière en service au trafic par chemin de fer entre les pays limitrophes, porteront le texte établi dans la langue roumaine et celle du pays de transit.

3. Aux personnes en service dans les trains en transit spécial sont à appliquer les prescriptions de l'article 3 en ce qui concerne l'attitude des voyageurs bénéficiant de ces trains pendant la traversée du pays de transit, à l'exception des prescriptions relatives à la montée et à la descente pour autant que les besoins de service les exigent.

Article 9.

Les horaires des trains affectés à ce transit, ainsi que la mise en marche des trains de nécessité, seront fixés de commun accord par les administrations des chemins de fer des Parties contractantes.

Article 10.

Les wagons-restaurants et les wagons-lits pourront circuler en service dans les trains affectés à ce transit spécial, si l'entreprise exploitant ces wagons possède le droit d'exploitation sur le territoire des Parties contractantes.

Article 11.

Les Administrations ferroviaires des Parties contractantes s'entendront au sujet du genre et du nombre des wagons des trains en transit spécial, de la redevance de location des voitures et des wagons, de l'indemnité pour le transport des wagons non chargés dont le nombre dépassera celui des wagons chargés ainsi que du dédommagement pour le parcours des wagons-lits et des wagons-restaurants (voir aussi procès-verbal final à l'article 13).

Article 12.

1. La responsabilité des dommages et accidents de chemin de fer sera réglée par les lois, ordonnances et règlements en vigueur par rapport aux chemins de fer dans l'endroit où l'accident aura eu lieu. Font exception les avaries ainsi que le manque total ou partiel des marchandises et des bagages, régis par les dispositions du droit de transport applicable au trafic respectif (voir article 13).

2. Chacune des Parties contractantes assumera la responsabilité pour les employés et pour les autres personnes qu'elle emploiera dans le trafic de transit.

3. Le dédommagement du personnel des chemins de fer roumains et des postes roumaines en service pour accidents survenus en transit spécial sur le territoire polonais ou tchécoslovaque est à la charge de la Régie autonome des chemins de fer roumains.

4. En outre, seront applicables les dispositions respectives en vigueur des Accords (Conventions) sur le trafic ferroviaire mentionnés à l'alinéa 2 de l'article premier.

5. En ce qui concerne les avaries du matériel roulant, occasionnées par les chemins de fer polonais ou tchécoslovaques ou par leur personnel, seront applicables les dispositions respectives des conventions internationales sur l'utilisation réciproque des voitures, des fourgons et des wagons (R. I. C. et R. I. V.).

Article 13.

1. Les voyageurs, les bagages, ainsi que les marchandises expédiées à grande ou à petite vitesse, seront acheminés directement conformément aux dispositions de transport et aux tarifs ferroviaires

railway of that country. The staff mentioned above must be provided with officially stamped certificates giving particulars of their duties in connection with the transit traffic. These documents and permits authorising the holder to cross the frontier on the business of the railway traffic between the neighbouring countries, shall be made out in the prescribed form in Roumanian and in the language of the transit country.

3. The provisions of Article 3 regarding the conduct of passengers in special transit trains when crossing the transit country shall apply also to the transit train staff, except that that staff shall be permitted to enter or leave the train whenever the needs of the service require them to do so.

Article 9.

The time-tables of such transit trains reserved for and the provision of emergency trains shall be decided upon by agreement between the railways administrations of the Contracting Parties.

Article 10.

Restaurant cars and sleeping cars may be attached to special transit trains, if the undertaking working such cars is authorised to operate them in the territory of the Contracting Parties.

Article 11.

The railway authorities of the Contracting Parties shall jointly decide as to the character and number of the vehicles to be employed on special transit trains, the amount payable for hire of passenger and goods stock payments due in respect of the haulage of empty vehicles in excess of the number of loaded vehicles, and charges payable in respect of sleeping-car and restaurant-car traffic (see also Final Declaration, ad Article 13).

Article 12.

1. Liability in respect of damage and railway accidents shall be governed by the laws, orders and regulations in force applicable to the railways in the place where the accident occurs. This provision shall not apply to damage to or to total or partial loss of goods or luggage, which are governed by the provisions of the transport law applicable to the traffic concerned (see Article 13).

2. Each of the Contracting Parties shall assume liability in respect of its own employees and of such other persons as they may severally employ in transit traffic.

3. The cost of compensation for accidents occurring to Roumanian train or postal staff on special transit duty in Polish or Czechoslovak territory shall be borne by the Roumanian Autonomous Railway Administration.

4. The relevant provisions in force of the Agreements (Conventions) on railway traffic mentioned in Article 1, paragraph 2, shall also be applicable.

5. The relevant provisions of the International Conventions on the reciprocal use of passenger stock, luggage vans and goods wagons (R.I.C. and R. I. V.) shall be applicable in cases of damage to rolling-stock caused by the Polish or Czechoslovak railways or by their staff.

Article 13.

1. Passengers, luggage and goods sent by fast or slow trains (*grande, petite vitesse*) shall be forwarded directly, in accordance with the transport arrangements and at the through railway rates

directs, convenus par les administrations des chemins de fer des Parties contractantes pour le transit en question sur la base des deux Conventions internationales de Berne concernant les transports par chemins de fer (C. I. V. et C. I. M.).

2. Les colis messageries seront transportés conformément aux dispositions des arrangements tarifaires convenues également entre les Administrations ferroviaires intéressées (voir procès-verbal final).

Article 14.

Si, par l'application de la présente convention, l'Administration des chemins de fer tchécoslovaque était obligée de faire des nouveaux investissements et si les transports en transit, d'après cette convention, étaient réduits dans une telle mesure que les investissements susmentionnés ne seraient pas amortis, les Parties contractantes s'entendront à l'amiable pour voir, si et dans quelle mesure les chemins de fer roumains devront rembourser les frais occasionnés par lesdits investissements. Les chemins de fer tchécoslovaques communiqueront aux chemins de fer roumains, à titre d'information, les investissements décidés.

CHAPITRE III

POSTES.

Article 15.

1. La Pologne et la Tchécoslovaquie accordent à la Roumanie le droit de transporter sans frais de transit, prévus dans la Convention postale universelle et dans les arrangements postaux spéciaux, les envois postaux de toute sorte dans les wagons roumains (wagons-poste ou fourgons, ou autres wagons ferroviaires) sur les lignes visées à l'article premier (voir procès-verbal final à l'article 15 et 21).

2. L'Administration des postes roumaines aura le droit de placer dans chaque train en transit spécial son propre wagon-poste desservi par des employés roumains. Dans ce cas l'Administration des postes polonaises aura le droit d'utiliser sur le territoire polonais les wagons-poste roumains pour le transport de ses envois postaux (voir aussi l'article 20).

3. Le transport des wagons-poste roumains dans un train en transit spécial sera effectué à la suite d'une entente préalable entre les Administrations des chemins de fer et des postes des Parties contractantes qui s'entendront en même temps au sujet de l'étendue de l'utilisation commune de ses wagons. L'Administration des postes roumaine sera tenue de rembourser à l'Administration des postes polonaise et à l'Administration ferroviaire tchécoslovaque les frais de transport des wagons-poste roumains, ainsi que des fourgons et éventuellement des autres wagons ferroviaires. Dans la calculation de ces frais on tiendra compte aussi du transport du personnel de poste roumaine.

Article 16.

1. Chaque wagon-poste, dans lequel les employés postaux roumains exerceront leur service, pourra être convoyé sur le territoire polonais par un employé postal polonais, qui sera tenu de représenter le personnel postal roumain devant les offices et autorités polonaises, ainsi que de servir d'intermédiaire dans l'échange des envois postaux entre le personnel roumain et les offices postaux polonais. L'employé convoyant pourra, en outre, effectuer son propre service postal. Il n'est pas toutefois autorisé à s'immiscer dans les affaires intérieures du service roumain.

2. L'employé des postes polonaises en service dans le wagon-poste roumain devra monter dans ce wagon et le quitter aux gares convenues. En entrant dans le wagon, il sera tenu de présenter aux

agreed upon for this transit traffic by the railway administrations of the two Contracting Parties, on the basis of the two Berne International Conventions regarding railway transport (C. I. V. and C. I. M.).

2. The parcel mails shall be carried in accordance with the tariff agreements also concluded between the railway administrations concerned (see Final Declaration).

Article 14.

If in application of the present Convention the Czechoslovak Railway Administration should be involved in an additional outlay of capital and if the transit traffic carried under this Convention should decrease to such an extent that such capital cannot be paid off, the Contracting Parties shall come to an amicable agreement as to whether and how far the Roumanian railways should refund the expenditure entailed by the outlay of capital. The Czechoslovak railways shall communicate to the Roumanian railways for information particulars of such outlay.

CHAPTER III.

POSTAL ARRANGEMENTS.

Article 15.

1. Poland and Czechoslovakia shall grant to Roumania the right to carry, free of the transit charges provided for in the Universal Postal Convention and the special postal arrangements, postal mails of all kinds in Roumanian vehicles (mail vans, luggage vans or other railway wagons) on the lines referred to in Article 1 (see Final Declaration, ad Articles 15 and 21).

2. The Roumanian Postal Administration shall be entitled to attach to each special transit train its own mail-van, staffed by Roumanian officials. The Polish Postal Administration shall in such cases be entitled to use the Roumanian mail-vans in Polish territory for the conveyance of its own postal mails (see also Article 20).

3. A preliminary agreement shall be concluded between the railway and postal administrations of the Contracting Parties to arrange for the conveyance of Roumanian mail-vans on a special transit train. The Parties shall at the same time jointly decide to what extent the vehicles of each Party shall be used in common. The Roumanian Postal Administration shall refund to the Polish Postal Administration and to the Czechoslovak Railway Administration the costs of conveying Roumanian mail-vans, luggage vans and any other railway vehicles. The cost of conveying Roumanian post office staff shall be included in the calculation of such expenses.

Article 16.

1. Each mail-van in which Roumanian postal officials are employed may be escorted over Polish territory by a Polish postal official, who shall represent the Roumanian postal staff in its relations with the Polish offices and authorities and shall act as an intermediary in the transfer of postal mails between the Roumanian staff and the Polish post offices. The escort shall also be free to carry out his own postal duties. He shall not, however, be entitled to interfere in the internal affairs of the Roumanian postal service.

2. The Polish postal official on duty in the Roumanian mail van shall enter and leave it at the stations agreed upon. On entering the van he must produce to the Roumanian staff a certificate

employés roumains un certificat portant un sceau de son office et rédigé en langue polonaise et roumaine. Au cas où il ne portera pas l'uniforme, il sera obligé de porter un signe distinctif le désignant comme employé des postes (brassard ou casquette de service).

Article 17.

1. Les contrôleurs des postes roumaines pourront employer les wagons-poste traversant le territoire de transit dans le but de contrôler le service postal roumain. Ils doivent être munis d'une carte d'identité officielle, les autorisant à effectuer ce contrôle.

2. Les contrôleurs des postes polonaises pourront, sous les mêmes conditions, emprunter les wagons-poste roumains en transit par le territoire polonais dans le but de contrôler les employés des postes polonais.

Article 18.

1. Les boîtes aux lettres des wagons-poste roumains devront rester fermées sur le territoire polonais et tchécoslovaque.

2. Les employés roumains des postes n'auront pas le droit de se mettre en communication avec le public sur le territoire de transit et il leur est interdit de quitter sans motif impérieux de service le wagon durant leur séjour sur le territoire de transit ou de recevoir et de livrer des objets quelconques.

3. Les employés roumains peuvent transporter les objets et aliments nécessaires exclusivement à leur usage personnel durant la traversée du territoire du transit.

Article 19.

Le personnel des postes roumaines en service au wagon-poste doit être pourvu d'une attestation de son office, libellée en langues roumaine, polonaise et tchécoslovaque et indiquant le nombre des employés autorisés au service en transit spécial.

Article 20.

Les Administrations des chemins de fer polonais et tchécoslovaques sont tenues de transporter d'après leurs propres instructions générales des chemins de fer, les wagons ferroviaires clos comprenant des envois postaux reçus de l'Administration des chemins de fer roumains et plombés par les offices postaux et douaniers roumains (voir aussi procès-verbal final).

Article 21.

1. Seront transportés dans les wagons-poste roumains passant par les territoires de transit les envois postaux de toute sorte :

- a) En provenance de la Roumanie et à destination de la Roumanie;
- b) En provenance de la Roumanie et à destination de l'étranger ;
- c) En provenance de l'étranger et à destination de la Roumanie.

2. Le transport en transit spécial des envois postaux de toute sorte en provenance de l'étranger et à destination de l'étranger sera admis d'après un accord préalable entre les Administrations des postes polonaises, roumaines et tchécoslovaques (voir aussi procès-verbal final à l'article 15 et 21).

in Polish and Roumanian bearing the seal of his department. If he does not wear uniform, he must wear a distinctive sign (armlet or official cap) identifying him as a postal official.

Article 17.

1. Roumanian post office inspectors may travel in mail-vans crossing the transit territory for purposes of inspecting the Roumanian postal service. They must carry an official identity certificate authorising them to carry out such inspection.

2. Subject to the same conditions, Polish post office inspectors shall be entitled to make use of Roumanian mail-vans in transit through Polish territory in order to inspect the Polish postal staff.

Article 18.

1. The letter-boxes on Roumanian mail vans must remain closed in Polish and Czechoslovak territory.

2. Roumanian postal officials shall not be allowed to communicate with the public while in the transit territory, and they shall be forbidden to leave the van when in the transit territory, except for urgent official purposes, or to receive or deliver articles of any kind.

3. Roumanian employees may take with them food and other articles required only for their own personal use while crossing the transit territory.

Article 19.

The Roumanian postal staff employed on mail vans must be supplied with a certificate from their office, drawn up in Roumanian, Polish and Czechoslovak, stating the number of authorised employees engaged on special transit duties.

Article 20.

The Polish and Czechoslovak Railway Administrations shall transport, in accordance with their respective general railway regulations the closed railway vans containing postal mails received from the Roumanian Railway Administration and sealed by the Roumanian postal and Customs authorities (see also Final Declaration).

Article 21.

1. Postal mails of every kind :

- (a) Coming from Roumania and proceeding to Roumania ;
- (b) Coming from Roumania and proceeding to foreign countries ;
- (c) Coming from foreign countries and proceeding to Roumania,

shall be conveyed in Roumanian mail vans crossing the transit territory.

2. Postal mails of every kind coming from and proceeding to foreign countries shall be accepted for conveyance by special transit in accordance with a previous agreement between the Polish, Roumanian and Czechoslovak Postal Administrations (see also Final Declaration on Articles 15 and 21).

Article 22.

Si dans un train en transit spécial ne se trouve ni un wagon-poste roumain, ni un employé de la poste roumaine, le transport des sacs à lettres pourra être effectué par l'intermédiaire des employés des chemins de fer sous réserve mentionnée à l'article 24.

Article 23.

1. Pour le convoiement des wagons-poste roumains effectué par le personnel polonais, devront être versées à l'Administration des postes polonaise par l'Administration des postes roumaine des redevances, calculées d'après les frais de l'Administration polonaise.

2. Les redevances dues pour le convoiement des postes sont à payer par trimestre en monnaie polonaise sur la base des comptes présentés à l'Administration des postes roumaine par l'Administration des postes polonaise. Le paiement doit avoir lieu au cours du mois après que le compte sera parvenu. Ce délai écoulé, la somme due sera majorée d'intérêts de 7 % par an. Les administrations intéressées peuvent modifier cette disposition d'un commun accord.

3. Au cas où le personnel polonais ou tchécoslovaque devra prendre sous sa garde les envois postaux roumains, l'Administration des postes roumaine sera, en outre, tenue de couvrir les dépenses, y relatives, faites par les Administrations des postes polonaises et tchécoslovaques.

Article 24.

1. La responsabilité des envois postaux transportés dans des wagons roumains, convoyés par les agents de poste roumains, incombe à l'Administration des postes roumaine, à l'exception des cas où la faute peut être imputée à l'Administration ferroviaire polonaise ou tchécoslovaque. Dans ce dernier cas, l'Administration ferroviaire polonaise ou tchécoslovaque sera responsable vis-à-vis de l'Administration ferroviaire roumaine, des wagons-poste dans la même mesure que des wagons de chemins de fer, et en ce qui concerne les envois postaux elles assument la même responsabilité qui incombe à l'Administration roumaine vis-à-vis des expéditeurs de ces envois.

2. Les Administrations des chemins de fer polonais et tchécoslovaques ne seront pas tenues de payer une indemnité en cas de perte ou de spoliation des sacs de lettres transportés par l'intermédiaire des employés des chemins de fer polonais ou tchécoslovaques.

3. En cas de transbordement des envois postaux roumains sur le territoire polonais ou tchécoslovaque, la responsabilité des envois postaux roumains incombera à celle des Administrations ferroviaires ou postales polonaise, roumaine ou tchécoslovaque, qui les aura sous sa surveillance.

4. Les wagons ferroviaires non convoyés contenant des envois postaux seront accompagnés de relevés du contenu des wagons, dressés par l'Administration des postes roumaine.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DOUANIÈRES.

Article 25.

1. Le trafic en transit spécial sera soumis à la surveillance douanière du pays de transit.

2. La garde des marchandises s'effectuera : pour les wagons couverts par l'apposition d'un scellé douanier au wagon ; pour les wagons ouverts et pour ceux des wagons couverts auxquels il n'est pas possible d'appliquer le scellé douanier, d'après la décision de l'office douanier du pays de transit.

Article 22.

If a transit train contains neither a Roumanian mail-van nor a Roumanian postal official, the conveyance of the mailbags may be undertaken by the railway staff, subject to the reservation mentioned in Article 24.

Article 23.

1. Payment, composed on the basis of the expenses incurred by the Polish Administration, shall be made by the Roumanian Postal Administration to the Polish Postal Administration in respect of the escorting of Roumanian mail vans.

2. Payment of charges for the escort of mails shall be made quarterly in Polish currency, on the basis of accounts presented to the Roumanian Postal Administration by the Polish Postal Administration. Payment shall be made within one month of presentation of the account, after which date interest shall accrue at the rate of 7 % per annum. This arrangement may be modified by mutual agreement between the administrations concerned.

3. In cases where they have to take charge of Polish or Czechoslovak staff Roumanian mails, the Roumanian Postal Administration shall also refund the resultant expenses incurred by the Polish or Czechoslovak Postal Administrations.

Article 24.

1. The Roumanian Postal Administration shall be liable for the safe transport of mails conveyed in Roumanian vehicles in the charge of Roumanian postal officials, unless negligence can be proved against the Polish or Czechoslovak Railway Administration. In the latter case, the Polish or Czechoslovak Railway Administration shall be held liable to the Roumanian Railway Administration in respect of the mail vans to the same extent as for ordinary railway vehicles, and as regards postal mails, they shall assume the same liability to the Roumanian Postal Administration as the latter to the senders of the mails.

2. The Polish and Czechoslovak Railway Administrations shall not be liable to pay compensation for the loss or rifling of letter mail bags transported by employees of the Polish or Czechoslovak Railways.

3. In the case of the transshipment of Roumanian postal mails in Polish or Czechoslovak territory, liability for such mails shall lie with whichever railway or postal administration — Polish, Roumanian or Czechoslovak — is exercising surveillance over such mails.

4. All non-escorted railway vehicles containing postal mails shall be accompanied by a list, drawn up by the Roumanian Postal Administration, stating the contents of such vehicles.

CHAPTER IV.

CUSTOMS PROVISIONS.

Article 25.

1. Special transit traffic shall be subject to Customs inspection by the country of transit.

2. Goods in covered wagons shall be secured by the fixing of a Customs seal to the van ; in the case of open wagons and covered wagons to which a Customs seal cannot be affixed, the goods shall be secured in such manner as the Customs office of the transit country shall decide.

3. L'Administration ferroviaire roumaine dressera pour chaque train et chaque office douanier d'entrée des deux pays de transit une liste de train selon le modèle A en trois exemplaires pour chacun des deux pays. Pour chaque wagon, contenant des charges collectives des colis doit être ajouté à la liste de train une feuille de chargement, également en trois exemplaires pour chacun des deux pays de transit. Une liste des colis messageries transportés par train de voyageurs sera dressée en double exemplaire par les chemins de fer roumains, — un exemplaire pour chaque office douanier d'entrée des deux pays de transit. Cette liste sera dressée d'après le formulaire du modèle A susmentionné. Les mentions dans les formulaires de ces documents rédigés en langues roumaine, polonaise et tchécoslovaque doivent être écrites distinctement. Les Administrations ferroviaires des pays intéressés s'entendront, en outre, sur le nombre des exemplaires des documents mentionnés, nécessaires pour des buts ferroviaires.

4. Si des wagons de marchandises sont accrochés aux trains omnibus, ces wagons seront soumis au même traitement douanier que les wagons de trains de marchandises.

5. Si un wagon a été décroché du train pour des nécessités du service ferroviaire, une mention respective doit être insérée dans la liste de train indiquant la cause du décrochage. En cas où la levée du scellé douanier roumain devient nécessaire, un scellé douanier du pays de transit sera apposé à sa place. Sur la levée ou le remplacement du scellé douanier et sur le transbordement du chargement un procès-verbal sera dressé par les employés douaniers et de chemin de fer du pays de transit pour les besoins de l'office douanier roumain. Un tel procès-verbal sera fait aussi en cas où le scellé est brisé, soit intentionnellement, soit accidentellement, ou si des marchandises sont dérobées. En Tchécoslovaquie les plombs ferroviaires sont reconnus comme scellés douaniers.

6. Les scellés douaniers roumains seront reconnus par les pays de transit.

Article 26.

1. Les personnes et leurs bagages transportés dans les trains de voyageurs en transit spécial seront libres de toutes formalités douanières.

2. Si en cas d'accident ou par d'autres raisons de la technique ferroviaire les voyageurs étaient obligés de descendre du train, ils resteront sous la surveillance des autorités douanières du pays de transit.

Article 27.

Il est interdit de procéder à des déchargements ou de compléter des chargements en transit spécial dans les pays de transit ; le transbordement ne pourra être effectué que pour des raisons de technique ferroviaire.

CHAPITRE V

PASSEPORTS.

Article 28.

1. Les voyageurs des trains affectés au trafic en transit spécial ne seront tenus de se munir ni des passeports ni des pièces d'identité quelconques et seront exempts de toutes formalités des passeports.

2. Les convoyeurs non officiels des transports de marchandises devront être munis des pièces d'identité indiquant le nom, le prénom, le domicile et la nationalité du porteur. Ces documents doivent porter la signature du titulaire ; les personnes illettrées sont tenues de pourvoir ces documents d'un signe certifié authentique par l'office les ayant délivrés. Les convoyeurs non officiels sont obligés de se présenter à l'entrée et à la sortie de chaque pays de transit afin qu'une mention puisse être faite sur les documents en question attestant qu'ils ont franchi la frontière.

3. The Roumanian Railway Administration shall draw up for every train and every Customs office of entry, in the two transit countries, a train list in accordance with specimen A in triplicate for each of the two countries. A freight list, also in triplicate for each of the two transit countries, shall be added to the train list for each wagon containing loads of packages forming a single consignment. A list of parcels mails conveyed by passenger train shall be made out in duplicate by the Roumanian Railways, one copy for the Customs office of entry in each of the two transit countries. This list shall be made out in accordance with the form shown as specimen A referred to above. Entries on these forms, which shall be drawn up in Roumanian, Polish and Czechoslovak, must be written clearly. The number of copies of these documents required for railway purposes shall also be fixed by joint agreement among the railway administrations of the countries concerned.

4. Goods wagons attached to "omnibus" trains shall be subject to the same Customs treatment as wagons of goods trains.

5. If for railway service requirements a vehicle has been uncoupled, a notice to that effect, giving the reason for the uncoupling, shall appear in the train list. Should it be necessary to remove the Roumanian Customs seal, a Customs seal of the transit country shall be affixed in its place. Any removal or substitution of Customs seals, and any transshipment of freight, shall be officially advised by the Customs and railway officials of the transit country as the Roumanian Customs office may require. Similar advices shall be given in cases of intentional or accidental breakage of seals, or of theft of goods. In Czechoslovakia the lead seals used by the railway shall be accepted as Customs seals.

6. The Roumanian Customs seals shall be recognised by the transit countries.

Article 26.

1. Passengers and their luggage, when conveyed in special transit passenger trains, shall be exempt from all Customs formalities.

2. Should passengers be compelled to leave the train in consequence of an accident or for other reasons connected with the operation of the railway, they shall remain under the surveillance of the Customs authorities of the transit country.

Article 27.

The unloading or additional loading of special transit vehicles shall be forbidden in the transit countries. The transshipment of goods shall not be permitted except for reasons connected with the operation of the railway.

CHAPTER V.

PASSPORTS.

Article 28.

1. Passengers on special transit trains shall not be required to provide themselves with passports or identity certificates of any kind and shall be exempt from all passport formalities.

2. Persons other than officials accompanying consignments of goods shall be required to possess identification papers stating the surname, personal name, domicile and nationality of the holder. Such documents must contain the holder's signature or, in the case of illiterate persons, a mark certified as authentic by the office of issue. Such non-official persons must report themselves on entering or leaving each transit country, in order that it may be duly noted on the documents in question that they have crossed the frontier.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 29.

1. Les litiges qui viendraient à surgir par l'application de la présente convention et qui ne pourraient pas être réglés par les gouvernements intéressés, seront soumis à une procédure d'arbitrage. Cette procédure se poursuivra en cas de litige entre deux des Parties contractantes, devant les tribunaux prévus dans les accords sur le trafic par chemin de fer entre les pays limitrophes. Si pourtant un litige touchait aux intérêts des trois Parties contractantes, il devra être soumis à un tribunal composé de trois juges désignés respectivement par les trois Parties contractantes et de deux juges (dont un sera désigné président), choisis d'un commun accord par les trois Gouvernements. Si les gouvernements ne tombent pas d'accord sur le choix des deux juges, c'est le président des chemins de fer de la Confédération helvétique qui sera prié de procéder aux choix de deux juges compétents, ressortissants des Etats tiers en désignant l'un des deux comme président.

2. Si la troisième Partie contractante reconnaissait son intérêt dans un litige entre deux autres Parties contractantes devant être jugé par un tribunal bilatéral ce litige doit être renvoyé, sur simple demande de cette troisième Partie, au tribunal tripartite.

Article 30.

1. La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie.

2. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification et conservera sa validité aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée par quelque une des Parties contractantes sur un préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Praha, le neuf novembre mil neuf cent vingt-neuf, en trois exemplaires, un exemplaire pour chacune des Parties contractantes.

(L. S.) Fr. MOSKWA *m. p.*

(L. S.) C. MEREUȚA *m. p.*

(L. S.) Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK *m. p.*

PROCÈS-VERBAL FINAL

Procédant à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

A l'Article 3.

Les personnes militaires voyageant seules sont considérées comme voyageurs.

CHAPTER VI.

FINAL PROVISIONS.

Article 29.

1. Any dispute which may arise out of the application of the present Convention, and which cannot be settled by the Governments concerned, shall be submitted to arbitration. In the case of a dispute between two of the Contracting Parties the arbitration proceedings shall take place before the tribunals provided for in the Agreements concerning railway traffic between adjacent countries. If a dispute involves the interests of all three Contracting Parties, it shall be submitted to a tribunal composed of three judges selected respectively by the three Contracting Parties, and two judges (one of which shall be appointed Chairman) chosen by agreement between the three Governments. If the Governments cannot agree on the choice of the two judges, the President of the Swiss Federal Railways shall be requested to select two competent judges, who shall be nationals of third States, and to nominate one of them as Chairman.

2. If in the case of a dispute between two Contracting Parties, which would fall to be decided by a bilateral tribunal, the third Contracting Party regards its interests as involved, such dispute shall be referred, on the mere request of the third Party, to the tripartite tribunal.

Article 30.

1. The present Convention shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw.

2. The present Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until its denunciation by any one of the Contracting Parties at one year's notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, November the ninth, one thousand nine hundred and twenty-nine, in triplicate, one copy for each of the Contracting Parties.

(L. S.) Fr. MOSKWA, *m. p.*

(L. S.) C. MEREUȚA, *m. p.*

(L. S.) Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK, *m. p.*

FINAL DECLARATION.

When proceeding to the signature of the present Convention, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have agreed as follows :

Ad Article 3.

Soldiers travelling alone shall be deemed to be passengers.

A l'Article 4.

Tant que l'état favorable de la santé des animaux en Roumanie ou dans des parties de la Roumanie le permet, le Gouvernement polonais accordera aux transports des animaux roumains en transit spécial, toutes facilités possibles et les exemptera éventuellement de la révision vétérinaire à la gare d'entrée. Le Gouvernement polonais se réserve le droit de révoquer à tout temps les facilités accordées. Il est entendu que le Gouvernement polonais ne renonce pas au droit de demander des permissions pour le transit des animaux et des produits animaux en tant qu'elles sont en général exigées.

A l'Article 7.

Les administrations ferroviaires se garantissent mutuellement le paiement des créances dues par les autres offices exécutant le service relatif au trafic en question et servent d'intermédiaire en ce qui concerne leur paiement.

A l'Article 13.

1. Pour le transport des voyageurs, bagages et colis messageries les chemins de fer polonais et tchécoslovaques prendront en considération, au lieu des quote-parts tarifaires, une indemnité forfaitaire comptée par essieu et kilomètre, en fixant en même temps la recette minimale du chemin de fer transportant pour le transport d'un train. L'indemnisation pour le transport des wagons-lits et des wagons-restaurants sera stipulée d'après les mêmes principes.

2. Les tarifs intérieurs avec les réductions y comprises serviront de base pour le transport des marchandises. La taxe d'expédition sera réduite d'une manière usuelle.

A l'Article 20.

Les wagons clos comprenant des envois postaux seront remis au personnel de chemin de fer dans les gares de transmission avec un bulletin d'accompagnement en deux exemplaires, indiquant la marque et le numéro du wagon, le nombre d'essieux, la gare d'expédition et celle de destination. Les bulletins mentionnés doivent être rédigés en langues roumaine, polonaise et tchécoslovaque.

A l'Article 15 et 21.

Sur le territoire tchécoslovaque l'exemption de redevance de transit ne s'applique qu'aux envois transitant entre Valea Visaului et Grigore Ghica Vodă et vice-versa.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé le présent procès-verbal final et y ont apposé leurs sceaux.

Praha, le neuf novembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) FR. MOSKWA *m. p.*

(L. S.) C. MEREUȚA *m. p.*

(L. S.) DR JAROSLAV OUŘEDNÍČEK *m. p.*

Ad Article 4.

In so far as the healthy condition of livestock in Roumania or in parts of Roumania permits, the Polish Government shall give every facility for the transport of Roumanian livestock in special transit, and shall exempt it from any veterinary inspection at the frontier station. The Polish Government reserves the right to withdraw these facilities at any time. It is understood that the Polish Government does not renounce the right to demand such licences for the transit of livestock and animal products as are generally required.

Ad Article 7.

The railway administrations shall mutually guarantee the payment of sums due by other departments performing services relating to the traffic in question, and shall act as intermediaries in regard to such payment.

Ad Article 13.

1. For the transport of passengers, luggage and parcel mails, the Polish and Czechoslovak Railways shall consider the application of a charge at a flat rate in place of the proportional tariffs. This rate shall be calculated per axle and per kilometre, with a minimum amount payable to the transporting railway for each train. The sums payable for the transport of sleeping cars and restaurant cars shall be fixed in accordance with the same principles.

2. The home country's tariffs, including reductions, shall serve as a basis for the charges payable for the transport of goods. The despatching charge shall be subject to the normal reduction.

Ad Article 20.

Closed wagons containing postal mails shall be handed over to the railway staff at forwarding stations accompanied by a forwarding note in duplicate, drawn up in Roumanian, Polish and Czechoslovak, and indicating the mark and number of the wagons, the number of axles, and the stations of despatch and destination.

Ad Articles 15 and 21.

In Czechoslovak territory exemption from transit dues shall apply only to consignments in transit in either direction between Valea Visaului and Grigore Ghica Vodă.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting Parties have signed the present Final Declaration and have thereto affixed their seals.

Prague, November the ninth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) FR. MOSKWA, *m. p.*

(L. S.) C. MEREUȚA, *m. p.*

(L. S.) Dr. Jaroslav OUŘEDNÍČEK, *m. p.*

MODEL A
(à l'art. 25)

- * Numarul lunar curent.
* Numerować bieżąco, miesięcznie, według kierunków.
* Čísloje se běžně, měsíčně, podle směru.

Lista specificativa } No¹ } a plecat dela } la..... ore m.....
Lista pociągowa } Cis. } odeształ ze stacji } dnia o godz. m.....
Vlakový soupis } } odeszťel z } dne hod. m.....
Pentru trenul } No } a sosit din } la..... ore m.....
na pociąg } Cis. } prbytyl do } dnia o godz. m.....
o vaku } } pfiel do } dne hod. m.....

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Vagoane — Wagonów — Vozů					Marfuri — Przesyłek — Zásilek					Transporturile au fost trimise la statia de destinatie Przesyłki odesłano do stacji przeznaczenia					Documente anexe : Dołączone dokumenty : Připojené listiny :			
N ^o Numarul Číslo	Proprietatea Cecha przyna- leżności Vlastnická značka	Seria Rodzaj Řada	Plumburile Ilość plomb na wagonach Počet celních otlůvek		Statia de primire Stacja prze- naczenia Stанице určeni	Bucati Ilość szuk Počet kusu	Conti- nutul Zawar- tość Obsah	Greut. Waga Váha kg	Scrisoarea de trasura Cedula Karta		Scrisoarea de trasura Cedula Karta		Odeslano do stancie urceni		In vagon — w wagonie ve voze		Mentuni Uwagi Poznámka	
			Vamale celninch železnich kolejowych	Počet celních otlůvek					Statia de predare Stacja nadania Stанице odesłaoi	Bucati Ilość szuk Počet kusu	Conti- nutul Zawar- tość Obsah	Greut. Waga Váha kg	Scrisoarea de trasura Cedula Karta	Scrisoarea de trasura Cedula Karta	Odeslano do stancie urceni	In vagon — w wagonie ve voze		
Plumburile Ilość plomb na wagonach Počet celních otlůvek		Statia de primire Stacja prze- naczenia Stанице určeni			Bucati Ilość szuk Počet kusu		Conti- nutul Zawar- tość Obsah										Greut. Waga Váha kg	
Mentinui vamale — Adnotacje urzędów celnych o przekazaniu przesyłek — Celni záznamy																		
Nr. registrului Nr. rejestr u. c. Číslo																		
Intrat la vama Urząd Celný wjeściowy Vstupní celní úřad																		
Data sosirei Data przekazania Den vstupu																		
Semnatura Podpis																		
Stampila — Pieczęć — Razitko																		
Stampila — Pieczęć — Razitko																		
Predat Oddat Odevzdat																		
Mentiunile privitoare la ridicarea sau aplicarea plumburilor se fac pe contrapagina.																		
Uwagi dotyczące zdjecia i nałożenia plomb naależy umieszczać na stronie odwrotnej.																		
Záznamy o sejmutých nebo přiložených plombach zapisují se na rubu.																		

Observatii privind plumburile ridicate și aplicate ale C. F. și vamei Uwagi dotyczące zdjęcia i nałożenia plomb kolejowych i celnych Záznamy o sejmutých nebo přiložených olůvkách železničních a celních						
Statia Stacja Stanice	Wag. No. Wagon numer i čísla Vůz čís. řady	Cățimea și numărul plumburilor ridicate Ilość i numery zdjętych plomb Počet a čísla sejmutých olůvek		Cățimea și numărul plumburilor aplicate Ilość i numery nałożonych plomb Počet a čísla přiložených olůvek		Motivul ridicării sau aplicării Wyjaśnienia przyczyn zdjęćia lub nałożenia plomb Důvod sejmutí nebo přiložení olůvek
		C. F. kolejowych železničních	Vama celnych celních	C. F. kolejowych železničních	Vama celnych celních	

Subsemnatul reprezentant al Cailor Ferate anunt marfurile specificate in aceasta lista
vamei de eşire din și totodata ma oblig a prezinta intact și în timpul prescrist de lege, acest
transport sus numitei vamei.

Nizej podpísany pełnomocnik kolei stawia wniosek o przekazanie oznaczonych w liście przesyłek do wyściowego
urzędu celnego w i jednocześnie obowiązuje się dostarczyć je wymienionemu urzędowi w stanie
niezmienionym w terminie ustalonym przepisami celnymi.

Podepsaný zmocněnec železničního podniku navrhuje poukázání zásilek, uvedených a tomto soupisu, výstupnímu
celnímu úřadu v a zároveň se zavazuje, že je dodá z nezměněným stavu a ve lhůtě,
stanovené celními předpisy, tomuto celnímu úřadu.

Statia data
Stacja dn.
V dne

Stampila
Pieczęć
Razítko

Semnatura
Podpis
Podpis

1 TRADUCTION.

MODÈLE A (A l'art. 25)

Liste de train No 1 Parti de le à h. m.
 Train No le à h. m.
 * Numéros d'ordre du mois et selon instructions.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18		
Wagons					Expéditions					Lettre de voiture		Colis envoyés à la gare de destination			Documents annexés		Observations		
Numéro	Marques du propriétaire	Série	Nombre de plombs		Gare d'expédition	Gare de destination	Nombre de colis	Contenu	Poids	En wagons		par le train No	plombés	non plombés	No et marques de propriétaire				
			plombs ferroviaires	plombs douaniers															
Annotations des autorités douanières au sujet de la remise des colis.																			
No d'ordre					No d'ordre					Bureau de douane de sortie									Cachet
Bureau de douane d'entrée					Date d'entrée					Date de sortie					Signature				
Signature					Cachet					Signature									
Délivré par					Reçu par					Les observations relatives à l'enlèvement ou à l'apposition de plombs doivent être inscrites au verso.									
1 Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.																			

Train list	No ¹	Departure from	the	19	at	h	m	* Serial No. of the month and according to instructions.
Train No		Arrival at	the	19	at	h	m	

* Serial No. of the month and according to instructions.

[illegible]

Notes by the Customs Authorities regarding the handing in of the Packages.

Serial No.	Serial No.
Customs Office of entry	Customs Office of clearance outwards
Date of entry	Date of clearance
Signature	Signature
Seal	Seal
Handed over by	Received by
Observations regarding the removal or affixing of lead seals must be entered on the back.	

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Observations relatives à l'enlèvement ou à l'apposition de plombs ferroviaires et douaniers.						
Gare	Wagon N ^o et marques	Nombre et numéros des plombs enlevés		Nombre et numéros des plombs apposés		Motifs de l'enlèvement ou de l'apposition des plombs
		Plombs ferroviaires	Plombs douaniers	Plombs ferroviaires	Plombs douaniers	

Le soussigné représentant autorisé des chemins de fer, demande que les marchandises portées à la présente liste soient dirigées sur le bureau de douanes de sortie de ; il s'engage également à les remettre intacts au bureau précité dans le délai fixé par le règlement de douanes.

Gare de, le

Signature.

Cachet.

Observations regarding the removal or affixing of Railway and Customs Lead Seals.						
Station	Wagon No. and marks	Nos. and number of seals removed		Nos. and number of lead seals affixed		Reason for removing or affixing of seals
		Railway seals	Customs seals	Railway seals	Customs seals	

The undersigned, accredited railway representative, requests that the goods mentioned in the present list be sent to the Customs Office of arrival at He undertakes also to hand them over intact to the said office within the period fixed by the Customs Regulations.

Station of, the

Signature.

Seal.

N° 2856.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Arrangement spécial relatif à l'arbitrage de certaines réclamations.
Signé à Washington, le 17 décembre 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Special Agreement relating to the Arbitration of certain Claims.
Signed at Washington, December 17, 1930.

No. 2856. — SPECIAL AGREEMENT ¹ RELATING TO THE ARBITRATION OF CERTAIN CLAIMS. SIGNED AT WASHINGTON, DECEMBER 17, 1930.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 27 novembre 1931.
Cet arrangement a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 12 novembre 1931.*

Whereas, the Government of Sweden has presented to the Government of the United States of America certain claims on behalf of "Rederiaktiebolaget Nordstjernan", a Swedish corporation, for losses said to have been incurred as a result of the alleged detention in ports of the United States of America, in contravention of provisions of treaties in force between Sweden and the United States of America, of the motorship "Kronprins Gustaf Adolf" and the motorship "Pacific" belonging to said Swedish corporation; and

Whereas, the Government of the United States of America has disclaimed any liability to indemnify the Government of Sweden in behalf of the owners of the said motorship, therefore:

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous that this matter of difference between their two Governments should be submitted to adjudication by a competent and impartial Tribunal have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN:

W. BOSTRÖM, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America;

Who, after having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

There shall be submitted to arbitration pursuant to the Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, signed at The Hague², October 18, 1907, and the Arbitration Convention³ between Sweden and the United States of America, signed at Washington, October 27, 1928, the following questions:

First, Whether the Government of the United States of America detained the Swedish motorship "Kronprins Gustaf Adolf" between June 23, 1917 and July 12, 1918, and the

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 1^{er} octobre 1931.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

³ Vol. XCI, page 225, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2856. — ARRANGEMENT² SPÉCIAL RELATIF A L'ARBITRAGE DE CERTAINES RÉCLAMATIONS. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 17 DÉCEMBRE 1930.

English official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place November 27, 1931.

This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 12, 1931.

Attendu que le Gouvernement suédois a formulé à l'encontre du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique certaines réclamations, pour le compte de la Société suédoise « Rederiaktiebolaget Nordstjernan », au sujet de pertes qui auraient été encourues du fait que les navires à moteur « Kronprinz Gustaf Adolf » et « Pacific », appartenant à ladite société, auraient été détenus dans certains ports des Etats-Unis d'Amérique, contrairement aux dispositions de traités en vigueur entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique ; et

Attendu que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a refusé de reconnaître toute obligation d'indemniser le Gouvernement suédois pour le compte des propriétaires desdits navires à moteur,

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant que le différend surgi entre leurs deux gouvernements soit soumis à la décision d'un tribunal compétent et impartial, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. W. BOSTRÖM, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Seront soumises à l'arbitrage, en exécution de la Convention³ pour le règlement pacifique des différends internationaux, signée à La Haye, le 18 octobre 1907, et du Traité d'arbitrage⁴ entre les Etats-Unis d'Amérique et la Suède, signé à Washington, le 27 octobre 1928 :

Premièrement : La question de savoir si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a détenu le navire à moteur suédois « Kronprinz Gustaf Adolf », du 23 juin 1917 au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, October 1st, 1931.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

⁴ Vol. XCI, page 225, of this Series.

Swedish motorship " Pacific " between July 1, 1917 and July 19, 1918, in contravention of the Swedish-American Treaties of April 3, 1783 and July 4, 1827.

Second, Whether, if the first question be decided in the affirmative, the Government of the United States of America is liable to the Government of Sweden in behalf of the owners of the motorships for damage resulting from such unlawful detention ; and,

Third, Should the reply be in the affirmative what pecuniary reparation is due to the Government of Sweden on behalf of the owners of the motorships above mentioned.

Article II.

The questions stated in Article I shall be submitted for a decision to a sole arbitrator who shall not be a national of either Sweden or the United States of America. In the event that the two Governments shall be unable to agree upon the selection of a sole arbitrator within two months from the date of the coming into force of this Agreement they shall proceed to the establishment of a Tribunal consisting of three members, one designated by His Majesty the King of Sweden, one by the President of the United States of America, and the third, who shall preside over the Tribunal, selected by mutual agreement of the two Governments. None of the members of the Tribunal shall be a national of Sweden or of the United States of America.

Article III

The procedure in the arbitration shall be as follows :

(1) Within ninety days from the date of the exchange of ratifications of this Agreement, the Agent for the Government of Sweden shall present to the Agent for the Government of the United States of America a statement of the facts on which the Government of Sweden rest the claim against the United States of America, and the demand for indemnity. This statement shall be accompanied by the evidence in support of the allegations and of the demand made ;

(2) Within a like period of ninety days from the date on which this Agreement becomes effective, as aforesaid, the Agent for the Government of the United States of America shall present to the Agent for the Government of Sweden at Washington a statement of facts relied upon by the Government of the United States of America together with evidence in support.

(3) Within sixty days from the date on which the exchange of statements provided for in paragraphs (1) and (2) of this Article is completed each Agent shall present in the manner prescribed by paragraphs (1) and (2) an answer to the statement of the other together with any additional evidence and such argument as they desire to submit.

Article IV.

When the development of the record is completed in accordance with Article III hereof, the Government of Sweden and the Government of the United States of America shall forthwith cause to be forwarded to the International Bureau at The Hague, for transmission to the Arbitrator or Arbitrators, as the case may be, three complete sets of the Statements, answers, evidence and arguments presented by their respective Agents to each other.

12 juillet 1918, et le navire à moteur suédois « Pacific », du 1^{er} juillet 1917 au 19 juillet 1928, contrairement aux dispositions des Traités du 3 avril 1783 et du 4 juillet 1827 en vigueur entre la Suède et les Etats-Unis d'Amérique.

Deuxièmement : La question de savoir si, au cas où la première question serait tranchée par l'affirmative, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est responsable envers le Gouvernement suédois, pour le compte des propriétaires des navires à moteur, des dommages résultant de cette détention illégale ; et

Troisièmement : Au cas où la réponse serait affirmative, la question de savoir quelle réparation pécuniaire est due au Gouvernement suédois, pour le compte des propriétaires des navires à moteur susmentionnés.

Article II.

Les questions énoncées à l'article premier seront soumises à la décision d'un arbitre unique, qui ne sera un ressortissant ni de la Suède ni des Etats-Unis d'Amérique. Au cas où les deux gouvernements ne pourraient se mettre d'accord sur le choix d'un arbitre unique, dans les deux mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur du présent compromis, ils institueront un tribunal, composé de trois membres, dont un sera désigné par Sa Majesté le Roi de Suède, un autre par le Président des Etats-Unis d'Amérique et dont le troisième, qui présidera le tribunal, sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements. Les membres du tribunal ne seront des ressortissants ni de la Suède ni des Etats-Unis d'Amérique.

Article III.

La procédure d'arbitrage sera la suivante :

1. Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la date de l'échange des ratifications du présent compromis, l'agent du Gouvernement suédois présentera à l'agent du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique un exposé des faits sur lesquels le Gouvernement suédois fonde sa prétention à l'encontre des Etats-Unis d'Amérique et sa demande d'indemnité. Cet exposé sera accompagné de preuves à l'appui des faits allégués et de la demande formulée.

2. Dans le même délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle le présent compromis devient exécutoire, comme il a été dit précédemment, l'agent du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique présentera à l'agent du Gouvernement suédois, à Washington, un exposé des faits invoqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, accompagné de preuves à l'appui.

3. Dans les soixante jours qui suivront la date de l'échange des exposés prévus aux paragraphes 1) et 2) du présent article, chaque agent adressera, de la manière prescrite aux paragraphes 1) et 2), une réponse à l'exposé de l'autre, en y joignant les preuves supplémentaires et toute argumentation qu'il désirera soumettre.

Article IV.

Lorsque le dossier aura été constitué de la manière prévue à l'article III ci-dessus, le Gouvernement suédois et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique feront immédiatement envoyer au Bureau international de La Haye, pour être transmises à l'arbitre ou aux arbitres, suivant le cas, toute la documentation établie en trois exemplaires et comprenant les exposés, les réponses, les preuves et l'argumentation que leurs agents respectifs se seront réciproquement adressés.

Article V.

Within thirty days from the delivery of the record to the Arbitrator or Arbitrators in accordance with Article IV, the Tribunal shall convene at Washington for the purpose of hearing oral arguments by Agents or Counsel, or both, for each Government.

Article VI.

When the Agent for either Government has reason to believe that the other Government possesses or could obtain any document or documents which are relevant to the claim but which have not been incorporated in the record such document or documents shall be submitted to the Tribunal at the request of the Agent for the other Government and shall be available for inspection by the demanding Agent. In agreeing to arbitrate the claim of the Kingdom of Sweden in behalf of "Rederiaktiebolaget Nordstjernen" the Government of the United States of America does not waive any defense which was available prior to the concluding of the Agreement.

Article VII.

The decision of the Tribunal shall be made within two months from the date on which the arguments close, unless on the request of the Tribunal the Parties shall agree to extend the period. The decision shall be in writing.

The decision of the majority of the members of the Tribunal, in case a sole Arbitrator is not agreed upon, shall be the decision of the Tribunal.

The language in which the proceedings shall be conducted shall be English.

The decision shall be accepted as final and binding upon the two Governments.

Article VIII.

Each Government shall pay the expenses of the presentation and conduct of its case before the Tribunal; all other expenses which by their nature are a charge on both Governments, including the honorarium for the Arbitrator or Arbitrators, shall be borne by the two Governments in equal moieties.

Article IX.

This Special Agreement shall be ratified in accordance with the constitutional forms of the Contracting Parties and shall take effect immediately upon the exchange of ratifications, which shall take place at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Special Agreement and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Washington this seventeenth day of December, nineteen hundred and thirty.

(Signed) W. BOSTRÖM. (L. S.)

(Signed) Henry L. STIMSON. (L. S.)

Pour copie conforme :
au Ministère des Affaires étrangères,
Stockholm, le 20 novembre 1931.

Le Chef a. i. des Archives :

Einar Hedin.

Article V.

Dans les trente jours suivant la remise du dossier à l'arbitre ou aux arbitres, conformément aux dispositions de l'article IV, le tribunal se réunira à Washington pour entendre l'argumentation orale des agents ou du conseil (ou des deux à la fois) de chaque gouvernement.

Article VI.

Si l'agent de l'un des deux gouvernements a des raisons de croire que l'autre gouvernement possède ou pourrait se procurer un ou plusieurs documents relatifs à la prétention, mais ne figurant pas dans le dossier, ce ou ces documents seront soumis au tribunal, à la demande de l'agent de l'autre gouvernement, et pourront être consultés par l'agent requérant. En consentant à soumettre à l'arbitrage la prétention formulée par le Royaume de Suède, pour le compte de la « Rederiaktiebolag et Nordstjernan », le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne renonce à aucun des moyens de défense dont il pouvait se prévaloir antérieurement à la conclusion du compromis.

Article VII.

La sentence du tribunal sera rendue dans les deux mois qui suivront la date de la clôture des débats, à moins que les Parties ne conviennent, à la requête du tribunal de prolonger ce délai. La sentence sera rendue par écrit.

Au cas où les Parties ne se seraient pas mises d'accord pour désigner un seul arbitre, la décision de la majorité des membres du tribunal sera la sentence du tribunal.

La langue utilisée pour la procédure sera la langue anglaise.

La sentence sera considérée comme définitive et obligatoire pour les deux gouvernements.

Article VIII.

Chaque gouvernement supportera les frais de la présentation et de la défense de sa cause devant le tribunal ; tous autres frais qui, en raison de leur nature, incombent aux deux gouvernements, y compris les honoraires de l'arbitre ou des arbitres, seront, par moitié, à la charge des deux gouvernements.

Article IX.

Le présent compromis spécial sera ratifié dans les formes prévues par la constitution des Parties contractantes et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Washington dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent compromis et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Washington le dix-sept décembre mil neuf cents trente.

(Signé) W. BOSTRÖM. (L. S.)

(Signé) Henry L. STIMSON. (L. S.)

N° 2857.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET HAÏTI**

Accord concernant l'abrogation de
certaines dispositions d'un traité
et d'accords relatifs aux services
publics. Signé à Port-au-Prince, le
5 août 1931.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND HAÏTI**

Agreement regarding the Abrogation
of certain Provisions of a Treaty
and Agreements concerning Public
Services. Signed at Port-au-Prince,
August 5, 1931.

N° 2857. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT HAÏTIEN CONCERNANT L'ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS D'UN TRAITÉ ET D'ACCORDS RELATIFS AUX SERVICES PUBLICS. SIGNÉ A PORT-AU-PRINCE, LE 5 AOUT 1931.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat des Relations extérieures de la République d'Haïti. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 novembre 1931. Cet accord a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 15 octobre 1931.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont convenu de l'arrangement suivant :

Article premier.

Les services des ingénieurs prévus à l'article XIII du Traité du 16 septembre 1915 pour l'Hygiène et le développement matériel de la République et par l'Accord du 17 juillet 1923 sur le Service technique de l'Agriculture, ainsi que ceux de leurs aides et employés étrangers, prendront définitivement fin le 30 septembre 1931, sauf ce qui est dit aux articles III et IV ci-dessous.

Article II.

En conséquence, et à la date du 1^{er} octobre 1931, le Gouvernement d'Haïti assumera de plein droit et définitivement l'administration et le contrôle de la Direction générale des Travaux publics, du Service d'hygiène et du Service technique de l'Agriculture, et le président de la République délivrera, conformément à la Constitution et aux lois, des commissions aux ingénieurs, médecins et fonctionnaires haïtiens reconnus utiles à la marche des susdits services.

Article III.

En ce qui a trait au Service national d'Hygiène, il est bien convenu que, conformément aux lois en vigueur, il aura, sous la direction du Secrétaire d'Etat de l'Intérieur et dans toute l'étendue de la République, l'administration, la surveillance et le contrôle de tous les services publics d'hygiène, de santé, de quarantaine, des hôpitaux, des dispensaires ruraux, d'assistance publique, d'aliénés et de garages sanitaires, d'école de médecine, centre de santé, de laboratoires etc.

Toutefois, pour les villes du Cap et de Port-au-Prince et leurs environs immédiats (soit dans un périmètre de deux milles desdites villes à proprement parler, y compris exceptionnellement

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1931.

No. 2857. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE HAITIAN GOVERNMENT REGARDING THE ABROGATION OF CERTAIN PROVISIONS OF A TREATY AND AGREEMENTS CONCERNING PUBLIC SERVICES. SIGNED AT PORT-AU-PRINCE, AUGUST 5, 1931.

French and English official texts communicated by the Secretary of State for External Affairs of the Republic of Haiti. The registration of this Agreement took place November 30, 1931. This Agreement was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 15, 1931.

The undersigned Plenipotentiaries duly authorised by their respective governments have agreed upon the following Accord :

Article I.

The service of the Engineers provided for by Article XIII of the Treaty of September 16, 1915, for the sanitation and public improvement of the Republic, and by the Accord of July 17, 1923, regarding the Service Technique d'Agriculture, as well as their foreign aids and employees, shall definitely cease on September 30, 1931, except as provided below in Articles III and IV.

Article II.

Accordingly, on October 1, 1931, the Government of Haiti will assume rightfully and definitely the administration and control of the *Direction générale des Travaux Publics*, of the *Service d'hygiène*, and of the *Service technique d'Agriculture*, and the President of the Republic will deliver, in conformity with the Constitution and the laws, commissions to the Haitian engineers, physicians, and employees deemed necessary for the functioning of the above mentioned Services.

Article III.

In that which concerns the Service National d'Hygiène, it is understood that in conformity with the laws in force it will have, under the direction of the Secretary of State for the Interior, throughout the Republic, the administration, inspection, and supervision of all of the public services of hygiene, sanitation and quarantine of the hospitals, rural dispensaries, poor relief, insane asylums and sanitary garages, of the Medical School, the Health Center, the laboratories, etc.

Nevertheless, in the cities of Port-au-Prince and Cape Haitian, and their immediate environs (that is within a radius of two miles of the cities proper but including also Petionville) where,

¹ Came into force October 1st, 1931.

Pétion-Ville) où séjournent jusqu'à nouvel ordre — en attendant la conclusion d'un protocole de désoccupation — les troupes des Etats-Unis d'Amérique, une mission scientifique américaine sera spécialement chargée conformément aux lois et règlements en vigueur, dans les villes du Cap et de Port-au-Prince, du service d'assainissement et de la chloruration des eaux.

Le service national d'hygiène aura droit, s'il le requiert, aux avis et recommandations de la susdite mission scientifique dans le domaine restreint de l'assainissement.

Le Gouvernement convient de lui laisser les garages sanitaires à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien et le matériel roulant strictement nécessaire à ses activités, mais le service national d'hygiène pourra toujours, si besoin s'en fait sentir, réquisitionner le matériel ainsi prêté d'accord avec la Mission.

Le Gouvernement d'Haïti convient qu'en cas d'épidémie ou de grave danger menaçant la santé publique, dans les deux susdites villes du Cap et de Port-au-Prince, la mission coopérera avec le service national d'hygiène pour la lutte nécessaire, et à ces fins, elle pourra faire toutes recommandations utiles, bénéficier de toutes les facilités et de toutes les organisations du susdit service, et le Gouvernement d'Haïti, en pareille éventualité, prendra les mesures et les crédits nécessaires.

Article IV.

La Mission prévue à l'article précédent comprendra trois officiers américains du service médical proposés par le Gouvernement des Etats-Unis et nommés par le président d'Haïti ; ils seront assimilés, quant au traitement à leur payer par le Trésor public aux officiers d'hygiène publique de 1^{re} classe prévus par la loi du 8 août 1926.

La Mission pourra comprendre, en outre, au maximum, six aides d'hôpital tirés de la Marine des Etats-Unis d'Amérique qui seront rétribués, conformément à un Budget approuvé par le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur sur la base de la loi du 5 décembre 1924.

La Mission aura droit à un Office convenable au Cap et à Port-au-Prince.

Les valeurs nécessaires au paiement du personnel haïtien et au fonctionnement des services d'assainissement dans les villes du Cap et de Port-au-Prince devront faire l'objet d'un Budget préalablement approuvé par le Secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

Article V.

L'Accord du 24 août 1918 relatif à la communication des projets de lois haïtiennes à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Port-au-Prince, est et demeure résilié à partir de cette date.

Au cas toutefois où le Gouvernement des Etats-Unis jugerait telle loi en sérieuse opposition avec des droits découlant des dispositions d'accords encore en vigueur, il fera parvenir ses observations au Gouvernement d'Haïti, à telles fins que de droit, par les voies diplomatiques.

Article VI.

L'Accord du 3 décembre 1918 relatif au visa du conseiller financier sur les mandats de paiement émis par le secrétaire d'Etat des Finances sur le receveur général des douanes ou sur la Banque Nationale de la République d'Haïti est et demeure résilié.

Le Secrétaire d'Etat des Finances s'entendra avec le conseiller financier sur la procédure nécessaire au service des paiements.

Le retrait du visa implique pour le Gouvernement d'Haïti, jusqu'à la liquidation des services du conseiller financier-receveur général des Douanes, l'obligation d'effectuer ses dépenses dans les limites des lois et des crédits votés ou pris avec l'avis du conseiller-financier.

Jusqu'à la liquidation desdits services, le Secrétaire d'Etat des Finances s'entendra avec le conseiller financier quant aux mesures affectant les sources de revenus.

pending other arrangements and until the conclusion of a protocol for their evacuation, American troops are stationed, an American scientific mission shall be especially charged in accord with the laws and regulations now in force with the control of sanitation and chlorination of water.

The Service National d'Hygiène will be entitled, if it so requests, to receive the advice and recommendations of the above mentioned scientific mission within the restricted field of sanitation.

The Government agrees to leave to the Mission the sanitary garages at Port-au-Prince and Cape Haitian and the motor equipment strictly necessary for its activities but the Service National d'Hygiène may always requisition the material thus loaned by agreement with the Mission if the need therefor should arise.

The Government of Haiti agrees that in case of epidemic or grave danger menacing the public health within the above mentioned cities of Cape Haitian and Port-au-Prince the Mission will co-operate with the National Public Health Service to combat the danger and for this purpose shall be authorized to make all necessary recommendations, and to make use of all the facilities and all of the organizations of the above mentioned Service ; and the Haitian Government, under such circumstances, will take the necessary measures and provide the necessary credits.

Article IV.

The Mission provided for in the preceding article will comprise three American medical officers nominated by the Government of the United States and appointed by the President of Haiti. Their status will be assimilated so far as the salary that they receive from the public treasury is concerned to that of Public Health Officers first class provided for by the law of August 8, 1926.

The Mission may also include, in addition, as a maximum six hospital corpsmen of the United States Navy who will be paid in conformity with a budget approved by the Minister of Interior upon the basis of the law of December 5, 1924.

The Mission will have the right to suitable offices at Cape Haitian and Port-au-Prince.

The funds necessary for the payment of the Haitian personnel and for the functioning of the sanitary services in the cities of Cape Haitian and Port-au-Prince will be provided for in a budget which shall be approved in advance by the Minister of Interior.

Article V.

The Accord of August 24, 1918, regarding the communication of projects of Haitian laws to the Legation of the United States of America at Port-au-Prince, is and remains abrogated from this date.

If, nevertheless, the Government of the United States should deem a given law to be seriously inconsistent with any rights arising from provisions of agreements still in force, it will present its views to the Haitian Government through diplomatic channels for all proper purposes.

Article VI.

The Accord of December 3, 1918, relating to the visa of the Financial Adviser on orders of payment issued by the Secretary of State for Finance, on the Receiver-General of Customs, or on the National Bank of the Republic of Haiti, is and remains abrogated. The Minister of Finance shall reach an agreement with the Financial Adviser on the procedure governing the service of payments.

The abrogation of the visa implied an obligation on the part of the Government of Haiti until the liquidation of the services of the Financial Adviser-General Receiver to make its expenditures within the limits of laws and credits voted or decreed with the accord of the Financial Adviser. The Haitian Government will reach agreements with the Financial Adviser regarding the measures affecting sources of revenue pending the liquidation of the services of the Financial Adviser-General Receiver.

Article VII.

Le bureau d'enregistrement entièrement détaché des services du conseiller-financier, passera dès la signature des présentes sous la complète direction du Secrétaire d'Etat des Finances.

Article VIII.

Vu les difficultés qui ont surgi au sujet de la loi du 26 mai 1931, il est entendu que seront payés sans retard à partir du 6 avril 1931 et jusqu'au 30 septembre 1931 et sur les disponibilités du trésor, les frais de déplacement ou de représentation du corps législatif, tels qu'ils résultent de la susdite loi. Au delà du 30 septembre 1931, ces frais seront payés d'après un budget équilibré.

Article IX.

Le Gouvernement des Etats-Unis ayant estimé prématurée la cessation des services des officiels et employés civils des services mentionnés aux articles I et II du présent accord et ayant requis une indemnité en leur faveur, le Secrétaire d'Etat des Finances en accord avec le conseiller-financier est autorisé à les indemniser sur une base équitable et sur les disponibilités du Trésor.

N'auront droit à aucune indemnité en raison de la liquidation des services du traité, les spécialistes du service technique qui, sur la demande expresse du Gouvernement d'Haïti, voudraient conserver leurs anciennes fonctions et signer à cet égard les accords nécessaires avec le Secrétaire d'Etat de l'Agriculture.

Article X.

Les parties conviennent de poursuivre leurs pourparlers relativement aux autres problèmes découlant du traité.

Article XI.

En attendant le règlement de la question de la « Garde », les parties consentent à garder le *statu quo* résultant des lois et accords actuellement en vigueur et à respecter lesdits lois et accords.

Fait de bonne foi, en double exemplaire, en français et en anglais, à Port-au-Prince, le 5 août 1931.

A. N. LÉGER,
Dana G. MUNRO.

Pour copie conforme :

Le Chef de Division
au Département des Relations extérieures :
F. Courtois.

Article VII.

The land title registry office (Bureau d'Enregistrement) shall be entirely detached from the Office of the Financial Adviser-General Receiver and will pass under the complete control of the Secretary of Finance upon the signature of this Accord.

Article VIII.

In view of the difficulties which have arisen with regard to the Law of May 26, 1931, it is understood that the travelling or representation allowances of the Legislative Body as provided for in the above mentioned law, will be paid without delay, starting from April 6, 1931, and up to September 30, 1931, from the general funds of the Treasury. After September 30, 1931, these allowances will be paid in accordance with a balanced budget.

Article IX.

Since the Government of the United States believes that the discharge of the civilian officials and employees in the Services mentioned above in Articles I and II of the present Accord, will be unduly precipitate and has requested an indemnity for them, the Secretary of State for Finance in accord with the Financial Adviser is authorized to indemnify them upon an equitable basis from the general funds of the Treasury.

Specialists in the Service Technique who, upon the express request of the Government of Haiti, shall desire to remain in their former positions and sign the necessary contracts for this purpose with the Secretary of State for Agriculture shall not have the right to any indemnity by virtue of the liquidation of the Treaty Services.

Article X.

The two Governments agree to continue their discussions regarding the other problems arising from the Treaty.

Article XI.

While awaiting the settlement of the question of the Garde, the two Governments agree to maintain the "status quo" established by existing laws and agreements and to respect said laws and agreements.

Signed at Port-au-Prince in duplicate in the English and French languages, this fifth day of August, 1931.

Dana G. MUNRO.

A. N. LEGER.

N° 2858.

LITHUANIE ET TURQUIE

Traité d'amitié. Signé à Moscou, le
17 septembre 1930.

LITHUANIA AND TURKEY

Treaty of Friendship. Signed at
Moscow, September 17, 1930.

N° 2858. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ENTRE LA LITHUANIE ET LA TURQUIE
SIGNÉ A MOSCOU, LE 17 SEPTEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} décembre 1931.

LA LITHUANIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir d'établir et de consolider les liens de sincère amitié entre la République de Lithuanie et la République turque, et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats, une fois établies, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Jurgis BALTRUŠAITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Moscou ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Huseyin RAGIP Bey, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République turque à Moscou ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République de Lithuanie et la République turque.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens. Elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du droit international public général.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 27 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2858 — TREATY ² OF FRIENDSHIP BETWEEN LITHUANIA AND TURKEY. SIGNED AT MOSCOW, SEPTEMBER 17, 1930.

French official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place December 1st, 1931.

LITHUANIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of establishing and strengthening the bonds of sincere friendship between the Republic of Lithuania and the Turkish Republic, and being equally convinced that the relations between the two States once firmly established will further the prosperity and well-being of their respective nations, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

Jurgis BALTRUŠAITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Lithuania at Moscow ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Huseyin RAGIP Bey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Turkish Republic at Moscow,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Republic of Lithuania and the Turkish Republic.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic relations between the two States in conformity with the principles of international law. They agree that the diplomatic representatives of each of them shall, subject to reciprocity, receive in the territory of the other the treatment recognised by the general principles of public general international law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, October 27, 1931.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour régler les relations consulaires et commerciales entre leurs pays respectifs ainsi que les conditions d'établissement et de séjour, dans le territoire de chacune d'elles, des ressortissants de l'autre Partie par des conventions qu'elles se réservent de conclure conformément aux règles du droit international public général sur la base d'une parfaite réciprocité.

Article 4.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Ankara le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Moscou, le 17 septembre 1930.

(L. S.) Huseyin RAGIP.

(L. S.) BALTRUŠAITIS.

Pour copie conforme :

J. Aukštuolis,
*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique et
Administratif a. i.*

Article 3.

The High Contracting Parties agree to regulate consular and commercial relations between their respective countries, and also the conditions of the settlement and residence in their respective territories of nationals of the other Party by conventions to be concluded in conformity with the rules of public general international law on the basis of complete reciprocity.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Ankara as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Moscow, September 17, 1930.

(L. S.) Huseyin RAGIP.

(L. S.) BALTRUŠAITIS.

N° 2859.

**LITHUANIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Protocole prorogeant le Traité de
non-agression en date du 28 sep-
tembre 1926. Signé à Moscou, le
6 mai 1931.

**LITHUANIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol renewing the Treaty of
Non-Aggression, of September
28, 1926. Signed at Moscow,
May 6, 1931.

TEXTE LITHUANIEN. — LITHUANIAN TEXT.

N^o 2859. — PROTOKOLAS¹ SUTARTĮ TARP LIETUVOS RESPUBLIKOS IR SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SĄJUNGOS, PASIRAŠYTĄ 1926 M. RUGSĖJO MĖN. 28 D. PRATĖSTI. SUDARYTA MASKVOJE, 1931 M. GEGUŽES MĖN. 6 DIENĄ.

*Textes officiels lithuanien et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie.
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 1^{er} décembre 1931.*

Lietuvos Respublikos Prezidentas ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos centralinis vykdomasis Komitetas imdami dėmesin, kad Sutartis tarp LIETUVOS RESPUBLIKOS ir SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SĄJUNGOS, pasirašyta Maskvoje 1926² m. rugsėjo mėn. 28 d., tikrai prisidėjo prie draugingumo santykių tarp abiejų valstybių sustiprinimo ir iš vystymo bei taikos Europos Rytuose sutvirtinimo,

ir įkvėpti siekimo perimtų taikos ir tikro draugingumo dvasia jų tarpusavių santykių tolimesnio sustiprinimo bei išvystymo, —

nutarė pratęsti minėtosios Sutarties veikimo laiką ir tam tikslui paskyrė savo įgaliotinius :

LIETUVOS RESPUBLIKOS PREZIDENTAS : —

Jurgį BALTRUŠAITĮ, Lietuvos Respublikos Nepaprastąjį Pasiuntinį ir įgaliotąjį Ministrį Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungai ;

SOCIALISTINIŲ TARYBŲ RESPUBLIKŲ SĄJUNGOS CENTRALINIS VYKDOMASIS KOMITETAS : —

Maksimą LITVINOVĄ, Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos Centralinio Vykdomojo Komiteto narį, Užsienių Reikalų Liaudies Komisarą,

kurie pateikę vienas antram savo įgaliojimus, rastus tinkamoje formoje ir teisėtoje tvarkoje susitarė dėl sekančių nuostatų :

I straipsnis.

Sutartis, sudaryta tarp Lietuvos Respublikos ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos Maskvoje 1926 metais rugsėjo mėn. 28 dieną, su abiem prijungtom prie jos Lietuvos ir Socialistinių Tarybų Respublikų Sąjungos Vyriausybių notom, laikoma pratęsta penkerių metų laikui nuo nurodytosios Sutarties termino išėjimo. Jeigu viena iš susitariančiųjų šalių šešiais mėnesiais

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Kaunas, le 30 août 1931.

² Vol. LX, page 145, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 2859. — ПРОТОКОЛ¹, ВОЗОБНОВЛЯЮЩИЙ ДОГОВОР О НЕ-НАПАДЕНИИ МЕЖДУ ЛИТВОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК ОТ 28-го СЕНТЯБРЯ 1926 ГОДА, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. МОСКВЕ, 6-го МАЯ 1931 ГОДА.

*Lithuanian and Russian official texts communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Protocol took place December 1st, 1931.*

ПРЕЗИДЕНТ ЛИТОВСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, принимая во внимание, что Договор между Литовской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик подписанный в Москве 28 сентября 1926² года, действительно способствовал укреплению и развитию дружественных отношений между обоими государствами и упрочению мира на Востоке Европы, и будучи воодушевлены стремлением к дальнейшему укреплению и развитию их взаимоотношений, проникнутых духом мира и искренней дружбы, решили продлить срок действия упомянутого Договора и назначили для указанной цели своими уполномоченными :

Президент Литовской Республики :

Юргиса Балтрушайтиса, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Литовской Республики в Москве ;

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Максима Литвинова, члена Центрального Исполнительного Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Народного Комиссара по Иностранным Делах ;

которые по взаимном сообщении своих полномочий, найденных в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующих постановлениях :

Статья 1.

Договор, заключенный между Литовской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик в Москве 28 сентября 1926 года, с обеими приложенными к нему нотами Правительств Литвы и союза Советских Социалистических Республик, считается продленным на срок в пять лет с момента истечения срока указанного

¹ The exchange of ratifications took place at Kaunas, August 30, 1931.

² Vol. LX, page 145, of this Series.

prieš Sutarties galios terminui išeisiant nepareikš noro pradėti derybas tolimesnei abiejų valstybių politinio santykiavimo formai nustatyti, — Sutartis bus laikoma automatiškai pratęsta kiekvieną kartą vieneriems metams.

2 straipsnis.

Šis protokoląs sustatytas lietuvių ir rusų kalbomis. Jį interpretuojant abu tekstu laikomi autentiškais. Protokolas turi būti ratifikuotas trumpiausiu laiku. Jis įgis galios nuo momento ratifikacijos raštais pasikeitimo, kuris turi įvykti Kaune.

Šiam patvirtinti aukščiau išvardintieji Įgaliotiniai pasirašė šį protokolą ir pridėjo prie jo savo antspaudus.

Sudaryta dviem egzemplioriais, Maskvoje, 1931 metų gegužės mėn. 6 dieną.

(a. v.) Jurgis BALTRUŠAITIS.

(a. v.) M. LITVINOV.

Pour copie conforme :

J. Aukštuolis,
*Ministre plénipotentiaire,
Directeur du Département juridique
et Administratif a. i.*

договора. Если одна из договаривающихся сторон не предупредит другую за шесть месяцев до окончания срока о своем желании открыть переговоры о дальнейшей форме политических взаимоотношений обоих государств, Договор будет считаться автоматически продленным каждый раз на один год.

Статья 2.

Настоящий протокол составлен на литовском и русском языках. При толковании его оба текста считаются аутентичными. Протокол подлежит ратификации в кратчайший срок. Он вступит в силу с момента обмена ратификационными грамотами, который должен быть произведен в городе Каунас.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий протокол и приложили к нему свои печати.

Учинено в гор. Москве, в 2 экземплярах, «6» мая 1931 года.

(М. П.) Ю. Балтрушайтис.

(М. П.) Литвинов.

¹ TRADUCTION

N° 2859. — PROTOCOLE PROROGÉANT LE TRAITÉ DE NON-AGRESSION ENTRE LA LITHUANIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES EN DATE DU 28 SEPTEMBRE 1926. SIGNÉ A MOSCOU, LE 6 MAI 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES,

Considérant que le Traité entre la République de Lithuanie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, signé à Moscou le 28 septembre 1926, a contribué efficacement au renforcement et au développement des relations amicales entre les deux Etats et à la consolidation de la paix en Europe orientale,

Et désireux de renforcer et de développer encore davantage leurs relations empreintes d'un esprit de paix et de sincère amitié,

Ont décidé de proroger la durée de validité dudit traité et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Jurgis BALTRUŠAITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lithuanie à Moscou ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Maxim LITVINOV, membre du Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Le Traité conclu à Moscou le 28 septembre 1926 entre la République de Lithuanie et l'Union des républiques soviétistes socialistes, ainsi que les deux notes y annexées des Gouvernements de la Lithuanie et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sont considérés comme prorogés pour une période de cinq ans à partir de l'expiration de la durée dudit traité. Si l'une des Parties contractantes n'informe pas l'autre Partie, six mois avant l'expiration de ce délai, de son désir d'ouvrir des négociations au sujet d'une nouvelle forme de relations politiques entre les deux Etats, le traité sera considéré comme renouvelé chaque fois automatiquement pour une durée d'un an.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2859. — PROTOCOL RENEWING THE TREATY OF NON-AGGRESSION BETWEEN LITHUANIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS OF SEPTEMBER 28, 1926. SIGNED AT MOSCOW, MAY 6, 1931.

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Considering that the Treaty between the Republic of Lithuania and the Union of Soviet Socialist Republics, signed at Moscow on September 28th, 1926, has effectively helped to strengthen and develop friendly relations between the two States and to consolidate peace in Eastern Europe,

And being desirous of further strengthening and developing their mutual relations, which are inspired with a spirit of peace and sincere friendship,

Have decided to prolong the validity of the said Treaty, and have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

Jurgis BALTRUŠAITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Lithuanian Republic at Moscow ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Maxim LITVINOV, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Treaty concluded between the Lithuanian Republic and the Union of Soviet Socialist Republics at Moscow on September 28, 1926, together with the notes of the Governments of Lithuania and the Union of Soviet Socialist Republics annexed thereto, shall be deemed to be prolonged for a period of five years from the date of expiry of the said Treaty. Unless either of the Contracting Parties informs the other, six months before the expiry of this period, of its desire to enter upon negotiations regarding the future form of the political relations between the two States, the Treaty shall be regarded as being automatically prolonged on each occasion for one year.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le présent protocole est rédigé en langues lithuanienne et russe. Les deux textes font foi pour son interprétation. Le protocole sera ratifié le plus tôt possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui doit avoir lieu à Kaunas.

En foi de quoi les susdits plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires à Moscou, le 6 mai 1931.

(L. S.) Jurgis BALTRUŠAITIS.

(L. S.) M. LITVINOV.

Article 2.

The present Protocol is drawn up in the Lithuanian and Russian languages. For its interpretation both texts shall be deemed authentic. The Protocol shall be ratified as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Kaunas.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and thereto affixed their seals.

Done at Moscow, in duplicate, May 6, 1931.

Jurgis BALTRUŠAITIS.
LITVINOV.

N° 2860.

ALLEMAGNE ET LITHUANIE

Echange de notes comportant un accord relatif à la réglementation provisoire de l'assistance judiciaire en matière pénale. Berlin, le 19 mars 1931.

GERMANY AND LITHUANIA

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Regulation of Judicial Assistance in Criminal Matters. Berlin, March 19, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 2860. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER LITAUISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ZUR VORLÄUFIGEN REGELUNG DES RECHTSHILFE-VERKEHRS IN STRAFSACHEN. BERLIN, AM 19. MÄRZ 1931.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 décembre 1931.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place December 5, 1931.

I.

LITAUISCHE GESANDTSCHAFT
IM DEUTSCHEN REICH.

VERBALNOTE.

Die Litauische Gesandtschaft beehrt sich im Auftrage ihrer Regierung, unter Bezugnahme auf die Verbalnote vom 18. Juli 1930 und Verbalnote vom 6. März 1931 festzustellen, dass zwischen der Litauischen Regierung und der Deutschen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Die Litauische Regierung und die Deutsche Regierung verpflichten sich, im Rechtshilfeverkehr in Strafsachen :

1. Gegenseitigkeit in dem Sinne zu gewährleisten, dass die Stellung eines Ersuchens um Auslieferung, Durchlieferung, Herausgabe von Gegenständen oder sonstige Rechtshilfe in Strafsachen ohne weiteres die Zusicherung einschliesst, im umgekehrten Fall auf Ersuchen des anderen Teils die begehrte Rechtshilfe zu leisten ;

2. einen Ausgelieferten oder Durchgelieferten ohne Zustimmung des ersuchten Teils weder wegen einer vor der Auslieferung oder Durchlieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung oder Durchlieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung zu ziehen, zu bestrafen oder an einen dritten Staat weiterzuliefern, noch aus einem anderen vor der Auslieferung oder Durchlieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass er das Gebiet der ersuchenden Regierung innerhalb eines Monats nach dem Tage seiner Freilassung nicht verlässt oder dass er, nachdem er es verlassen hat, zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird ;

3. die Rechte dritter Personen an den von der ersuchten Regierung herausgegebenen Gegenständen unberührt zu lassen und im Fall eines bei der Übergabe gemachten Vorbehalts die herausgegebenen Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückzugeben.

4. Personen, die unter Mitwirkung der ersuchten Regierung als Zeugen oder Sachverständige vor die Behörden der ersuchenden Regierung gestellt oder zum Erscheinen von diesen Behörden geladen sind, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit weder wegen Täterschaft, Teilnahme, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Untersuchung bildenden oder einer anderen vor der Ausreise aus dem Gebiet der

¹ Entré en vigueur le 19 mars 1931.

¹ Came into force March 19, 1931.

ersuchten Regierung begangenen Straftat zu verfolgen oder zu bestrafen, noch aus einem sonstigen vorher eingetretenen Rechtsgrund in ihrer persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass diese Personen innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen werden und die Ausreise möglich ist, das Gebiet der ersuchenden Regierung nicht verlassen ;

5. auf Ersatz der bei den Behörden der ersuchten Regierung entstehenden Kosten, mit Ausnahme der Kosten der Durchlieferung sowie der Gebühren und Auslagen für Sachverständige, zu verzichten.

BERLIN, den 19. März 1931.

(Stempel)

II.

AUSWÄRTIGES AMT.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, mit Beziehung auf den vorangegangenen Schriftwechsel festzustellen, dass zwischen der Deutschen und der Litauischen Regierung Einverständnis über folgendes besteht :

Die Deutsche Regierung und die Litauische Regierung verpflichten sich im Rechtshilfeverkehr in Strafsachen :

1. Gegenseitigkeit in dem Sinne zu gewährleisten, dass die Stellung eines Ersuchens um Auslieferung, Herausgabe von Gegenständen oder sonstige Rechtshilfe in Strafsachen ohne weiteres die Zusicherung einschliesst, im umgekehrten Fall auf Ersuchen des anderen Teils die begehrte Rechtshilfe zu leisten ;

2. einen Ausgelieferten oder Durchgelieferten ohne Zustimmung des ersuchten Teils weder wegen einer vor der Auslieferung oder Durchlieferung begangenen Tat, für welche die Auslieferung oder Durchlieferung nicht bewilligt ist, zur Untersuchung zu ziehen, zu bestrafen oder an einen dritten Staat weiterzuliefern, noch aus einem anderen vor der Auslieferung oder Durchlieferung eingetretenen Rechtsgrund in seiner persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass er das Gebiet der ersuchenden Regierung innerhalb eines Monats nach dem Tage seiner Freilassung nicht verlässt oder dass er, nachdem er es verlassen hat, zurückkehrt oder von einer dritten Regierung von neuem ausgeliefert wird ;

3. die Rechte dritter Personen an den von der ersuchten Regierung herausgegebenen Gegenständen unberührt zu lassen und im Fall eines bei der Übergabe gemachten Vorbehalts die herausgegebenen Gegenstände auf Verlangen unverzüglich zurückzugeben.

4. Personen, die unter Mitwirkung der ersuchten Regierung als Zeugen oder Sachverständige vor die Behörden der ersuchenden Regierung gestellt oder zum Erscheinen von diesen Behörden geladen sind, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit weder wegen Täterschaft, Teilnahme, Hehlerei oder Begünstigung bei der den Gegenstand der Untersuchung bildenden oder einer anderen vor der Ausreise aus dem Gebiet der ersuchten Regierung begangenen Straftat zu verfolgen oder zu bestrafen, noch aus einem sonstigen vorher eingetretenen Rechtsgrund in ihrer persönlichen Freiheit zu beschränken, es sei denn, dass diese Personen innerhalb einer Woche nach dem Tage, an dem sie entlassen werden und die Ausreise möglich ist, das Gebiet der ersuchenden Regierung nicht verlassen ;

5. auf Ersatz der bei den Behörden der ersuchten Regierung entstehenden Kosten, mit Ausnahme der Kosten der Durchlieferung sowie der Gebühren und Auslagen für Sachverständige, zu verzichten.

BERLIN, den 19. März 1931.

An
die Litauische Gesandtschaft.

¹ TRADUCTION.

N° 2860. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET LITHUANIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉGLEMENTATION PROVISOIRE DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. BERLIN, LE 19 MARS 1931.

I.

LÉGATION DE LITHUANIE
DANS LE REICH ALLEMAND.

NOTE VERBALE

D'ordre de son gouvernement, la Légation de Lithuanie, se référant à la note verbale du 18 juillet 1930 et à la note verbale du 6 mars 1931, a l'honneur de constater que le Gouvernement lithuanien et le Gouvernement allemand sont d'accord sur les points suivants :

En ce qui concerne l'aide judiciaire en matière pénale, le Gouvernement lithuanien et le Gouvernement allemand s'engagent :

1° A s'assurer la réciprocité en ce sens qu'une requête en vue de l'extradition directe, de l'extradition en transit, de la remise d'objets ou de tout autre acte d'aide judiciaire en matière pénale comporte *ipso facto* l'assurance que, dans le cas inverse, il sera donné une suite favorable aux demandes d'aide judiciaire de l'autre partie ;

2° A ne pas poursuivre, punir ou livrer à un Etat tiers, sans le consentement de la Partie requise, pour un acte commis

¹ TRADUCTION.

No. 2860. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND LITHUANIAN GOVERNMENTS . CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL REGULATION OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. BERLIN, MARCH 19, 1931.

I.

LITHUANIAN LEGATION
IN THE GERMAN REICH.

NOTE VERBALE.

With reference to the Notes Verbales of July 18, 1930 and March 6, 1931, the Lithuanian Legation, as instructed by its Government, has the honour to note that the Lithuanian and German Governments have agreed upon the following points :

As regards judicial co-operation in criminal matters, the Lithuanian Government and the German Government undertake :

(1) To accord each other reciprocity in the sense that a requisition for direct extradition, extradition in transit, the delivering up of articles or any other act of judicial cooperation in criminal matters shall *ipso facto* constitute an assurance that, in the reverse circumstances, a requisition for judicial cooperation by the other Party will be favourably received.

(2) Not to proceed against the person who is the subject of the said direct extradition or extradition in transit, nor to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

avant l'extradition directe ou l'extradition en transit et pour lequel celle-ci n'a pas été accordée, l'individu qui fait l'objet de ladite extradition directe ou en transit, et à ne pas restreindre sa liberté personnelle pour un motif juridique antérieur à l'extradition directe ou en transit, à moins que ledit individu ne quitte pas le territoire du Gouvernement requérant dans le délai d'un mois à dater du jour de sa mise en liberté ou que, après l'avoir quitté, il n'y retourne ou ne soit extradé à nouveau par un gouvernement tiers ;

3° A respecter les droits des tiers sur les objets livrés par le gouvernement requis ou, si une réserve a été formulée au moment de la livraison, à restituer immédiatement, sur demande, les objets livrés ;

4° A s'abstenir de poursuivre ou de punir, en raison d'actes qu'elles ont commis comme auteurs, co-auteurs, receleurs ou complices à l'occasion du délit formant l'objet de l'instruction ou d'un autre délit commis avant qu'elles aient quitté le territoire du gouvernement requis, les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui, par l'intervention du gouvernement requis, ont été envoyées comme témoins ou experts devant les autorités du gouvernement requérant ou ont été citées par ces autorités, et à ne pas restreindre la liberté personnelle desdites personnes pour un autre motif juridique antérieur, à moins que ces personnes ne quittent pas le territoire du gouvernement requérant dans le délai d'une semaine à partir de la date à laquelle elles ont été renvoyées ou à laquelle leur départ aura été possible ;

5° A renoncer à exiger le remboursement des frais occasionnés aux autorités du gouvernement requis, à l'exception des frais de l'extradition en transit, ainsi que des indemnités et débours pour les experts.

punish him nor surrender him to a third State, without the consent of the Party to whom the requisition is addressed, for an act committed before the direct extradition or extradition in transit not being the act for which extradition was granted, and not to restrict his personal liberty on *legal grounds* existing prior to the direct extradition or extradition in transit, unless the said person has failed to leave the territory of the applicant State within one month from the time at which he was set at liberty, or unless, having quitted the territory, he returns thither or is once more extradited by a third Government.

(3) To respect the rights of third parties as regards articles handed over by the Government granting extradition, or, if a stipulation to that effect was made at the time of handing over, to return them immediately on request.

(4) To abstain from prosecuting or punishing, for acts which they have committed as principals, associates, accessories or confederates in connection with the crime forming the subject of the enquiry or any other crime committed before leaving the territory of the State receiving the request for extradition, persons of any nationality whatsoever who, through the intervention of the Government receiving the requisition for the extradition, have been sent before the authorities of the applicant Government as witnesses or experts or have been summoned by those authorities, and from restricting the personal liberty of the said persons on any other legal ground existing previously, unless such persons fail to leave the territory of the applicant Government within one week from the date on which they were released or on which their departure became possible.

(5) To waive all demand for the repayment of expenses occasioned to the authorities of the Government receiving the requisition for extradition other than the expenses of extradition in transit and fees and disbursements for experts.

BERLIN, le 19 mars 1931.

(Cachet)

BERLIN, March 19, 1931.

(Seal)

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères, se référant à la correspondante antérieure, a l'honneur de constater que le Gouvernement allemand et le Gouvernement lithuanien sont d'accord sur les points suivants :

En ce qui concerne l'aide judiciaire en matière pénale, le Gouvernement allemand et le Gouvernement lithuanien s'engagent :

1° A s'assurer la réciprocité en ce sens qu'une requête en vue de l'extradition, de la remise d'objets ou de tout autre acte d'aide judiciaire en matière pénale comporte *ipso facto* l'assurance que, dans le cas inverse, il sera donné une suite favorable aux demandes d'aide judiciaire de l'autre Partie ;

2° A ne pas poursuivre, punir ou livrer à un Etat tiers, sans le consentement de la partie requise, pour un acte commis avant l'extradition directe ou l'extradition en transit et pour lequel celle-ci n'a pas été accordée, l'individu qui fait l'objet de ladite extradition directe ou en transit, et à ne pas restreindre sa liberté personnelle pour un motif juridique antérieur à l'extradition directe ou en transit, à moins que ledit individu ne quitte pas le territoire du gouvernement requérant dans le délai d'un mois à dater du jour de sa mise en liberté ou que, après l'avoir quitté, il n'y retourne ou ne soit extradé à nouveau par un gouvernement tiers ;

3° A respecter les droits des tiers sur les objets livrés par le gouvernement requis ou, si une réserve a été formulée au moment de la livraison, à restituer immédiatement, sur demande, les objets livrés ;

4° A s'abstenir de poursuivre ou de punir, en raison d'actes qu'elles ont commis comme auteurs, co-auteurs, receleurs ou

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NOTE VERBALE.

With reference to its previous correspondence, the Ministry for Foreign Affairs has the honour to declare that the German Government and the Lithuanian Government have agreed upon the following points :

As regards judicial co-operation in criminal matters, the German Government and the Lithuanian Government undertake :

(1) To accord each other reciprocity in the sense that a requisition for direct extradition, extradition in transit, the delivering up of articles or any other act of judicial co-operation in criminal matters shall *ipso facto* constitute an assurance that, in the reverse circumstances, a requisition for judicial cooperation by the other Party will be favourably received.

(2) Not to proceed against the person who is the subject of the said direct extradition or extradition in transit, nor to punish him nor surrender him to a third State, without the consent of the Party to whom the requisition is addressed, for an act committed before the direct extradition or extradition in transit not being the act for which extradition was granted, and not to restrict his personal liberty on legal grounds existing prior to the direct extradition or extradition in transit, unless the said person has failed to leave the territory of the applicant State within one month from the time at which he was set at liberty, or unless, having quitted the territory he returns thither or is once more extradited by a third Government.

(3) To respect the rights of third parties as regards articles handed over by the Government granting extradition, or, if a stipulation to that effect was made at the time of handing over, to return them immediately on request.

(4) To abstain from prosecuting or punishing, for acts which they have committed as principals, associates, acces-

complices à l'occasion du délit formant l'objet de l'instruction ou d'un autre délit commis avant qu'elles aient quitté le territoire du gouvernement requis, les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui, par l'intervention du gouvernement requis, ont été envoyées comme témoins ou experts devant les autorités du gouvernement requérant, ou ont été citées par ces autorités, et à ne pas restreindre la liberté personnelle desdites personnes pour un autre motif juridique antérieur, à moins que ces personnes ne quittent pas le territoire du gouvernement requérant dans le délai d'une semaine à partir de la date à laquelle elles ont été renvoyées ou à laquelle leur départ aura été possible :

5° A renoncer à exiger le remboursement des frais occasionnés aux autorités du gouvernement requis, à l'exception des frais de l'extradition en transit, ainsi que des indemnités et débours pour les experts.

BERLIN, *le 19 mars* 1931.

A
la Légation de Lithuanie.

sories or confederates in connection with the crime forming the subject of the enquiry or any other crime committed before leaving the territory of the State receiving the request for extradition, persons of any nationality whatsoever who, through the intervention of the Government receiving the requisition for the extradition, have been sent before the authorities of the applicant Government as witnesses or experts or have been summoned by those authorities, and from restricting the personal liberty of the said persons on any other legal ground existing previously, unless such persons fail to leave the territory of the applicant Government within one week from the date on which they were released or on which their departure became possible.

(5) To waive all demand for the repayment of expenses occasioned to the authorities of the Government receiving the requisition for extradition, other than the expenses of extradition in transit and fees and disbursements for experts.

BERLIN, *March 19,* 1931.

To
The Lithuanian Legation.

N° 2861.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
ET YUGOSLAVIE**

Convention additionnelle au Traité
de commerce et de navigation du
14 novembre 1928, avec annexes.
Signées à Praha, le 30 mars 1931.

**CZECHOSLOVAKIA
AND YUGOSLAVIA**

Additional Convention to the Treaty
of Commerce and Navigation of
November 14, 1928, with Annexes.
Signed at Prague, March, 30, 1931.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

Nº 2861. — DODATKOVÁ ÚMLUVA¹, MEZI REPUBLIKOU ČESKO-SLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM JIHOSLAVIÍ K OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ SMLOUVĚ ZE DNE 14. LISTOPADU 1928. PODEPSANA V PRAZE DNE 30. BREZNA 1931.

Textes officiels tchécoslovaque et serbo-croate, communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 décembre 1931.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a JEHO VELIČENSTVO KRÁL JIHOSLAVIE, jsouce prodechnuti vůlí v co největší míře prohloubiti vzájemne obchodní styky a hospodářskou spolupráci mezi oběma státy, jak jí dali výraz sjednáním obchodní a plavební smlouvy ze dne 14. listopadu 1928, rozhodli se proto doplniti a změnití řečenou smlouvu dodatkovou úmluvou a jmenovali k tomu cíli svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Edvarda BENEŠE, ministra zahraničních věcí ;

JEHO VELIČENSTVO KRÁL JIHOSLAVIE :

pana Juraje DEMETROVIČE, ministra obchodu a průmyslu ;

kteří, vyměnivše si své plné moci, jež shledali v dobré a náležité formě, dohodli se na tomto:

Článek 1.

Československá cla na jihoslovanské zboží, přírodní produkty nebo výrobky, uvedené v příloze A této dodatkové úmluvy a jihoslovanská cla na československé zboží, přírodní produkty nebo výrobky, uvedené v příloze B, nesmějí překročiti sazby vyznačené v těchto přílohách.

Článek 2.

Aby upravily dovoz a průvoz zvířat a zvířecích výrobků, sjednaly smluvní strany zvláštní dohodu, která bude tvořiti podstatnou část dodatkové úmluvy (příloha C).

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 16 novembre 1931.
Entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1931.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERB-CROAT TEXT.

N^o 2861. — DOPUNSKI SPORAZUM¹, IZMEDJU REPUBLIKE ČEHO-SLOVAČKE I KRALJEVINE JUGOSLAVIJE UZ UGOVOR O TRGOVINI I PLOVIDBI OD 14. NOVEMBRA 1928 GOD. PRAGU 30. MARTA 1931 GOD.

Czechoslovak and Serb-Croat official texts, communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 14, 1931.

PRETSEDNIK REPUBLIKE ČEHOSLOVAČKE i NJEGOVO VELIČANSTVO KRALJ JUGOSLAVIJE zadahnuti željom da u što većoj meri razviju međusobne trgovinske veze i privrednu saradnju izmedju svojih zemalja, kojoj su dali izraza zaključenjem ugovora o trgovini i plovidbi od 14. novembra 1928 god., odlučili su, da u tu svrhu upotpune i izmene pomenuti ugovor dopunskim sporazumom i imenovali su u tom cilju za svoje punomoćnike :

PRETSEDNIK REPUBLIKE ČEHOSLOVAČKE :

gospodina Dra Edvarda BENEŠA, ministra inostranih dela ;

NJEGOVO VELIČANSTVO KRALJ JUGOSLAVIJE :

gospodina Juraja DEMETROVIĆA, ministra trgovine i industrije ;

koji su, pošto su izmenjali svoja punomoćja, i našli da su ista u dobrom i propisnom obliku, ugovorili sledeće :

Član 1.

Carine u Čehoslovačkoj Republici na jugoslovensku robu, prirodne proizvode i izradjevine, navedene u prilogu A ovog dopunskog sporazuma i carine u Kraljevini Jugoslaviji na čehoslovačku robu, prirodne proizvode i izradjevine, navedene u prilogu B, neće moći premašiti stope označene u pomenutim prilogima.

Član 2.

U cilju regulisanja uvoza i provoza stoke i stočnih proizvoda, ugovorne strane su zaključile o tome naročiti sporazum, koji će sačinjavati sastavni deo dopunskog sporazuma (prilog C).

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, November 16, 1931.
Came into force December 1, 1931.

Článek 3.

Ustanovení prvního odstavce článku 3^o. obchodní a plavební smlouvy ze dne 14. listopadu 1928¹ se nahrazuje tímto zněním:

Tato smlouva bude ratifikována a ratifikace budou vyměněny v Bělehradě co nejdříve. Nabude působnosti patnáctého dne po výměně ratifikačních listin a zůstane v účinnosti šest měsíců po dané výpovědi.

Článek 4.

Tato dodatková úmluva bude, pokud možno nejdříve, ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny v Bělehradě.

Vstoupí v platnost patnáctého dne po výměně ratifikací.

Pokud jde o dobu jejího trvání a výpovědní lhůtu, platí ustanovení obchodní a plavební smlouvy pozměněné článkem 3. této dodatkové úmluvy.

Čemuž na svědomí plnomocníci obou stran tuto dodatkovou úmluvu podepsali a přitiskli na ni své pečeti.

Dáno v Praze, dne 30. března 1931.

Za republiku Československou :

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ v. r.

Za království Jihoslavií :

(L. S.) Juraj DEMETROVIČ v. r.

PŘÍLOHA A.

CLA PŘI DOVOZU NA ÚZEMÍ REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ.

Číslo českoslo- venského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
ex 35	Vinné hrozny, čerstvé ; vinný rmut : stolní hrozny, v balení o hrubé váze nejvýše 11.5 kg, v době od 1. srpna do 15. prosince	120.—
ex 36	Vlašské ořechy a lískové oříšky, zralé : vlašské ořechy : neloupané loupané	90.— 140.—
ex 37	Ovoce výslovně nejmenované, čerstvé : ex b) ostatní nebalené nebo prostě v pytlích nasypané : ex 1. jablka, hrušky a kdoule, nebalené (alla rinfusa) : kdoule ex 3. švestky a ostatní ovoce, nejmenované pod 1. a 2. : švestky	beze cla 8.— z hrubé váhy
	ex c) ostatní ovoce jinak balené : jablka, v bednách a sudech, o hrubé váze větší než 50 kg, od 15. července do konce února	25.— z hrubé váhy
	švestky, v bednách a koších, o hrubé váze nejvýše 20 kg, od 15. srpna do 31. října	15.— z hrubé váhy

¹ Vol. XCVII, page 9, de ce recueil.

Član 3.

Odredbe prve alineje čl. 30 ugovora o trgovini i plovidbi od 14. novembra 1928¹ god. zamenju se sledećim :

Ovaj će ugovor biti ratifikovan i ratifikacije će se izmeniti što je moguće pre u Beogradu. On će stupiti na snagu petnaestog dana po izmeni ratifikacija i ostaće na snazi šest meseci računajući od dana otkaza.

Član 4.

Ovaj će dopunski sporazum biti što je moguće pre ratifikovan, a ratifikacije će biti izmenjene u Beogradu.

Stupiće na snagu petnaestog dana po izmeni ratifikacija.

Što se tiče njegovog trajanja i otkaznog roka, važiće odredbe ugovora o trgovini i plovidbi izmenjenog članom 3 ovoga dopunskog sporazuma.

U potvrdu ovoga obostrani punomoćnici potpisali su ovaj dopunski sporazum i stavili svoje pečate.

U Pragu, 30. marta 1931. god.

Za Kraljevinu Jugoslaviju :

(L. S.) Juraj DEMETROVIĆ s. r.

Za Republiku Čehoslovačku :

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ s. r.

PRILOG A.

CARINE PRI UVOZU NA TERITORIJU REPUBLIKE ČEHOSLOVAČKE.

Broj čehoslovačke carinske tarife	Naimenovanje robe	Carinska stopa Kč
		od 100 kgr.
iz 35	Groždje, sveže ; groždjani kljuk :	
	stolno groždje u zavojima do 11.5 kgr. zaključno ukupne težine, u vremenu od 1 avgusta do 15 decembra	120.—
iz 36	Orasi i lešnici, zreli :	
	orasi :	
	neoljušteni	90.—
	oljušteni	140.—
iz 37	Voće, naročito nepomenuto, sveže :	
	iz b) ostalo nezavijeno ili samo u džakovima :	
	iz 1. jabuke, kruške i dunje, nezavijene (ala rinfuza) :	
	dunje	slobodno
	iz 3. šljive i ostalo voće nepomenuto pod 1. i 2. :	
	šljive	8.—
		od bruto težine
	iz c) ostalo voće u drugim zavojima :	
	jabuke u buradima i sanducima u ukupnoj težini preko 50 kgr. od 15 jula do kraja februara	25.—
		od bruto težine
	šljive u sanducima i korpama u ukupnoj težini do najviše 20 kgr. od 15 avgusta do 31 oktobra	15.—
		od bruto težine

¹ Vol. XCVII, page 9, of this Series.

Číslo českoslo- venského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
38	Švestky sušené :	
	a) v sudech, bednách, pytlích nebo v podobných obalech o hrubé váze větší než 30 kg nebo nebalené :	
	1. v sudech, bednách, pytlích nebo v podobných obalech o hrubé váze :	
	α) větší než 30 kg až 50 kg	48.—
	β) větší než 50 kg	beze cla
	2. nebalené	beze cla
	b) jinak balené	48.—
ex 39	Ovoce výslovně nejmenované, upravené (sušené, stlačené, rozkrájené, na prach rozmělněné nebo jinak rozdrobené ; naložené ve slané vodě nebo v octě, v sudech ; švestková povidla bez přísady cukru) : švestková povidla bez přísady cukru	100.—
	jablka a hrušky, obojí sušené a neloupané, buď celé nebo rozkrájené	beze cla
ex 43	Zelenina výslovně nejmenovaná a jiné rostliny pro kuchyňskou potřebu, čerstvé :	
	ex a) jemná zelenina stolní :	
	fazole zelené, též v luskách, od 1. června do 31. srpna	35.—
	hrách zelený, též v luskách, od 15. května do 15. června	35.—
	jablka rajská od 1. července do 30. září	50.—
	melouny vodní	beze cla
59	Chmel	700.—
		z hrubé váhy
ex 62	Rostliny výslovně nejmenované a jejich části :	
	a) čerstvé	beze cla
	ex b) sušené neb upravené (na prach umleté nebo jinak rozmělněné nebo barvené) :	
	sušené neb upravené (na prach umleté nebo jinak rozmělněné nebo barvené), mimo dřevěnou moučku	20.—
		za 100 kg
63	Voli	živé váhy
64	Býci	160.—
65	Krávy	160.—
66	Mladý hovězí dobytek	140.—
67	Telata	130.—
		130.—
	<i>Poznámka k saz. čís. 63 až 67.</i>	
	Klesne-li průměrná cena 1 kg živé váhy dobytka saz. čís. 63 (voli), vypočtená za kalendářní měsíc podle záznamů Dobytčí a masné pokladny v Praze, o 16 % oproti průměrné ceně 1 kg živé váhy téhož dobytka, vypočtené za kalendářní měsíce březen a duben 1930 podle záznamů téže pokladny v Praze (srovnávací základna), budou platiti shora uvedené smluvní sazby zvýšené u saz. čís. 63 a 64 (voli a býci) o Kč 44.—, u saz. čís. 65 (krávy) o Kč 38.— a u saz. čís. 66 a 67 (mladý hovězí dobytek a telata) o Kč 37.—.	
	Toto zvýšení pozbude účinnosti, bude-li průměrná cena, vypočtená tímž způsobem, oproti srovnávací základně nižší o méně než o 8 % srovnávací základny.	
ex 70	Vepřový dobytek :	
	b) těžší než 120 kg	80.—

Broj čehoslovačke carinske tarife	Naimenovanje robe	Carinska stopa Kč
38	Šljive sušene :	od 100 kgr.
	a) u buradima sanducima džakovima ili sličnim zavojima u ukupnoj težini preko 30 kgr. ili nezavijene :	
	1. u buradima sanducima džakovima ili sličnim zavojima u ukupnoj težini :	
	α) preko 30 kgr. do 50 kgr.	48.—
	β) preko 50 kgr.	slobodno
	2. nezavijene	slobodno
	b) drukčije zavijene	48.—
iz 39	Voće, naročito nepomenuto, pripremljeno (sušeno, izgnječeno, iseckano, u prahu ili inače usitnjeno ; u slanoj vodi ili u sirčetu, u buradima ; pekmez od šljiva bez dodatka šećera) :	
	pekmez od šljiva bez dodatka šećera	100.—
	jabuke i kruške, oboje sušeno i neoljušteno, ili u celim komadima ili isečeno	slobodno
iz 43	Povrće naročito nepomenuto, i ostalo rastinje za kuhinjsku upotrebu, sveže :	
	iz a) fino stolno povrće :	
	zeleni pasulj, pa i u mahunama, od 1 juna do 31 avgusta	35.—
	zeleni grašak, pa i u mahunama, od 15 maja do 15 juna	35.—
	patlidžan od 1 jula do 30 septembra	50.—
	lubenice	slobodno
59	Hmelj	700.—
iz 62	Bilje naročito nepomenuto i njihovi delovi :	od bruto težine
	a) sveže	slobodno
	iz b) sušeno ili inače pripremljeno (u prah mleveno ili inače usitnjeno, ili obojeno) :	
	sušeno ili inače pripremljeno (u prah mleveno ili inače usitnjeno, ili obojeno), izuzev brašno od drveta	20.—
		od 100 kgr. žive mere
63	Volovi	160.—
64	Bikovi	160.—
65	Krave	140.—
66	Junad	130.—
67	Telad	130.—
	<i>Primedba uz tar. br. 63 do 67.</i>	
	Ako prosečna cena 1 kgr. žive mere stoke tar. br. 63 (volovi) za kalendarski mesec izračunata prema cenama koje je zabeležila stočna i mesna blagajna u Pragu (Dobytčí a masná pokladna v Praze), bude za 16 % manja u odnosu na prosečnu cenu za 1 kgr. žive mere iste stoke izračunatu za mesece mart i april 1930 a prema cenama koje je zabeležila ista blagajna u Pragu (osnova za upoređjivanje), važiće gore navedene ugovorne carine povećane kod tar. br. 63 i 64 (volovi i bikovi) za 44.— Kč, kod tar. br. 65 (krave) za 38.— Kč i kod tar. br. 66 i 67 (junad i telad) za 37.— Kč.	
	Ova povećanja prestaju važiti kad prosečna cena, izračunata na isti način bude, u odnosu na osnovu za upoređjivanje, ispod 8 % te osnove.	
iz 70	Svinje :	
	b) u težini preko 120 kgr.	80.—

Číslo českoslo- venského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
	<i>Poznámka.</i> Bude-li průměrná cena 1 kg živé váhy vepřového dobytka, vypočtená za kalendářní měsíc podle záznamů Dobyčelí a masné pokladny v Praze, nižší než Kč 10.60, bude shora uvedená smluvní sazba zvýšena 1) u vepřového dobytka těžšího než 120 kg až 130 kg o Kč 40.— za 100 kg živé váhy, 2) u vepřového dobytka těžšího než 130 kg o Kč 20.— za 100 kg živé váhy. Tyto celní přírážky se zruší, jakmile průměrná cena 1 kg živé váhy za kalendářní měsíc, vypočtená tímž způsobem, dosáhne nejméně Kč 10.60. Klesne-li průměrná cena 1 kg živé váhy za kalendářní měsíc, vypočtená tímž způsobem, pod Kč 9.80, bude shora uvedená smluvní sazba zvýšena 1) u vepřového dobytka těžšího než 120 kg až 130 kg o Kč 60.— za 100 kg živé váhy, 2) u vepřového dobytka těžšího než 130 kg o Kč 30.— za 100 kg živé váhy. Tyto celní přírážky se sníží na výši uvedenou v předcházejícím odstavci, jakmile průměrná cena 1 kg živé váhy za kalendářní měsíc, vypočtená tímž způsobem, dosáhne nejméně Kč 9.80.	za 100 kg
ex 71	Koně : ex b) do dvou let :	za kus 550.—
73	Veškerá drůbež (mimo zvěř pernatou) : a) živá :	za 100 kg 33.60 56.—
	husy a kachny ostatní	
	b) mrtvá, též vykuchaná, oškubaná nebo bez končetin : husy a kachny ostatní	131.25 125.—
ex 75	Ryby, raci sladkovodní, pozemní hlemýždi, scampi, vše čerstvé : a) ryby mořské ex b) ostatní :	beze cla 110.—
ex 86	ryby sladkovodní Měchýře a střeva, čerstvé, solené nebo sušené ; blány zlatotepecké ; střevové provazy :	
ex 108	měchýře a střeva, čerstvé, solené nebo sušené ; střevové provazy Lihové tekutiny pálené : ex b) likéry, punšové tresti a jiné lihové tekutiny pálené, s přísadou cukru nebo jiných látek, francovka : Maraschino z Přímořské banoviny, v původních lahvích, provázené osvědčením původu ex d) jiné lihové tekutiny pálené : slivovice a komovice, s obsahem alkoholu nejvýše 45 objemových procent, je-li zásilka doprovázena osvědčením státní laboratoře k tomu oprávněné, udávajícím počet objemových procent alkoholu, a mimo to u slivovice, že jde o destilát ze švestek, u komovice, že jde o komovici : v sudech v lahvích	18.— 1,500.— 1,640.— 1,000.—
ex 109	Víno, ovocné víno, vinný a ovocný mošt, šťávy z plodů, ovoce a bobulí, nezahuštěné ; medovina : ex a) v sudech : vína z banovin Dunajské, Přímořské, Drávské, Sávské, Moravské, Drinské, Zetské a Vardarské a přicházející z Jugoslaviie, jsou-li doprovázena osvědčením původu vydaným jugoslávským úřadem k tomu oprávněným	210.—

Broj čehoslovačke carinske tarife	Naimenovanje robe	Carinska stopa Kč
	<i>Primedba.</i> Ako prosečna cena 1 kgr. žive mere svinja za kalendarski mesec izračunata prema cenama koje je zabeležila stočna i mesna blagajna u Pragu (Dobytčí a masná pokladna v Praze) bude manja od 10.60 Kč, gore navedena ugovorna carina povećaće se i to : 1) kod svinja u težini preko 120 do 130 kgr. za 40.— Kč na 100 kgr. žive mere ; i 2) kod svinja u težini preko 130 kgr. za 20.— Kč na 100 kgr. žive mere. Ovi carinski dodatci ukinuće se čim prosečna cena 1 kgr. žive mere, za kalendarski mesec izračunata na isti način, bude dostigla najmanje 10.60 Kč. Ako prosečna cena 1 kgr. žive mere za kalendarski mesec izračunata na isti način, bude manja od 9.80 Kč gore navedena ugovorna carina povećaće se i to : 1) kod svinja u težini preko 120 do 130 kgr. za 60.— Kč na 100 kgr. žive mere ; i 2) kod svinja u težini preko 130 kgr. za 30.— Kč na 100 kgr. žive mere. Ovi carinski dodatci smanjiće se na visinu navedenu u prethodnoj alineji čim prosečna cena 1 kgr. žive mere za kalendarski mesec izračunata na isti način, bude dostigla najmanje 9.80 Kč.	od 100 kgr.
iz 71	Konji :	
	iz b) stari do 2 godine :	po komadu
	hladnokrvni noriške rase	550.—
73	Pernata živina svake vrste (izuzev pernate divljači) :	
	a) živa :	od 100 kgr.
	guske i patke	33.60
	ostala	56.—
	b) zaklana, pa i očišćena, odrana ili bez ekstremiteta :	
	guske i patke	131.25
	ostala	125.—
iz 75	Ribe, rakovi iz slatkih voda, suhozemni puževi, skampi, sve sveže :	
	a) riba morska	slobodno
	iz b) ostalo :	
	riba iz slatkih voda	110.—
iz 86	Beške i creva, sveža, soljena ili osušena ; zlatarski mehuri ; užeta od creva :	
	beške i creva, sveža, soljena ili osušena, užeta od creva	18.
iz 108	Jaka alkoholna pića :	
	iz b) likeri, ekstrakti za punš i druga jaka alkoholna pića sa dodatkom šećera i drugih materija, francovka :	
	Maraskino iz Primorske banovine, u originalnim flašama, uz uverenje o poreklu	1,500.—
	iz d) ostala jaka alkoholna pića :	
	šljivovica i komovica koje sadrže najviše 45 procenata alkohola po zapremini, uz uverenje za to ovlašćene državne laboratorije, u kome se naznačuje procenat alkohola, kao i da je šljivovica dobijena destilacijom šljiva, a za komovicu da je zaista komovica :	
	u buradima	1,640.—
	u flašama	1,000.—
iz 109	Vino, vino od voća, šira od vina i voća, sokovi plodova, voća i jagoda, nezgusnuto ; medovina :	
	iz a) u buradima :	
	vina iz banovina : Dunavske, Primorske, Dravske, Savske, Moravske, Drinske, Zetske i Vardarske dolazeća iz Jugoslavije, uz uverenje o poreklu izdato od jugoslovenskog nadležstva za tu svrhu ovlašćenog	210.—

Číslo českoslo- venského celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
	ex b) v lahvích : vína z banovin Dunajské, Přímořské, Drávské, Sávské, Moravské, Drinské, Zetské a Vardarské a přicházející z Jihoslaviie, jsou-li doprovázena osvědčením původu vydaným jihoslovanským úřadem k tomu oprávněným	420.—
ex 118	Masité droby : salám t. zv. petrinjský	850.—
ex 119	Sýry : ex a) jemné stolní : trapistský	294.—
	ex b) ostatní : bohinjský, somborský a kaškavalj	210.—
ex 121	Ryby výslovně nejmenované, nasolené, uzené, sušené : ex a) nasolené : ryby mimo tresku, nasolené	beze cla
	ex b) ostatní : ryby mimo tresku, sušené	beze cla
ex 131	Poživatiny v krabicích, lahvích a podobných nádobách neprodyšně uzavřené (mimo poživatiny jmenované pod čís. 114, 126 a 127) : sardinky v oleji	360.—
	sardelová očka v oleji, s kapary	360.—
	sardelové řízky v oleji nebo slané vodě, v plechových krabicích o váze přes 5 kg, dovážené na zvláštní povolení továrnami na rybí konzervy k dalšímu zpracování pod dozorem	180.—
ex 162	Orseille, persio ; indigo ; košenila (červec nopálový) ; výtažek ze dřeva kaštanového ; výtažek ze dřeva kvebrachového ; výslovně nejmenované výtažky tříslové : výtažek ze dřeva dubového nebo ze dřeva kaštanového, bez přísad výtažek škumpi nový	beze cla 8.—
	<i>Poznámka k saz. čís. 298, 299 a 300.</i>	
	Oznámení, plakáty a brožury, doporučující návštěvu jihoslovanských turistických míst, lázní nebo propagující cizinecký ruch v Jihos- lavii vůbec, projednávají se bez ohledu na rozsah anoncní části beze cla podle saz. čís. 647.	
	Československá vláda si vyhrazuje přiznati zmíněnou výhodu jiným tarifním řešením.	
ex 329	Kůže hovězí a koňská, vydělaná jinak než na způsob podešvic, též úplně upravená, avšak nelakovaná : ex a) barvy přírodní nebo černá : hlazenice černá, dovážená přes celní úřady stanovené vzájemnou dohodou smluvních stran	700.—
ex 428	Surové železo ; železo a ocel, staré přelámané nebo v odpadcích k tavení a sváření : ex c) ferromangan, ferrosilicium (50 až 90 % silicia), ferrochrom, ferronikl, ferrowolfram, ferromolybden, ferrovanadium, ferro- aluminium : ferrosilicium (30 až 95 % silicia)	beze cla
ex 546	Elektrické uhlíky : ex b) jiné : 1. váží-li kus 3 kg nebo více	24.—
ex 600	Sloučeniny vápníku, strontia, barya a hořčíku, výslovně jmenované : m) dusíkaté vápno (kalciumcyanamid)	21.— z hrubé váhy

Broj čehoslovačke carinske tarife	Naimenovanje robe	Carinska stopa Kč
		od 100 kgr.
	iz b) u flašama :	
	vina iz banovina : Dunavske, Primorske, Dravske, Savske, Moravske, Drinske, Zetske i Vardarske dolazeća iz Jugoslavije, uz uverenje o poreklu izdato od jugoslovenskog nadležstva za tu svrhu ovlašćenog	420.—
iz 118	Kobasice od mesa :	
	salama, tako zvana petrinjska	850.—
iz 119	Sirevi :	
	iz a) fini stolni :	
	trapist	294.—
	iz b) ostali :	
	bohinjski, somborski i kaškavalj	210.—
iz 121	Ribe naročito nepomenute, soljene, nadimljene, sušene :	
	iz a) soljene :	
	ribe soljene, izuzev trske (bakalara)	slobodno
	iz b) ostale :	
	ribe sušene, izuzev trske (bakalara)	slobodno
iz 131	Jela u hermetički zatvorenim kutijama, flašama i sličnim sudovima (izuzev pomenutih u br. 114, 126 i 127) :	
	sardine u ulju	360.—
	sardele savijene u prsten u ulju, sa kaprom	360.—
	pruženi fileti od sardela u ulju ili slanoj vodi u zatvorenim limenim kutijama, u ukupnoj težini preko 5 kgr., uz naročitu dozvolu tvornicama ribljih konzervi za dalju preradu, pod kontrolom .	180.—
iz 162	Orsej, persio ; indigo ; košenil ; ekstrakt od kestenovog drveta ; ekstrakt od kvebraho drveta ; ekstrakti za štavljenje, naročito nepomenuti :	
	iz b) ekstrakt od hrastovog ili kestenovog drveta, bez dodataka rujev ekstrakt	slobodno 8.—
	<i>Napomena uz tar. br. 298, 299 i 300.</i>	
	Objave, plakate i brošure, kojima se preporučuje poseta jugoslo- venskih turističkih mesta, kupališta ili uopšte propagira stranački promet u Jugoslaviji carinice se bez obzira na veličinu oglasnog dela slobodno od carine po tar. br. 647.	
	Čehoslovačka vlada zadržava pravo da može dati pomenutu povlasticu i drugim tarifskim rešenjem.	
iz 329	Govedja i konjska koža činjena na drugi način nego što se čini djon, pa i pripremljena, ali nelakovana :	
	iz a) u prirodnoj boji ili crno obojena :	
	blank koža, crno obojena, uvezena preko carinarnica utvrdjenih uzajamnim sporazumom ugovornih strana	700.—
iz 428	Sirovo gvoždje ; gvoždje i čelik, staro polomljeno i u otpatcima za topljenje i spajanje :	
	iz c) feromangan, ferosilicijum (50 do 90 % silicijuma), ferohrom, feronikl, ferovolfam, feromolibden, ferovanadijum, feroalumi- nijum :	
	ferisilicijum (30 do 95 % silicijuma)	slobodno
iz 546	Električni ugljeni :	
	iz b) ostali :	
	1. u komadu od 3 kgr. i više	24.—
iz 600	Jedinjenja kalcijuma, stroncijuma, barijuma i magnezijuma, naročito pomenuta :	
	m) kalcijumcijanamid	21.— od bruto težine

PŘÍLOHA B.

CLA PŘI DOVOZU NA ÚZEMÍ KRÁLOVSTVÍ JIHOSLAVIE.

Číslo jihoslo- vanského celního sazebníku	Pojmenování	Celní sazba ve zlatých dinarech
		za 100 kg
ex 9	Luštěniny a zelenina, sušené nebo jinak obyčejně upravené, též rozmělněné, ale nemleté; v láku, slané vodě nebo octu, je-li v sudech nebo podobných nádobách o celkové váze nejmeně 5 kg :	
	ex 2. Zeli, okurky, rajská jablka, paprika, mimo tlučenou a mletou a veškerá ostatní nejmenovaná zelenina :	
	kyselé okurky	12.50
ex 42	Řepa cukrová a čekanka, též rozmělněné a lisované :	
	Čekanka, též rozmělněná a lisovaná :	
	2. sušená	5.—
121	Pivo všech druhů :	
	1. v sudech	30.—
	2. v lahvích	40.—
ex 143	Konservy potravinové, jinde nejmenované, též v neprodyšně uzavřených nádobách :	
	ex 1. Rostlinné i ovocné konservy jinde nejmenované ani jinde nezahrnuté :	
	Konservy okurkové o hrubé váze přes 5 kg	40.—
277	Hladké bavlněné tkaniny :	
	1. Váží-li 1 m ² více než 120 gramů a je-li v 1 cm ² v útku a osnově :	
	a) 50 nití a méně	120.—
	b) více než 50 až 80 nití	140.—
	c) více než 80 nití	180.—
	2. Váží-li 1 m ² více než 60 až 120 gramů a je-li v 1 cm ² v útku a v osnově :	
	a) 50 nití a méně	180.—
	b) více než 50 až 80 nití	180.—
	c) více než 80 nití	200.—
	3. Váží-li 1 m ² 60 gramů neb méně a je-li v 1 cm ² v útku a osnově :	
	a) 50 nití a méně	200.—
	Žávoje	180.—
	b) více než 50 až 80 nití	200.—
	c) více než 80 nití	240.—
ex 293	Přediva z juty, manily, novozélandského lnu a ostatních rostlinných vláken z čís. 288, mimo vlákna z čís. 290, jednopramenná :	
	ex 1. čís. 7 nebo méně, po anglicku :	
	ex a) surová :	
	vazače pro snopy z manilové a sisalové příze	5.—
	ex 2. přes čís. 7 :	
	ex a) surová :	
	vazače pro snopy z manilové a sisalové příze	6.—
ex 294	Přediva z juty, manily, novozélandského lnu a ostatních rostlinných vláken z čís. 288, mimo vlákna z čís. 291, vícepramenná :	
	ex 1. čís. 7 neb méně, po anglicku :	
	ex a) surová :	
	vazače pro snopy z manilové a sisalové příze	7.—

PRILOG B.

CARINE PRI UVOZU NA TERITORIJU KRALJEVINE JUGOSLAVIJE.

Broj jugoslovenske carinske tarife	Naimenovanje	Carinska stopa u zlatnim dinarima
		od 100 kgr.
iz 9	Varivo i povrće osušeno ili na drugi način prosto pripremljeno pa i usitnjeno ali nemleveno ; u salamuri, slanoj vodi ili sirčetu, ako je u buradima ili sličnim sudovima u ukupnoj težini najmanje 5 kgr. :	
	iz 2. Kupus, krastavci, patlidžani, paprika, izuzev tucane i mlevene i sve ostalo nepomenuto povrće :	
	kiseli krastavci	12.50
iz 42	Šećerna repa i cihorija, pa i usitnjeni i presovani :	
	Cihorija, pa i usitnjena i presovana :	
	2. Suva	5.—
121	Pivo sviju vrsta :	
	1. u buradima	30.—
	2. u bocama	40.—
iz 143	Konzerve za jelo na drugom mestu nepomenute pa i u hermetički zatvorenim sudovima :	
	iz 1. Biljne i voćne konzerve na drugom mestu nepomenute, a niti se na drugom mestu podrazumevaju :	
	Konzerve od krastavaca, u ukupnoj težini preko 5 kgr. . . .	40.—
277	Glatke pamučne tkanine :	
	1. Koje u 1 m ² imaju težine preko 120 grama i u 1 sm ² u potki i osnovi :	
	a) 50 žica i manje	120.—
	b) preko 50 do 80 žica	140.—
	c) preko 80 žica	180.—
	2. Koje u 1 m ² imaju težine preko 60 do 120 grama i u 1 sm ² u potki i osnovi :	
	a) 50 žica i manje	180.—
	b) preko 50 do 80 žica	180.—
	c) preko 80 žica	200.—
	3. Koje u 1 m ² imaju težine 60 grama i manje i u 1 sm ² u potki i osnovi :	
	a) 50 žica i manje	200.—
	Šlajeri (vela)	180.—
	b) preko 50 do 80 žica	200.—
	c) preko 80 žica	240.—
iz 293	Prediva od jute, manile, njuselandskog lana i ostalih biljnih vlakana iz Br. 288 ; izuzev onih iz Br. 290, jednožična :	
	iz 1. H ^o 7 i manje, po engleskoj numeraciji :	
	iz a) sirova :	
	prediva, od manile i sizala, za vezivanje snopova	5.—
	iz 2. Preko H ^o 7 :	
	iz a) sirova :	
	prediva, od manile i sizala, za vezivanje snopova	6.—
iz 294	Prediva od jute, manile, njuselandskog lana i ostalih biljnih vlakana iz Br. 288, izuzev onih iz Br. 291, višezlična :	
	iz 1. H ^o 7 i manje, po engleskoj numeraciji :	
	iz a) sirova :	
	prediva, od manile i sizala, za vezivanje snopova	7.—

Číslo jihoslo- vanského celního sazebníku	Pojmenování	Celní sazba ve zlatých dinarech
		za 100 kg
	ex 2. Přes čís. 7 : ex a) surová : vazače pro snopy z manilové a sisalové příze	8.—
ex 296	Tkaniny lněné, ramiové, konopné a z ostatních rostlinných vláken z čís. 288, mimo výslovně jmenované : 2. Které mají více než 18 až 36 nití v útku a v osnově v 1 cm ² 3. Které mají více než 36 až 60 nití v útku a v osnově v 1 cm ² Tkaniny lněné k výrobě matrací 4. Které mají více než 60 nití v útku a v osnově v 1 cm ² . . Tkaniny lněné k výrobě matrací	120.— 270.— 260.— 350.— 340.—
306	Koberce na podlahu : 1. Tkané na způsob sametu 2. Ostatní	160.— 120.—
315	Koberce na podlahu : 1. Obyčejné 2. Jemné : a) tkané na způsob sametu b) jinak tkané	150.— 600.— 350.—
ex 316	Houně (hrubé pokrývky), váží-li 1 m ² více než 700 g : Pokrývky z odpadků, váží-li 1 m ² více než 700 g Houně přírodní barvy šedivé, váží-li 1 m ² více než 700 g, též s barevnými pruhy na okraji	120.— 200.—
317	Vlněné tkaniny, mimo výslovně jmenované, váží-li 1 m ² : 1. Více než 700 g 2. Více než 500 až 700 g 3. Více než 300 až 500 g 4. 300 g nebo méně	180.— 230.— 280.— 300.—
ex 339	Zboží prýmkářské, prýmkářské a knoflíkářské výrobky, též na podkladu ze dřeva, kosti, rohu, obyčejných kovů neb obyčejných hmot : ex 2. Polohedvábné : z umělého hedvábí	800.—
ex 348	Výrobky z napuštěných nebo natřených tkanin mimo výrobky sedlářské a brašnářské : 1. Nespojené neb spojené s obyčejnými jemnými hmotami : ex b) ostatní : Pokrývky z tkanin z čís. 346, též sešívané, i s kroužky, řemeny, provázky, přezkami a pod	160.—
ex 365	Fezy : 2. Bez třapce	za kus beze cla
ex 370	Kůže vydělaná i dále upravená : 1. Podešvice a kůže vydělané na způsob podešvic : a) hřbety (croupions) b) ostatní	130.— 90.—
ex 435	Výrobky jinde nejmenované : 1. Surové : ex a) nespojené nebo spojené s obyčejnými hmotami : pípy k sudům 2. Mořené, barvené, lakované, leštěné, pokostované : ex a) nespojené nebo spojené s obyčejnými hmotami : pípy k sudům	za 100 kg 50.— 90.—

Broj jugoslovenske carinske tarife	Naimenovanje	Carinska stopa u zlatnim dinarima
		od 100 kgr.
	iz 2. Preko H ^o 7 :	
	iz a) sirova :	
	prediva, od manile i sizala, za vezivanje snopova	8.—
iz 296	Tkanine od lana, ramije, kudjelje i ostalih biljnih vlakana iz Br. 288, izuzev naročito pomenutih :	
	2. Koje imaju preko 18 do 36 žica u potki i osnovi u 1 sm ² . .	120.—
	3. Koje imaju preko 36 do 60 žica u potki i osnovi u 1 sm ² . .	270.—
	Tkanine od lana za izradu dušeka (matraca)	260.—
	4. Koje imaju preko 60 žica u potki i osnovi u 1 sm ²	350.—
	Tkanine od lana za izradu dušeka (matraca)	340.—
306	Prostirači za pod :	
	1. Tkani u vidu somota	160.—
	2. Ostali	120.—
315	Prostirači za pod :	
	1. Prosti	150.—
	2. Fini :	
	a) tkani u vidu somota	600.—
	b) na drugi način tkani	350.—
iz 316	Čebad (grubi pokrivači) u težini u 1 m ² preko 700 grama :	
	Pokrivači od otpadaka, u težini u 1 m ² preko 700 grama . . .	120.—
	Čebad prirodno siva u težini u 1 m ² preko 700 grama, pa i sa obojenim bordurnim prugama	200.—
317	Vunene tkanine izuzev naročito pomenutih, koje u 1 m ² imaju težine :	
	1. Preko 700 grama	180.—
	2. Preko 500 do 700 grama	230.—
	3. Preko 300 do 500 grama	280.—
	4. 300 grama ili manje	300.—
iz 339	Pozamanterija, pozamanterijske i dugmetarske izrade, pa i na podlozi od drveta, kosti, roga, prostih metala ili prostog materijala :	
	iz 2. Polusvilene :	
	od veštačke svile	800.—
iz 348	Izrade od natopljenih i premazanih tkanina, izuzev sedlarske i torbarske izrade :	
	1. Bez veze, ili u vezi s prostim i finim materijalom :	
	iz b) ostale :	
	Pokrivači od tkanina iz Br. 346, pa i šivenjem sastavljeni, i sa alkama, kajišima, konopčićima, kopčama i sličnim snabdeveni	160.—
iz 365	Fesovi :	od komada
	2. Bez kićanke	slobodno
iz 370	Koža, činjena pa i dalje uradjena :	
	1. Djon i kože činjene na način na koji se čini djon :	od 100 kgr.
	a) u kruponima	130.—
	b) ostalo	90.—
iz 435	Izrade na drugom mestu nepomenute :	
	1. Sirove :	
	iz a) bez veze, ili u vezi s prostim materijalom :	
	slavine za burad	50.—
	2. Zaluzivane, bojene, lakovane, politirane, firnisovane :	
	iz a) bez veze, ili u vezi s prostim materijalom :	
	slavine za burad	90.—

Číslo jihoslo- vanského celního sazebníku	Pojmenování	Celní sazba ve zlatých dinarech
	<i>Poznámka k saz. čís. 455, 472 a 473.</i>	za 100 kg
	Oznámení, plakáty a brožury, doporučující návštěvu československých turistických míst, lázní nebo propagující cizinecký ruch v Československu vůbec, projednávají se bez ohledu na rozsah anonční části podle saz. čís. 455 beze cla.	
ex 494	Cihly, tašky a dlaždice :	
	1. Z ohnivzdorných hmot :	
	ex b) ze šamotu, dinasu, bauxitu, magnésitu a podobných hmot :	
	cihly z dinasu	I.—
504	Výrobky jinde nejmenované :	
	1. Z porculánu a hmot porculánu podobných :	
	a) bílé nebo jednobarevné, bez reliefních ozdob	25.—
	b) vícebarevné, vzorkované, s okrasnými čarami nebo barevnými okraji, zlacené, stříbřené, bronzované, potažené leskem, s reliefními ozdobami	40.—
	2. Z jiných keramických hmot :	
	a) bílé nebo jednobarevné, bez reliefních ozdob	20.—
	b) vícebarevné, vzorkované, s okrasnými čarami nebo barevnými okraji, zlacené, stříbřené, bronzované, potažené leskem, s reliefními ozdobami	35.—
ex 512	Drátové sklo i žlábkované v tabulích a deskách, skleněné tašky, dlažební desky a kostky :	
	2. Ostatní	10.—
521	Skleněné nádoby :	
	1. Obyčejné :	
	a) zelené nebo hnědé	20.—
	b) bílé a polobílé, průhledné	26.—
	c) bílé neprůhledné, ve hmotě barvené nebo potažené bílým neprůhledným neb ve hmotě barveným sklem	31.—
	d) které foukáním do forem nabylo reliefové ozdoby a žlábkovaného nebo zrnitého povrchu ; se zátkou na způsob křišťálu ; s broušeným dnem	47.—
	2. Broušené, leštěné, matované, kyselinou leptané nebo na jiný způsob ryté	63.—
	3. Malované, zlacené, stříbřené, z ledního neb craquelé skla	90.—
	4. Z vyřezávaného křišťálového skla	100.—
ex 523	Výrobky jinde nejmenované :	
	1. Umělé květiny, sošky, figury a figurky a ostatní přepychové a galanterní výrobky	400.—
	ex 3. Ostatní :	
	b) malované, zlacené, stříbřené, z ledního a craquelé skla	90.—
	ex c) z ostatního skla jinak opracovaného :	
	Koule a stínidla k lampám, stínidla a tulipány k elektrickým žárovkám, reflektory k lampám a žárovkám, ochranná skla různých tvarů, která se umísťují k ochraně před bezprostředním světlem nebo k mechanické ochraně přes nebo pod světelný zdroj	60.—
ex 560	Nádoby z kujného železa a litiny :	
	2. Z litiny :	
	b) opracované	35.—
ex 562	Nádoby a výrobky z plechu jinde nejmenované :	
	ex 5. Zcela nebo z části potažené niklem, mědí nebo hliníkem nebo slitinami těchto kovů, též spojené s jemnými hmotami : poniklované podnosy	130.—

Broj jugoslovenske carinske tarife	Naimenovanje	Carinska stopa u zlatnim dinarima
		od 100 kgr.
	<i>Napomena uz tar. br. 455, 472 i 473.</i> Objave, plakate i brošure, kojima se preporučuje poseta čehoslovačkih turističkih mesta, kupališta ili uopšte propagira stranački prcmet u Čehoslovačkoj carinici se bez obzira na veličinu oglasnog dela po tar. br. 455 slobodno od carine.	
iz 494	Cigle, crepovi i ćeramida :	
	1. Od materijala u vatri postojanog :	
	iz b) od šamota, dinasa, bauksita, magnezita i sličnog materijala :	
	cigle od dinasa	I.—
504	Izrade na drugom mestu nepomenute :	
	1. Od porculana i materija sličnih porculanu :	
	a) bele ili jednobojne, bez reljefnih ukrasa	25.—
	b) višebrojne, šarane, s ukrasnim linijama ili ivicama u boji, pozlaćene, posrebrene, bronzovane, prevučene listerom, sa reljefnim ukrasima	40.—
	2. Od ostalog keramičkog materijala :	
	a) bele ili jednobojne, bez reljefnih ukrasa	20.—
	b) višebrojne, šarane, s ukrasnim linijama ili ivicama u boji, pozlaćene, posrebrene, bronzovane, prevučene listerom, sa reljefnim ukrasima	35.—
iz 512	Staklo sa žicom i brazdasto staklo u tablama ili listovima, stakleni crep, ploče i kocke za patosanje :	
	2. Ostalo	10.—
521	Stakleno posudje :	
	1. Obično :	
	a) zeleno ili mrko	20.—
	b) belo ili polubelo, providno	26.—
	c) belo neprovidno, u masi obojeno ili prevučeno belim neprovidnim ili u masi obojenim staklom	31.—
	d) koje je duvanjem u kalupima dobilo reljefne ukrase i brazdastu ili zrnastu površinu ; sa zapušačem kristalno uobličeni ; sa brušenim dnom	47.—
	2. Brušeno, polirano, matirano, kiselinom ili na drugi način gravirano	63.—
	3. Malano, pozlaćeno, posrebreno, od ledenog i ispucanog stakla	90.—
	4. Od rezanog kristalnog stakla	100.—
iz 523	Izrade na drugom mestu nepomenute :	
	1. Veštačko cveće, statuice, figure i figurice, i druge luksuzne i galanterijske izrade	400.—
	iz 3. Ostale :	
	b) malane, pozlaćene, posrebrene, od ledenog i ispucanog stakla	90.—
	iz c) od stakla na drugi način obradjenog :	
	Kugle i šeširi za lampe ; šeširi i lale za električne sijalice ; reflektori za lampe i za električne sijalice ; zaštitna stakla različito uobličena koja se, radi zaštite od neposredne svetlosti ili radi mehaničke zaštite, stavljaju preko ili ispod izvora svetlosti	60.—
iz 560	Posudje od kovnog i livenog gvoždja :	
	2. Od livenog gvoždja :	
	b) obradjeno	35.—
iz 562	Posudje i izrade od lima na drugom mestu nepomenute :	
	iz 5. Prevućene sasvim ili delom niklom, bakrom ili aluminijumom ili njihovim legurama, pa i u vezi s finim materijalom :	
	poslužavnici prevučeni niklom	130.—

Číslo jihoslo- vanského celního sazebníku	Pojmenování	Celní sazba ve zlatých dinarech
ex 585	Galanterní výrobky, též spojené s obyčejnými nebo jemnými hmotami : ex 2. Ostatní : vlásenky, sponky na vlasy, spínací špendlíky, napínáčky, náprstky, knoflíky ke kalhotám, stiskací knoflíky, háčky a očka, přezky ke kalhotám a vestám, sponky ke šlím a pod- vazkům, patentní otvírače plechových krabic, drátěné a plechové spony na spisy	za 100 kg 160.—
ex 686	Hudební nástroje : 6. Housle, tambury, citery a jiné podobné nástroje 7. Plechové nástroje, klarinety, flétny, fagoty, hoboje a podobné dechové nástroje	 150.— 150.—

CLA PŘI VÝVOZU Z ÚZEMÍ KRÁLOVSTVÍ JIHOSLAVIE.

Číslo jihoslo- vanského celního sazebníku	Pojmenování	Celní sazba ve zlatých dinarech
ex 20	Staré železo : Odpadky bílého plechu	za 100 kg beze cla

PŘÍLOHA C.

VETERINÁRNÍ ÚMLUVA.

Článek 1.

Dovoz zvířat (jednokopytníků, přežvýkavců, vepřového bravu, drůbeže), zvířecích surovin a produktů a vůbec všech výrobků a předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu zvířecích nákaz z území jedné smluvní strany na území druhé strany, může být omezen na pohraniční stanice zvláště vyjmenované a tam podroben zvěrolékařské prohlídce státem, na jehož území dovoz se má díti.

Článek 2.

Zvířata vyjmenovaná ve článku prvním, aby mohla být připuštěna k dovozu, musí být provázena osvědčením původu a o zdravotním stavu, vydaným příslušným místním úřadem a dávajícím možnost zjistiti jejich totožnost, jejich přesný původ a místo jejich určení.

Mimo to státní nebo k tomuto účelu státem zvláště zmocněný zvěrolékař má prohlédnouti zvířata bezprostředně před jejich naložením do vozů nebo před naloděním a potvrditi na jejich osvědčení původu a o zdravotním stavu, že je shledal zdravými a nepodezřelými a že obec původu, jakož i ona, kterou eventuálně zvířata prošla, aby se dostala na místo svého naložení, byla v době odeslání, s výjimkou tuberkulósy, bez zvířecích nákaz, které dlužno oznámiti a jež by mohly být přeneseny na zvířata uvedená v osvědčení.

Broj jugoslovenske carinske tarife	Naimenovanje	Carinska stopa u zlatnim dinarima
iz 585	Galanterijske izrade, pa i u vezi s prostim i finim materijalom : iz 2. Ostale :	od 100 kgr.
	ukosnice, igle i navojci za uvojke, igle sigurnosti, klinčići za crtače table, naprstci, dugmad za pantalone, dugmad koja se utiskivanjem zakopčavaju, kopče, predjice za pantalone i prsnike, predjice za naramnice (uprtače) i podvezice, patentot- varači za limene kutije ; spone od žice i lima za vezivanje akata	160.—
iz 686	Muzički instrumenti :	
	6. Violine, tambure, citre i drugi slični instrumenti	150.—
	7. Instrumenti od lima, klarineti, flaute, fagote, oboi i slični instrumenti za duvanje	150.—

CARINE PRI IZVOZU SA TERITORIJE KRALJEVINE JUGOSLAVIJE.

Broj jugoslovenske carinske tarife	Naimenovanje	Carinska stopa u zlatnim dinarima
iz 20	Staro gvoždje : Otpatci od belog lima	od 100 kgr. slobodno

PRILOG C.

VETERINARNI SPORAZUM.

Član 1.

Uvoz stoke (jednokopitara, preživara, svinja, pernate živine), sirovina, proizvoda stočnog porekla i uopšte svih proizvoda i predmeta, koji mogu biti nosioci uzročnika stočnih zaraza, sa oblasti jedne Ugovorne strane u oblast druge može biti ograničen na naročito određene pogranične stanice i tu podvrgnut veterinarnoj kontroli od strane države u koju se ovaj uvoz vrši.

Član 2.

Životinje označene u članu prvom, da bi im se uvoz dopustio, moraju biti snabdevene uverenjem o poreklu i o zdravlju izdatom od nadležne mestne vlasti, kojim se može utvrditi njihov identitet njihovo tačno poreklo i mesto njihovog opredeljenja.

Osim toga državni ili državom u tu svrhu naročito ovlašćeni veterinar mora, posle pregleda životinja neposredno pre njihovog utovara u vagone ili ladje, na njihovom uverenju o poreklu i zdravlju potvrditi, da ih je našao zdravim i nesumnjivim i da je opština porekla kao i ona kojom su životinje, da bi stigle u mesto njihovog utovara, eventualno prošle, bila u vreme njihovog otpremljanja, slobodna od stočnih zaraza, čija je prijava obavezna, i prenosljivih na životinje navedene u uverenju (izuzimajući tuberkulozu).

Jde-li o zvířata, u nichž se může vyskytnouti

- a) mor skotu nebo plicní nákaza skotu ;
- b) nákaza hřebců, mor vepřů (nákaza vepřů), neštovice ovčí ;
- c) slintavka a kulhavka ; budiž potvrzeno, že tyto nákazy nevyskytly se ani v obci původu, ani v sousedních obcích, a to :
u nemocí uvedených pod písmenou a) v posledních 6ti měsících (mimo vepřový brav, pro který, zkrácena je doba na 40 dnů) ;
pod písmenou b) v posledních 40ti dnech ;
pod písmenou c) nejméně v posledních 30ti dnech.

Doba platnosti osvědčení stanovena je na 10 dnů. Uplyne-li tato doba za dopravy územím státu původu, platnost tohoto potvrzení může býti po prohlídce zvířat prodloužena na stejnou dobu státním nebo k tomu účelu státem zvláště zmocněným zvěrolékařem. Výsledek prohlídky a důvod prodloužení platnosti budiž zaznamenán na osvědčení. Uplynula-li doba za dopravy územím některého třetího státu, osvědčení považuje se za platné až do příjezdu zásilky na hranice státu určení.

Jednokopytníci a skot mají míti jednotlivá osvědčení ; pro ovce, kozy, brav vepřový a drůbež propouští se osvědčení hromadná.

Článek 3.

Zjištění vztekliny u psů a koček nemůže překážeti, aby vydáno bylo osvědčení pro ostatní domácí zvířata ; rovněž zjištění prašiviny u ovcí a koz nemůže překážeti, aby vydáno bylo osvědčení původu a o zdravotním stavu pro jednokopytníky a obráceně.

Ojediné případy sněti slezinné, sněti šelestivé, červenky vepřového bravu a puchýřiny jednokopytníků a skotu v obci původu nemohou překážeti, aby — mimo pro zvířata dvorců, prohlášených zamořenými — bylo vydáno osvědčení ; tyto případy jest však uvést v osvědčení.

Článek 4.

Zvířecí suroviny a živočišné výrobky, aby mohly býti k dovozu připuštěny, mají býti provázeny osvědčením původu a o zdravotním stavu, dle něhož lze zjistiti jejich totožnost a které obsahují prohlášení státního neb k tomu účelu státem zmocněného zvěrolékaře, že tyto předměty jsou svým původem prosty nakažlivých nemocí.

Toto osvědčení nebude vyžadováno, jestliže tyto výrobky byly ošetřeny takovým způsobem, který považuje se s hlediska zvěrolékařské profylaxe za dostatečný. Rovněž mohou býti k dovozu připuštěny bez osvědčení původu a o zdravotním stavu a nebudou podrobeny žádnému omezení z důvodů veterinárních výrobky mléčné (sýr, máslo), jakož i vejce.

Článek 5.

Zabitá zvířata, maso čerstvé, chlazené nebo mražené, tuky (sádlo hřbetní, sádlo vnitřní, sádlo přeškvášené atd.) a všechny masné výrobky, určené k výživě, musí býti, aby mohly býti připuštěny k dovozu, provázeny osvědčením, vydaným státním nebo k tomu účelu státem zmocněným zvěrolékařem, potvrzujícím, že zvířata, z nichž pocházejí, byla před porážkou a po ní prohlédnuta zvěrolékařem předepsaným způsobem a že maso bylo shledáno zdravým a způsobilým k lidskému požívání.

Článek 6.

Zvířata, která nedpovídají požadavkům shora uvedeným, jakož i zvířata, která pohraniční zvěrolékař shledá nemocnými nebo podezřelými z některé z nakažlivých nemocí a dále zvířata, dopravovaná se zvířaty nemocnými nebo podezřelými, nebo která byla v přímém nebo nepřímém styku s nimi, mohou býti, pokud možno vrácena do hraniční stanice státu původu. Pohraniční zvěrolékař poznamená na osvědčení a svým podpisem potvrdí důvod tohoto vrácení.

Nesouhlasí-li průvozní stát s vrácením, budou zvířata v každém případě přijata a mohou býti poražena na útraty zasilatelovy buď v hraniční stanici nebo na jiném místě, určeném příslušným úřadem státu dovozního. Zužitkování masa a výrobků z takto poražených zvířat řídí se předpisy platnými pro domácí zvířata, která byla poražena jako nemocná nebo podezřelá z nakažlivých nemocí.

Ako su u pitanju životinje podložne :

- a) govedjoj kugi ili zaraznom zapaljenju pluća kod goveda ;
- b) pastuvskoj zarazi, svinjskoj kugi (zaraznom zapaljenju pluća i creva kod svinja i svinjskoj zarazi), ovčijim boginjama ;
- c) šapu i ustobolji ; moraće se potvrditi da se nisu ni u opštini porekla, ni u susednim opštinama cve bolesti pojavile i to :

pod a) za poslednjih šest meseci (izuzimajući kod svinja za koje se ovaj rok smanjuje na 40 dana) ;

pod b) za poslednjih 40 dana ;

pod c) za najmanje 30 poslednjih dana.

Rok važenja ovih uverenja utvrdjen je na 10 dana. Ako ovaj rok protekne za vreme transporta kroz oblast zemlje porekla, važenje ovoga uverenja može se produžiti za isti toliki period a po pregledu životinja od strane državnog ili državom u tu svrhu naročito ovlašćenog veterinara. Resultat pregleda i razlog produženja zabeležiće se na uverenju. Ako rok protekne tokom transporta kroz oblast neke treće države, uverenje će važiti do dolaska pošiljke na granicu zemlje opredeljenja.

Za jednokopitare i goveda izdavaće se pojedinačna a za ovce, koze, svinje i pernatu živinu zajednička uverenja.

Član 3.

Postojanje besnila kod pasa i mačaka neće sprečavati izdavanje uverenja za ostale domaće životinje. Isto tako i postojanje šuge kod ovaca i koza neće sprečavati izdavanje uverenja o poreklu i zdravlju za jednokopitare i obratno.

Sporadični slučajevi prostrela, šuštavca, crvenog vetra kod svinja, polne zaraze jednokopitara i goveda u opštinama porekla neće sprečavati izdavanje uverenja, izuzimajući za životinje iz zaraženih dvorišta, ali ovi slučajevi moraju biti pomenuti.

Član 4.

Sirovine i proizvodi stočnog porekla, da bi im se uvoz dopustio, moraju biti snabdeveni uverenjem o poreklu i zdravlju, kojim će se moći utvrditi njihov identitet i koje će sadržavati izjavu državnog ili od države u tu svrhu ovlašćenog veterinara da su ovi proizvodi po svojoj provenijenciji slobodni od zaraznih bolesti.

Ovo uverenje neće se tražiti, ako su ovi proizvodi bili podvrgnuti postupku koji se, s gledišta veterinarne profilakse, smatra kao dovoljan. Bez uverenja o poreklu i zdravlju dozvoljavaće se i zbog zdravstveno veterinarskih razloga neće se ograničavati uvoz mlečnih proizvoda (sira, maslaca) kao i jaja.

Član 5.

Zaklana stoka, sveže, rashladjeno i zaledjeno meso, masti (slanina, salo, mast itd.) i svi mesnati proizvodi namenjeni ishrani, da bi im se uvoz dopustio moraju biti snabdeveni uverenjem izdatim od državnog ili od države u tu svrhu ovlašćenog veterinara, da su životinje, od kojih proizlaze, bile pre i posle klanja podvrgnute propisnom veterinarskom pregledu i da je njihovo meso nadjeno zdravim i sposobnim za ljudsku ishranu.

Član 6.

Stoka, koja ne odgovara gore navedenim zahtevima kao i stoka za koju pogranični veterinar nadje da je bolesna ili da je sumnjiva zbog koje zarazne bolesti, naposljetku stoka transportovana sa stokom bolesnom ili sumnjivom ili koja je bila u neposrednom ili posrednom dodiru sa njom, moći će se, u koliko je to moguće, vratiti na pograničnu stanicu države porekla. Granični veterinar zabeležiće na uverenju i pod svojim potpisom potvrdiće razlog ovog vraćanja.

Ako transita država ne dopusti vraćanje, stoka će se u svakom slučaju primiti i biće, o trošku pošiljaoca, zaklana ili na pograničnoj stanici ili u kome drugom mestu koje nadležna vlast države uvoznice bude odredila. Za iskorišćenje mesa i životinjskih sirovina ovako zaklane stoke važiće odredbe na snazi za domaće životinje zaklane kao bolesne ili pod sumnjom na zarazne bolesti.

Pohraniční zvěrolékař sepiše protokol a odůvodní v něm vrácení, porážku nebo všechna ostatní opatření rázu veterinárního, která byla učiněna na hranici u zvířat určených k dovozu. Tento protokol bude zaslán příslušnému úřadu státu dovozního a tento zpraví o tom stát původu.

Zjištění některé nakažlivé nemoci, o níž jedná se v této úmluvě, po vstupu zvířat na území státu určení, bude zaznamenáno v protokole, sepsaném státním nebo k tomu účelu státem zmocněným zvěrolékařem; znění tohoto protokolu bude sděleno ihned příslušnému úřadu státu původu. V případech, vyznačených v tomto článku, bude vyrozuměn nejkratší cestou a bez průtahu delegát druhé smluvní strany, pokud takový úředník byl by ve smyslu článku 11. jmenován.

Obdobně budou přejaty zásilky zvířecích surovin a živočišných výrobků, k jichž vrácení nebylo dosaženo souhlasu; příslušný veterinární úřad učiní, přijímaje je, nutná opatření ve smyslu požadavků veterinární policie.

Článek 7.

Zjistí-li se na území jedné smluvní strany mor skotu, má druhá strana právo zakázati neb omeziti po dobu trvání nebezpečí nákazy dovoz a průvoz přežvýkavců, vepřového bravu, živočišných výrobků a vůbec všech výrobků a předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu.

Článek 8.

Jestliže v důsledku dopravy zvířat, vyjmenovaných v článku prvním, byla některá z nakažlivých nemocí, které dlužno hlásiti, přenesena z území jedné na území druhé smluvní strany, nebo řadí-li tato nemoc hrozivým způsobem na území jedné smluvní strany, má druhá strana právo omeziti nebo zakázati po dobu trvání nebezpečí dovoz a průvoz zvířat, na něž je nemoc přenosná a která pocházejí z území zamořených nebo ohrožených. Za stejných podmínek může se omezení nebo zákaz dovozu rozšířiti na živočišné výrobky, jakož i na předměty, které mohou přenést nakažlivinu.

Tato omezení a zákazy mohou se vztahovati jen na území, odkud zvířata pocházejí, nebo na území zamořená nákazou zvířat a na území sousední.

Za území považují se okresy (srez-okresy).

Objeví-li se plicní nákaza skotu, hřebčí nákaza a slintavka a kulhavka, mohou býti omezení a zákazy rozšířeny na území rozsáhlejší.

Dovoz nemůže býti zakázán z důvodu sněti slezinné a šelestivé, nákazy zvěře a skotu, vztekliny, prašiviny, puchýřiny, jednokopytníků a skotu, červenky, cholery drůbeže a moru slepic, jakož i z důvodu tuberkulosy.

Doba trvání nebezpečí nákazy u nemocí vyznačených v článku 2., litera a), b) a c) mimo mor skotu, plicní nákazu skotu a hřebčí nákazu bude omezena na dobu stanovenou v témže článku. Tato doba počíná dnem úředního prohlášení nákazy za vymizelou.

Zákazy a omezení, uvedené v tomto článku, netýkají se zásilek transistních, jdoucích zapovězeným územím po železnici ve vagonech zavřených a zaplombovaných, nebo po lodích v uzavřených a oddělených prostorách lodních, avšak každé nakládání, vykládání nebo zdržování v územích zamořených je zapovězeno.

Článek 9.

Každá smluvní strana se zavazuje uveřejňovati 1-ho a 15-ho každého měsíce úřední zprávu o stavu zvířecích nákaz. Tyto zprávy ihned po uveřejnění musí býti zaslány přímo ústřednímu zvěrolékařskému úřadu druhé smluvní strany, jakož i pohraničním zvěrolékařským stanicím označeným v článku prvním.

Zpráva má přesně udávati kraje, okresy, obce, místa (vesnice) zamořené zvířecími nákazami, jichž hlášení je povinné.

Jakmile zjistí úřad jedné smluvní strany mor skotu, plicní nákazu skotu, hřebčí nákazu nebo slintavku a kulhavku ve zhoubné formě s vysokou úmrtností, ústřední zvěrolékařský úřad druhého státu bude ihned a přímo zpraven telegraficky o objevení se a rozsahu nemocí.

Článek 10.

Desinfekce vagonů, v nichž byla dopravována zvířata, lodí, ramp, můstků, příslušenství atd., vykonaná podle platných předpisů na území jedné smluvní strany, bude uznána druhou stranou za platnou. Rampy, nábreží a nakládací můstky budou čistěny a podle potřeby desinfikovány po každém použití.

Vraćanje, klanje kao i svaka veterinaro-policijska mera preduzeta na granici prema stoci namenjenoj uvozu utvrdiće se zapisnikom pograničnog veterinara. Ovaj zapisnik će se dostaviti nadležnoj vlasti države uvoznice i ova će o tome obavestiti državu porekla.

Ako se koja od zaraznih bolesti predviđenih ovim sporazumom bude utvrdila na stoci posle ulazka na teritoriju uvozne države, državni ili od države za tu svrhu ovlašćeni veterinar sastaviće o tome zapisnik; tekst ovoga zapisnika saopštiće se odmah nadležnoj vlasti države porekla. U slučajevima predviđenim ovim članom delegat druge Ugovorne strane u koliko bi takav činovnik bio imenovan saobrazno članu 11 biće izvešten o tome neposredno i bez odlaganja.

Isto tako prema sirovinama i proizvodima stočnog porekla a u slučaju da njihovo vraćanje ne bude dopušteno nadležna veterinarska vlast, primajući ih, učiniće potrebne mere saobrazno zahtevu veterinarske policije.

Član 7.

Ako se u oblasti jedne od Ugovornih strana utvrdi postojanje govedje kuge, druga će strana imati pravo da zabrani ili da ograniči za vreme trajanja opasnosti od zaraze uvoz i transit preživara, svinja, stočnih proizvoda i uopšte svih proizvoda i predmeta koji bi mogli poslužiti kao sredstvo za prenošenje zaraze.

Član 8.

Ako se prometom stoke pomenute u članu prvom, unese koja zarazna bolest, čija je prijava obavezna, iz oblasti jedne u oblast druge Ugovorne strane ili ako ova bolest vlada u oblasti jedne od Ugovornih strana u opasnom vidu, druga Ugovorna strana imaće pravo da ograniči ili zabrani za vreme trajanja opasnosti uvoz i provoz životinja, na koje je bolest prenosljiva, i koje dolaze iz oblasti zaraženih ili ugroženih. U istim okolnostima ograničenje i zabrana uvoza moći će se proširiti i na proizvode stočnog porekla kao i na predmete, koji mogu poslužiti kao sredstvo za prenošenje zaraze.

Ova ograničenja i zabrane moći će se proširiti samo na oblasti odakle je stoka poreklom ili na oblasti zaražene stočnim zarazama i na oblasti susedne.

Kao oblasti smatraće se srezovi (srez — okres).

U slučaju pojave zaraznog zapaljenja pluća kod goveda, pastuvske zaraze i zaraze šapa i ustobolje, ograničenja i zabrane moći će se proširiti na veće oblasti.

Uvoz se neće moći zabraniti zbog prostrela, šuštavca, hemoragične septikemije kod velikih preživara i divljih životinja, besnila, šuge, polne ospe kod jednokopitara i goveda, crvenog vetra, kokciji kuge, kolere kod pernate živine, kao i zbog tuberkuloze.

Rok trajanja opasnosti od zaraze za bolesti predviđene u članu drugom, slovo a), b) i c) izuzimajući govedju kugu, zarazno zapaljenje pluća i pastuvsku zarazu, ograničiće se na rokove predviđene u istom članu. Ovaj rok računat će se od dana kada se zvanično utvrdi da je bolest prestala.

Zabrane i ograničenja pomenuta u ovom članu neće se primenjivati na Transporte upućene železnicom u zatvorenim i plombiranim vagonima ili ladjama u zatvorenim i odvojenim odelenjima kroz zatvorene predele; ali svako novo utovarivanje, istovarivanje ili zadržavanje u zaraženim predelima biće zabranjeno.

Član 9.

Svaka Ugovorna strana obavezuje se da će prvog i petnaestog svakog meseca objavljivati zvanične izveštaje o stanju stočnih zaraza. Ovi će izveštaji odmah po štampanju biti neposredno dostavljani središnjoj veterinarskoj vlasti druge Ugovorne strane, kao i pograničnim veterinarskim stanicama označenim u prvom članu.

Izveštaj će tačno sadržavati naznačenje okruga, srezova, opština i mesta (sela) u kojima postoje stočne zaraze čija je prijava obavezna.

Kad se na teritoriji jedne Ugovorne strane utvrdi postojanje govedje kuge, zaraznog zapaljenja pluća kod goveda, pastuvske zaraze ili šapa i ustobolje u opasnom vidu i sa visokim mortalitetom, središnja veterinarska vlast druge države biće odmah i neposredno telegrafskim putem izveštena o pojavi i obimu bolesti.

Član 10.

Dezinfekcija vagona koji su služili za prenos stoke, kao i desinfekcija ladja, kejeva, rampi, pribora itd., izvedena prema propisima važećim na oblasti jedne od Ugovornih strana priznaće se kao važeća i od druge Ugovorne strane. Rampe, kejevi i pokretne rampe, za ukrcavanje biće posle svake upotrebe očišćeni a po potrebi i desinfikovani.

Článek 11.

Smluvní strany přiznávají si navzájem právo vysílati po vyrozumění dočasně neb trvale na území druhé smluvní strany zvěrolékařského delegáta, aby se informovaly o zařízení trhů, nakládacích stanic, jatek, výkrmem, nebo karantén, o zdravotním stavu domácích zvířat, jakož i o provádění předpisů veterinárních a předpisů této úmluvy. Obě smluvní strany zavazují se dáti těmto delegátům všechny informace a poskytnouti jim podporu potřebnou k vykonání jejich poslání.

Článek 12.

Vznikne-li mezi smluvními stranami nesnáze výkladu při provádění této úmluvy a požádá-li o to jedna smluvní strana, bude svolána smíšená komise, jejíž mínění bude vzato v úvahu při konečném rozhodnutí. Každá smluvní strana jmenuje dva členy, aby utvořili komisi, která bude mít právo přibrati si pátého člena, nebude-li lze docíliti dohody.

Na prvé schůzi, na níž má býti jmenován pátý člen, bude tento vybrán mezi příslušníky jedné smluvní strany určené losem ; na příští schůzi bude vybrán mezi příslušníky druhé strany a tak dále střídavě.

ZAVĚŘEČNÝ PRÓTOKOL.

Přistupující k podpisu dodatkové úmluvy mezi republikou Československou a královstvím Jihosloví k obchodní a plavební smlouvě ze 14. listopadu 1928, podepsaní plnomocníci učinili tato prohlášení, jež budou tvořiti podstatnou část vlastní úmluvy :

Jestliže jedna ze smluvních stran zjistí, že nová cla a poplatky zavedené druhou smluvní stranou nebo zvýšení dopravních poplatků touto provedené jsou takové povahy, že shoršily vzájemně poskytnuté výhody, může žádati okamžité zahájení jednání, a jestliže jednání nebude skončeno do dvou měsíců, může úmluvu vypovědět tak, že přestane platiti po dvou měsících.

K PŘÍLOZE A.

CLA PŘI DOVOZU NA ÚZEMÍ REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ.

K saz. pol. 37 c).

Jablka a švestky saz. pol. 37 c) nebudou považovány za jemné stolní ovoce, jestliže jsou stěny jejich obalů uvnitř obloženy papírem nebo vrstvami papíru.

K saz. pol. 108 d).

Osvědčení o povaze slivovice a komovice budou vydávána enologickými, výzkumnými a kontrolními stanicemi a jinými chemickými laboratořemi, určenými ministrem zemědělství. Jihoslovanská vláda sdělí vládě československé seznam těchto stanic a laboratoří.

K saz. čls. 109.

Zásilky jihoslovanských vín musejí býti při dovozu do republiky Československé doprovázeny osvědčením původu a nálezem o rozboru.

Osvědčení původu budou vydávati obchodní komory na základě potvrzení vydaných zemědělskými odděleními banovin, z nichž víno pochází, a nálezy o rozboru enologické, výzkumné a kontrolní stanice a jiné chemické laboratoře, určené ministrem zemědělství. Jihoslovanská vláda sdělí vládě československé seznam těchto stanic a laboratoří.

Član 11.

Ugovorne strane priznaju jedna drugoj uzajamno pravo da izašilju, po prethodnoj prijavi, privremeno ili stalno, u oblast druge Ugovorne strane veterinarnog delegata u cilju pribavljanja podataka o uredjenju stočnih tržišta, utovarnih stanica, klanica, preduzeća za gojenje stoke, karantinskih stanica, o stanju zdravlja domaće stoke, kao i o vršenju veterinarnih propisa i ovoga sporazuma. Obe Ugovorne strane se obavezuju da će davati ovim delegatima sva obaveštenja i da će im pružati potrebnu potporu za vršenje njihovog zadatka.

Član 12.

Ako bi izmedju Ugovornih strana nastupila koja teškoća u tumačenju primene ovog sporazuma i ako bude jedna Ugovorna strana ovo zahtevala, sazvaće se mešovita komisija čije mišljenje će se uzeti u obzir pri donošenju odluke. Svaka od Ugovornih strana imenovaće po dva člana koji će sačinjavati komisiju a ova će moći odrediti i petog člana u slučaju da se ne može postići saglasnost.

U prvom sastanku na kome treba da bude imenovan i peti član, ovaj će biti izabran izmedju pripadnika jedne od Ugovornih strana određene kockom ; na sledećem sastanku on će biti izabran izmedju pripadnika druge Ugovorne strane i tako redom, naizmenično.

ZAKLJUČNI PROTOKOL.

Pristupajući potpisu dopunskog sporazuma izmedju Kraljevine Jugoslavije i Čehoslovačke republike uz ugovor o trgovini i plovidbi zaključen 14. novembra 1928 god., potpisani Punomoćnici učinili su sledeće izjave, koje će sačinjavati sastavni deo samog sporazuma :

Ako jedna od ugovornih strana nadje da su nove takse i dažbine, koje je ona druga strana zavela, ili da je mažoracija, koju je ista zavela na takse koje sada postoje, takve prirode da krnje koristi uzajamno priznate, ona će moći zahtevati da se odmah otpočne pregovori i, ako se ti pregovori ne bi završili u roku od dva meseca, one će moći otkazati ovu konvenciju, s tim, da ista pestane važiti posle dva meseca.

UZ PRILOG A.

CARINE PRI UVOZU NA TERITORIJU ČEHOSLOVAČKE REPUBLIKE.

Uz tar. br. 37 c).

Jabuke i šljive, iz tar. br. 37 c), neće se smatrati kao fino stolno voće ako su unutarnje strane zavoja obložene hartijom ili slojevima hartije.

Uz tar. br. 108 d).

Uverenja o svojstvu šljivovice i komovice izdavaće enološke, ogledne i kontrolne stanice i druge hemijske laboratorije, koje odredi Ministar poljoprivrede. Spisak ovih stanica i laboratorija dostaviće jugoslovenska čehoslovačkoj vladi.

Uz tar. br. 109.

Pri uvozu u republiku Čehoslovačku, pošiljke jugoslovenskih vina moraju biti snabdevene uverenjem o poreklu i certifikatom o analizi.

Uverenja o poreklu izdavaće trgovačke komore na osnovu potvrda poljoprivrednih odeljenja banovina, iz kojih je vino poreklom, a certifikate o analizi enološke, ogledne i kontrolne stanice kao i druge hemijske laboratorije, koje za to odredi Ministar poljoprivrede. Spisak ovih stanica i laboratorija dostaviće jugoslovenska čehoslovačkoj vladi.

Nálezy o rozboru budou zvláště obsahovati :

specifickou váhu,
alkoholovou stupňovitost,
obsah všech kyselin,
obsah těkavých kyselin,
obsah výtažku,
obsah cukru,
obsah výtažku bez cukru,
obsah popele (nerostných látek).

V nálezu o rozboru bude udáno, že se rozbor týká téže vinné zásilky, pro kterou bylo vydáno příslušné osvědčení.

K saz. čís. 118.

Jako salám tak zv. petrinjský se vylčívá veškerý salám vyrobený po petrinjském způsobu, bez ohledu na místo výroby.

Kdyby Československo přiznalo v budoucnosti Rumunsku nebo Maďarsku nižší celní sazbu pro salám vyrobený stejným způsobem, jakým se vyrábí salám tak zv. petrinjský, bude tohoto sníženého cla požívati i salám tak zv. petrinjský.

K saz. čís. 119.

Sýr somborský jest sýr vyrobený z ovčího mléka, barvy jest nažloutlé a patří do skupiny sýrů měkkých. Dováží se v dřevěných kbelících o hrubé váze přes 3 kg.

K saz. čís. 329.

Pro vylčívání černé hlazenice podle smluvní sazby ustanovují se celní úřady v Praze, Brně a Bratislavě.

K PŘÍLOZE B.

CLA PŘI DOVOZU NA ÚZEMÍ KRALOVSTVÍ JIHOSLAVIE.

K saz. čís. 121.

Pod názvy, v nichž jest v jakékoli podobě nebo v jakémkoli spojení užito slova « Plzeň » (« Pilsen »), smí býti v království Jihoslavii uváděno do oběhu nebo čepováno jedině ono pivo, které bylo vyrobeno v městě Plzni v Československu.

Při dovozu do království Jihoslavie musí býti zásilky piva provázeny úředním osvědčením o stupňovitosti mladinky. Obě smluvní strany se dodatečně dohodnou o úřadech, které budou oprávněny vydávati tato osvědčení.

V. šeobecné připomínky k V. dílu.

1. — Při použití smluvního sazebníku nebude se vybírati přírážka za loužení.

Jsou-li lněné tkaniny pro výrobu matrací ze saz. čís. 296, bodu 3 a 4 polobílené nebo bílené, platí se celní přírážka 20 % ; jsou-li barvené nebo ve dvou barvách pracované, platí se celní přírážka 30 % ; jsou-li ve více barvách pracované, platí se celní přírážka 50 %. Tyto přírážky budou se vybírati ke smluvním clům na su ové zboží.

Při použití smluvního sazebníku nepřihlíží se k příměskům mercerované přize, jestliže nepřevyšuje 5 % z celkové váhy textilního materiálu. Ostatní výrobky, které obsahují mercerovanou přízi, vylčívají se při smluvním vylčívání :

a) obsahují-li 5 až včetně 50 % mercerované přize z celkové váhy textilního materiálu s celní přírážkou 25 % ; a

b) obsahují-li více než 50 % mercerované přize z celkové váhy textilního materiálu, s celní přírážkou 50 %.

Certifikati o analizi moraju naročito sadržati :

specifičnu težinu,
sadržinu alkohola po zapremini,
sadržinu svih kiselina,
sadržinu isparljivih kiselina,
sadržinu ekstrakta,
sadržinu šećera,
sadržinu ekstrakta bez šećera, i
sadržinu pepela (mineralnih materija).

U certifikatu navešće se, da se analiza odnosi na istu pošiljku vina, za koje je izdato dotično uverenje.

Uz tar. br. 118.

Kao tako zvana petrinjska salama carini se svaka salama, bez obzira na mesto proizvodnje, koja je izradjena na način na koji se radi petrinjska salama.

Ako bi Čehoslovačka u buduće Rumuniji ili Madjarskoj priznala manju carinu na salamu radjenu na način kao što se radi t. zv. petrinjska salama, tu smanjenu carinu uživaće i tako zvana petrinjska salama.

Uz tar. br. 119.

Somborski sir je onaj sir koji se izradjuje od ovčijeg mleka, belo žučkaste boje i spada u grupu mekih sireva. Uvozi se u drvenim kačicama u ukupnoj težini preko 3 kgr.

Uz tar. br. 329.

Za carinjenje crne blank kože, po ugovornom stavu, odredjuju se carinarnice u : Pragu, Brnu i Bratislavi.

UZ PRILOG B.

CARINE PRI UVOZU NA TERITORIJU KRALJEVINE JUGOSLAVIJE.

Uz tar. br. 121.

U Kraljevini Jugoslaviji ne može se staviti u promet, niti točiti, pivo pod nazivima u kojima je upotrebljena reč Pilzen (« Plzeň »), ma u kom obliku, ili ma u kojoj kombinaciji, sem onoga koje je proizvedeno u varoši Pilzenu (Plzeň) u Čehoslovačkoj.

Pri uvozu u Kraljevinu Jugoslaviju, pošiljke piva moraju biti snabdevene zvaničnim uverenjima o prvobitnoj ekstraktnoj sadržini (certifikatima). Obe strane ugovornice sporazumeće se, naknadno, o vlastima koje su ovlašćene za izdavanje uverenja (certifikata).

Opšte napomene uz V deo.

1. — Pri primeni ugovorne tarife neće se naplaćivati dodatak na luženje.

Ako su tkanine od lana za izradu dušeka (matraca), iz tar. br. 296 tač. 3 i 4, polubeljene ili beljene, plaća se dodatak carini 20 % ; ako su bojene ili u dve boje radjene, plaća se dodatak carini 30 % ; ako su u više boja radjene, plaća se dodatak carini 50 %. Ovi dodatci naplaćivaće se na ugovorne carine za sirovu robu.

Pri primeni ugovorne tarife dodatak merseziranog prediva, koji ne prelazi 5 % od ukupne težine predivnog materijala, neće se uzimati u obzir. Ostale izrade, koje sadrže merseziranog prediva, carine se, pri ugovornom carinjenju :

a) ako sadrže merseziranog prediva od 5 do 50 % zaključno, od ukupne težine predivnog materijala, sa dodatkom carini 25 % ; i

b) ako sadrže merseziranog prediva preko 50 %, od ukupne težine predivnog materijala, sa dodatkom carini 50 %.

2. — Při použití smluvního sazebníku na desinované lněné tkaniny pro výrobu matrací ze saz. čís. 296, bod 3 a 4, nebude se vybíráti přírážka za desinování podle bodu 2 všeobecných připomínek, k V. dílu.

Poznámka za saz. čís. 374.

Na obuv s děrováním, jež jest rovnoběžné se švem našité špičky obuvi a netvoří při tom nijakou kresbu ani geometrický útvar, neplatí se celní přírážka.

Na obuv s kresbami, provedenými vyrážením, platí se celní přírážka 15 %.

K saz. čís. 504.

Je shoda v tom, že se bude při použití smluvního sazebníku na zboží, patřící do téhož bodu a téže písmeny tohoto sazebního čísla, dováželi se v železničních vozech pouze ve slámě, senu, dřevité vlně nebo v podobných hmotách, odpočítávati tára 8 %, při čemž zůstává dovozci právo dáti zjistiti čistou váhu odvážením.

K saz. čís. 521 bod 4.

Jako křišťálové sklo vycílává se pouze tak zvané olověné sklo.

K saz. čís. 538.

Drát, který se při výrobě žihá a při tom se pokryje vrstvou kysličníku, nebude považován za opracovaný ve smyslu všeobecných připomínek k obecným kovům.

Drát, jenž se při výrobě táhne roztokem síranu měďnatého a při tom nabude slabého měďného lesku, nebude se považovati za drát potažený mědí ve smyslu všeobecných připomínek k obecným kovům. Tato vysvětlení platí též pro drátěné výrobky.

K saz. čís. 556 bod 1.

Zápuště pro šrouby a děrování u kování saz. čís. 556 bod 1 nebudou se považovati za opracování.

K saz. čís. 560.

Za opracované nádobí z litiny nebude se považovati takové, u něhož se švy, zbylé po lití, odstraní dlátem nebo srazí, i když se tato místa za účelem zarovnění dodatečně opilují nebo obrousí na smirkovém kotouči.

K saz. čís. 584.

Lité výrobky z oceli, jichž povrch byl zhruba ubrán za účelem zkoumání, zda jest odlitek bezvadně ulit, nebudou se považovati za opracované. Hrubým ubráním povrchu rozumí se u povrchu oblého hrubé osoustružování na soustruhu; u rovného povrchu hrubé ubrání kůry, vzniklé při lití, válcování a kování, dlátem (nožem) stroje hoblovacího. Toto opracování lze rozeznati podle úzkých rýh těsně vedle sebe rovnoběžně ležících, které se později při dalším opracování odstraní.

K PŘÍLOZE C.

VETERINÁRNÍ ÚMLUVA MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A KRÁLOVSTVÍM JIHOSLAVÍÍ.

1. Ustanovení veterinární úmluvy týká se pouze zboží pocházejícího z jedné nebo druhé smluvní strany. Mimo rámec ustanovení této úmluvy jest doprava dobytka, živočišných výrobků a předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu a které pocházejí z jiných zemí a jsou dopravovány územím jedné smluvní strany, aby mohly býti dovezeny nebo převezeny územím druhé strany.

2. — Pri primeni ugovorne tarife na desinovane tkanine od lana za izradu dušeka (matraca), iz tar. br. 296 tač. 3 i 4, neće se naplaćivati dodatak na desinovanje iz tač. 2 Opštih napomena uz V deo.

Primedba iza tar. br. 374.

Na obuću se rupama koje idu paralelno sa ivicom kapice (kapne) obuće, ne praveći pri tome nikakvu šaru ili geometrijsku figuru, ne plaća se dodatak carini.

Na obuću sa šarama izvedenim bušenjem, plaća se dodatak carini 15 %.

Uz tar. br. 504.

Ugovoreno je, da će se, pri primeni ugovorne tarife, kod robe, iz iste tačke i slova ovoga broja, kad se uvozi u železničkim kolima samo u slami, senu, drvenoj vuni i sličnom materijalu, odbijati na ime dare 8 %, uz pravo uvoznika da može iznalaziti neto težinu merenjem.

Uz tar. br. 521 tač. 4.

Kao kristalno staklo carini se samo tako zvano olovno staklo.

Uz tar. br. 538.

Žica, koja se prilikom izrade žari, pa pri tom dobije sloj oksida, neće se smatrati kao obradjena u smislu Opštih napomena za proste metale.

Žica, koja se prilikom izrade provlači kroz rastvor bakra sulfata i pri tom dobije slab bakarni sjaj, neće se smatrati kao bakrom prevučena u smislu Opštih napomena za proste metale. Ova objašnjenja važe i za izrade od žice.

Uz tar. br. 556 tač. 1.

Konične rupe za zavrtnje i izbijeni otvori, kod okova iz tar. br. 556 tač. 1., neće se smatrati kao obrada.

Uz tar. br. 560.

Kao obradjeno posudje od livenog gvoždja neće se smatrati ono sa koga se šavovi, zaostali pri livenju, uklone odbijanjem ili sečenjem, pa i ako se ta mesta, radi zaravnjavanja, naknadno oturpijaju ili obruse na šmirgl ovom kolu.

Uz tar. br. 584.

Livene izrade od čelika, kod kojih je grubo skinuta površina radi ispitivanja da li je liv bez pogreške izliven, neće se smatrati kao obradjene. Pod grubim skidanjem površine kod oblih površina podrazumeva se grubo struganje na strugu ; kod ravnih površina grubo skidanje livačke, valjačke i kovačke kore (kovačine) dletom (nožem) mašine za rendisanje. Ova se obrada poznaje po jedno uz drugo zbijenim ležećim paralelnim uskim brazdama, koje se docnije pri daljoj obradi odklanjaju.

UZ PRILOG C.

VETERINARNI SPORAZUM IZMEDJU ČEHOSLOVAČKE REPUBLIKE I KRALJEVINE JUGOSLAVIJE.

1. Odredbe Veterinarnog sporazuma primenjivaće se samo na robu poreklom iz jedne ili druge Ugovorne strane. Primanje stoke, stočnih proizvoda i predmeta, koji mogu poslužiti kao nosioci zaraze, koji bi bili poreklom iz drugih država i prolazili bi kroz oblast jedne od Ugovornih strana da bi stigli u oblast druge, u cilju uvoza ili transita, ne spada u okvir odredaba ovoga sporazuma.

2. Zvířata a výrobky a předměty, vyjmenované v čl. 1. veterinární úmluvy, mohou býti dovezeny bez předchozího povolení.

Zdravotní opatření, která každá smluvní strana uzná za vhodné učiniti ohledně živých zvířat, drůbež v to počítaje, doprovázených zdravotním osvědčením a která shledána byla zdravými při přechodu hranice, budou na vlastním území omezena na nejmenší nutnou míru.

Tím nejsou nijak dotčena platná ustanovení, nebo která budou stanovena, aby byly zjištěny vozířivka, tuberkulosa a po případě jiné nakažlivé nemoci. Avšak tato diagnostická šetření nebudou prováděna u zvířat určených k průvozu.

3. Živá jatečná zvířata, drůbež v to počítaje, dovezená z území jedné smluvní strany, uznaná zdravými a odpovídající podmínkám stanoveným touto úmluvou, mohou na území druhé smluvní strany býti poslána jen na veřejná tržiště a jatky, které jsou přímo spojeny kolejnicemi se železnicí a vyhrazeny jatečnému dobytku. Tam podléhají předpisům platným pro tato tržiště a jatky.

Seznamy těchto jatek a tržišť budou vyměněny mezi příslušnými úřady smluvních stran.

4. Ustanovení této úmluvy platí, pokud toho bude třeba, pro zvířata a maso čerstvé nebo chlazené pocházející z území jedné smluvní strany a provážené územím jedné nebo druhé strany s určením do státu třetího za podmínky, že jest zaručeno, že státy, kterými mají zásilky po případě projíti, průvoz povolí a stát určení je přijme v každém případě.

Průvoz masa připravovaného nebo konzervovaného a živočišných výrobků, dopravovaných, železnicí ve vozech zavřených a zaplombovaných, nebo v balících a bednách uzavřených, nebo po lodích z území jedné smluvní strany územím druhé strany, bude povolen za týchž podmínek jako dovoz a nebude požadován žádný předběžný závazek přijetí se strany států, jimiž se má po případě průvoz díti, ani se strany státu určení.

5. Osvědčení stanovená touto úmluvou budou sepsána v jazyce státu původu a opatřena pokud je to možno, překladem v jazyce státu určení.

6. Ustanovení této úmluvy mohou býti rozšířena, bude-li toho potřeby, novou dohodou mezi smluvními stranami na jiné nemoci známé nebo nyní neznámé a byla-li by odůvodněna obava jich přenosu.

7. Veterinární správy obou smluvních stran zabezpečí jednotné použití této úmluvy a aby ulehčen byl, pokud možno, styk předvídaný touže úmluvou, mohou v případě nutnosti dopsovati si přímo. Opis dopisů bude doručen cestou diplomatickou.

Dáno v Praze, dne 30. března 1931.

Dr. Edvard BENEŠ v. r.

Juraj DEMETROVIĆ v. r.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 novembre 1931.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

2. Stoka i proizvodi i predmeti nabrojani u članu prvom Veterinarnog sporazuma mogu da budu uvoženi bez prethodne dozvole.

Zdravstvene mere koje svaka od Ugovornih strana nadje za shodno da preduzme prema živoj stoci, podrazumevajući ovde i živinu, snabdevenoj uverenjem o zdravlju i nadjenoj zdravom pri prelazu granice, ograničiće se na njezinoj vlastitoj oblasti na neizbežni minimum.

Disposicije predviđene ili koje budu predviđene za utvrđenje sakagije i tuberkulose i eventualno drugih zaraznih bolesti neće biti ovim ometane. Ali stoka namenjena za transit neće biti podvrgnuta nikakvom ovakvom diagnostičkom postupku.

3. Ziva stoka, kao i pernata živina, uvezena sa oblasti jedne od Ugovornih strana, nadjena zdravom i da odgovara uslovima predviđenim ovim Ugovorom i ako je namenjena klanju, moći će biti upućena, na oblasti druge Ugovorne strane, samo na tržišta i javne klanice koje su vezane direktnom železničkom prugom i određene za klaničku stoku. Tamo će biti podvrgnuta postupku koji važi za ova tržišta i ove klanice.

Spiskovi ovih klanica i tržišta izmeniće se medju nadležnim vlastima Ugovornih strana.

4. Odredbe ovog sporazuma primenjivaće se, u koliko ovo bude potrebno, na stoku i sveže i rashladjeno meso, poreklom iz oblasti jedne od Ugovornih strana, za transit kroz oblasti jedne ili druge države sa namenom za treću državu pod uslovom da postoji sigurnost da će države kojima eventualno transit ima da se vrši dopustiti transit i da će država opredeljenja primiti u svakom slučaju ove pošiljke.

Provoz pripremljenog ili konserviranog mesa i proizvoda životinjskog porekla odpremljenih železnicom u zatvorenim i plombiranim vagonima, ili u paketima i zatvorenim sanducima, ili ladjama, iz oblasti jedne Ugovorne strane kroz oblasti druge strane dopustiće se pod istim uslovima kao i uvoz i neće se tražiti nikakva prethodna obaveza prijema sa strane država kojima ima provoz eventualno da se vrši niti sa strane država opredeljenja.

5. Uverenja predvijena ovim sporazumom biće sastavljena na jeziku zemlje porekla i snabdevena, u koliko je moguće, prevodom na jezik zemlje opredeljenja.

6. Odredbe ovog sporazuma mogu biti proširene, ako bude trebalo, novim utanačenjem medju Ugovornim stranama, na druge poznate ili sada nepoznate bolesti, od čijeg prenosa bi postojala opravdana bojaznost.

7. Veterinarne službe Ugovornih strana osiguraće jednoličnu primenu ovog sporazuma i ovlašćene su dopisivati se u nužnim slučajevima neposredno medju sobom u cilju što većeg olakšanja prometa predviđenog ovim sporazumom. Prepis toga predaće se i diplomatskim putem.

U Pragu, 30. marta 1931. god.

Juraj DEMETROVIĆ *v. r.*

Dr. Edvard BENEŠ *v. r.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2861. — CONVENTION ADDITIONNELLE AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 14 NOVEMBRE 1928, ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE. SIGNÉE A PRAHA, LE 30 MARS 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, désireux de développer le plus possible les relations commerciales réciproques et la collaboration économique entre les deux États telles qu'elles ont trouvé leur expression dans le Traité de commerce et de navigation du 14 novembre 1928, ont décidé, à cette fin, de compléter et de modifier ledit traité par une convention additionnelle et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Edouard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Juraj DEMETROVIČ ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme ont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les droits de douane tchécoslovaques sur les marchandises, — produits naturels ou fabriqués, de la Yougoslavie, — énumérées à l'annexe A à la présente convention additionnelle, et les droits de douane yougoslaves sur les marchandises, — produits naturels ou fabriqués de la Tchécoslovaquie, — énumérées à l'annexe B, ne pourront pas dépasser les taux indiqués dans lesdites annexes.

Article 2.

En vue de réglementer le transport et le transit des animaux et produits animaux, les États contractants ont conclu une convention spéciale qui constituera partie intégrante de la Convention additionnelle (annexe C).

Article 3.

Les dispositions du premier alinéa de l'article 30 du Traité de commerce et de navigation du 14 novembre 1928, sont remplacées par les suivantes :

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Belgrade aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant une période de six mois après qu'il aura été dénoncé.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2861. — ADDITIONAL CONVENTION TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF NOVEMBER 14, 1928, BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 30, 1931.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, being desirous of promoting as far as possible reciprocal commercial relations and economic co-operation between the two States, as expressed in the Treaty of Commerce and Navigation of November 14, 1928, have decided with this object in view to complete and amend the said Treaty by an additional Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Edouard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Juraj DEMETROVIČ ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Czechoslovak Customs duties on the natural or manufactured products of Yugoslavia enumerated in Annex A to the present Additional Convention, and Yugoslav Customs duties on the natural or manufactured products of Czechoslovakia enumerated in Annex B, shall not exceed the rates indicated therein.

Article 2.

In order to regulate the transport and transit of animals and animal products, the Contracting States have concluded a special agreement which shall form an integral part of the Additional Convention (Annex C).

Article 3.

The provisions of the first paragraph of Article 30 of the Treaty of Commerce and Navigation of November 14, 1928, shall be replaced by the following :

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Belgrade as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid for a period of six months subsequent to its denunciation.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

La présente convention additionnelle sera ratifiée aussitôt que possible et les instruments de ratification seront échangés à Belgrade.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

En ce qui concerne sa durée et le délai de dénonciation, il sera fait application des dispositions du Traité de commerce et de navigation, modifiées par l'article 3 de la présente convention additionnelle.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux parties ont signé la présente convention additionnelle et y ont apposé leur sceau.

Fait à Praha, le 30 mars 1931.

Pour la République tchécoslovaque :
(L. S.) (Signé) Dr Edouard BENEŠ.

Pour le Royaume de Yougoslavie :
(L. S.) (Signé) Juraj DEMETROVIČ.

ANNEXE A

DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Numéro du tarif douanier tchécoslo- vaque	Désignation des marchandises	Droits de douane Kč.
		par 100 kg.
ex 35	Raisin frais ; raisin foulé :	
	Raisin de table en emballages d'un poids brut de 11,5 kg. au plus, du 1 ^{er} août au 15 décembre	120,—
ex 36	Noix et noisettes mûres :	
	Noix :	
	Non décortiquées	90,—
	Décortiquées	140,—
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	ex b) Autres sans emballage ou simplement en sacs :	
	ex 1 ^o Pommes, poires et coings sans emballage (en vrac) :	exempts
	Coings	
	ex 3 ^o Prunes et autres fruits non dénommés sous 1 et 2 :	
	Prunes	8, - sur le poids brut
	ex c) Autres fruits autrement emballés :	
	Pommes en tonneaux et en caisses d'un poids brut de plus de 50 kg., du 15 juillet à la fin février	25, - sur le poids brut
	Prunes en caisses et corbeilles d'un poids brut de 20 kg. au plus, du 15 août au 31 octobre.	15, - sur le poids brut

Article 4.

The present Additional Convention shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Belgrade.

It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification.

As regards its duration and the period within which it may be denounced, the provisions of the Treaty of Commerce and Navigation as modified by Article 3 of the present Additional Convention shall apply.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Additional Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, March 30, 1931.

(L. S.) (Signed) Dr. Edouard BENEŠ,
On behalf of the Czechoslovak Republic.

(L. S.) (Signed) Juraj DEMETROVIČ,
On behalf of the Kingdom of Yugoslavia.

ANNEX A.

CUSTOMS DUTIES ON IMPORTATION INTO THE TERRITORY OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

Czechoslovak Tariff number	Designation of Goods	Duties in kronen
		per 100 kg.
ex 35	Grapes, fresh, also pressed grapes : Dessert grapes, packed, of a gross weight of not more than 11.5 kg., from August 1 to December 15	120.—
ex 36	Nuts and hazel nuts, ripe : Nuts : Not shelled Shelled	90.— 140.—
ex 37	Fruits not specially mentioned, fresh : ex (b) Other fruit in bulk or sacks : ex (1) Apples, pears and quinces in bulk (loose) : Quinces ex (3) Plums and other fruit not mentioned under (1) and (2) : Plums	free 8.— on the gross weight
	ex (c) Other fruits otherwise packed : Apples in casks and cases weighing over 50 kg. gross, from July 15 to the end of February	25.— on the gross weight
	Plums in cases and baskets of a gross weight of not more than 20 kg., from August 15 to October 31	15.— on the gross weight

Numéro du tarif douanier tchécoslo- vaque	Designation of Goods	Droits de douane Kč.
38	Prunes séchées :	par 100 kg.
	a) En tonneaux, caisses, sacs ou emballages similaires d'un poids brut de plus de 30 kg. ou sans emballage :	
	1° En tonneaux, caisses, sacs ou autres emballages similaires d'un poids brut :	
	De plus de 30 kg. jusqu'à 50 kg.	48,—
	De plus de 50 kg.	exemptes
	2° Sans emballage	exemptes
	b) Autrement emballées	48,—
ex 39	Fruits non spécialement dénommés, préparés (séchés, comprimés, coupés, en poudre ou autrement réduits en morceaux ; conservés dans l'eau salée ou le vinaigre, en tonneaux ; marmelade de prunes sans mélange de sucre) :	
	Marmelade de prunes sans mélange de sucre	100,—
	Pommes et poires séchées et non nettoyées, soit entières, soit décou- pées en morceaux	exemptes
ex 43	Légumes non spécialement dénommés et autres produits végétaux pour l'usage culinaire, frais :	
	ex a) Légumes fins de table :	
	Haricots verts, même en cosses, du 1 ^{er} juin au 31 août	35,—
	Pois verts, même en cosses, du 15 avril au 15 juin	35,—
	Aubergines, du 1 ^{er} juillet au 30 septembre	50,—
	Pastèques	exemptes
59	Houblon	700,—
ex 62	Plantes et parties de plantes non spécialement dénommées :	
	a) Fraîches	exemptes
	ex b) Séchées ou préparées (en poudre, ou autrement réduites en morceaux ou teintés) :	
	Séchées ou préparées (réduites en poudre, ou autrement réduites en morceaux ou teintés) à l'exclusion de la pâte de bois . .	20,—
63	Bœufs	par 100 kg. de poids vif
64	Taureaux	160,—
65	Vaches	160,—
66	Jeunes animaux de l'espèce bovine	140,—
67	Veaux	130,—
	Remarque aux Nos 63 à 67.	
	Si le prix moyen d'un kg. de poids vif de bétail dénommé au N° 63 (bœufs), calculé pour le mois de l'année civile, d'après le Bulletin du Bureau de perception des taxes sur le bétail et la viande à Prague, est de 16 % inférieur au prix moyen d'un kg. de poids vif du même bétail calculé pour les mois de mars et d'avril de 1930 d'après le Bulletin dudit Bureau de Prague (base de comparaison), il sera fait application des droits conventionnels mentionnés ci-dessus majorés de Kč. 44 pour les Nos 63 et 64 (bœufs et taureaux), de Kč. 38 pour le N° 65 (vaches), et de Kč. 37 pour les Nos 66 et 67 (jeunes animaux de l'espèce bovine et veaux). Ces majorations cesseront d'être appliquées lorsque le prix moyen calculé comme ci-dessus sera inférieur à la base de comparaison de moins de 8 %.	
ex 70	Porcs :	
	b) Pesant plus de 120 kg.	80,—

Czechoslovak Tariff number	Designation of Goods	Duties in kronen
		per 100 kg.
38	Plums, dried :	
	(a) In barrels, cases, sacks or similar packing, weighing over 30 kg. gross, or in bulk :	
	(1) In barrels, cases, sacks or similar packing weighing gross :	
	Over 30 kg. and not more than 50 kg.	48.—
	Over 50 kg.	free
	(2) In bulk	free
	(b) Otherwise packed	48.—
ex 39	Fruit not specially mentioned, prepared (dried, pressed, cut up, powdered or otherwise reduced ; preserved in salt water or vinegar, in casks ; plum jam without the addition of sugar) :	
	Plum jam without the addition of sugar	100.—
	Apples and pears dried and not cleaned, either whole or cut into pieces	free
ex 43	Vegetables not specially mentioned and other kitchen garden products, fresh :	
	ex (a) Vegetables for table use :	
	French beans, with pods or otherwise, from June 1 to August 31	35.—
	Green peas with or without pods from April 15 to June 15	35.—
	Aubergines from July 1 to September 30	50.—
	Water melons	free
59	Hops	700.—
ex 62	Plants and parts of plants not specially mentioned :	
	(a) Fresh	free
	ex (b) Dried or prepared (powdered or otherwise reduced or coloured) :	
	Dried or prepared (powdered or otherwise reduced or coloured) except wood pulp	20.—
		per 100 kg. live weight
63	Oxen	160.—
64	Bulls	160.—
65	Cows	140.—
66	Young cattle	130.—
67	Calves	130.—
	<i>Note on No. 63 to 67.</i>	
	If the average price per kg. live weight of cattle, specified in No. 63 (oxen), calculated for the calendar month in accordance with the Bulletin of the Prague Office for the collection of taxes on cattle and meat, is 16 % below the average price per kg. live weight of the same cattle calculated for the months of March and April 1930 according to the Bulletin of the said Prague Office (basis of comparison), the conventional duties mentioned below shall apply with a surtax of 44 kronen for Nos. 63 and 64 (oxen and bulls), 38 kronen for No. 65 (cows), and 37 kronen for Nos. 66 and 67 (young cattle and calves).	
	These surtaxes shall cease to apply when the average price calculated as above is less than 8 % below the basis of comparison.	
ex 70	Swine :	
	(b) Weighing more than 120 kg.	80.—

Numéro du tarif douanier tchécoslo- vaque	Désignation des marchandises	Droits de douane Kč.
	<i>Remarque.</i> Si le prix moyen d'un kg. de poids vif de porc, calculé, pour le mois de l'année civile, d'après le Bulletin du Bureau de perception des taxes sur le bétail et la viande à Prague, est inférieur à Kč 10,60, le droit conventionnel mentionné ci-dessus sera majoré : 1^o pour les porcs pesant plus de 120 et jusqu'à 130 kg. de Kč. 40 par 100 kg. de poids vif ; 2^o pour les porcs pesant plus de 130 kg. de Kč. 20 par 100 kg. de poids vif. Ces majorations seront supprimées aussitôt que le prix moyen d'un kg. de poids vif, calculé comme ci-dessus pour le mois de l'année civile, aura atteint au moins Kč. 10,60. Si le prix moyen d'un kg. de poids vif calculé comme ci-dessus pour le mois de l'année civile, tombe au-dessous de Kč. 9,80, le droit conventionnel ci-dessus sera majoré : 1^o pour les porcs pesant plus de 120 jusqu'à 130 kg. de Kč. 60 par 100 kg. de poids vif ; 2^o pour les porcs pesant plus de 130 kg. de Kč. 30 par 100 kg. de poids vif. Ces majorations seront ramenées aux niveaux mentionnés à l'alinéa précédent, aussitôt que le prix moyen d'un kg. de poids vif calculé comme ci-dessus pour le mois de l'année civile aura atteint au moins Kč. 9,80.	par 100 kg.
ex 71	Chevaux : ex b) N'ayant pas plus de deux ans : Chevaux à sang froid de race norique	par tête 550,—
73	Volaille de toute espèce (excepté le gibier à plumes) : a) Vivante : Oies et canards Autres b) Abattue, même vidée, plumée ou sans extrémité : Oies et canards Autres	par 100 kg. 33,60 56,— 131,25 125,—
ex 75	Poissons, écrevisses d'eau douce, escargots de terre, scampi, frais : a) Poisson de mer ex b) Autres : Poisson d'eau douce	exempt 110,—
ex 86	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés, baudruches, cordages en boyaux : Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés ; cordages en boyaux .	18,—
ex 108	Spiritueux distillés : ex b) Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances, eau-de-vie de France : Maraschino du banat du Littoral, en bouteilles d'origine, accompagné d'un certificat d'origine ex d) Autres spiritueux distillés : eau-de-vie de prunes et eau-de-vie de marc, d'une teneur en alcool de 45 % au plus, si l'envoi est accompagné d'un certificat du laboratoire d'Etat indiquant la teneur en alcool, et attestant que l'eau-de-vie de prunes, est obtenue par la distillation de la prune et l'eau-de-vie de marc par la distillation du marc de raisin : En tonneaux En bouteilles	1.500,— 1.640,— 1.000,—

Czechoslovak Tariff number	Designation of Goods	Duties in kronen
	<i>Note.</i> If the average price per kg. live weight of swine calculated for the calendar month in accordance with the Bulletin of the Prague Office for the collection of taxes on cattle and meat is below 10.60 kronen, the conventional duties mentioned above shall be increased: (1) for swine weighing over 120 and not over 130 kg., by 40 kronen per 100 kg. live weight; (2) for swine weighing over 130 kg. by 20 kronen per 100 kg. live weight. These surtaxes shall cease to apply as soon as the average price per kg. live weight, calculated as above for the calendar month, has reached a minimum of 10.60 kronen. If the average price per kg. live weight calculated as above for the calendar month is below 9.80 kronen, the conventional duty mentioned above shall be increased: (1) for swine weighing more than 120 and not more than 130 kg., by 60 kronen per 100 kg. live weight; (2) for swine weighing over 130 kg., by 30 kronen per 100 kg. live weight. These surtaxes shall be reduced to the level mentioned in the previous paragraph as soon as the average price per kg. live weight calculated as above for the calendar month has reached a minimum of 9.80 kronen.	per 100 kg.
ex 71	Horses:	
	ex (b) Up to 2 years old:	per head
	Cold-blooded horses of Noric strain	550.—
73	Poultry of all kinds but not feathered game:	
	(a) Living:	per 100 kg.
	Geese and ducks	33.60
	Other kinds	56.—
	(b) Dead, also cleaned, plucked or with their extremities cut off:	
	Geese and ducks	131.25
	Other kinds	125.—
ex 75	Fish, crayfish, land snails, scampi, fresh:	
	(a) Sea fish	free
	ex (b) Others:	
	Fresh water fish	110.—
ex 86	Bladders and guts, fresh, salted or dried, gold-beaters skin, gut strings:	
	Bladders and guts, fresh, salted or dried; gut strings	18.—
ex 108	Distilled spirituous liquors:	
	ex (b) Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors, mixed with sugar or other substances, French brandy; Maraschino from the Banat of the Littoral, in original bottles, accompanied by a certificate of origin	1,500.—
	ex (d) Other distilled spirituous liquors; plum brandy, Marc brandy with a maximum alcohol content of 45 %, if accompanied by a certificate from the State laboratory indicating the alcohol content, and certifying that the plum brandy is obtained by the distillation of plums, and Marc brandy by the distillation of grape residue:	
	In casks	1,640.—
	In bottles	1,000.—

Numéro du tarif douanier tchécoslo- vaque	Désignation des marchandises	Droits de douane Kč.
		par 100 kg.
ex 109	Vin, vin de fruits, moût de raisin et de fruits, jus de fruits et de baies non concentré ; hydromel : ex a) En tonneaux : Vin des banats, du Danube, du Littoral, de la Drave, de la Save, de la Morava, du Drin, de la Zeta et du Vardar, provenant de Yougoslavie et accompagné d'un certificat d'origine délivré par l'autorité yougoslave compétente	210,—
	ex b) En bouteilles : Vins des banats, du Danube, du Littoral, de la Drave, de la Save, de la Morava, de la Drino, de la Zeta et du Vardar, provenant de Yougoslavie et accompagné d'un certificat d'origine délivré par l'autorité yougoslave compétente	420,—
ex 118	Saucisson de viande : Salami dit de Petrinja	850,—
ex 119	Fromages : ex a) Fromage fin de table : Fromage des Trappistes ex b) Autres : Fromage de Bohinja et de Sombor et « Kachkaval »	294,—
ex 121	Poisson non spécialement dénommé, salé, fumé, séché : ex a) Salé : Poisson, autre que la morue, salés ex b) Autre : Poisson, autre que la morue, séché	210,— exempts exempts
ex 131	Comestibles en boîtes, bouteilles et autres récipients semblables, hermétiquement fermés (à l'exception de ceux qui sont dénommés aux Nos 114, 126 et 127) : Sardines à l'huile Anchois roulés, à l'huile et aux câpres Filets d'anchois à l'huile ou en saumure, en boîtes de fer blanc pesant plus de 5 kg., importés, en vertu d'un permis spécial, par les fabriques de conserves de poissons, pour être soumis à une préparation ultérieure, sous contrôle	360,— 360,— 180,—
ex 162	Orseille, persio ; indigo ; cochenille ; extrait de bois de châtaignier ; extrait de bois de quebracho ; extraits de matières tannantes non spécialement dénommés : ex b) Extrait de bois de chêne ou de bois de châtaignier, sans addition d'autres matières Extrait de bois jaune	exempt 8,—
	<i>Remarque aux Nos 298, 299 et 300 .</i> Les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des centres touristiques et stations balnéaires yougoslaves ou ayant pour objet, d'une manière générale, la propagande en faveur du trafic des étrangers en Yougoslavie, sont admis en franchise, conformément au N° 647 du tarif, quelle que soit l'importance de la partie consacrée à la publicité. Le Gouvernement tchécoslovaque se réserve de reconnaître le même privilège pour d'autres positions du tarif.	
ex 329	Cuir de bœuf et de cheval, travaillé autrement qu'à la façon du cuir à semelles, même complètement apprêté, mais non verni : ex a) De couleur naturelle ou teint en noir : Cuir avivé, teint en noir, importé par les bureaux de douane à désigner d'un commun accord par les Etats contractants	700,—

Czechoslovak Tariff number	Designation of Goods	Duties in kronen
		per 100 kg.
ex 109	Wine, fruit wine, wine and fruit must, juice of fruits and berries not inspissated ; mead : ex (a) In casks : Wine from the Banats of the Danube, of the Littoral, of the Drave, of the Save, of the Morava, of the Drina, of the Zeta and of the Vardar, coming from Yugoslavia and accompanied by a certificate of origin issued by the competent Yugoslav authority	210.—
	ex (b) In bottles : Wines from the Banats of the Danube, of the Littoral, of the Drave, of the Save, of the Morava, of the Drina, of the Zeta and of the Vardar, coming from Yugoslavia and accompanied by a certificate of origin issued by the competent Yugoslav authority	420.—
ex 118	Meat sausages : Petrinja Salami	850.—
ex 119	Cheese : ex (a) Fine cheese for the table : Trappists' cheese	294.—
	ex (b) Other : Bohinja and Sombor cheese and " Kachkaval "	210.—
ex 121	Fish not specially mentioned, salted, smoked, dried : ex (a) Salted : Fish other than cod, salted	free
	ex (b) Other : Fish, other than cod, dried	free
ex 131	Comestibles in tins, bottles, and similar hermetically sealed receptacles (except those mentioned in Nos. 114, 126 and 127) : Sardines in oil Rolled anchovies, in oil and with capers Fillets of anchovy in oil or in brine, in tins weighing over 5 kg. imported under special licence by fish-preserving factories for further treatment, under supervision	360.— 360.— 180.—
ex 162	Orchil, Persis, indigo, cochineal ; Chestnut wood extract, Quebracho-wood extract ; tanning extracts not specially mentioned : ex (b) Chestnut wood extract or chestnut wood without the addition of other materials Yellow wood extract	free 8.—
	<i>Note on Nos. 298, 299 and 300.</i> Prospectuses, posters and pamphlets for the purpose of encouraging visits to Yugoslav tourist centres and watering places, or generally of the nature of propaganda in favour of tourist traffic in Yugoslavia, shall be admitted free in accordance with No. 647 of the tariff, whatever the proportion devoted to publicity. The Czechoslovak Government may subsequently grant the same privilege in respect of other tariff items.	
ex 329	Cow and horse hide, not worked like sole leather, dressed (finished or not) but not lacquered (patent) : ex (a) Natural colour or dyed black : Polished leather dyed black imported through Customs offices to be designated by common agreement between the Contracting States	700.—

Numéro du tarif douanier tchécoslo- vaque	Désignation des marchandises	Droits de douane Kč.
ex 428	Fer brut, fer et acier vieux, en débris ou en déchets pour la refonte et l'affinage :	par 100 kg.
	ex c) Ferromanganèse, ferrosilicium (de 50 à 90 % de silicium) ferrochrome, ferronickel, ferrowolfram, ferromolybdène, ferrovanadium, ferroaluminium :	
	Ferrosilicium (de 30 à 95 % de silicium)	exempt
ex 546	Charbon électrique :	
	ex b) Autres :	
	1° Pesant par pièce 3 kg. ou plus	24,—
ex 600	Sels de calcium, de strontium, de barium et de manganèse, spécialement dénommés :	
	m) Cyanamide de calcium	21,—
		sur le poids brut

ANNEXE B

DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Numéro du tarif douanier yougoslave	Désignation des marchandises	Droits en dinars-or
ex 9	Légumes séchés ou autrement préparés d'une manière simple, même coupés, mais non moulus, en saumure, à l'eau salée ou au vinaigre, en tonneaux ou en récipients analogues d'un poids total d'au moins 5 kg. :	par 100 kg.
	ex 2° Choux, concombres, aubergines, paprica, non moulu ni pilé, ainsi que tous autres légumes non dénommés :	
	Concombres au vinaigre	12,50
ex 42	Betteraves à sucre et chicorée, même coupées et pressées :	
	Chicorée, même coupée et pressée :	
	2° Séchée	5,—
121	Bière de toutes sortes :	
	1° En fûts	30,—
	2° En bouteilles	40,—
ex 143	Conserves alimentaires non dénommées ailleurs, même en récipients, hermétiquement fermés :	
	ex 1° Conserves de plantes et de fruits non dénommées et non sous-entendues ailleurs :	
	Conserves de concombres en récipients d'un poids total de plus de 5 kg.	40,—
277	Tissus de coton unis :	
	1° Pesant plus de 120 grammes par m ² et ayant en chaîne et en trame dans un cm ² :	
	a) 50 fils ou moins	120,—
	b) Plus de 50 et jusqu'à 80 fils	140,—
	c) Plus de 80 fils	180,—

Czechoslovak Tariff number	Designation of Goods	Duties in kronen
ex 428	Pig-iron, old iron and steel scrap and waste for melting and for reheating and rolling : ex (c) Ferro-manganese, ferro-silicon (with 50 to 90 % of silicon), ferro-chrome, ferro-nickel, ferro-wolfram, ferro-molybdenum, ferro-vanadium, ferro-aluminium : Ferro-silicon (from 30 to 95 % of silicon)	per 100 kg. free
ex 546	Electric carbons : ex (b) Others : (1) Weighing each not less than 3 kg.	24.—
ex 600	Calcium, strontium, barium and magnesium salts, specially mentioned (m) Calcium cyanamide	21.— on the gross weight

ANNEX B.

CUSTOMS DUTIES ON IMPORTATION INTO THE TERRITORY OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Yugoslav Tariff number	Designation of Goods	Duties in gold dinars
ex 9	Vegetables dried or otherwise simply prepared, even cut up but not ground ; pickled, in salt water or vinegar, in barrels or in similar receptacles weighing in the aggregate at least 5 kg. : ex (2) Cabbages, cucumbers, aubergines, unground or unpounded paprika, also all other unenumerated vegetables : Cucumbers in vinegar	per 100 kg. 12.50
ex 42	Sugar beet and chicory, whether or not cut up and pressed : Chicory, whether or not cut up and pressed : (2) Dried	5.—
121	Beer of every kind : (1) In barrels (2) In bottles	30.— 40.—
ex 143	Alimentary preserves not elsewhere enumerated, even in air-tight receptacles : ex (1) Plants and fruit conserves not mentioned or understood elsewhere : Cucumber conserves in receptacles of an aggregate weight of over 5 kg.	40.—
277	Plain cotton tissues : (1) Weighing more than 120 grammes per sq. metre and having in warp and weft in 1 sq. centimetre : (a) 50 threads or less (b) More than 50 and up to 80 threads (c) More than 80 threads	120.— 140.— 180.—

Numéro du tarif douanier yougoslave	Désignation des marchandises	Droits en dinars-or
		par 100 kg.
	2° Pesant plus de 60 grammes et jusqu'à 120 grammes par m ² et ayant en chaîne et en trame dans un cm ² :	
	a) 50 fils ou moins	180,—
	b) Plus de 50 et jusqu'à 80 fils	180,—
	c) Plus de 80 fils	200,—
	3° Pesant 60 grammes ou moins par m ² et ayant en chaîne et en trame, dans un cm ² :	
	a) 50 fils ou moins	200,—
	Voiles	180,—
	b) Plus de 50 et jusqu'à 80 fils	200,—
	c) Plus de 80 fils	240,—
ex 293	Filés de jute, de chanvre de Manille, de chanvre de Nouvelle-Zélande et d'autres fibres végétales du N° 288, à l'exclusion de ceux du N° 290, à un bout :	
	ex 1° Du N° 7 de l'échelle anglaise et au-dessous :	
	ex a) Ecrus :	
	Filés de chanvre de Manille ou de sisal pour lier les gerbes	5,—
	ex 2° Au-dessus du N° 7 :	
	ex a) Ecrus :	
	Filés de chanvre de Manille ou de sisal pour lier les gerbes	6,—
ex 294	Filés de jute, de chanvre de Manille, de chanvre de Nouvelle-Zélande ou d'autres fibres végétales du N° 288, à l'exclusion de ceux du N° 291, à plusieurs bouts :	
	ex 1° Du N° 7 de l'échelle anglaise et au-dessous :	
	ex a) Ecrus :	
	Filés de chanvre de Manille ou de sisal pour lier les gerbes	7,—
	ex 2° Au-dessus du N° 7 :	
	ex a) Ecrus :	
	Filés de chanvre de Manille ou de sisal pour lier les gerbes	8,—
ex 296	Tissus de lin, de ramie, de chanvre et autres fibres végétales du N° 288, à l'exclusion des tissus spécialement dénommés :	
	2° Ayant plus de 18 jusqu'à 36 fils, en chaîne et en trame dans un cm ²	120,—
	3° Ayant plus de 36 jusqu'à 60 fils, en chaîne et en trame dans un cm ²	270,—
	Tissus de lin pour la confection de matelas	260,—
	4° Ayant plus de 60 fils en chaîne et en trame dans un cm ²	350,—
	Tissus de lin pour la confection de matelas	340,—
306	Tapis de pied :	
	1° Tissés à la façon du velours	160,—
	2° Autres	120,—
315	Tapis de pied :	
	1° Ordinaires	150,—
	2° Fins :	
	a) Tissés à la façon du velours	600,—
	b) Tissés autrement	350,—
ex 316	Tchebads (couvertures grossières) pesant plus de 700 grammes par m ² :	
	Couvertures faites avec des déchets, pesant plus de 700 grammes par m ²	120,—
	Tchebads de couleur naturelle pesant plus de 700 grammes par m ² , même avec raies de couleur en bordure	200,—

Yugoslav Tariff number	Designation of Goods	Duties in gold dinars
		per 100 kg.
	(2) Weighing more than 60 and up to 120 grammes per sq. metre and having in warp and weft in 1 sq. centimetre :	
	(a) 50 threads or less	180.—
	(b) More than 50 and up to 80 threads	180.—
	(c) More than 80 threads	200.—
	(3) Weighing 60 grammes or less per sq. metre and having in warp and weft in 1 sq. centimetre :	
	(a) 50 threads or less	200.—
	Veils	180.—
	(b) More than 50 and up to 80 threads	200.—
	(c) More than 80 threads	240.—
ex 293	Yarns of jute, Manilla hemp, New Zealand hemp or other vegetable fibres included in No. 288, except those mentioned in No. 290, single strand :	
	ex (1) No. 7 (English) and below :	
	ex (a) Unbleached :	
	Yarns of Manilla hemp or sisal for binding sheaves	5.—
	ex (2) Above No. 7 :	
	ex (a) Unbleached :	
	Yarns of Manilla hemp or sisal for binding sheaves	6.—
ex 294	Yarns of jute, Manilla hemp, New Zealand hemp and other vegetable fibres included in No. 288, except those mentioned in No. 291, of several strands :	
	ex (1) No. 7 (English) and below :	
	ex (a) Unbleached :	
	Threads of Manilla hemp or sisal for binding sheaves	7.—
	ex (2) Above No. 7 :	
	ex (a) Unbleached :	
	Yarns of Manilla hemp or sisal for binding sheaves	8.—
ex 296	Tissues of flax, ramie, hemp and other vegetable fibres included in No. 288, except those specially mentioned :	
	(2) Having from 18 to 36 threads in warp and weft in 1 sq. centimetre	120.—
	(3) Having from 36 to 60 threads in warp and weft in 1 sq. centimetre	270.—
	Tissues of flax for the manufacture of mattresses	260.—
	(4) Having more than 60 threads in warp and weft in 1 sq. centimetre	350.—
	Tissues of flax for the manufacture of mattresses	340.—
306	Carpets :	
	(1) Woven in velvet style	160.—
	(2) Others	120.—
315	Carpets :	
	(1) Common	150.—
	(2) Fine :	
	(a) Woven in velvet style	600.—
	(b) Otherwise woven	350.—
ex 316	Coarse coverlets (<i>tchebads</i>) weighing more than 700 grammes per sq. metre :	
	Coverlets made with waste, weighing more than 700 grammes per sq. metre	120.—
	Tchebads, natural colour, weighing more than 700 grammes per sq. metre, with or without coloured stripes on the edges . . .	200.—

N° Numéro du tarif douanier yougoslave	Désignation des marchandises	Droits de douane Kč.
		par 100 kg.
317	Autres tissus de laine non spécialement dénommés, pesant par m ² :	
	1 ^o Plus de 700 grammes	180,—
	2 ^o Plus de 500 et jusqu'à 700 grammes	230,—
	3 ^o Plus de 300 et jusqu'à 500 grammes	280,—
	4 ^o 300 grammes ou moins	300,—
ex 339	Passenteries, articles de passementerie et de boutonnerie sur bois, os, corne, métaux communs ou matières communes :	
	ex 2 ^o En demi-soie :	
	En soie artificielle	800,—
ex 348	Articles en tissus imprégnés ou enduits, à l'exception des ouvrages de sellier et de malletier :	
	1 ^o Combinés ou non avec des matières communes ou fines :	
	ex b) Autres :	
	Couvertures en tissus du N° 346, même cousues, munies d'an- neaux, courroies, boucles, agrafes et autres	160,—
ex 365	Fez :	par pièce
	2 ^o Sans glands	exempts
ex 370	Cuirs tannés, même préparés d'une façon plus avancée :	
	1 ^o Cuirs à semelles et cuirs tannés à la façon du cuir à semelles :	par 100 kg.
	a) Croupons	130,—
	b) Autres	90,—
ex 435	Articles non dénommés ailleurs :	
	1 ^o Bruts :	
	ex a) Combinés ou non avec des matières communes :	
	Cannelles de tonneaux	50,—
	2 ^o Lessivés, teints, laqués, polis, vernis :	
	ex a) Combinés ou non avec des matières communes :	
	Cannelles de tonneaux	90,—
	<i>Remarque aux Nos 455, 472, 473 du tarif.</i>	
	Les prospectus, affiches et brochures recommandant la visite des centres touristiques et stations balnéaires tchécoslovaques ou ayant pour objet, d'une manière générale, la propagande en faveur du trafic des étrangers en Tchécoslovaquie sont admis en franchise, conformément au N° 455 du tarif, quelle que soit l'importance de la partie consacrée à la publicité.	
ex 494	Briques, tuiles et carreaux :	
	1 ^o En matière réfractaire :	
	ex b) En terre de chamotte, en dinas, en bauxite, en magnésite et matières similaires :	
	Briques en dinas	1,—
504	Articles non dénommés ailleurs :	
	1 ^o En porcelaine et matières analogues :	
	a) Blancs ou d'une seule couleur sans ornements en relief . .	25,—
	b) De plusieurs couleurs, avec dessins, ornés de lignes ou de bordures en couleur, dorés, argentés, bronzés, recouverts de glacure, avec ornements en relief	40,—
	2 ^o En matières céramiques autres :	
	a) Blancs ou d'une seule couleur, sans ornements en relief . .	20,—
	b) De plusieurs couleurs avec dessins, ornés de lignes ou de bordures en couleur, dorés, argentés, bronzés, recouverts de glacure, avec ornements en relief	35,—
ex 512	Verre armé et verre strié en plaques ou feuilles, tuiles en verre, dalles et cubes pour pavements :	
	2 ^o Autres	10,—

Yugoslav Tariff number	Designation of Goods	Duties in gold dinars
		per 100 kg.
317	Other woollen tissues not elsewhere enumerated, weighing per sq. metre :	
	(1) More than 700 grammes	180.—
	(2) More than 500 and up to 700 grammes	230.—
	(3) More than 300 and up to 500 grammes	280.—
	(4) 300 grammes or less	300.—
ex 339	Passementerie, trimmings, button-makers' wares with foundations of wood, bone, horn, common metals or common materials :	
	ex (2) Of half-silk :	
	Of artificial silk	800.—
ex 348	Articles of saturated or coated tissues, except saddlery and trunk-makers' wares :	
	(1) Combined or not with common or fine materials :	
	ex (b) Other :	
	Coverlets of tissue coming under No. 346, even if stitched, fitted with rings, straps, buckles, hooks and other articles	160.—
ex 365	Fez :	each
	(2) Without tassel	free
ex 370	Leather tanned or even further prepared :	
	(1) Sole leather and any leather tanned as sole leather :	per 100 kg.
	(a) Cruppers	130.—
	(b) Other	90.—
ex 435	Articles not elsewhere enumerated :	
	(1) Rough :	
	ex (a) Combined or not with common materials :	
	Spigots for casks	50.—
	(2) Lye-washed, stained, lacquered, polished, varnished :	
	ex (a) Combined or not with common materials :	
	Spigots for casks	90.—
	<i>Note to Nos. 455, 472, 473 of the Tariff.</i>	
	Prospectuses, posters and pamphlets for the purpose of encouraging visits to Czechoslovak tourist centres and watering places, or generally of the nature of propaganda in favour of tourist traffic in Czechoslovakia shall be admitted free, in accordance with No. 455 of the tariff, whatever the proportion devoted to publicity.	
ex 494	Bricks, tiles and squares :	
	(1) Of fireproof materials :	
	ex (b) Of chamotte, dinas, bauxite, magnesite and the like :	
	Bricks of dinas	1.—
504	Unenumerated articles :	
	(1) Of porcelain or similar materials :	
	(a) White or of a single colour without ornaments in relief .	25.—
	(b) Of several colours, with designs, adorned with coloured lines or edges, gilt, silvered, bronzed, enamel coated, with ornaments in relief	40.—
	(2) Of other ceramic materials :	
	(a) White or of a single colour, without ornaments in relief	20.—
	(b) Of several colours, with designs, adorned with coloured lines or edges, gilt, silvered, bronzed, enamel coated, with ornaments in relief	35.—
ex 512	Wired glass and striated glass in slabs or sheets, glass roofing tiles, paving slabs and blocks :	
	(2) Other	10.—

Numéro du tarif douanier yougoslave	Désignation des marchandises	Droits en dinars-or
		par 100 kg.
521	Articles en verre creux :	
	1 ^o Ordinaires :	
	a) Verts ou bruns	20,—
	b) Blancs ou demi-blancs, transparents	26,—
	c) Blancs non transparents, colorés en pâte ou recouverts de verre blanc non transparent ou coloré en pâte	31,—
	d) Avec ornements en relief et en surface striée ou grainée, obtenue par soufflage dans des moules ; avec bouchons en forme de cristaux, avec fond passé à la meule	47,—
	2 ^o Passés à la meule, polis, dépolis, gravés à l'acide ou autrement	63,—
	3 ^o Peints, dorés, argentés, en verre givré ou craquelé	90,—
	4 ^o En cristal taillé	100,—
ex 523	Articles non dénommés ailleurs :	
	1 ^o Fleurs artificielles, statuettes, figures et figurines et autres articles de luxe et de fantaisie	400,—
	ex 3 ^o Autres :	
	b) Peints, dorés, argentés, en verre givré ou craquelé	90,—
	ex c) En verre autrement travaillé :	
	Globes et abat-jour pour lampes ; abat-jour et tulipes pour ampoules électriques, réflecteurs pour lampes et ampoules électriques ; écrans de divers modèles se plaçant devant ou sous la source lumineuse pour protéger contre l'arrivée directe de la lumière ou contre ses effets mécaniques	60,—
ex 560	Vaisselle en fer forgé ou en fonte :	
	2 ^o En fonte :	
	b) Non ouvree	35,—
ex 562	Vaisselle et articles en tôle non dénommés ailleurs :	
	ex 5 ^o Entièrement ou partiellement recouverts de nickel, de cuivre ou d'aluminium ou de leurs alliages, même combinés avec des matières fines :	
	Plateaux nickelés	130,—
ex 585	Articles de fantaisie, même combinés avec des matières communes ou fines :	
	ex 2 ^o Autres :	
	Peignes, épingles à cheveux, épingles de sûreté, punaises pour planches à dessin, dés à coudre, boutons de pantalons, boutons à pression, agrafes, boucles pour pantalons et gilets, fermoirs pour jarretelles et bretelles, ouvre-boîtes brevetés, attaches en fil de fer ou en fer blanc	160,—
ex 686	Instruments de musique :	
	6 ^o Violons, tambourins, cithares et autres instruments analogues	150,—
	7 ^o Instruments en cuivre, clarinettes, flûtes, bassons, hautbois et autres instruments à vent similaires	150,—

DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION DU TERRITOIRE DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Numéro du tarif douanier yougoslave	Désignation des marchandises	Droits en dinars-or
		par 100 kg.
ex 20	Ferraille :	
	Déchets de fer blanc	exempts
		N ^o 2861

Yugoslav Tariff number	Designation of Goods	Duties in gold dinars
		per 100 kg.
521	Hollow glass articles :	
	(1) Ordinary :	
	(a) Green or brown	20.—
	(b) White or semi-white, transparent	26.—
	(c) White non-transparent, coloured in the pulp or covered with glass white, non-transparent or coloured in the pulp	31.—
	(d) With ornaments in relief and striated or grained surface obtained by the mould blast ; with stoppers in the form of crystals, with ground bottoms	47.—
	(2) Ground, polished, dulled, etched or otherwise engraved	63.—
	(3) Painted, gilt, silvered, of frosted or crackled glass	90.—
	(4) Of cut crystal	100.—
ex 523	Articles not elsewhere enumerated :	
	(1) Artificial flowers, statuettes, figures and figurines and other luxury and fancy articles	400.—
	ex (3) Other :	
	(b) Painted, gilt, silvered, of frosted or crackled glass	90.—
	ex (c) Of glass otherwise worked :	
	Globes and lampshades ; plain lampshades and tulip-shades for electric bulbs, reflectors for lamps and electric bulbs ; screens of various types to be placed in front of or below the source of light as a protection against the direct rays of the light or against its mechanical effects	60.—
ex 560	Tableware of wrought or cast iron :	
	(2) Of cast iron :	
	(b) Unworked	35.—
ex 562	Tableware and articles of sheet iron not elsewhere enumerated :	
	ex (5) Wholly or partly coated with nickel, copper or aluminium or their alloys, combined or not with fine materials :	
	Nickel plated trays	130.—
ex 585	Fancy articles, even if combined with common or fine materials :	
	ex (2) Others :	
	Combs, hairpins, safety pins, drawing-pins, thimbles, trouser buttons, press studs, hooks, buckles for trousers and waist- coats, clips for suspenders and braces, patent tin-openers, wire or tin fasteners	160.—
ex 686	Musical instruments :	
	(6) Violins, tambourines, zithers and other like instruments	150.—
	(7) Brass instruments, clarionets, flutes, bassoons, oboes and similar wind instruments	150.—

CUSTOMS DUTIES ON EXPORTATION FROM THE TERRITORY OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Yugoslav Tariff number	Designation of Goods	Duties in gold dinars
		per 100 kg.
ex 20	Scrap-iron :	
	Tin scrap	free

ANNEXE C.

CONVENTION VÉTÉRINAIRE.

Article premier.

L'importation d'animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volaille), de matières premières et produits d'origine animale et, en général, de tous produits ou objets qui pourraient transmettre les agents de contagion d'épizooties du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, peut être limitée à certaines stations frontières, spécialement désignées, et y être soumise au contrôle vétérinaire de la part de l'Etat dans le territoire duquel s'effectue l'importation.

Article 2.

Pour être admis à l'importation, les animaux dénommés à l'article premier doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et d'état sanitaire, délivré par l'autorité locale compétente et permettant d'établir l'identité, l'origine exacte et le lieu de destination desdits animaux.

En outre, un vétérinaire de l'Etat, ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, procédera à la visite des animaux immédiatement avant leur chargement ou leur embarquement et attestera sur le certificat d'origine et d'état sanitaire qu'il les a trouvés sains et non suspects et que la commune d'origine, ainsi que celle par laquelle les animaux ont éventuellement passé pour être amenés au lieu de chargement, se trouvait, au moment de l'expédition, exempte de toute épizootie soumise à la déclaration et transmissible aux animaux mentionnés dans le certificat, à l'exception de la tuberculose.

S'il s'agit d'animaux pouvant contracter :

- a) La peste bovine ou de la pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés ;
- b) La dourine des chevaux, de la peste porcine (pneumo-entérite infectieuse des porcs) et de la variole des moutons ;

c) La fièvre aphteuse,
il doit être attesté que ces épizooties n'ont régné ni dans la commune d'origine, ni dans les communes avoisinantes, à savoir :

Pour les maladies mentionnées à la lettre a) pendant les six derniers mois (sauf en ce qui concerne les porcs, pour lesquels le délai est réduit à 40 jours) ;

Pour les maladies mentionnées à la lettre b) pendant les 40 derniers jours ;

Pour les maladies mentionnées à la lettre c) pendant les 30 derniers jours au moins.

La durée de validité des certificats est fixée à dix jours ; au cas où ce délai viendrait à expirer au cours du transport à travers le territoire du pays d'origine, la validité dudit certificat pourra, après examen des animaux, être prolongée pour une période égale par un vétérinaire de l'Etat, ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat. Le résultat de la visite et les motifs de la prolongation seront notés sur le certificat. Au cas où le délai viendrait à expirer au cours du transport à travers le territoire d'un Etat tiers, le certificat sera considéré valable jusqu'à l'arrivée de l'envoi à la frontière du pays de destination.

Il sera délivré des certificats individuels pour les solipèdes et les bovidés et des certificats collectifs pour les moutons, les chèvres, les porcs et la volaille.

Article 3.

L'apparition de la rage chez les chiens et les chats n'empêchera pas la délivrance des certificats pour les autres animaux domestiques. De même, l'apparition de la gale chez les moutons et les chèvres n'empêchera pas la délivrance des certificats d'origine et d'état sanitaire pour les solipèdes, et vice versa.

L'apparition sporadique du charbon bactérien, du charbon symptomatique, du rouget des porcs et de l'exanthème coïtal des solipèdes et des bovidés dans les communes d'origine n'empêchera pas la délivrance des certificats, sauf pour les animaux des fermes déclarées contaminées ; toutefois, ces cas doivent être mentionnés dans le certificat.

ANNEX C/

VETERINARY CONVENTION.

Article 1.

The import of animals (equines, ruminants, pigs and poultry) and raw materials and products of animal origin, and, in general, of all products or objects which might carry the agents of infection of epizootic diseases from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other Party, may be restricted to specially designated frontier stations, and may there be subjected to veterinary inspection by the State into which they are imported.

Article 2.

In order to secure admission for import, the animals mentioned in Article 1 must be accompanied by a certificate of origin and health issued by the competent local authority, making clear the identity of the animals in question and their exact place of origin and of destination.

Furthermore, a veterinary officer of the Government or one specially authorised for this purpose by the Government shall inspect the animals immediately before their being put on train or boat, and shall state on the certificate of origin and health that he has found them healthy and free from suspicion, and that the commune of origin and any communes through which the animals may have passed on their way to the place of loading were, at the moment of despatch, free from all epizootic diseases communicable to the animals mentioned in this certificate, with the exception of tuberculosis.

In the case of animals liable to contract :

- (a) Cattle plague or contagious pleuro-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine of horses, swine-plague (infectious pneumo-enteritis of pigs) and sheep-pox ;

(c) Foot-and-mouth disease,

it must be certified that these epizootic diseases have not been prevalent in the commune of origin nor in the neighbouring communes, as follows :

In the case of the diseases mentioned under (a), during the last six months (except as regards pigs, for which the period is reduced to forty days) ;

In the case of the diseases mentioned under (b), during the last forty days ;

In the case of the diseases mentioned under (c), during the last thirty days at least.

Certificates shall be valid for a period of ten days. If this period expires during a journey across the territory of the country of origin, the validity of the certificate may, after inspection of the animals, be extended for an equal period by a veterinary officer of the government or one specially appointed for this purpose by the government. The result of the inspection and the grounds of the extension shall be noted on the certificate. If the period expires during the journey across the territory of a third State, the certificate shall be regarded as valid until arrival at the frontier of the country of destination.

Individual certificates shall be issued for equines and ruminants, and collective certificates for sheep, goats, pigs and poultry.

Article 3.

An outbreak of rabies among dogs or cats shall not prevent the issue of certificates for other domestic animals. Similarly an outbreak of mange among sheep and goats shall not prevent the issue of certificates of origin and health in the case of equines, and *vice versa*.

Sporadic outbreaks of anthrax, symptomatic anthrax or swine fever, and vesicular exanthema in equines and ruminants in the communes of origin shall not prevent the issue of certificates, except in the case of animals from farms declared to be infected ; nevertheless, such outbreaks must be mentioned in the certificate.

Article 4.

Pour être admis à l'importation, les matières premières et produits d'origine animale devront être accompagnés de certificats d'origine et d'état sanitaire permettant d'établir leur identité et contenant une déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, attestant que les objets en question sont, de par leur origine, exempts de maladies contagieuses.

Ce certificat ne sera pas exigé si lesdits produits ont fait l'objet d'un traitement considéré suffisant du point de vue de la prophylaxie vétérinaire. Seront de même admis sans certificat d'origine et d'état sanitaire et ne feront l'objet d'aucune restriction pour des considérations de police vétérinaire, les produits de laiterie (fromage, beurre) ainsi que les œufs.

Article 5.

Les animaux abattus, la viande fraîche, frigorifiée ou congelée, les graisses (lard, graisse, graisse fondue) et tous les produits de viande destinés à la consommation devront, pour être admis à l'importation, être accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, attestant que les animaux dont proviennent lesdits produits ont été dûment visités par le vétérinaire avant et après l'abatage et que la viande a été reconnue saine et propre à la consommation.

Article 6.

Les animaux qui ne remplissent pas les conditions mentionnées ci-dessus et ceux que le vétérinaire en service à la frontière a reconnus atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, ainsi que les animaux transportés avec des animaux malades ou suspects ou qui ont été en contact immédiat avec ces derniers, peuvent être, si cela est possible, renvoyés à la frontière du pays d'origine. Le vétérinaire en service à la frontière inscrira dans le certificat les motifs de ce renvoi et les confirmera par sa signature.

Si le pays de transit ne consent pas au retour des animaux à travers son territoire, ces derniers seront admis dans tous les cas et abattus aux frais de l'expéditeur, soit à la station frontière, soit dans toute autre localité désignée par l'autorité compétente du pays de destination. Pour l'utilisation de la viande et des produits provenant d'animaux ainsi abattus, il sera fait application des dispositions en vigueur pour les animaux indigènes, qui ont été abattus comme atteints ou suspects d'une maladie contagieuse.

Le vétérinaire en service à la frontière établira un procès-verbal dans lequel seront portés les motifs du renvoi, de l'abatage ou de toute autre mesure de caractère vétérinaire prise à la frontière à l'égard des animaux destinés à l'importation. Ce procès-verbal sera envoyé à l'autorité compétente du pays de destination qui le communiquera au pays d'origine.

Si l'existence d'une des maladies contagieuses prévues par la présente convention est constatée après l'entrée des animaux sur le territoire du pays de destination, cette constatation sera consignée dans un procès-verbal établi par un vétérinaire de l'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat; une copie de ce procès-verbal sera transmise sans retard à l'autorité compétente du pays d'origine. Dans les cas prévus au présent article, le délégué de l'autre Partie contractante, éventuellement désigné conformément à l'article 11, sera averti directement et sans retard.

Seront également admis les envois de matières premières et de produits d'origine animale au sujet du renvoi desquels un accord ne serait pas intervenu; l'office vétérinaire compétent prendra, à la réception de ces envois, les mesures nécessaires du point de vue des exigences de la police vétérinaire.

Article 7.

Si la peste bovine éclate sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie a le droit d'interdire ou de restreindre, pour la durée du danger de contamination, l'importation et le transit des ruminants, des porcs et des produits d'origine animale et, en général, de tous les produits et objets qui pourraient transmettre les agents de contagion.

Article 4.

For the purpose of import, raw materials and products of animal origin must be accompanied by certificates of origin and health making clear their identity and containing a declaration from a veterinary officer of the Government or one specially authorised for this purpose by the Government to the effect that the articles in question are, in virtue of their origin, free from contagious diseases.

This certificate shall not be required if the said products have been submitted to treatment regarded as adequate from the point of view of veterinary prophylaxis. Dairy produce (cheese, butter and eggs) shall also be admitted without certificate of origin and health and shall not be subject to any veterinary restriction.

Article 5.

Slaughtered animals, fresh meat, chilled or frozen meat, fats (lard, fat and melted fat) and all meat products intended for consumption, will be accepted for import only if accompanied by a certificate issued by a veterinary officer of the Government or one specially authorised for that purpose by the Government, to the effect that the animals from which the products in question were derived, were duly inspected by the veterinary officer before and after slaughter, and that the meat was declared sound and fit for consumption.

Article 6.

Animals which do not fulfil the conditions mentioned above and those which the frontier veterinary officer discovers to be suffering, or has reason to suspect are suffering, from contagious disease, and animals conveyed along with diseased or suspect animals, or which have been in direct contact with such animals, may, if this is possible, be sent back to the frontier of the country of origin. The frontier veterinary officer shall note on the certificate the reason of the return and shall testify thereto by his signature.

If the country of transit does not agree to the return of the animals across its territory, such animals shall in every case be admitted and slaughtered at the exporter's expense, either at the frontier station or at any other place appointed by the competent authority of the country of import. The utilisation of the meat and products from animals thus slaughtered shall be subject to the provisions in force for native animals slaughtered as suffering, or suspected of suffering, from contagious disease.

The frontier veterinary officer shall prepare a written statement giving the grounds for the return, slaughter or other veterinary measure taken at the frontier in the case of animals intended for import. This statement shall be forwarded to the competent authority of the country of destination, who will communicate it to the country of origin.

If the existence of one of the infectious diseases covered by the present Convention is detected after the animals have entered the country of destination, a statement to this effect shall be drawn up by a veterinary officer of the Government or one specially authorised for the purpose by the Government; a copy of this statement shall be forwarded without delay to the competent authority in the country of origin. In the cases mentioned in the present Article, direct and prompt notice shall be given to any delegate of the other Contracting Party nominated under Article 11.

Raw materials and products of animal origin concerning whose return no agreement has been concluded shall be admitted; and the competent veterinary officer shall, on arrival of such imports, take all necessary veterinary measures.

Article 7.

In the event of an outbreak of cattle plague in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or restrict, during the period in which there is a danger of infection, the import and transit of ruminants, pigs and animal products and, in general, of all products or articles which might carry the agents of infection.

Article 8.

Si, par suite du transport des animaux mentionnés à l'article premier, une épizootie soumise à la déclaration a été importée du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, ou si une telle maladie règne d'une manière menaçante sur le territoire d'une Partie contractante, l'autre Partie a le droit de restreindre ou d'interdire, pour la durée du danger de contamination, l'importation et le transit des animaux auxquels cette maladie est transmissible et qui proviennent des zones contaminées ou menacées. Dans les mêmes circonstances, la restriction ou l'interdiction de l'importation peut être étendue aux produits d'origine animale ainsi qu'aux objets qui peuvent transmettre les agents de contamination.

Ces restrictions et interdictions ne peuvent être appliquées qu'à l'égard des zones dont les animaux sont originaires ou des zones dans lesquelles règnent des épizooties ou, enfin, dans les zones avoisinantes.

Par zones on entend les districts (« srez-okres »).

En cas d'apparition de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés, de la dourine des chevaux et de la fièvre aphteuse, les restrictions et interdictions peuvent être étendues à de plus grandes zones.

L'importation ne pourra pas être interdite en cas de charbon bactérien, charbon symptomatique, septicémie hémorragique des bovidés et des animaux sauvages, rage, morve, exanthème coïtal des solipèdes et des bovidés, rouget du porc, choléra des poules et peste aviaire ainsi qu'en cas de tuberculose.

La durée du danger de contamination des épizooties mentionnées à l'article 2, lettres *a*), *b*) et *c*), à l'exception de la peste bovine, de la pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés et de la dourine des chevaux, sera limitée aux délais établis audit article. Cette durée est comptée à partir du jour de la déclaration officielle de la cessation de l'épizootie.

Les interdictions et restrictions mentionnées au présent article ne s'appliquent pas aux envois en transit à travers les zones interdites : en chemin de fer, dans des wagons fermés et plombés, ou en bateau, dans les cales fermées et isolées, étant entendu toutefois que tout chargement, déchargement ou transbordement sera interdit dans les limites des zones contaminées.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes s'engage à publier le premier et le 15 de chaque mois des bulletins officiels sur la situation au point de vue des épizooties. Ces bulletins devront être envoyés, aussitôt après leur publication, directement à l'Office vétérinaire central de l'autre Partie contractante ainsi qu'aux stations vétérinaires de la frontière visées à l'article premier.

Les bulletins devront désigner avec précision les régions, districts, communes, localités (villages) contaminés par des épizooties soumises à la déclaration.

En cas d'apparition, sur le territoire des Parties contractantes, de la peste bovine, de la pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés, de la dourine des chevaux ou de la fièvre aphteuse sous une forme aiguë et caractérisée par une mortalité élevée, l'Office vétérinaire central de l'autre Partie sera informé sans retard et directement, par voie télégraphique, de l'apparition et de l'extension de la maladie.

Article 10.

La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, ainsi que des navires, quais, rampes, accessoires, etc., effectuée conformément aux prescriptions en vigueur sur le territoire de l'une des Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie. Les rampes, quais et passerelles mobiles seront nettoyés et, en cas de besoin, désinfectés après chaque utilisation.

Article 11.

Les Parties contractantes se concèdent mutuellement le droit d'envoyer, après avis, à titre temporaire ou permanent, sur le territoire de l'autre Partie, un délégué vétérinaire chargé de s'informer de l'aménagement des marchés aux bestiaux, des stations de chargement, des abattoirs, des établissements d'engraissement, des quarantaines et autres, de l'état sanitaire des animaux domestiques, ainsi que de l'application des prescriptions vétérinaires et des dispositions de la présente convention. Les deux Etats contractants s'engagent à donner auxdits délégués tous les renseignements nécessaires et à leur prêter l'assistance voulue dans l'accomplissement de leur mission.

Article 8.

If, as a result of the transport of the animals mentioned in Article 1, a notifiable epizootic disease has been introduced from the territory of one of the Contracting Parties into that of the other, or if such a disease is so prevalent in the territories of either Party as to constitute a source of danger, the other Party shall, during the period of danger, be entitled to restrict or prohibit the import and transit of the animals to which the disease is communicable and of animals coming from infected areas or areas liable to infection. In such cases restriction and prohibition of import may be extended to cover products of animal origin and articles which might carry the agents of infection.

These restrictions and prohibitions shall only apply to the areas from which the animals come, or to the areas in which epizootic diseases are prevalent, or the neighbouring areas.

By areas are meant administrative districts (*"srez"* — *"okres"*).

In the event of outbreaks of contagious pleuro-pneumonia of cattle, dourine of horses and foot-and-mouth disease, the restrictions and prohibitions may be extended to cover larger areas.

Importation may not be prohibited on account of anthrax, symptomatic anthrax, haemorrhagic septicæmia of cattle and wild animals, rabies, glanders, vesicular exanthema in equines and cattle, swine erysipelas, chicken cholera, chicken plague, or tuberculosis.

The period of danger of contagion in the case of epizootic diseases mentioned in Article 2 (*a*), (*b*) and (*c*), shall, with the exception of cattle plague, contagious pleuro-pneumonia of cattle and dourine of horses, be limited to the periods laid down in that Article. This period is reckoned from the date of the official declaration of the disappearance of the epizootic disease.

The prohibitions and restrictions mentioned in the present Article shall not apply to traffic in transit across the prohibited areas either in sealed and covered railway wagons, or in the closed and isolated holds of vessels; all loading, unloading or transshipment shall however be forbidden within the limits of the infected areas.

Article 9.

Each of the Contracting Parties undertakes to publish on the 1st and 15th of each month official bulletins of the position regarding epizootic diseases. These bulletins shall be forwarded immediately on publication direct to the Central Veterinary Office of the other Contracting Party and to the frontier veterinary stations referred to in Article 1.

The bulletins shall give precise indications of the regions, districts, communes and localities (villages) infected by notifiable epizootic diseases.

In the event of the outbreak on the territory of one of the Contracting Parties of acute forms of cattle plague, contagious pleuro-pneumonia of cattle, dourine of horses, or foot-and-mouth disease, characterised by a high death-rate, the Central Veterinary Office of the other Party shall receive immediate direct and telegraphic information of the outbreak and of the area infected.

Article 10.

The disinfection of trucks, vessels, quays, loading platforms, accessories, etc., which have been used for transport of animals, shall, if carried out in accordance with the regulations in force in the territory of one of the Contracting Parties, be recognised as adequate by the other Party. Loading platforms, quays and movable gangways shall be cleaned and, if necessary, disinfected each time after use.

Article 11.

The Contracting Parties shall grant each other the right, after due notice, to send permanent or temporary veterinary delegates to the territory of the other Party for the purpose of collecting information regarding the installation of cattle markets, loading stations, slaughter houses, fattening establishments, quarantine stations and other matters, the sanitary condition of domestic animals and the application of the veterinary regulations and of the provisions of the present Convention. The two Contracting States undertake to supply these representatives with full information and to give them the assistance necessary for the carrying out of their duties.

Article 12.

En cas de différend entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation de la présente convention, lors de son application et sur la demande de l'une des Parties contractantes, il sera convoqué une commission mixte dont l'avis sera pris en considération dans le règlement définitif du différend. Chacune des Parties contractantes désignera deux membres de cette commission et celle-ci aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre en cas d'impossibilité d'arriver à un accord.

Dans la première séance au cours de laquelle il apparaîtra nécessaire d'élire ledit cinquième membre, ce dernier sera choisi parmi les ressortissants de l'une des Parties contractantes, désignée par tirage au sort ; à la séance suivante, le cinquième membre sera choisi parmi les ressortissants de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite, à tour de rôle.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 14 novembre 1928 entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Yougoslavie, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration ci-après, qui fera partie intégrante de la convention :

Au cas où l'une des Parties contractantes estimerait que les nouveaux droits de douane et taxes introduits par l'autre Partie ou que les majorations instituées par elles sur les taxes perçues jusqu'alors sont de nature à amoindrir les avantages réciproquement consentis, elle pourra demander l'ouverture immédiate de négociations ; au cas où ces négociations n'aboutiraient pas dans un délai de deux mois, elle pourra dénoncer la convention, de manière que cette dernière cesse d'être en vigueur deux mois plus tard.

AD ANNEXE A.

DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Ad N° 37 c).

Les pommes et prunes du N° 37 c) ne seront pas considérées comme fruits fins de table, même si leur emballage est revêtu à l'intérieur de papier ou de plusieurs couches de papier.

Ad N° 108 d).

Les certificats attestent la qualité de l'eau-de-vie de prunes et de marc seront délivrés par les stations œnologiques de surveillance et de contrôle, ainsi que par d'autres laboratoires de chimie désignés par le ministre de l'Agriculture. Le Gouvernement yougoslave transmettra au Gouvernement tchécoslovaque la liste de ces stations et laboratoires.

Ad N° 109.

Les envois de vins yougoslaves devront être accompagnés, à leur importation dans la République tchécoslovaque, d'un certificat d'origine et d'un rapport d'analyse.

Les certificats d'origine seront délivrés par les chambres de commerce sur le vu d'attestations délivrées par les départements de l'agriculture des banats dont le vin est originaire, et les rapports d'analyse par les stations œnologiques de surveillance et de contrôle ou par d'autres laboratoires de chimie désignés par le Ministère de l'Agriculture. Le Gouvernement yougoslave communiquera au Gouvernement tchécoslovaque la liste de ces stations et laboratoires. Les rapports d'analyse devront indiquer notamment :

Le poids spécifique, la teneur en alcool, la teneur en acides de toutes sortes, la teneur en acides volatils, la teneur en extrait la teneur en sucre, la teneur en extrait sans sucre et la teneur en cendres (matières minérales).

Article 12.

In the event of any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation of the present Convention when it is put into effect, a mixed commission shall be appointed on the application of one of the Contracting Parties, and the opinion of this commission shall be taken into consideration when finally settling the dispute. Each of the Contracting Parties shall nominate two members of this commission and the commission shall be entitled to co-opt a fifth member if no agreement can be reached.

On the first occasion when it appears necessary to appoint such a fifth member, he shall be elected from among the nationals of one of the Contracting Parties, chosen by lot; on the next occasion the fifth member shall be chosen from among the nationals of the other Contracting Party and so on in rotation.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention additional to the Treaty of Commerce and Navigation of November 14, 1928, between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Yugoslavia, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration, which shall form an integral part of the Convention :

Should one of the two Parties consider that the new Customs duties and taxes introduced by the other Party or that the supplements to taxes hitherto levied are such as to decrease the benefits mutually agreed upon, that Party may demand the immediate opening of negotiations. Should such negotiations not reach a successful issue within two months it may denounce the Convention so that its validity will cease two months later.

AD ANNEX A.

CUSTOMS DUTY ON IMPORTS INTO THE TERRITORY OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

Ad No. 37 (c).

Apples and plums referred to in No. 37 (c) shall not be regarded as fine dessert fruits even if they are made up with an internal packing of paper or several layers of paper.

Ad No. 108 (d).

Certificates of quality for plum brandy or marc shall be issued by the offices for the inspection and supervision of wine and by other chemical laboratories designated by the Minister of Agriculture. The Yugoslav Government shall transmit to the Czechoslovak Government a list of such offices and laboratories.

Ad No. 109.

Consignments of Yugoslav wine shall be accompanied on import into the Czechoslovak Republic by a certificate of origin and an analyst's report.

The certificates of origin shall be issued by the Chambers of Commerce on production of attestations by the Departments of Agriculture in the Banats from which the wine comes, and the analyst's reports shall be issued by the offices for the inspection and supervision of wine or by other chemical laboratories designated by the Ministry of Agriculture. The Yugoslav Government shall communicate to the Czechoslovak Government a list of such stations and laboratories. The analyst's reports shall give the following information :

Specific gravity, alcoholic content, content of acid of all kinds, content of volatile acids, content of extract, sugar content, content of sugar free extract and content of ash (mineral materials).

Il devra être mentionné dans le rapport d'analyse que l'analyse concerne l'envoi de vin pour lequel a été délivré le certificat pertinent.

Ad N° 118.

Sera considéré comme salami dit de Petrinja, tout salami préparé d'après le procédé de Petrinja, quel que soit le lieu de fabrication.

Au cas où la Tchécoslovaquie accorderait à la Roumanie ou à la Hongrie un tarif moins élevé, pour le salami fabriqué d'après le même procédé que le salami dit de Petrinja, ce dernier bénéficiera des droits ainsi réduits.

Ad N° 119.

Le fromage de Sombor est un fromage fabriqué avec du lait de brebis ; il est de couleur jaunâtre et appartient à la catégorie des fromages mous : Il est importé dans des seaux en bois d'un poids total de plus de 3 kgs.

Ad N° 329.

Les bureaux de douane de Prague, Brno et Bratislava sont désignés pour le dédouanement sur la base des droits conventionnels du cuir avivé teint en noir.

AD ANNEXE B.

DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Ad N° 121.

Il ne pourra être vendu ou débité dans le Royaume de Yougoslavie sous le nom de « Plzen » (Pilsen), sous n'importe quelle forme et dans n'importe quelle combinaison, que la bière qui a été fabriquée dans la ville de Plzen en Tchécoslovaquie.

A leur importation dans le Royaume de Yougoslavie, les envois de bière devront être accompagnés d'un certificat officiel indiquant la teneur en extrait du moût. Les deux Parties contractantes conviendront ultérieurement des institutions autorisées à délivrer ces certificats.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES JOINTES A LA V^e PARTIE.

1. Lors de l'application du tarif conventionnel, il ne sera pas perçu de majoration pour l'apprêt.

Si les tissus de lin pour la confection de matelas visés au N° 296, paragraphes 3 et 4 du tarif, sont demi-blanchis ou blanchis, les droits dont ils sont grevés subiront une majoration de 20 % ; s'ils sont teints ou tissés, en deux couleurs, une majoration de 30 %, s'ils sont tissés en plusieurs couleurs, une majoration de 50 %. Ces majorations seront perçues sur le droit conventionnel fixé pour les marchandises. écruës.

A l'application du tarif conventionnel, on ne prendra pas en considération un mélange de filés mercerisés si la proportion de ces filés par rapport au poids total de la matière textile n'est pas supérieure à 4 %.

Les autres articles contenant des filés mercerisés seront dédouanés, lors de l'application du tarif conventionnel :

- a) Avec une majoration de 25 % s'ils contiennent un mélange de filés mercerisés de 5 à 50 % inclusivement du poids total de la matière textile ;
- b) Avec une majoration de 50 % s'ils contiennent un mélange de filés mercerisés de plus de 50 % du poids total de la matière textile.

2. Lors de l'application du tarif conventionnel aux tissus de lin ornés de dessins destinés à la confection de matelas et visés au N° 296, paragraphes 3 et 4 du tarif, il ne sera pas perçu de majoration pour les dessins, conformément au paragraphe 2 des observations générales jointes à la V^e partie.

The analyst's report must state that the analysis refers to the consignment of wine for which the corresponding certificate has been issued.

Ad No. 118.

Any salami prepared according to the Petrinja process wherever manufactured shall be regarded as Petrinja salami.

In the event of Czechoslovakia granting to Roumania or Hungary a lower tariff for salami manufactured by the same process as Petrinja salami, the latter shall be granted such lower rates.

Ad No. 119.

Sombor cheese is a cheese manufactured from ewes' milk ; it is yellowish in colour and is a soft cheese ; it is imported in wooden tubs of a total weight of over three kilogrammes.

Ad No. 329.

The Customs offices of Prague, Brno and Bratislava are appointed for the clearance, in accordance with the conventional rates, of polished leather dyed black.

AD ANNEX B.

CUSTOMS DUTIES FOR IMPORT INTO THE TERRITORY OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Ad No. 121.

No beer in any form or combination shall be sold or retailed in the Kingdom of Yugoslavia under the name of Plžen (Pilsen) except beer manufactured in the city of Plžen in Czechoslovakia.

Consignments of beer imported into the Kingdom of Yugoslavia must be accompanied by an official certificate showing the must content. The two Contracting Parties shall agree subsequently as to the bodies which shall have authority to issue these certificates.

GENERAL OBSERVATIONS ATTACHED TO PART V.

1. On application of the conventional tariff no surtax shall be levied for the make-up.

If the flax tissues for the manufacture of mattresses referred to in No. 296, Sections 3 and 4 of the tariff are half bleached or bleached, the duties to which they are subject shall be increased by 20 per cent ; if dyed or woven in two colours, the increase shall be 30 per cent ; if woven in several colours, the increase shall be 50 per cent. These increases shall be added to the conventional duty fixed for unbleached goods.

No account shall be taken, when applying the conventional tariff, of an admixture of mercerised threads if the proportion of such threads by weight is not more than 5 %.

Other articles containing mercerised thread shall be cleared, under the application of the conventional tariff, on payment of a surtax :

- (a) Of 25 % if containing admixture of mercerised thread amounting to from 5 to 50 per cent, inclusive by weight ;
- (b) Of 50 % if containing an admixture of mercerised thread of over 50 per cent by weight.

2. When the conventional tariff is applied to flax tissues decorated with designs and intended for the manufacture of mattresses referred to under No. 296, Sections 3 and 4 of the tariff, no surtax shall be levied in respect of the designs, in accordance with paragraph 2 of the General Observations attached to Part V.

Remarque au N° 374 du tarif.

Il ne sera pas perçu de majoration sur les chaussures ornées de trous disposés parallèlement à la couture des bouts rapportés si ces trous ne forment pas de dessins ou figures géométriques.

Les chaussures ornées de dessins perforés acquitteront une majoration de 15 %.

Ad N° 504.

Il est convenu que lors de l'application du tarif conventionnel aux marchandises rentrant sous le même paragraphe de la même lettre de ce numéro du tarif, importées par chemin de fer, emballées dans de la paille, du foin, de la sciure de bois ou autres matières similaires, il sera déduit une tare de 8 %, l'importateur conservant le droit de faire constater, par un pesage, le poids net de la marchandise.

Ad N° 521, paragraphe 4.

Seul le verre à base de plomb sera dédouané comme cristal.

Ad N° 538.

Le fil de fer recuit au moment de la fabrication et recouvert, de ce fait, d'une couche d'oxyde ne sera pas considéré comme ouvré, au sens des observations générales concernant les métaux communs.

Le fil de fer qui, au moment de la fabrication, est trempé dans un bain de sulfate de cuivre et qui acquiert ainsi un léger reflet cuivré, ne sera pas considéré comme du fil de fer recouvert de cuivre, au sens des observations générales concernant les métaux communs. Cette explication est valable également pour les articles en fil de fer.

Ad N° 556, paragraphe premier.

Les articles visés au paragraphe premier du N° 556 du tarif ne seront pas considérés comme ouvrés du fait qu'ils sont percés d'ouvertures pour le passage des vis ou de trous.

Ad N° 560.

Les ustensiles en fonte ne seront pas considérés comme ouvrés du fait que les bavures produites par les joints du moule ont été enlevées au ciseau ou au marteau et passées ensuite, pour être égalisées à la lime ou à la meule d'émeri.

Ad N° 584.

Les articles en acier moulé dont on a légèrement dégrossi la surface pour vérifier si le moulage est sans défaut ne seront pas considérés comme ouvrés. Par léger dégrossissage, on entend l'opération qui consiste à passer légèrement au tour les surfaces courbes ou, s'il s'agit de surfaces planes, à enlever au ciseau de la raboteuse les aspérités résultant du moulage, du laminage ou du martelage. Ce travail est facilement reconnaissable aux rayures serrées et parallèles qui ne disparaissent qu'à la suite d'un finissage ultérieur.

AD ANNEXE C.

CONVENTION VÉTÉRINAIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

1. Les dispositions de la Convention vétérinaire ne s'appliquent qu'aux marchandises originaires de l'une des deux Parties contractantes. Le transport de bétail, de produits d'origine animale et d'objets de nature à propager des agents de contamination, originaires d'un autre pays et expédiés à travers le territoire de l'une des Parties contractantes pour être importés dans le territoire de l'autre Partie, ou pour transiter à travers ce territoire, ne tombe pas sous le coup de ces dispositions.

2. Les animaux et produits ou objets d'origine animale énumérés à l'article premier de la convention vétérinaire peuvent être importés sans autorisation préalable.

NOTE ON NO. 374 OF THE TARIFF.

No surtax shall be levied on footwear decorated with perforations arranged parallel to the edges of the seams if these perforations do not form geometrical designs or figures.

Footwear ornamented with perforated designs shall be subject to a surtax of 15 per cent.

Ad No. 504.

It is agreed that when applying the conventional tariff to goods coming under the same paragraph and the same letter of the tariff, and imported by rail, packed in straw, hay, sawdust, or other similar material, a tare of 8 per cent. shall be deducted, but importers shall retain the right to have the goods weighed to ascertain the nett weight.

Ad No. 521. Section 4.

For Customs clearance purposes lead glass only shall be regarded as crystal.

Ad No. 538.

Iron wire annealed at the moment of manufacture and thus coated with a layer of oxide shall not be regarded as worked within the meaning of the general observations on base metals.

Iron wire which at the time of manufacture is dipped in a bath of copper sulphate and thus acquires a slight cupreous lustre shall not be regarded as copper-coated iron wire within the meaning of the general observations regarding base metals. This explanation also holds good for articles made from iron wire.

Ad No. 556. Section 1.

The articles covered by Section 1 of No. 556 of the tariff shall not be regarded as worked by reason of the fact that screw openings or holes have been pierced therein.

Ad No. 560.

Cast iron utensils shall not be regarded as worked by reason of the fact that the seams produced by the joins in the mould have been removed by chisel or hammer and have subsequently been filed or ground with emery for purposes of levelling.

Ad No. 584.

Articles in cast steel whose surface has been slightly trimmed down for the purpose of ascertaining whether the casting is free from fault shall not be regarded as worked. By a slight trimming down is understood the operation which consists in passing curved surfaces lightly under the lathe or, in the case of flat surfaces, in removing with the plane chisel the asperities due to casting, rolling or hammering. This operation can easily be recognised by the close parallel scratches, which are only removed by a subsequent finishing process.

AD ANNEX C.

VETERINARY CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

1. The provisions of the Veterinary Convention apply only to produce originating in the territory of one of the two Contracting Parties and do not affect the conveyance of cattle, animal produce and articles likely to carry the agents of infection, originating in another country and conveyed across the territory of one of the Contracting Parties for import into the territory of the other Party, or for transit across such territory.

2. The animals and animal products or articles specified in Article 1 of the Veterinary Convention may be imported without previous authorisation.

Les mesures sanitaires que chacune des Parties contractantes jugera utile de prendre à l'égard des animaux vivants, y compris la volaille, accompagnés d'un certificat sanitaire et reconnus sains lors de leur passage à la frontière, seront réduites au strict minimum sur le territoire de chacune des deux Parties.

La clause ci-dessus n'affectera en rien les dispositions actuellement ou ultérieurement mises en vigueur en vue de dépister la morve, la tuberculose et, le cas échéant, d'autres épizooties. Il est entendu toutefois, qu'il ne sera pas procédé à cet examen diagnostique pour les animaux en transit.

3. Les animaux vivants destinés à être abattus, ainsi que la volaille, importés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et reconnus sains et remplissant les conditions prévues par la Convention, ne pourront être dirigés dans le territoire de l'autre partie que sur des marchés ou des abattoirs publics directement reliés aux chemins de fer par des voies ferrées et affectés aux animaux de boucherie. Ils y seront soumis aux prescriptions en vigueur pour lesdits marchés et abattoirs publics.

Les listes de ces abattoirs et marchés seront échangées entre les autorités compétentes des Parties contractantes.

4. Les dispositions de la convention s'appliqueront, au besoin, aux animaux et à la viande, fraîche ou frigorifiée, originaires du territoire de l'une des Parties contractantes et passant en transit à travers le territoire de l'une ou l'autre des Parties, à destination d'un Etat tiers, à condition que l'on ait la certitude que les Etats à travers lesquels les envois devront passer en transit autoriseront le passage et que le pays de destination acceptera ces envois dans tous les cas.

Le transport des viandes préparées ou conservées et des produits animaux expédiés, soit par voie ferrée en wagons fermés ou plombés ou en balles ou caisses fermées, soit à bord de navires, du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, sera autorisé aux mêmes conditions que l'importation, sans qu'il soit exigé d'engagement préalable d'accepter les envois, ni de la part de l'Etat à travers le territoire duquel doit s'effectuer le transport, ni de la part du pays de destination.

5. Les certificats prévus par la convention seront rédigés dans la langue du pays d'origine et accompagnés, dans la mesure du possible, d'une traduction dans la langue du pays de destination.

6. Les dispositions de la convention pourront être étendues, en vertu d'un nouvel arrangement entre les Parties contractantes, à d'autres maladies connues ou inconnues dont il y aurait lieu de craindre la propagation.

7. Les offices vétérinaires des deux Parties contractantes, simultanément chargés de l'application de la convention, seront autorisés à correspondre directement entre eux, en cas de besoin en vue de faciliter, dans la mesure du possible, l'action concertée prévue par la convention. Cette correspondance sera transmise par la voie diplomatique.

Fait à Prague le 30 mars 1931.

(Signé) Edouard BENĚŠ.

(Signé) Juraj DEMETROVIČ.

Such health measures as each of the Contracting Parties considers it expedient to take with regard to live animals, including poultry, accompanied by a sanitary certificate and certified healthy on crossing the frontier, shall, in the territory, of the two Parties, be reduced to a strict minimum.

The above clause shall not modify in any way the provisions which are or may hereafter be enforced for the detection of glanders, tuberculosis or any other epizootic diseases. It is, however, understood that animals in transit shall not be subject to this diagnostic examination.

3. Live animals intended for slaughter and poultry, when imported from the territory of one of the High Contracting Parties and certified as healthy and conforming to the requirements of the Convention shall be despatched only to such markets and public slaughter houses in the territory of the other Party as are directly connected by branch lines to the railway and are reserved for the slaughter of animals for food. They shall there be governed by the regulations in force for such markets and public slaughter-houses.

The competent authorities of the Contracting Parties shall supply each other with lists of these slaughter-houses and markets.

4. The provisions of the Convention shall, if need arise, be applied to animals and meat, fresh or frozen, originating in the territory of one of the Contracting Parties and passing in transit across the territory of one or other of the Parties on the way to a third State, provided that there is no doubt that those countries through which the consignments are to pass will authorise transit and that the countries of destination will accept them in every case.

The transport of prepared or preserved meat and animal products despatched either by railway in closed and sealed wagons or in closed bales or cases, or by ship, from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other, shall be authorised under the same conditions as importation, without production of a previous undertaking to accept such consignments either by the State across which the consignment is to be conveyed or by the country of destination.

5. The certificates issued by the Governments shall be drawn up in the language of the country of origin and shall, so far as possible, be accompanied by a translation in the language of the country of destination.

6. The provisions of the Convention may be extended, by a fresh arrangement between the Contracting Parties, to other recognised or unrecognised diseases in cases where there is reason to fear the extension of the diseases.

7. The Veterinary Offices of the two Contracting Parties, shall be simultaneously entrusted with the execution of the Convention, and shall have authority to correspond with one another direct when required, in order to ensure the concerted action provided for in the Convention. This correspondence shall be sent through the diplomatic channel.

Done at Prague, March 30, 1931.

(Signed) Edouard BENEŠ.

(Signed) Juraj DEMETROVIČ.

N° 2862.

**POLOGNE, AU NOM
DE LA VILLE LIBRE DE
DANTZIG, ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la suppression du visa obligatoire des passeports entre le Danemark et la Ville Libre de Dantzig. Copenhague, les 19 et 24 septembre 1930, et 27 octobre 1931.

**POLAND, ON BEHALF OF
THE FREE CITY OF DANZIG
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Compulsory Passport Visas between Denmark and the Free City of Danzig. Copenhagen, September 19 and 24, 1930 and October 27, 1931.

N° 2862. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA SUPPRESSION DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LE DANEMARK ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG. COPENHAGUE, LES 19 ET 24 SEPTEMBRE 1930, ET 27 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations et le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 décembre 1931.

I.

UNDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGUE, le 19 septembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à la correspondance antérieure relative à la suppression de l'obligation du visa des passeports entre le Danemark et la Ville libre de Dantzig j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi est prêt à conclure avec le Gouvernement polonais un accord à cet effet, de la teneur suivante :

Article premier.

Les ressortissants du Danemark et ceux de la Ville libre de Dantzig peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre pays soit requis, entrer dans le territoire de celui-ci et quitter ce territoire par les points frontières officiellement désignés à cet effet, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers — passeports provisoires, cartes d'identité, etc.

Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu de passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2862. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN DENMARK AND THE FREE CITY OF DANZIG. COPENHAGEN, SEPTEMBER 19 AND 24, 1930 AND OCTOBER 27, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 16, 1931.

I.

UNDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGEN, September 19, 1930.

SIR,

With reference to the previous correspondence concerning the abolition of compulsory passport visas as between Denmark and the Free City of Danzig, I have the honour to inform you that the Royal Government is prepared to conclude with the Polish Government an agreement to this end in the following terms :

Article 1.

Danish nationals and nationals of the Free City of Danzig may at any time and without a visa from the competent authorities of the other State being required, enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points, provided that they carry a valid national passport clearly establishing the holder's nationality.

This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of foreigner's passes, provisional passports, identity cards, etc.

National passports shall be issued only to persons who can establish their nationality beyond doubt.

In the case of children under fifteen, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Les présentes stipulations ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire du Danemark et celui de la Ville libre de Dantzig concernant la fermeture de la frontière, la police des étrangers — entrée, séjour, éloignement du pays, refoulement à la frontière, — ainsi que concernant la protection du marché du travail national.

Article 3.

Le Danemark et la Ville libre de Dantzig pourront éloigner de leur territoire les ressortissants de l'autre pays : *a)* qui enfreindraient les prescriptions concernant la police des étrangers — entrée, séjour — ; *b)* dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national ; *c)* pour tout autre motif légal.

Le Danemark et la Ville libre de Dantzig prendront soin à ce que leurs ressortissants, lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans le territoire de l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi, soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour exercer leur profession ou entrer en service.

Article 4.

Les présentes stipulations entreront en vigueur sans autre approbation, le 1^{er} novembre 1930 ; elles cesseront leurs effets un mois après la dénonciation par le Danemark ou par la Pologne, au nom de la Ville libre de Dantzig.

Je me permets d'ajouter qu'au reçu de votre part d'une note analogue à la présente, le Gouvernement royal considérera l'arrangement comme entrant en vigueur à partir du 1^{er} novembre 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) C. BRAMSNÆS.

Monsieur Boleslaw Leitgeber
Chargé d'affaires de Pologne.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 29 juin 1932,

Za zgodność z oryginałem :

Boleslaw Leitgeber,
Sekretarz Poselstwa.

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

II.

LEGATION DE POLOGNE.

COPENHAGUE, le 24 septembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de la Note de Votre Excellence en date du 19 septembre 1930, Nr. 36.D.95, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la teneur de l'accord intervenu entre le Gouvernement polonais agissant au nom de la Ville libre de Dantzig et le Gouvernement royal de Danemark au sujet de la suppression des visas des passeports entre la Ville libre de Dantzig et le Danemark.

Article premier.

Les ressortissants de la Ville libre de Dantzig et ceux du Danemark peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre pays soit requis, entrer dans le territoire

Article 2.

The present agreement shall not in any way affect the provisions in force in the territories of Denmark and the Free City of Danzig relating to the closing of the frontier, police regulations concerning aliens — their entry, residence, expulsion or refusal of entry — or the protection of the home labour market.

Article 3.

Denmark and the Free City of Danzig may expel from their respective territories nationals of the other State : (a) who infringe police regulations concerning aliens, — entry, residence — ; (b) whose activities as workers or employees are contrary to the regulations in force for the protection of the home labour market ; (c) for any other legal reason.

Denmark and the Free City of Danzig shall take steps to inform their respective nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up an appointment there, that they must obtain consent to exercise a calling or to take up a post.

Article 4.

The present provisions shall come into force without any other ratification on November 1, 1930 ; they shall cease to have effect one month after denunciation by Denmark or by Poland in the name of the Free City of Danzig.

I venture to add that on receipt of a note similar to the present, the Royal Government will regard the arrangement as coming into force as from November 1, 1930.

I am, etc.

(Signed) G. BRAMSNÆS.

Monsieur Boleslaw Leitgeber,
Polish Chargé d'Affaires.

II.

POLISH LEGATION

COPENHAGEN, *September 24, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of September 19, 1930, No. 36.D.95 and to notify you of the terms of the agreement concluded between the Polish Government acting in the name of the Free City of Danzig and the Royal Danish Government concerning the abolition of passport visas between the Free City of Danzig and Denmark.

Article 1.

Nationals of the Free City of Danzig and Danish nationals may at any time and without a visa from the competent authorities of the other State being required, enter or leave the territory

de celui-ci et quitter ce territoire par les points frontières officiellement désignés à cet effet, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers, — passeports provisoires, cartes d'identité, etc.

Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira, pour les enfants au-dessous de quinze ans, de présenter, au lieu de passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article 2.

Les présentes stipulations ne portent aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire de la Ville libre de Dantzig et celui du Danemark concernant la fermeture de la frontière, la police des étrangers — entrée, séjour, éloignement du pays, refoulement à la frontière, — ainsi que concernant la protection du marché du travail national.

Article 3.

La Ville libre de Dantzig et le Danemark pourront éloigner de leur territoire les ressortissants de l'autre pays :

- a) Qui enfreindraient les prescriptions concernant la police des étrangers — entrée, séjour — ;
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur sur la protection du marché du travail national ;
- c) Pour tout autre motif légal.

La Ville libre de Dantzig et le Danemark prendront soin que leurs ressortissants, lorsqu'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans le territoire de l'autre pays dans le but d'y accepter un emploi, soient avertis qu'une autorisation est nécessaire pour exercer leur profession ou entrer en service.

Article 4.

Les présentes stipulations entreront en vigueur sans autre approbation, le 1^{er} novembre 1930 ; elles cesseront leurs effets un mois après la dénonciation par la Pologne au nom de la Ville libre de Dantzig ou par le Danemark.

Je me permets d'ajouter que conformément au désir du Gouvernement royal l'arrangement entrera en vigueur à partir du 1^{er} novembre 1930.

(Signé) B. LEITGEBER.

S. Exc. M. C. V. Bramsnaes,
Ministre des Finances,
Directeur intérimaire du Ministère
des Affaires étrangères.

Za zgodność z oryginałem ;

Bolesław Leitgeber,
Sekretarz Poselstwa.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 29 juin 1932,

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

of the other State at the officially recognised points, provided they carry a valid national passport clearly establishing the holder's nationality.

This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of foreigner's passes, provisional passports, identity cards, etc.

National passports shall only be issued to persons who can establish their nationality beyond doubt.

In the case of children under fifteen, a passport may be replaced by an official document stating the name age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

Article 2.

The present agreement shall not in any way affect the provisions in force in the territories of the Free City of Danzig and Denmark relating to the closing of the frontier, police regulations concerning aliens, — their entry, residence, expulsion or refusal of entry — or the protection of the home labour market.

Article 3.

The Free City of Danzig and Denmark may expel from their respective territories nationals of the other State :

- (a) Who infringe police regulations concerning aliens — entry, residence ;
- (b) Whose activities as workers or employees are contrary to the regulations in force for the protection of the home labour market ;
- (c) For any other legal reason.

The Free City of Danzig and Denmark shall take steps to inform their respective nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up an appointment there, that they must obtain consent to exercise a calling or to take up a post.

Article 4.

The present provisions shall come into force without any other ratification on November 1, 1930 ; they shall cease to have effect one month after their denunciation by Poland in the name of the Free City of Danzig or by Denmark.

I would add that in accordance with the wishes of the Royal Government, the arrangement will come into force as from November 1, 1930.

(Signed) B. LEITGEBER.

H. E. Monsieur C. V. Bramsnaes,
Minister of Finance,
Acting Director of the Ministry
for Foreign Affairs.

III.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGUE, le 19 septembre 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à la note que je me suis permis de vous adresser en date du 1^{er} octobre 1929, relativement à la suppression de l'obligation du visa des passeports pour les ressortissants islandais se rendant à la Ville libre de Dantzig, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire savoir en temps utile, si le Sénat de la Ville libre considère ou non les stipulations contenues dans le projet d'accord relatif à la suppression de l'obligation du visa des passeports entre le Danemark et la Ville libre et inséré dans ma note d'aujourd'hui comme comprenant également les sujets islandais.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) C. BRAMSNÆS.

Monsieur

Boleslaw Leitgeber

Chargé d'affaires de Pologne.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 15 juillet 1932,

Za zgodność z oryginałem :

Boleslaw Leitgeber,

Sekretarz Poselstwa.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

IV.

LÉGATION DE POLOGNE

COPENHAGUE.

COPENHAGUE, le 27 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant à Votre Excellence réception de sa note en date du 19 septembre 1930, concernant la question d'un règlement futur de visas aux passeports des sujets islandais, ainsi que ceux de la Ville libre de Dantzig, j'ai l'honneur de communiquer que le Gouvernement polonais agissant au nom de la Ville libre de Dantzig est d'accord, afin que les dispositions d'un arrangement analogue entre le Danemark et la Ville libre de Dantzig s'appliquent aussi aux sujets de l'Islande.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Michel SOKOLNICKI.

Son Excellence

M. le D^r P. Munch,

Ministre des Affaires étrangères

à Copenhague.

Pour copie conforme :

Boleslaw Leitgeber

Sekretarz Poselstwa.

Certifié pour copie conforme :

Copenhague, le 15 juillet 1932,

H. A. Bernhoft.

Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

III.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *September 19, 1930.*

SIR,

With reference to the note which I ventured to send you on October 1st, 1929, concerning the abolition of compulsory passport visas for Icelandic nationals proceeding to the Free City of Danzig, I have the honour to request you to inform me whether the Senate of the Free City regards the terms of the draft agreement regarding the abolition of compulsory passport visas between Denmark and the Free City of Danzig, set forth in my note of to-days' date, as covering Icelandic subjects also.

I have, etc.

(Signed) C. BRAMSNÆS.

Monsieur Boleslaw Leitgeber,
Polish Chargé d'Affaires.

Za zgodność z oryginałem :

Boleslaw Leitgeber,
Sekretarz Poselstwa.

IV.

POLISH LEGATION

COPENHAGEN, *October 27, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of September 19, 1930, concerning a future agreement concerning passport visas for Icelandic subjects, and for those of the Free City of Danzig, and to inform you that the Polish Government acting in the name of the Free City of Danzig agrees that the provisions of a similar arrangement between Denmark and the Free City of Danzig should apply to Icelandic subjects also.

I am, etc.

(Signed) Michel SOKOLNICKI.

His Excellency Dr. M. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

N° 2863.

ITALIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant l'organisation
définitive du Musée des patriotes
italiens au Spielberg. Signée à
Prague, le 28 mars 1931.

ITALY
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention regarding the Final Orga-
nisation of the Museum for Italian
Patriots on the Spielberg. Signed
at Prague, March 28, 1931.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2863. — CONVENZIONE¹ FRA IL GOVERNO ITALIANO E IL GOVERNO CECOSLOVACCO SULLA SISTEMAZIONE DEL MUSEO DEI PATRIOTI ITALIANI ALLO SPIELBERG. FIRMA A PRAGA, IL 28. MARZO 1931.

Textes officiels italien et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 décembre 1931.

IL GOVERNO ITALIANO e IL GOVERNO CECOSLOVACCO, animati dal desiderio di meglio assicurare la conservazione di memorie storiche concernenti ambedue i loro Paesi, hanno deliberato di dare una definitiva sistemazione al Museo dei Patrioti Italiani a Brna sullo Spielberg creato il giorno 25 Ottobre 1925 ed hanno nominato a tale effetto i propri plenipotenziari nelle persone del

Grande Ufficiale Orazio PEDRAZZI, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario in Praga,

Dott. Camillo KROFTA, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario, e del

i quali, dopo aver scambiato i propri pieni poteri, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Il Governo della Repubblica Cecoslovacca dà in prestito perpetuo al Governo Italiano,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 28 novembre 1931.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE.
CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 2863. — ÚMLUVA¹ MEZI VLÁDOU ČESKOSLOVENSKOU A VLÁDOU ITALŠKOU O DEFINITIVNÍ ÚPRAVĚ MUSEA ITALSKÝCH VLASTENCŮ NA ŠPILBERKU. POĐEPSANA V PRÁŽE, DNE 28. BŘEZNA 1931.

Italian and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place December 18, 1931.

VLÁDA ČESKOSLOVENSKÁ a VLÁDA ITALSKÁ, prodchnuty jsouce přáním, aby se lépe zajistilo opatrování historických památek týkajících se obou jejich zemí, uvažovaly o definitivní úpravě Musea italských vlastenců v Brně na Špilberku, založeného 25. října 1925, a jmenovaly k tomu cíli své zmocněnce :

Dra Kamila KROFTU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra a Velkodůstojníka Orazio PEDRAZZI, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra v Praze,

kterí vyměnivše své plné moci, shodli se na následujícím :

Článek 1.

Vláda Republiky Československé půjčuje trvale Vládě Italské veškerý dokumenty a jiný

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, November 28, 1931.

con l'obbligo rigoroso di non asportarli altrove, tutti i documenti ed altri materiali di sua proprietà, relativi al soggiorno dei prigionieri politici italiani nelle carceri austriache dello Spielberg.

Il Governo Italiano si obbliga da parte sua a conservare perpetuamente nel Museo, senza mai asportarli altrove, i documenti ed altro materiale di sua proprietà che si trova attualmente nel Museo stesso e che risulteranno elencati nell'inventario di cui all'art. 8 della presente Convenzione.

Sarà concesso alle persone debitamente autorizzate dalla Regia Legazione d'Italia in Praga e dal Ministero degli Affari Esteri Cecoslovacco di studiare i suddetti documenti, i quali potranno a tale scopo venire estratti dalla loro custodia ed esaminati sul posto sotto la responsabilità di chi sarà preposto alla sorveglianza del Museo.

Articolo 2.

Il Governo Cecoslovacco mette a disposizione del Museo dei Patrioti Italiani i locali dell'antica fortezza dello Spielberg contrassegnati in inchiostro rosso nel piano allegato, che fa parte integrale della presente Convenzione.

Articolo 3.

La gestione del Museo, l'arredamento dei locali, nonché la manutenzione e la pulizia degli stessi sono a carico del Governo Italiano o di chi per lui, come dal susseguente art. 6, cosicché il Governo Cecoslovacco non dovrà sopportare nessuna spesa.

Articolo 4.

Gli oggetti d'arredamento e tutti quegli altri che il Governo Italiano o chi per lui farà in seguito eventualmente collocare a spese proprie nel Museo (adattamento interna ed esterna del Museo, ricordi, libri, documenti, mobilio, quadri, stampe, lastre di marmo, specchi, etc.) rimarranno proprietà del Governo Italiano o di chi per lui.

Articolo 5.

In caso di guerra o di proclamazione dello stato d'assedio per gravi motivi di sicurezza

materiál svého vlastnictví o pobytu politických vězňů italských v rakouských žalářích na Špilberku pod přísným závazkem, že nebudou přeneseny jinam.

Italská vláda se zavazuje uchovávatí stále v Museu a nikdy jinam nepřenáseti dokumenty a jiný materiál svého vlastnictví, který se nyní nalézá v tomto Museu a který bude vyjmenován v inventáři, o němž jedná článek 8. této Úmluvy.

Osobám řádně k tomu oprávněným československým ministerstvem zahraničních věcí a Královským vyslanectvím Italským v Praze bude povoleno studovati zmíněné dokumenty, které budou moci býti za tím účelem vyjmuty z úschovy a prozkoumány na místě za zodpovědnosti toho, kdo bude pověřen dozorem nad Museem.

Článek 2.

Vláda Československá dává k dispozici Musea italských vlastenců místnosti bývalé pevnosti Špilberku označené červeným inkoustem na příloženém plánu, který je nedílnou částí této Úmluvy.

Článek 3.

Správa Musea, zařízení místností jakož i udržování a čištění připadají k tíži Vlády Italské anebo toho, kdo ji bude zastupovati, podle ustanovení následujícího čl. 6., tak, že Vláda Československá nebude nésti žádných výloh.

Článek 4.

Předměty zařízení a všechny ostatní, jež Vláda Italská anebo ten, kdo ji bude zastupovati, dá případně potom umístiti na své vlastní útraty v Museu (vnitřní a vnější úprava Musea, památky, knihy, dokumenty, nábytek, obrazy, rytiny, mramorové desky, zrcadla atd.) zůstanou vlastnictvím Vlády Italské anebo toho, kdo ji bude zastupovati.

Článek 5.

V případě války, nebo jsou-li z vážných důvodů státní bezpečnosti vyhlášena mimořádná

dello Stato il Governo Cecoslovacco può ordinare che il Museo sgomberi dentro un mese dai locali messi a sua disposizione, nella quale circostanza tutti gli oggetti e documenti contenuti nel Museo, compresi quelli che appartengono al Governo Italiano o a chi per lui, rimarranno affidati alla custodia del Governo Cecoslovacco, che si obbliga a ripristinare completamente il Museo appena cessato lo stato di guerra o lo stato d'assedio.

Articolo 6.

Il Governo Cecoslovacco consente che l'amministrazione, la manutenzione e la custodia del Museo vengano affidate alla persona od istituzione che verrà designata dalla autorità consolare italiana.

Articolo 7.

La predetta persona od istituzione è responsabile dell'accurata conservazione del Museo e degli oggetti e documenti in esso contenuti. A tale scopo essa terrà anche conto dell'avviso che verrà eventualmente espresso in proposito dal Ministero dell'Interno Cecoslovacco.

Il Governo Cecoslovacco provvederà a che l'amministrazione militare locale abbia cura di sorvegliare, con i mezzi che crederà più opportuni, alla sicurezza del Museo.

Al Comando della fortezza dello Spielberg è riservato il diritto di entrare nei locali del Museo in caso che ciò sia necessario per la disciplina del personale militare della fortezza stessa.

Articolo 8.

Due distinti inventari saranno redatti degli oggetti esistenti nel Museo, l'uno comprendente gli oggetti di proprietà del Governo Cecoslovacco, l'altro quelli di proprietà del Governo Italiano o di chi per lui. Un originale di tali inventari verrà custodito dall'autorità cecoslovacca, un altro dall'autorità italiana. Detti inventari saranno di anno in anno aggiornati.

Articolo 9.

Un funzionario a ciò espressamente autorizzato dal Ministero degli Affari Esteri Cecoslovacco potrà avere libero accesso al Museo

opatrění, může naříditi vláda Československá, aby Museum vyklidilo do měsíce místnosti dané mu k dispozici, za kterýchžto okolností budou všechny předměty a dokumenty obsažené v Museu i ty, které patří vládě Italské anebo jejímu zástupci, svěřeny k hlídání vládě Československé, která se zavazuje obnoviti původní stav Museu, jakmile přestane válečný stav, anebo mimořádná opatření budou odvolána.

Článek 6.

Vláda Československá souhlasí, aby správa udržování a opatrování Museu byly svěřeny osobě nebo instituci, která bude ustanovena konsulárním úřadem italským.

Článek 7.

Zmíněná osoba neb instituce je zodpovědná za pečlivé uchovávání Museu a předmětů i dokumentů v něm obsazených. Za tím účelem bude mít také na zřeteli případné mínění československého ministerstva vnitra.

Vláda Československá bude dbáti, aby vojenská místní správa pečovala způsobem, který bude pokládati za nejvhodnější, o dozor nad bezpečností Museu.

Velitelství špilberské pevnosti je vyhrazeno právo vstoupiti do místností Museu v případě že to bude nutno pro kázeň vojenského personálu této pevnosti.

Článek 8.

Budou sestaveny dva rozdílné inventáře předmětů jsoících v Museu, z nichž jeden bude zahrnovati předměty náležející vládě Československé a druhý předměty náležející vládě Italské, anebo tomu, kdo ji bude zastupovati. Jeden originál těchto inventářů bude opatrován československým úřadem, druhý italským úřadem. Zmíněné inventáře budou rok od roku doplňovány.

Článek 9.

Funkcionář, výslovně k tomu oprávněný československým ministerstvem zahraničních věcí, bude mít volný přístup do Museu, aby

allo scopo di vigilare sullo stato di conservazione dei documenti e degli oggetti appartenenti al Governo Cecoslovacco.

Articolo 10.

Il Governo Cecoslovacco consente che il Governo Italiano autorizzi la persona od istituzione che avrà in consegna il Museo a prelevare una tassa d'ingresso, fissata in misura equa, per la visita del medesimo.

Articolo 11.

Qualora sullo Spielberg sia condotta l'energia elettrica, le spese di installazione della medesima nel Museo saranno a carico della sua amministrazione, che avrà un proprio contatore.

Articolo 12.

Il Governo Italiano che agisce in nome di terzi interessati e il Governo Cecoslovacco dichiarano di mutuo accordo annullato il precedente contratto stipulato fra la Società Dante Alighieri e l'amministrazione militare cecoslovacca.

Articolo 13.

La presente Convenzione sarà ratificata da ambo le Parti ed entrerà in vigore il giorno dello scambio delle ratifiche, che avrà luogo al più presto possibile in Roma.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione, la quale è stata redatta in due esemplari, uno in lingua cecoslovacca, l'altro in lingua italiana. Ambedue i testi sono autentici.

Fatto a Praga, il 28. Marzo 1931 IX.

(L. S.) Orazio PEDRAZZI.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 7 décembre 1931.

D^r Jean Opočenský,
Directeur des Archives.

bděl nad uchováním dokumentů a předmětů, náležejících Vládě Československé.

Článek 10.

Vláda Československá souhlasí, aby Vláda Italská oprávnila osobu neb instituci, která bude mít Museum v opatrování, aby za návštěvu Musea vybírala přiměřený vstupní poplatek.

Článek 11.

Kdyby byla vedena na Špilberk elektrická energie, případnou výlohy spojené s její instalací v Museu k tíži jeho správy, která bude mít vlastní počítač.

Článek 12.

Vláda Československá a Vláda Italská, jež jedná jménem třetího na věci majícího zájem prohlašují společnou dohodou za zrušenou předešlou smlouvu sjednanou mezi společností Dante Alighieri a vojenskou správou československou.

Článek 13.

Tato Úmluva bude ratifikována oběma stranami a vstoupí v platnost v den výměny ratifikací, jež se stane co nejdříve v Římě.

Na doklad toho plnomocníci podepsali tuto Úmluvu, která byla sepsána ve dvou exemplářích, z nichž jeden je v jazyku československém, druhý v jazyku italském. Obě znění jsou právoplatná.

Dáno v Praze dne 28. března 1931.

(L. S.) Dr K. KROFTA.

Per copia conforme :
p. il Capo dell'Ufficio Trattati,
G. de Astis.

¹ TRADUCTION.

N^o 2863. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ORGANISATION DÉFINITIVE DU MUSÉE DES PATRIOTES ITALIENS AU SPIELBERG. SIGNÉE A PRAGUE, LE 28 MARS 1931.

LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, animés du désir de mieux assurer la conservation des souvenirs historiques concernant leurs deux pays, ont décidé de donner une organisation définitive au Musée des Patriotes italiens à Brunn sur le Spielberg, créé le 25 octobre 1925, et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Dr Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
et

Le grand officier Orazio PEDRAZZI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Prague ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque prête à titre perpétuel, au Gouvernement italien, en s'engageant strictement à ne pas les transporter en un autre lieu, tous les documents et autres objets lui appartenant, relatifs au séjour des prisonniers politiques italiens dans les prisons autrichiennes du Spielberg.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2863. — CONVENTION BETWEEN THE ITALIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS REGARDING THE FINAL ORGANISATION OF THE MUSEUM OF ITALIAN PATRIOTS ON THE SPIELBERG. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 28, 1931.

THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of more effectually ensuring the preservation of the historic souvenirs connected with their two countries, have decided upon the definitive organisation of the Museum of Italian Patriots at Brunn on the Spielberg, established on October 25, 1925, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

Dr. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

His Excellency Orazio PEDRAZZI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Prague ;

Who, having communicated their full powers, have agreed as follows :

Article I.

The Government of the Czechoslovak Republic lends in perpetuity to the Italian Government, on the strict understanding that the latter shall not remove them elsewhere, all the documents and other objects belonging to it, concerning the sojourn of Italian political prisoners in the Austrian prisons on the Spielberg.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement italien s'engage de son côté à conserver perpétuellement dans le Musée, sans jamais les transporter ailleurs, les documents et autres objets lui appartenant qui se trouvent actuellement dans ledit Musée et qui sont énumérés dans l'inventaire mentionné à l'article 8 de la présente Convention.

Les personnes dûment autorisées par le ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères et par la légation royale d'Italie à Prague auront la faculté d'étudier lesdits documents qui pourront à cet effet être retirés du meuble qui les renferme et examinés sur place, sous la responsabilité de la personne qui sera préposée à la surveillance du Musée.

Article 2.

Le Gouvernement tchécoslovaque met à la disposition du Musée des Patriotes italiens les locaux de l'ancienne forteresse du Spielberg indiqués à l'encre rouge sur le plan ci-annexé¹ qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 3.

La gestion du Musée, l'aménagement des locaux ainsi que l'entretien et le nettoyage de ces derniers, seront à la charge du Gouvernement italien ou de son représentant, comme il est prévu à l'article 6 ci-après, de sorte que le Gouvernement tchécoslovaque n'aura aucune dépense à supporter.

Article 4.

Les objets d'ameublement et tous autres objets que le Gouvernement italien ou son représentant ferait éventuellement placer par la suite, à ses propres frais, dans le Musée (aménagement intérieur et extérieur du Musée, souvenirs, livres, documents, mobilier, tableaux, estampes, plaques de marbre, glaces, etc.) demeureront la propriété du Gouvernement italien ou de son représentant.

Article 5.

En cas de guerre ou de proclamation de l'état de siège pour des motifs graves inté-

For its part, the Italian Government undertakes to preserve in perpetuity in the Museum, and never to remove elsewhere, the documents and other objects belonging to it which are at present in the Museum and are set out in the inventory mentioned in Article 8 of the present Convention.

Persons duly authorised by the Czechoslovak Ministry of Foreign Affairs and by the Royal Italian Legation at Prague shall be allowed to study these documents, which may for this purpose, be taken from where they are kept and examined on the spot, the person to be appointed custodian of the Museum being responsible for them.

Article 2.

The Czechoslovak Government shall place at the disposal of the Museum of Italian Patriots the premises in the former fortress of the Spielberg marked out in red ink on the attached¹ plan, which shall form an integral part of the present Convention.

Article 3.

The Italian Government or its representative shall be responsible for the management of the Museum and the furnishing, upkeep and cleaning of the premises as provided in Article 6 hereinafter, so that the Czechoslovak Government shall not incur any expense.

Article 4.

Furniture and all other objects which the Italian Government or its representative may place at its own expense in the Museum (internal and external arrangement of the Museum, souvenirs, books, documents, furniture, pictures, prints, marble plaques, mirrors, etc.) shall remain the property of the Italian Government or its representative.

Article 5.

In case of war or the proclamation of a state of siege for serious reasons concerning the

¹ Non reproduit ici.

¹ Not reproduced.

ressant la sécurité de l'Etat, le Gouvernement tchécoslovaque peut ordonner que le Musée évacue dans le délai d'un mois les locaux mis à sa disposition ; dans ce cas, tous les objets et documents contenus dans le Musée, y compris ceux qui appartiennent au Gouvernement italien ou à son représentant, resteront confiés à la garde du Gouvernement tchécoslovaque qui s'engage à remettre le Musée complètement en état dès la cessation de l'état de guerre ou de l'état de siège.

Article 6.

Le Gouvernement tchécoslovaque consent à ce que l'administration, l'entretien et la garde du Musée soient confiés à la personne ou à l'institution qui sera désignée par l'autorité consulaire italienne.

Article 7.

Ladite personne ou institution sera responsable de la parfaite conservation du Musée ainsi que des objets et documents qu'il renferme. A cet effet, elle tiendra compte également de l'avis qui pourra éventuellement être exprimé à ce sujet par le Ministère tchécoslovaque de l'Intérieur.

Le Gouvernement tchécoslovaque veillera à ce que l'administration militaire locale ait soin d'assurer, par les moyens qu'elle jugera les plus opportuns, la sécurité du Musée.

Le droit est réservé au Commandement de la forteresse du Spielberg de pénétrer dans les locaux du Musée dans le cas où la discipline du personnel militaire de la forteresse l'exigera.

Article 8.

Il sera établi deux inventaires distincts des objets renfermés dans le Musée, l'un comprenant les objets appartenant au Gouvernement tchécoslovaque, l'autre, les objets appartenant au Gouvernement italien ou à son représentant. Un original de ces inventaires sera conservé par l'autorité tchécoslovaque et un autre, par l'autorité italienne. Ces inventaires seront mis à jour chaque année.

Article 9.

Un fonctionnaire expressément autorisé à cet effet par le Ministère tchécoslovaque

security of the State, the Czechoslovak Government may order that the Museum be removed within one month from the premises placed at its disposal ; in that case all the objects and documents contained in the Museum, including those that belong to the Italian Government or its representative, shall remain under the care of the Czechoslovak Government, which undertakes to restore the Museum in absolute order as soon as the state of war or siege has come to an end.

Article 6.

The Czechoslovak Government agrees that the management, upkeep and care of the Museum be entrusted to the person or institution designated by the Italian Consular authority.

Article 7.

The said person or institution shall be responsible for the due and proper upkeep of the Museum and the objects and documents contained therein. In this connection they shall also take into account any opinions which may be expressed on the subject by the Czechoslovak Minister of the Interior.

The Czechoslovak Government shall see that the local military administration ensures the safety of the Museum by the means it considers most expedient.

The officer commanding the Spielberg fortress shall have the right to enter the Museum premises if the discipline of the military personnel of the fortress so requires.

Article 8.

Two separate inventories shall be established of the objects in the Museum, one comprising the objects belonging to the Czechoslovak Government and the other those belonging to the Italian Government or its representative. Original copies of these inventories shall be kept, one by the Czechoslovak authority and the other by the Italian authority. These inventories shall be brought up to date each year.

Article 9.

An official expressly authorised for the purpose by the Czechoslovak Ministry of Foreign

des Affaires étrangères aura libre accès au Musée, afin de contrôler l'état de conservation des documents et des objets appartenant au Gouvernement tchécoslovaque.

Article 10.

Le Gouvernement tchécoslovaque consent à ce que le Gouvernement italien autorise la personne ou l'institution qui aura la garde du Musée à prélever pour la visite de ce dernier une taxe d'entrée d'un montant raisonnable.

Article 11.

Au cas où l'énergie électrique serait amenée sur le Spielberg, les frais d'installation de cette dernière dans le Musée seront à la charge de son administration, qui aura son propre compteur.

Article 12.

Le Gouvernement tchécoslovaque et le Gouvernement italien agissant au nom des tiers intéressés déclarent d'un commun accord annuler le contrat précédent passé entre la Société Dante Alighieri et l'Administration militaire tchécoslovaque.

Article 13.

La présente convention sera ratifiée par les deux Parties et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu le plus tôt possible à Rome.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, qui a été rédigée en deux exemplaires, l'un en langue tchécoslovaque, l'autre, en langue italienne. Les deux textes font foi.

Fait à Prague, le 28 mars 1931.

(L. S.) Dr K. KROFTA.

(L. S.) Orazio PREDAZZI.

Affairs shall have free access to the Museum in order to verify the state of preservation of the documents and objects belonging to the Czechoslovak Government.

Article 10.

The Czechoslovak Government agrees that the Italian Government may authorise the person or institution entrusted with the care of the Museum to charge visitors a reasonable entrance fee.

Article 11.

If electric current is brought to the Spielberg, the cost of installing it in the Museum shall be borne by the latter's administration, which shall have its own meter.

Article 12.

The Czechoslovak Government and the Italian Government the latter, acting on behalf of the third parties concerned, jointly declare that the previous contract between the Dante Alighieri Society and the Czechoslovak military administration is annulled.

Article 13.

The present Convention shall be ratified by the two Parties, and shall come into force on the date of the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Rome.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention, which has been drawn up in two original copies, one in Czechoslovak and the other in Italian. Both texts shall be authentic.

Done at Prague, March 28, 1931.

(L. S.) Dr. K. KROFTA.

(L. S.) Orazio PEDRAZZI.

N° 2864.

SIAM ET SUISSE

Traité d'amitié et de commerce, avec
protocole final. Signés à Tokio, le
28 mai 1931.

SIAM AND SWITZERLAND

Treaty of Friendship and Commerce,
with Final Protocol. Signed at
Tokio, May 28, 1931.

N^o 2864. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ
ET DE COMMERCE ENTRE LE
SIAM ET LA CONFÉDÉRATION
SUISSE. SIGNÉ A TOKIO, LE
28 MAI 1931.

No. 2864. — TREATY¹ OF FRIEND-
SHIP AND COMMERCE BE-
TWEEN SIAM AND THE SWISS
CONFEDERATION. SIGNED AT
TOKIO, MAY 28, 1931.

*Textes officiels français et anglais communiqués
par le représentant permanent du Siam auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement
de ce traité a eu lieu le 19 décembre 1931.*

*French and English official texts communicated
by the Permanent Representative of Siam
accredited to the League of Nations. The
registration of this Treaty took place December
19, 1931.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ
LE ROI DE SIAM, désireux de resserrer les rela-
tions pacifiques existant entre les deux pays,
ont résolu de conclure un traité d'amitié et
de commerce, et ont désigné, à cet effet, leurs
plénipotentiaires, savoir :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS
MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous
of strengthening the bonds of peace which
happily prevail between the two States, have
resolved to conclude a Treaty of Friendship
and Commerce, and for that purpose have
appointed as their Plenipotentiaries, that is
to say :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Emile TRAVERSINI, envoyé extraordi-
naire et ministre plénipotentiaire de
Suisse au Japon ; et

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Mr. Emile TRAVERSINI, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary of
Switzerland to Japan ; and

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Phya Subarn SOMPATI, envoyé extraordi-
naire et ministre plénipotentiaire de
Siam au Japon ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Phya Subarn SOMPATI, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary
of Siam to Japan ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs
pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,
sont convenus des articles suivants :

Who, having communicated to each other their
respective full powers, found to be in good
and due form, have agreed as follows :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties
contractantes seront autorisés à entrer, à
circuler et à résider sur le territoire de l'autre
Partie, pourvu qu'ils observent les prescriptions
et conditions de la législation nationale relatives

Article I.

The ressortissants of each of the Contracting
Parties shall be entitled to enter, travel and
reside in the territory of the other, provided
that they conform to the regulations and
conditions contained in the national laws

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne,
le 16 décembre 1931.

¹ The exchange of ratifications took place at
Berne, December 16, 1931.

aux étrangers en général. Sous réserve des lois et règlements en vigueur, ils pourront, dans la même mesure que les ressortissants de la nation la plus favorisée, s'adonner à n'importe quelle activité religieuse, éducative ou philanthropique, se livrer à toute forme de commerce ou d'industrie, pratiquer tout métier ou profession, poursuivre toute étude ou recherche, posséder, louer ou habiter des maisons, manufactures, entrepôts et magasins, désigner pour les représenter des personnes de leur choix et, d'une façon générale, faire tout ce qui a trait ou est nécessaire au commerce.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront sur le territoire de l'autre Partie, disposer des biens que la législation locale leur permet de posséder par voie de vente, d'échange, de donation, de disposition pour cause de mort ou de toute autre façon, aux mêmes conditions que les ressortissants de l'autre Partie contractante. Ils ont, en outre, toute liberté d'exporter le prix de la vente de leurs biens ou, d'une façon générale, ce qui leur appartient, sans être soumis à des conditions autres ou à des charges plus élevées que celles imposées dans les mêmes circonstances aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants des Parties contractantes ne seront pas astreints, sur le territoire de l'autre Partie, à des contributions, impôts ou charges autres ou plus élevés que ceux imposés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les ressortissants des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie d'une protection et d'une sécurité constantes quant à leurs personnes et à leurs biens et ils bénéficieront à cet égard, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être garantis aux nationaux, aux mêmes conditions que ces derniers.

Ils auront libre accès auprès des tribunaux de l'autre Partie, pour faire reconnaître ou

concerning aliens in general. They shall be entitled there, on the same terms as ressortissants of the most favoured nation, to engage in religious, educational and charitable work; to carry on all lawful trade, commerce, industry, callings, professions, studies and researches; to own, lease or occupy houses, manufactories, warehouses and shops; to employ agents of their choice and generally to do anything incidental to or necessary for trade, submitting themselves to the laws and regulations there established.

Article II.

The ressortissants of each of the Contracting Parties may, in the territory of the other, dispose of such property as they are entitled to own under the local legislation by way of sale, exchange, gift, will, or in any other manner on the same terms and conditions as nationals. Furthermore they shall be at liberty to remove from the country the proceeds of the sale of their property, or generally whatever belongs to them without being subjected to conditions other than, or charges higher than, those imposed under like circumstances upon nationals or upon the ressortissants of the most favoured nation.

Article III.

The ressortissants of the Contracting Parties shall not be compelled, in the territory of the other, to pay any charges or taxes other or higher than those paid by the ressortissants of the most favoured nation.

Article IV.

The ressortissants of either Contracting Party shall receive, in the territory of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to nationals on submitting themselves to the conditions imposed on nationals.

They shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence

pour défendre leurs droits. Ils auront comme les nationaux toute liberté de choisir et de faire appel à des hommes de loi, avocats et mandataires, pour faire reconnaître ou pour défendre leurs droits devant ces tribunaux. Il ne leur sera pas imposé de conditions ou exigences relatives à l'accès aux tribunaux de l'autre Partie qui ne s'appliqueraient pas également aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les habitations, entrepôts, manufactures et magasins et tous autres locaux appartenant aux ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie et tous les biens dépendant de leur domicile ou du commerce seront respectés. Il ne sera pas permis de procéder à des visites domiciliaires ou à des perquisitions dans lesdits locaux, ni d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes sauf dans les conditions et formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire obligatoire sur terre, sur mer ou dans les airs, dans les forces régulières, la garde nationale ou la milice ; ils seront dispensés de toutes contributions destinées à tenir lieu de service militaire personnel et de tous emprunts forcés.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, de la même protection que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les brevets, marques de fabrique, raisons sociales, dessins, échantillons, modèles, droits d'auteur, et l'interdiction des actes de concurrence déloyale.

of their rights. They shall have the liberty, equally with nationals, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue or defend their rights before such courts. No conditions or requirements shall be imposed upon the ressortissants of either of the Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to nationals or ressortissants of the most favoured nation.

Article V.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops and all other property of the ressortissants of each of the Contracting Parties in the territory of the other, and all premises appertaining thereto used for purposes of residence or commerce, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article VI.

The ressortissants of each of the Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from compulsory military service either on land, or sea, or in the air, in the regular forces, in the national guard or in the militia ; from all contributions imposed in lieu of personal military service and from all forced loans.

Article VII.

The ressortissants of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, upon fulfilment of the formalities prescribed by law, the same protection as nationals or ressortissants of the most favoured nation in regard to patents, trademarks, tradenames, designs, samples, models, copyrights and suppression of unfair competition.

Article VIII.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver par des prohibitions ou par des restrictions l'importation, l'exportation des marchandises entre les deux pays, sous réserve des exceptions suivantes, qui doivent être toutefois également applicables à tous les pays ou à ceux dont les conditions sont semblables :

1° Les prohibitions ou restrictions relatives aux munitions de guerre et, dans des cas exceptionnels, celles qui visent d'autres fournitures de guerre ;

2° Les prohibitions ou restrictions pour motifs de sûreté nationale ou publique ou de santé publique ;

3° Les prohibitions ou restrictions relatives à des marchandises qui font ou feraient l'objet d'un monopole d'Etat ;

4° Les prohibitions ou restrictions visant la protection d'animaux ou de plantes contre des maladies ou des épidémies ou celles ordonnées en vue de prévenir la dégénérescence et le dépérissement de plantes ;

5° Les prohibitions ou restrictions relatives à des produits analogues à d'autres objets de fabrication indigène dont la production, l'usage, la vente et le transport sont interdits ou restreints par les lois nationales.

Article IX.

En ce qui concerne le transit de marchandises, provenant du territoire d'une des Parties contractantes ou à destination du territoire de celle-ci, à travers celui de l'autre Partie, les Parties contractantes appliqueront les dispositions de la Convention et du Statut¹ sur la liberté des communications signés à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article X.

Le statut légal des sociétés par actions et des autres sociétés commerciales et associations

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

Article VIII.

The Contracting Parties agree that no prohibitions or restrictions shall be placed upon the importation or exportation of any article of commerce between the two countries, subject to the following exceptions, which however shall be applicable to all countries alike or to such countries as are subject to the same conditions :

(1) Prohibitions or restrictions upon munitions of war, and in exceptional circumstances other materials needed in war ;

(2) Prohibitions or restrictions for reasons of national or public safety or public health ;

(3) Prohibitions or restrictions upon articles which are or may hereafter become the object of State monopoly ;

(4) Prohibitions or restrictions for the protection of animals or plants against diseases or pests ; or for the prevention of the degeneration and extinction of plants ;

(5) Prohibitions or restrictions upon articles similar to domestic articles whose internal production, consumption, sale or transport is forbidden or similarly restricted by national law.

Article IX.

As regards the transit of any article of commerce from or to the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other, the Contracting Parties shall apply the provisions of the Convention and Statute¹ on Freedom of Transit concluded at Barcelona the twentieth day of April one thousand nine hundred and twentyone.

Article X.

Limited liability and other companies and associations which have been or may hereafter

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; et Vol. CIV, page 495, of this Series.

qui existent ou seront créées à l'avenir en conformité des lois d'une des Parties contractantes et qui ont leur siège sur le territoire de celle-ci, sera reconnu par l'autre Partie, à condition que ces sociétés et associations ne poursuivent aucun but illicite ou contraire aux mœurs. Elles jouiront, pour faire reconnaître ou défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction institués par les lois, du libre accès aux tribunaux pourvu qu'elles se conforment aux lois applicables à cet égard.

Le droit reconnu auxdites sociétés commerciales et associations par l'une des Parties contractantes de se constituer sur son territoire, d'y établir des succursales et d'y exercer leur activité, dépendra du consentement de cette partie et sera régi uniquement par ses lois nationales.

En ce qui concerne le droit d'établir des succursales et d'exercer leur activité, lesdites sociétés commerciales et associations jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui octroyé aux sociétés commerciales et associations de la nation la plus favorisée.

Lesdites sociétés commerciales et associations ne seront soumises à aucune contribution ou charge autre ou plus élevée que celles qui sont ou pourraient être imposées aux sociétés commerciales et aux associations de la nation la plus favorisée : elles seront, en outre, exemptes de tous emprunts forcés.

Article XI.

Les produits naturels et fabriqués de chacune des Parties contractantes seront, tant à l'importation qu'à l'exportation, traités suivant le principe de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le tarif, la perception et la garantie des droits de douane et charges usuelles aussi bien que pour toutes les formalités douanières.

Article XII.

Les charges grevant, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, la production, la fabrication ou l'usage de certains produits, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des organisations corporatives, ne seront pas plus élevées ou plus onéreuses pour les produits de l'autre Partie que pour les produits nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée.

be organised in accordance with the laws of either of the Contracting Parties and domiciled within the territory of such party shall have their juridical status recognised by the other Contracting Party, provided that they pursue no object which is illegal or contrary to public morals. They shall enjoy free access to the courts on conforming with the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defence of their rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such companies and associations of either of the Contracting Parties so recognised by the other to establish themselves within its territories, to establish branch offices and to carry on their activities therein, shall depend upon and be governed solely by the consent of such Party as expressed in its national Laws.

With regard to the right to establish branches or agencies and to carry on their activities, such companies and associations shall enjoy treatment no less favourable than that which is or may be granted to similar companies and associations of the most favoured nation.

Such companies and associations shall not be compelled to pay any taxes or charges other or higher than those that are or may be paid by companies and associations of the most favoured nation ; they shall also be exempt from all forced loans.

Article XI.

In regard to the amount, the collection and the guaranteeing of customs duties and charges, as well as in regard to all customs formalities, the natural produce and the manufactures of either Contracting Party shall, on exportation to or on importation into the territory of the other Party be treated on the most-favoured-nation principle.

Article XII.

Whether for account of the State or of provinces, communes or bodies corporate, the charges imposed upon the production, manufacture or consumption of any article in the territory of either Contracting Party shall not be higher or more burdensome for the products of the other Party than for the similar commodities of national production or those of the most favoured nation.

Article XIII.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls, ou agents consulaires dans les villes et les ports de l'autre Partie où des agents similaires d'Etats tiers sont autorisés à résider.

Ils n'entreront pas en fonction avant d'avoir reçu l'exequatur ou une autorisation analogue.

Les agents consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, de tous les honneurs, privilèges, exemptions, et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir aux agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Cependant, aucune des Parties contractantes ne pourra, à teneur de la clause de la nation la plus favorisée, prétendre obtenir pour ses agents consulaires des honneurs, privilèges, exemptions et immunités plus étendus que ceux accordés aux agents consulaires de l'autre Partie.

Article XIV.

Au cas où un ressortissant d'une des Parties contractantes viendrait à décéder sur le territoire de l'autre Partie sans y laisser d'héritier connu ni d'exécuteurs testamentaires, les autorités compétentes du lieu du décès aviseront immédiatement du décès le représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant, afin que les informations nécessaires puissent être transmises aux intéressés.

Au cas où un ressortissant d'une des Parties contractantes viendrait à décéder, sur le territoire de l'autre Partie, sans avoir laissé de testament, le représentant consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant et dans la circonscription duquel le défunt avait son domicile à l'époque du décès, sera dûment qualifié pour prendre à l'égard des biens du défunt les mesures nécessaires à leur entretien et à leur protection, dans la mesure où les lois nationales le permettent, en attendant que l'administrateur ait été désigné et agréé par l'autorité compétente. Ledit représentant consulaire pourra demander à être désigné par décision d'un Tribunal ou de toute autre autorité compétente à cet effet, comme admi-

Article XIII.

Each of the Contracting Parties may appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents to reside in the towns and ports of the other where similar officers of other powers are permitted to reside.

They shall not enter upon their functions until they shall have received their exequaturs or other requisite authorization.

Consular Officers and Agents of either Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other, all the honours, privileges, exemptions and immunities which are or may hereafter be accorded to the Consular Officers and Agents of the most favoured nation. Nevertheless, neither of the Contracting Parties shall, by virtue of the most-favoured nation clause, claim for its Consular Officers and Agents more extensive honours, privileges, exemptions and immunities than those which it grants to the Consular Officers and Agents of the other Party.

Article XIV.

In case of the death of a national of either Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

In case of the death of a national of either of the Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of the tribunal or other agency controlling the administration of estates

nistrateur de la succession, à condition que les lois du lieu où elle est administrée ne s'y opposent pas.

Article XV.

Les Parties contractantes conviennent qu'au cas où surgirait entre elles un différend qui ne pourrait être réglé par la voie diplomatique, elles soumettront ce différend, soit à un ou plusieurs arbitres choisis par elles, soit, si l'une des Parties le préférerait, à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye.

Cette dernière pourra être saisie, soit en vertu d'un compromis entre les Parties, soit, au cas où une entente n'interviendrait pas à cet égard, à la requête d'une seule d'entre elles.

Article XVI.

Les dispositions du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe pour faciliter le trafic frontalier ;

2^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière ;

3^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés, en raison d'accords particuliers, à un Etat tiers, en vertu d'éviter les cas de double imposition ou d'assurer une assistance réciproque en matière fiscale ;

4^o Aux avantages accordés ou qui pourraient être accordés à un Etat limitrophe en ce qui concerne la navigation sur des voies d'eau frontières sans communication avec la mer, ou à leur utilisation.

Article XVII.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront ni aux professions ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, ni aux droits de pêche ni au droit reconnu à chacune des Parties contractantes de restreindre par des mesures de nature générale ou particulière l'immigration sur son

provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Article XV.

The Contracting Parties agree that in case any difference should arise between them which could not be settled by diplomatic means, they will submit such difference either to one or more arbitrators chosen by them, or, if either of the parties should so prefer, to the Permanent Court of International Justice at The Hague.

The latter will acquire jurisdiction over the matter either by means of a common agreement between the two Parties or, in case of a failure to agree, by the simple request of either Party.

Article XVI.

The provisions of the present Treaty as regards the most-favoured-nation treatment do not apply to :

(1) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;

(2) Favours granted or to be granted hereafter to a third State in virtue of a Customs Union ;

(3) Favours contractually granted or to be granted to a third State for the avoidance of double taxation or the mutual protection of revenue ;

(4) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to the navigation on or use of boundary waterways not navigable from the sea.

Article XVII.

The provisions of this Treaty do not apply to ambulatory professions, hawking and to the canvassing of orders from persons not engaged in any industrial or commercial activity, nor to any fishery rights, nor to the right of either of the Contracting Parties to restrict by measures of a general or particular nature immigration into its country. With

territoire. En ce qui concerne les taxes ou charges à supporter du chef de l'immigration ou du séjour, les ressortissants des Parties contractantes jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est et pourra être octroyé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article XVIII.

Le présent traité entrera en vigueur le jour de l'échange de ratifications et déploiera ses effets pendant une année. Si aucune des Parties contractantes n'avait notifié, six mois avant l'expiration de cette période d'un an, son intention de le dénoncer, le traité resterait en vigueur jusqu'à l'échéance d'un délai de six mois, à dater du jour où l'une des Parties contractantes l'aurait dénoncé.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berne aussitôt que possible. Le présent traité est établi en langues anglaise et française. Il est convenu qu'en cas de contestation touchant son interprétation le texte anglais fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Tokio, le 28^{me} jour du mois de mai de la mil neuf cent trente et unième année de l'ère chrétienne, correspondant au 28^{me} jour du deuxième mois de la deux mille quatre cent soixante-quatorzième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (*Signé*) E. TRAVERSINI.
(L. S.) (*Signé*) Subarn SOMPATI.

regard to any immigration or temporary residence taxes or charges the ressortissants of the Contracting Parties shall enjoy treatment no less favourable than that which is or may be accorded to the ressortissants of the most favoured nation.

Article XVIII.

The present Treaty shall come into effect on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of one year. In case neither of the Contracting Parties shall have notified six months before the expiration of the said period of one year the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of six months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

Article XIX.

This Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Berne as soon as possible. This Treaty has been executed in English and in French; and it is hereby agreed that in case any dispute arises as to the precise meaning thereof, the meaning and intention shall be determined by the English text.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Tokio, the 28th day of May, in the nineteen hundred and thirty first year of the Christian Era, corresponding to the 28th day of the second month in the two thousand four hundred and seventy fourth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (*Signed*) E. TRAVERSINI.
(L. S.) (*Signed*) Subarn SOMPATI.

Certified true copy :

Damras,
Siamese Minister.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le Traité d'amitié et de commerce conclu à la date de ce jour entre la Confédération suisse et le Royaume de Siam, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, en raison de la teneur de l'article 8 du Traité d'union douanière¹, conclu le 29 mars 1923 entre la Confédération suisse et la Principauté du Liechtenstein, que les stipulations du traité susmentionné seront, à partir de leur entrée en vigueur, entièrement applicables à la Principauté du Liechtenstein aussi longtemps que cette dernière sera liée à la Confédération par un traité d'union douanière.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Tokio, le 28^{me} jour du mois de mai de la mil neuf cent trente et unième année de l'ère chrétienne, correspondant au 28^{me} jour du deuxième mois de la deux mille quatre cent soixante quatorzième année de l'ère bouddhique.

(L. S.) (Signé) E. TRAVERSINI.
(L. S.) (Signé) Subarn SOMPATI.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Friendship and Commerce concluded on this day between Switzerland and Siam, the undersigned, duly authorized to this effect, have agreed in view of Article 8 of the Treaty of Customs Union¹ concluded the 29th March 1923 between Switzerland and the Principality of Liechtenstein, that the stipulations of the above-mentioned Treaty shall be, from the moment of their entry into force, wholly applicable to the Principality of Liechtenstein as long as the latter shall be united to the Swiss Confederation by the Treaty of Customs Union.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Tokio, the 28th of May, in the nineteen hundred and thirty first year of the Christian Era, corresponding to the 28th day of the second month in the two thousand four hundred and seventy fourth year of the Buddhist Era.

(L. S.) (Signed) E. TRAVERSINI.
(L. S.) (Signed) Subarn SOMPATI.

¹ Vol. XXI, page 231, de ce recueil.

¹ Vol. XXI, page 231, of this Series.

N° 2865.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Accord concernant la délivrance de certificats douaniers pour des alcools ou spiritueux passant en transit la frontière belgo-néerlandaise. Signé à Bruxelles, le 22 octobre 1931.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Agreement regarding the Issuing of Customs Certificates for Alcohol and Alcoholic Beverages passing in transit across the Belgo-Dutch Frontier. Signed at Brussels, October 22, 1931.

N^o 2865. — ACCORD¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS DOUANIERS POUR DES ALCOOLS OU SPIRITUEUX PASSANT EN TRANSIT LA FRONTIÈRE BELGO-NÉERLANDAISE. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 22 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 décembre 1931.

LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS et BELGE ont décidé d'un commun accord que la décharge des documents de transit respectivement levés dans les Pays-Bas ou en Belgique pour des alcools ou spiritueux étrangers (à l'état solide ou liquide) à réexporter par voie d'eau ou de terre via les bureaux qui sont ou seront ouvert à cet effet à la frontière belgo-néerlandaise, sera subordonné à la condition qu'il soit produit au bureau de sortie du pays exportateur une attestation du bureau d'entrée de l'autre pays, constatant que les alcools ou spiritueux ont été régulièrement déclarés à ce dernier bureau.

Les deux gouvernements se sont communiqué mutuellement et ont approuvé les instructions arrêtées de part et d'autre pour assurer l'exécution de cet accord à partir du premier novembre 1931.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 octobre 1931.

O. VAN NISPEN TOT SEVENAER.

HYMANS.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} novembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2865. — AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS REGARDING THE ISSUING OF CUSTOMS CERTIFICATES FOR ALCOHOLS AND ALCOHOLIC BEVERAGES PASSING IN TRANSIT ACROSS THE BELGO-DUTCH FRONTIER. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 22, 1931.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place December 19, 1931.

THE NETHERLANDS and BELGIAN GOVERNMENTS have mutually decided that the discharge of the papers required respectively in the Netherlands and in Belgium for the transit of foreign alcoholic liquors or spirits (whether in solid or liquid state) to be re-exported by land or water through the Customs offices which are open or which may be opened for this purpose at the Belgo-Netherlands frontier, shall be subject to the production at the Customs office of the exporting country of an attestation from the Customs House of entry of the other country stating that the said alcoholic liquors or spirits were regularly declared at the latter office.

The two Governments have communicated to one another and approved the instructions drawn up by each in order to ensure the execution of this agreement as from November 1, 1931.

Done, in duplicate, at Brussels, October 22, 1931.

O. VAN NISPEN TOT SEVENAER.

HYMANS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² In force as from November 1, 1931.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2866.

GRÈCE ET TURQUIE

Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec annexes et protocole de signature. Signés à Ankara, le 30 octobre 1930.

GREECE AND TURKEY

Convention of Establishment, Commerce and Navigation, with Annexes and Protocol of Signature. Signed at Ankara, October 30, 1930.

N° 2866. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRECE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANKARA, LE 30 OCTOBRE 1930.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 décembre 1931.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre ont résolu de conclure, à cet effet, une convention d'établissement, de commerce et les deux pays de navigation et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. André MICHALAKOPOULOS, vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

M. Sp. POLYCHRONIADES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Tevfik RÜSTÜ Bey, ministre des Affaires étrangères ;

ZEKÂI Bey, ministre des Travaux publics ;

Mustafa SEREF Bey, ministre de l'Economie nationale ;

Menemenli NUMAN Bey, sous-secretaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre ou l'abandonner en tout temps sans être soumis à des restrictions, de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont ou seraient soumis les nationaux ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans préjudice, toutefois, des prescriptions de police concernant les étrangers.

Il est, toutefois, entendu que les dispositions ci-dessus ne portent aucune atteinte au droit reconnu à chacune des Hautes Parties contractantes de réglementer par une loi l'immigration.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 5 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2866. — CONVENTION² OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, ON OCTOBER 30, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 26, 1931.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of extending the economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Establishment, Commerce and Navigation for this purpose and have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. André MICHALAKAPOULOS, Vice-President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

M. Sp. POLYCHRONIADES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ; and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Tevfik RÜSTÜ Bey, Minister for Foreign Affairs ;

ZEKÂI Bey, Minister of Public Works ;

Mustafa SEREF Bey, Minister of Economic Affairs ;

Menemenli NUMAN Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of either High Contracting Party may, provided they comply with the laws and regulations of the country, freely enter, and travel, reside and establish themselves in, the territory of the other Party, or leave it at any time, without being subject to any restrictions whatsoever other than those which are or may hereafter be applied to nationals of the country or, if there are special provisions for foreigners, to nationals of the most favoured nation, without prejudice however to the police regulations relating to foreigners.

Nevertheless it is agreed that the above provisions shall not affect the right possessed by each of the High Contracting Parties to regulate immigration by legal enactment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, October 5, 1931.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire par des mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, la police sanitaire, et la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, aux ressortissants de l'autre Partie de s'établir ou de séjourner sur son territoire et de les expulser pour les motifs ci-dessus mentionnés.

L'autre Partie s'engage à accueillir de nouveau ses ressortissants et leurs familles ainsi expulsés si leur nationalité est certifiée par le consul compétent. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes indésirables pour des raisons politiques.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, la liberté complète d'acquérir et de posséder toute sorte de biens mobiliers et immobiliers, dont l'acquisition ou la possession est ou sera permise par les lois de l'autre Haute Partie contractante aux ressortissants du pays le plus favorisé. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de toute autre manière ou les acquérir par voie de succession sous les mêmes conditions que celles qui sont ou seront établies en ce qui concerne les ressortissants de l'autre Haute Partie contractante.

Ils ne pourront être assujettis, dans aucun des cas prévus à l'alinéa précédent à des impôts, taxes ou charges, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués aux nationaux.

Il leur sera également permis d'exporter, en se conformant aux lois et règlements du pays, librement leurs biens et leurs marchandises en général. Ils ne seront assujettis, à cet effet, à aucune autre restriction ni à aucun droit autre ou plus élevé que ceux auxquelles seraient soumis dans les circonstances identiques les ressortissants de l'autre Haute Partie contractante.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, à condition de se conformer aux lois en vigueur dans le territoire de l'autre, y exercer leur commerce soit en personne soit par l'entremise des agents dont il leur semblera bon de se servir.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues que, dans tout ce qui se rapporte au commerce, à la navigation et à l'industrie, à l'exercice des professions ou métiers, ou d'une occupation de n'importe quelle espèce, les privilèges, faveurs ou immunités que l'une des Hautes Parties contractantes a déjà accordés, ou accordera ultérieurement, aux navires et citoyens ou sujets d'un autre pays étranger seront étendus, simultanément et sans demande, condition ou compensation, aux navires et ressortissants de l'autre ; leur intention étant de s'assurer réciproquement à cet égard le pied d'égalité avec le pays étranger le plus favorisé.

Toutefois, il est bien entendu, que les Hautes Parties contractantes pourront réserver à leurs propres nationaux, en vertu des lois et règlements, les industries ambulantes, le colportage, ainsi que tout autre métier ou profession qu'elles jugeront opportun.

Article 5.

Les sociétés par actions et autres sociétés commerciales y compris les sociétés industrielles, financières, les compagnies d'assurances et de transport qui ont leur siège sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et qui y existent régulièrement, d'après les lois de cette dernière, seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement.

Lesdites sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlement de l'autre pays qui sont ou seront en vigueur, et lorsque la législation de celui-ci prévoit l'obligation d'une autorisation,

Article 2.

Each of the High Contracting Parties reserves the right in individual cases, either as the result of a legal decision or in accordance with the laws or regulations relating to public morals, public health and mendicity or for reasons relating to the internal or external security of the State, to refuse nationals of the other Party permission to establish themselves or to reside in its territory, and to expel them for the above-mentioned reasons.

The other Party undertakes to receive back any of its nationals and their families thus expelled, if their nationality is certified by the competent consul. This provision shall not apply to persons who are undesirable for political reasons.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, within the territory of the other, full freedom to acquire and possess every description of property, movable and immovable, which the laws of the other High Contracting Party permit, or may hereafter permit, the nationals of the most favoured nation to acquire and possess. They may dispose thereof by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or acquire such property by inheritance, under the same conditions as are or may hereafter be laid down in regard to the nationals of the other High Contracting Party.

They shall not be liable in any of the cases referred to in the previous paragraph to any taxes, duties or charges of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be imposed on nationals of the country.

They shall also be permitted, on compliance with the laws and regulations of the country, freely to export their property and their goods in general. They shall not be subjected in respect thereof to any other restriction or to any other or higher duty than those to which nationals of the other High Contracting Party would be liable under identical circumstances.

Article 4.

Nationals of either High Contracting Party may, subject to compliance with the laws in force in the territory of the other, carry on their trade therein either in person or through agents whom they may desire to employ.

The High Contracting Parties agree that in all matters relating to commerce, navigation and industry and the pursuit of professions or trades or any occupation of whatever kind, any privilege, favours or immunities which either High Contracting Party has already granted or may subsequently grant to the ships and citizens or subjects of another foreign country, shall be extended, simultaneously and without request, condition or compensation, to the ships and nationals of the other Party, it being their intention to grant each other reciprocally equality of treatment with the most favoured foreign country.

It is, however, understood that the High Contracting Parties may reserve for their own nationals, under the laws and regulations, itinerant trading, peddling or any other trade or occupation which they may think fit so to reserve.

Article 5.

Joint-stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, insurance and transport companies, which have their seat in the territory of one of the High Contracting Parties and which are validly constituted therein under the laws of that Party shall be recognised by the other Party as being validly constituted.

The said companies may, on compliance with the laws and regulations that are or may hereafter be in force in the other country, and, if the laws of that country make authorisation obligatory,

après l'obtention de cette autorisation, s'établir sur le territoire de ce pays, y créer des filiales, succursales ou agences et y ester en justice comme demandeur ou défendeur.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à ne pas établir, par le moyen de cette autorisation, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise chez elle aux sociétés de tous autres pays.

L'activité desdites sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci.

Pour tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs biens, droits et intérêts, elles jouiront dans l'autre pays du même traitement que les sociétés nationales. Elles seront, en outre, dispensées, à charge de réciprocité, de la caution judicatum solvi.

D'autre part, en se soumettant aux lois et sous réserve des restrictions prévues par la législation du pays, les sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes pourront acquérir, sur le territoire de l'autre, toute espèce de biens meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu qu'en ce qui concerne les immeubles, l'acquisition ne doit pas être l'objet même de la société.

Article 6.

Les sociétés visées dans l'article précédent, ainsi que leurs filiales, succursales et agences, ne seront pas soumises sur les territoires respectifs des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne les droits, taxes, et impôts, à une charge fiscale plus élevée que celle supportée par les sociétés nationales de même nature, sauf les taxes et charges afférentes à l'obtention des actes d'autorisation et d'enregistrement des sociétés étrangères.

Toutefois, cette disposition ne pourra être invoquée par une des Hautes Parties contractantes pour demander le bénéfice des exonérations d'impôts accordées soit à des établissements fondés par l'Etat, soit à des concessionnaires d'un service public.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, chacune des Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés, succursales, filiales ou agences de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent et des affaires qu'elles y pratiquent.

Lesdites sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ne peuvent pas concentrer leurs opérations principales visées par leurs statuts sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante sans avoir demandé et acquis la nationalité de cette dernière. Les filiales et succursales des banques étrangères ayant leur siège central dans le pays dont elles relèvent ne sont pas visées par l'alinéa précédent.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer, sur le territoire de l'autre, pour leurs personnes et leurs biens, ainsi que pour l'exercice de toute sorte de commerce, industrie, métier et professions aucun impôt, taxe ou charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Néanmoins, en ce qui concerne les taxes de séjour, ainsi que les taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 8.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, libre accès aux tribunaux, aux fins de poursuivre et défendre leurs droits, sans autres conditions,

after such authorisation has been obtained, establish themselves in the territory of that country, set up associated establishments, branches or agencies therein and appear in court as plaintiffs or defendants.

Each of the High Contracting Parties agrees not to create by means of such authorisation any obstacle to the establishment of companies engaged in activities that are generally allowed within its territory in the case of companies of all other countries.

The activities of the said companies constituted under the laws of either High Contracting Party shall, in so far as they are exercised in the territory of the other, be subject to the laws and regulations of the latter.

As regards the legal and judicial protection of their property, rights and interests, they shall enjoy the same treatment in the other country as national companies. They shall, moreover, be exempted, subject to reciprocity, from security for costs (*cautio judicatum solvi*).

Further, if they observe the laws, the companies of either High Contracting Party may, subject to the restrictions laid down in the legislation of the country, acquire in the territory of the other any kind of movable or immovable property which is necessary for the operations of the company, provided that, in the case of immovable property, the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

Article 6.

The companies referred to in the previous Article, and their associated establishments, branches and agencies, shall not be subject within the respective territories of the High Contracting Parties, as regards duties, taxes and imposts, to any fiscal charge higher than that imposed on national companies of the same kind, with the exception of the taxes and charges for obtaining documents relating to the authorisation and registration of the foreign companies.

This provision may not, however, be used by either High Contracting Party to support a claim to the benefit of exemptions from taxation granted to undertakings established by the State or to concessionaires of a public utility service.

As regards taxes calculated on capital, income or profits, each of the High Contracting Parties shall tax the companies, branches, associated establishments or agencies of the other, according to the nature of the taxes, only in respect of the share of the capital which they have invested in its territory, the property they possess therein, the securities in circulation therein, the profits they make therein and the business they transact therein.

The said companies of either High Contracting Party may not concentrate their main transactions mentioned in their statutes in the territory of the other High Contracting Party without having applied for and acquired the nationality of the latter. The previous paragraph shall not apply to associated establishments or branches of foreign banks which have their principal seat in the country to which they belong.

Article 7.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall not be required to pay, in the territory of the other, in respect of their persons or property, or in respect of the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, any impost, tax or charge of any kind whatsoever other or higher than those levied on nationals of the country.

Nevertheless, as regards residence taxes and taxes relating to the completion of police formalities, nationals of each of the High Contracting Parties shall be given the treatment accorded to nationals of the most favoured nation.

Article 8.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, have free access to the courts for the purpose of securing and defending their rights, without being

restrictions ou taxes autres que celles imposées aux nationaux, et jouiront, comme ceux-ci de la liberté de choisir, dans tous les procès, leurs avocats, avoués ou agents parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions, selon les lois des territoires en question.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, à charge de réciprocité, sur le territoire de l'autre, de l'assistance judiciaire et de l'exemption de la caution *judicatum solvi*.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, dans les territoires de l'autre, seront exemptés en temps de paix comme en temps de guerre, de tout service militaire obligatoire aussi bien dans l'armée de terre, la marine ou les forces aériennes que dans la garde ou la milice nationale, et, sous réserve des exceptions spécifiques prévues par les lois respectives, de l'exercice de n'importe quelles fonctions judiciaires, administratives ou municipales. Ils seront également exemptés de toute contribution, soit en argent soit en nature, imposée à titre d'équivalent pour tels services ou pour l'exercice de telles fonctions.

Les ressortissants et les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes, dans les territoires de l'autre, ne seront, en aucun cas, assujettis à des réquisitions militaires ou civiles autres que celles qui pourraient être imposées aux ressortissants ou sociétés de l'autre Haute Partie contractante. En ce qui concerne la procédure et l'indemnisation desdites réquisitions, ils seront soumis à la législation locale, au même titre que les nationaux.

Article 10.

Les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de la République turque ne pourront être soumis à leur importation dans le territoire de la République hellénique, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majorations ou tous autres droits ou charges quelconques, y compris l'octroi, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé, quelles que soient leurs appellations régionales.

De même les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de la République hellénique ne pourront être soumis à leur importation dans le territoire de la République turque, en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tous autres droits ou charges quelconques, y compris l'octroi, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé quelles que soient leurs appellations régionales.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier du présent article, les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire douanier de la République turque énumérés à la liste A bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier de la République hellénique des tarifs stipulés à ladite liste.

Il est convenu que les droits additionnels perçus par l'Etat au profit de revenus nationaux, provinciaux ou municipaux sur tout article produit ou fabriqué en Turquie à leur importation en Grèce (tels que l'octroi prévu par l'article 5 de la loi du 22 décembre 1923 sur le tarif douanier le droit pour le service de l'emprunt forcé de 1922, les droits au profit de la statistique des orphelins et des réfugiés) ne peuvent dépasser au total les 75 % du droit d'entrée correspondant, et que la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922 ne dépassera pas les 39 %, et que la taxe d'octroi les 30 % du droit d'entrée correspondant.

Les articles produits ou fabriqués en Turquie seront exemptés en Grèce de la taxe municipale intérieure perçue sur les articles similaires de production indigène toutes les fois où ceux-ci sont transportés d'une ville à l'autre.

De même, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire douanier hellénique énumérés à la liste B bénéficieront, à leur importation dans le territoire douanier turc, des pourcentages de réduction stipulés à ladite liste.

subject to any conditions of restrictions or taxes other than those imposed on nationals of the country and like the latter shall be free to choose, in all actions before the Courts, counsel, attorneys or agents from among persons authorised to engage in these professions, in accordance with the laws of the territories in question.

Nationals of either High Contracting Party shall, subject to reciprocity, be accorded in the territory of the other Party judicial assistance and exception from security for costs (*cautio judicatum solvi*).

Article 9.

Nationals of either High Contracting Party shall be exempt, in the territory of the other Party, in time of peace and in time of war, from all compulsory military service, whether in the army, the navy or the air forces, or the national guard or militia, and, subject to the specific exceptions provided for in the respective laws, from the exercise of any judicial, administrative or municipal functions. They shall also be exempt from any contributions in money or in kind that may be imposed in lieu of such services or the exercise of such functions.

Nationals and companies of either High Contracting Party in the territory of the other Party shall in no case be subject to military or civil requisitions other than those imposed on nationals or companies of the other High Contracting Party. As regards the procedure in connection with and compensation for such requisitions, they shall be subject to local legislation as in the case of nationals of the country.

Article 10.

Natural or manufactured products originating in the territory of the Turkish Republic shall not, on importation into the territory of the Hellenic Republic, be subject, as regards Customs duties, surtaxes and coefficients of increase, or any other duties or charges whatsoever, including octroi, to less favourable treatment than that which is accorded or may in future be accorded to similar products of the most favoured nation, whatever their regional appellations.

Similarly, natural or manufactured products originating in the territory of the Hellenic Republic shall not, on importation into the territory of the Turkish Republic, be subject, as regards Customs duties, surtaxes and coefficients of increase, or any other duties or charges whatsoever, including octroi, to less favourable treatment than that which is or may in future be accorded to similar products of the most favoured nation, whatever their regional appellations.

Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of the present Article, natural or manufactured products originating in the Customs territory of the Turkish Republic, as enumerated in list A, shall benefit on importation into the Customs territory of the Hellenic Republic by the tariffs contained in that list.

It is agreed that the additional duties levied by the State for the national, provincial or municipal revenues on any article produced or manufactured in Turkey upon its importation into Greece (such as the octroi established under Article 5 of the Law of December 22, 1923, on the Customs Tariff, the charge for the service of the 1922 forced loan, and the statistical, orphan and refugee duties) may not exceed in the aggregate 75% of the corresponding import duty, and that the charge for the service of the 1922 forced loan shall not exceed 39% and the octroi tax 30% of the corresponding import duty.

Articles produced or manufactured in Turkey shall be exempt in Greece from the inland municipal duty levied upon similar articles of native production whenever they are conveyed from one town to another.

Similarly, without prejudice to the provisions of paragraph 2 of the present Article, natural or manufactured products originating in Greek Customs territory, as enumerated in list B, shall benefit, on importation into Turkish Customs territory, by the percentages of reduction contained in that list.

Article 11.

A l'exportation vers la Turquie il ne sera perçu en Grèce, et à l'exportation vers la Grèce, il ne sera perçu, en Turquie, d'autres droits ni des droits plus élevés de sortie ou des taxes d'autre nature que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Article 12.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend à la manière de percevoir des droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans les entrepôts des douanes, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 13.

Les produits naturels ou fabriqués de l'un des Pays contractants importés dans le territoire de l'autre, après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Article 14.

Les taxes intérieures qui sont ou seront imposées dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur la production, la préparation ou la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui des communes et des corporations, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires du pays même, s'il en existe, et à défaut des produits similaires nationaux, que celles appliquées aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant : 1^o s'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels qu'ils sont originaires de l'autre pays ; 2^o s'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit soit en ce qui concerne la matière incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente convention, (annexe C et C¹), seront délivrés soit par les Chambres de Commerce et d'Industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Le Gouvernement du pays importateur pourra exiger que lesdits certificats soient visés par ses autorités diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine s'il ne s'agit que d'envois dont la valeur ne dépasse pas 50 livres turques ou 2.000 drachmes.

Article 11.

Exports to Turkey shall not be subject in Greece, nor shall exports to Greece be subject in Turkey, to other duties, or higher export duties, or charges of any other kind than those which are or may in future be levied on the exportation of the same products to the country most favoured in this respect.

Article 12.

The guarantee providing for treatment on a footing of equality which a third country shall extend to the manner of levying import and export duties, to placing goods in Customs warehouses, to Customs charges and formalities and to the Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported or conveyed in transit.

Article 13.

Natural or manufactured products of either contracting country imported into the territory of the other after passing in transit through the territory of one or more third countries shall not be subject, on importation, to Customs duties or to charges other or higher than would be applied if they had been imported direct from the country of origin.

This provision shall apply both to goods passing in direct transit and to those passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article 14.

Internal charges which are, or may hereafter be, levied in the territory of either High Contracting Party on the production, preparation or consumption of an article on behalf either of the State or of the communes and corporations, shall not for any reason whatsoever constitute a heavier or more onerous charge on the products of the territory of the other Party than on similar products of the country itself, or if there are no similar national products, on similar products of the most favoured nation.

Article 15.

Either High Contracting Party may, in order to determine the country of origin of the goods imported, require the production of a certificate of origin by the importer stating : (1) in the case of raw materials strictly so called or natural products, that they originate in the other country ; (2) in the case of a manufactured product, that it fulfils, either as regards the material used or the labour expended on it, the conditions to which recognition of nationality is subjected by the importing country.

Certificates of origin, prepared according to the model annexed to the present Convention (Annex C and C¹) shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor belongs, or by the Customs authorities or any organ or body which the country of destination may have accepted.

The Government of the importing country may require the said certificates to be *visés* by its diplomatic or consular authorities.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packages, if the value of these does not exceed £T 50 or 2,000 drachmae.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent, en toute matière de prohibitions ou de restrictions d'importation, d'exportation ou d'autres limitations de la liberté de commerce, le traitement de la nation la plus favorisée.

Il ne sera dérogé à ce traitement que :

- a) Pour des raisons de sûreté publique ou de défense du territoire ;
- b) Par mesure de police sanitaire, en vue de protéger la santé des hommes, des animaux et des plantes ;
- c) Pour le contrôle de l'importation des armes, munitions et matériel de guerre et de tous approvisionnements destinés à la guerre ;
- d) Pour l'exercice des monopoles d'Etat.

Si l'une des Hautes Parties contractantes établit le contrôle de l'importation au moyen de licences, elle appliquera, en ce qui concerne leur octroi aux produits de l'autre Partie, des dispositions aussi favorables que celles auxquelles seront soumis les produits naturels ou fabriqués de tout autre pays.

En vertu de ces dispositions, les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir lesdites licences seront immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public. L'examen des demandes sera effectué avec la plus grande célérité.

Il en sera de même pour la remise des licences dont le mode de délivrance sera aussi simple et aussi stable que possible, et établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet les licences, lorsqu'elles seront accordées à des personnes, devront porter le nom du bénéficiaire et ne devront pas pouvoir être utilisées par une autre personne.

Toute levée de prohibition accordée à titre temporaire par l'une des Hautes Parties contractantes au profit des produits d'une Puissance tierce s'appliquera immédiatement et inconditionnellement aux produits identiques ou similaires originaires et en provenance de l'autre Partie.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions, les dérogations et les contingents éventuels seront octroyés de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux Parties.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre, sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autre instruments de transport, en se garantissant, sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Hautes parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises et spécialement celles qui forment l'objet d'un monopole d'Etat ou celles dont l'importation est prohibée ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais réellement transitées.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint si, dûment, ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui sont soumis aux mêmes conditions :

- 1° Pour des raisons de sûreté publique et de l'Etat ;
- 2° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles.

Article 16.

The High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment in all matters relating to import or export prohibitions or restrictions or any other restrictions on the freedom of trade.

Exceptions to this rule may only be allowed :

- (a) For reasons of public safety or the defence of the territory ;
- (b) For reasons of public health, with the object of protecting the health of human beings, animals and plants ;
- (c) For the purpose of controlling the importation of arms, ammunition and implements of war and all supplies intended for war ;
- (d) For the exercise of State monopolies ;

If either High Contracting Party establishes control of imports by means of licences, it shall, as regards the granting of such licences for the products of the other Party, apply provisions as favourable as those to which the natural or manufactured products of any other country are subject.

In virtue of these provisions, the conditions to be fulfilled and the formalities to be observed in order to obtain such licences shall be brought immediately, in the clearest and most definite form, to the notice of the public. The examination of applications shall be carried out with the least possible delay.

The same shall apply to the issue of licences ; the method of issue shall be as simple and stable as possible and be such as to prevent traffic in these documents. With this object, licences, when issued to individuals, shall state the name of the holder and should not be capable of being used by any other person.

Any suspension of a prohibition temporarily granted by either High Contracting Party in respect of the products of a third Power shall apply immediately and unconditionally to identical or similar products originating in and coming from the territory of the other Party.

Should either High Contracting Party introduce prohibitions or restrictions, any exceptions made or quotas fixed shall be such as to prejudice as little as possible the commercial relations of the two Parties.

Article 17.

The High Contracting Parties undertake to grant to each other free transit, on routes most convenient for international transit, for passengers, baggage, goods and articles of every kind, consignments, vessels, boats, carriages and waggons or other means of transport, and they guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind passing through the territory of either High Contracting Party shall be reciprocally exempt from any Customs duties or other charges, with the exception of statistical and supervisory duties and warehousing charges.

The High Contracting Parties undertake not to hinder transit by formalities or other measures which might restrict transit ; they reserve the right, however, to take all steps to ensure that the goods, and more particularly those which are State monopolies or the importation of which is prohibited, are not introduced into the country secretly, but are actually carried in transit.

The provisions of the present Article shall apply both to goods in direct transit and to those conveyed in transit after transshipment, repacking or warehousing.

The transit of goods may be prohibited or restricted if these measures are duly applied to all countries or to all countries in which the same conditions prevail :

- (1) For reasons of public safety and national security ;
- (2) For reasons of public health or to protect animals and useful plants against disease, insects and harmful parasites.

Article 18.

Les commis voyageurs, ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires et aux marchés en tant qu'ils ne sont pas réservés aux nationaux, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (annexe D et D¹) délivrés par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Article 19.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires et marchés, pour autant qu'ils ne sont pas réservés aux nationaux, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle annexé (annexe D et D¹) délivrés par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa 1 n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, à cet égard, l'entière liberté de sa législation.

Article 20.

Chacune des Hautes Parties contractantes laissera libres de tous droits et taxes, à l'importation et à l'exportation, les articles ci-après énumérés, à la condition que ces articles soient destinés à être réexportés ou réimportés et sous réserve des garanties prévues par les législations de chacune d'elles.

a) Les emballages, sacs et tonneaux de toutes sortes en usage dans le commerce et les bâches et autres moyens d'emballage, ainsi que les ensouples, les bobines de bois et rouleaux de carton qui sont introduits du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre, en vue de servir à l'exportation de marchandises ou après qu'il aura été dûment établi que ces articles ont servi à cet usage, qui seront réintroduits du territoire de l'autre Partie.

b) Les objets destinés à des réparations.

Il est entendu que ces objets s'ils sont réimportés dans les pays d'exportation sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée ; les matières ou parties passibles de droit de douane qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation seront dédouanées indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison ; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

c) Les marchandises (à l'exception des objets comestibles) qui sont destinées à des marchés, foires ou expositions.

Les intéressés prendront soin de fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays. Ce délai pourra être prolongé au besoin selon les prescriptions légales par les autorités douanières.

Article 18.

Commercial travellers who are nationals of either High Contracting Party shall be accorded in the territory of the other Party, in all matters concerning their business and in particular as regards Customs facilities granted for samples, the same treatment as commercial travellers of the most favoured nation.

Nationals of either High Contracting Party proceeding to fairs or markets not reserved for nationals of the country, for the purpose of carrying on their trade therein, shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the most favoured nation.

As the above-mentioned provisions do not apply to itinerant workmen or to hawkers, each of the High Contracting Parties reserves full legislative freedom in this respect.

Article 19.

Nationals of either High Contracting Party proceeding to fairs or markets not reserved for nationals of the country, for the purpose of carrying on their trade therein, shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the latter, provided that they can produce an identity card made out in accordance with the annexed model (D and D¹) issued by the authorities of the country of which they are nationals.

As the provisions of paragraph 1 do not apply to itinerant workman or to hawkers, or to the soliciting of orders from persons not engaged in industry or trade, each of the High Contracting Parties reserves full legislative freedom in this respect.

Article 20.

No duties or charges shall be levied by either High Contracting Party on the importation or exportation of the articles mentioned below, provided that such articles are to be re-exported or re-imported, and subject to the guarantees provided for in the laws of each of the Parties :

(a) Wrappings, sacks and barrels of all kinds used in trade, and tarpaulins and other means of packing, together with cylinders and wooden and cardboard reels which are imported from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other to be used in the export of goods or which are reimported from the territory of the other Party, after it has been duly proved that the articles in question have been used for these purposes.

(b) Articles to be repaired.

It is agreed that these articles, if reimported into the countries from which they were exported, shall be exempt from import duty ; any dutiable materials or parts added to these articles in considerable quantities at the time of repair shall be assessed for Customs duty separately from the articles themselves and according to the tariff to which they were subject before their combination. The weight taken for assessment of Customs Duty may be fixed by valuation.

(c) Goods (except articles of food) for markets, fairs or exhibitions.

The parties concerned shall be responsible for fixing the period during which the articles in question are to be used after entering the country. This period may, if necessary, be extended by the Customs authorities in accordance with the provisions of the law.

Article 21.

Le traitement sur pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1^o Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par l'une des Hautes Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant à quinze kilomètres de chaque côté de la frontière ;

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de trafic douanier et généralement en toute autre matière commerciale ; entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article 22.

Sur les chemins de fer, il ne sera fait de différence entre les habitants des territoires des Hautes Parties contractantes ni quant au prix de transport, ni quant au temps et au mode d'expédition. Notamment, les envois passant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre ou qui transitent, ne seront pas traités, sous le rapport d'expédition ou de prix de transport, moins favorablement que ceux qui partent des territoires respectifs soit pour une destination à l'intérieur, soit pour l'étranger, pourvu que le transport ait lieu sur la même ligne et dans la même direction.

Des exceptions ne seront admises qu'en tant qu'il s'agira de transports effectués à prix réduits et ayant pour but de remédier à une détresse passagère dans des cas particuliers ou de transports destinés à la charité.

Les deux gouvernements se réservent en outre, de régler, par contrat direct des administrations des chemins de fer, les détails des communications ferroviaires réciproques et du transit.

Article 23.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et, notamment, les taux de droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien des descriptions détaillées, une copie ou photographie de celle-ci.

Article 24.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans les territoires de l'autre, les mêmes droits que les ressortissants ou sociétés de celle-ci en ce qui concerne les brevets d'inventions, les marques de fabriques ou de commerce et les noms commerciaux, à condition d'observer les modalités prescrites par la loi.

Article 25.

Les navires et bateaux portant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés, dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les bateaux nationaux, et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article 21.

Treatment on a footing of equality with a third State shall not apply :

- (1) To the privileges which have been or may subsequently be accorded by either High Contracting Party in the matter of frontier traffic with neighbouring countries within a zone of fifteen kilometres on each side of the frontier ;
- (2) To special favours resulting from a Customs union ;
- (3) To the special advantages and favours which at present exist or may subsequently be granted, in the matter of Customs tariffs and generally in any other commercial matter, between Turkey and the countries which were detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article 22.

No distinction shall be made on the railways between the inhabitants of the territories of the High Contracting Parties as regards transport rates or as regards the time and manner of forwarding. In particular, consignments passing from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other Party, or conveyed in transit, shall not be treated less favourably, as regards forwarding or rates of transport, than consignments despatched from the respective territories to a place in the same country or to a foreign country, provided the transport is effected over the same line and in the same direction.

Exceptions may only be made in regard to consignments transported at reduced rates for relieving temporary distress in particular cases, or consignments for charitable purposes.

The two Governments further reserve the right to settle, through the agency of the railway administrations direct, the details as to the reciprocal railway communications and transit.

Article 23.

The High Contracting Parties undertake to make the necessary arrangements to enable merchants to procure official information with regard to Customs tariffs and, in particular, the rates of duty to be levied on particular commodities. The application must be accompanied, according to the regulations of the country of importation, by a sample of the goods or a detailed description, copy or photograph thereof.

Article 24.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territories of the other, have the same rights as nationals or companies of the latter with regard to patents of invention, trade marks and trade names, provided that they observe the conditions laid down by law.

Article 25.

Vessels and boats flying the flag of one of the High Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure or destination, shall be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be liable therein to any duty or tax of any nature whatsoever levied in the name and on behalf of the State, a province, a commune or any organisation whatsoever authorised by the Government, other than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Article 26.

En tout ce qui concerne le chargement et le déchargement des navires dans les ports, rades, docks, et havres des Hautes Parties contractantes, tous les privilèges ou facilités accordés par l'une des Parties aux navires nationaux seront également accordés aux navires de l'autre Partie, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Article 27.

Les cargaisons quelles qu'en soient la provenance ou la destination ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traités autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Les passagers et leurs bagages seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article 28.

Les dispositions de cette convention relatives à la concession réciproque du traitement national en matière de navigation ne s'étendent pas :

1^o Au cabotage et à la navigation dans les eaux intérieures, lesquels continuent à être régis par les lois qui sont ou seront en vigueur dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes ;

2^o Aux encouragements sous forme de primes et autres accordés ou qui seraient accordés à la marine marchande nationale ;

3^o A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes et à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages.

Le service maritime comprend l'exercice du remorquage et du pilotage, l'assistance et le sauvetage maritime, en tant que ces opérations s'effectuent dans les limites des eaux territoriales et dans la mer de Marmara.

Il est entendu que les matières dérogatoires qui resteraient en dehors des énumérations ci-dessus mentionnées seront régies par le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 29.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés, à cet effet, par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays. Les certificats de jauge, de navigabilité et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes conformément au système anglais seront reconnus par l'autre jusqu'à la conclusion des arrangements spéciaux entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 30.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre, soit pour y débarquer tout ou une partie de leur cargaison marchandises et passagers en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou une partie de leur cargaison, marchandises et passagers à destination de l'étranger. Ils pourront, en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 26.

In all matters regarding the loading and unloading of vessels in ports, roadsteads, docks and harbours of the High Contracting Parties, all privileges or facilities granted by either Party to its own vessels shall also be granted to the vessels of the other Party whatever be the place from which they come or to which they are proceeding.

Article 27.

Cargoes, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated as if they were being conveyed under the national flag.

Article 28.

The provisions of this Convention relating to the reciprocal granting of national treatment in the matter of navigation shall not extend to :

(1) The coasting trade and navigation in inland waters, which shall continue to be governed by the laws which are or may hereafter be in force in the territories of the respective High Contracting Parties ;

(2) Encouragements in the form of bounties, etc., which are or may hereafter be granted to the national mercantile marine ;

(3) Fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties or the maritime service of ports, roadsteads and beaches.

The maritime service shall include towage and pilotage and assistance and salvage at sea, in so far as such operations are carried out within the limits of the territorial waters and in the Sea of Marmora.

It is understood that exceptions other than those enumerated above shall be governed by the principle of most-favoured-nation treatment.

Article 29.

The nationality of vessels and boats shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in conformity with the laws and regulations of each country. Tonnage measurement certificates, certificates of seaworthiness and other tonnage measurement documents issued by either High Contracting Party in accordance with the British system, shall be recognised by the other Party until special arrangements have been concluded between the High Contracting Parties.

Article 30.

Vessels of either High Contracting Party may enter a port or ports of the other Party for the purpose of landing therein the whole or part of their cargo, goods and passengers coming from abroad or to take on the whole or part of their cargo, goods and passengers for abroad. They shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the countries concerned, to retain on board the part of their cargo which is consigned to another port or to another country and to re-export it without being liable to pay any duties or charges thereon except supervision fees. The latter may, moreover, only be levied at the lowest rate fixed for national vessels.

Article 31.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Hautes Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent, dans les circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 32.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la liberté de nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls qui pourront résider dans les villes et ports des territoires de l'autre Partie où les gouvernements respectifs admettent de pareils représentants d'un autre pays étranger quelconque. Ces consuls généraux, consuls et vice-consuls, n'entreront pas cependant en fonction avant d'avoir obtenu, selon la forme usuelle, le consentement du gouvernement du pays où ils sont nommés.

Les officiers consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre Partie, des mêmes privilèges, droits et exemptions, à condition de réciprocité, que ceux qui sont ou seront accordés aux officiers consulaires similaires d'un autre pays étranger quelconque.

Article 33.

Au cas du décès d'un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, qui laisserait des parents sans, toutefois, qu'il y ait sur le lieu de décès aucune personne autorisée par les lois du pays du défunt à se charger de sa succession et à l'administrer, l'officier consulaire compétent du pays dont le défunt était ressortissant sera autorisé, après avoir accompli les formalités nécessaires, à prendre en charge la succession et à l'administrer de la manière et dans les limites prescrites par la loi du pays où se trouvent les biens du défunt.

Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'administration de la succession du défunt, tous les droits, privilèges, faveurs ou immunités, que l'une des Hautes Parties contractantes a déjà accordés ou accordera ultérieurement aux officiers consulaires d'un autre pays étranger quelconque, seront étendus immédiatement, à condition de réciprocité, aux officiers consulaires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 34.

Les officiers consulaires de l'une des Hautes Parties contractantes résidant dans les territoires de l'autre recevront, des autorités locales, l'assistance permise par la loi pour la reprise des marins autres que les nationaux de celle-ci, déserteurs des vaisseaux de la première Partie.

Article 35.

Sous réserves des dispositions qui pourraient découler d'une convention d'arbitrage entre les deux pays, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'interprétation de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis d'un commun accord par voie de compromis à un arbitrage.

Article 31.

If a vessel of one of the High Contracting Parties is wrecked, stranded, damaged or forced to put into the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both as regards themselves and the vessel and its cargo, to the same extent as to nationals of the country.

As regards the right of salvage, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties, unless they are imported into the country for consumption therein.

Article 32.

Each of the High Contracting Parties shall be free to appoint consuls-general, consuls and vice-consuls to reside in towns and ports in the territories of the other Party where the respective Governments admit representatives of any other foreign country. These consuls-general, consuls and vice-consuls shall not, however, enter on their duties until they have obtained, in the usual form, the consent of the Government of the country to which they are appointed.

Consular officers of either High Contracting Party shall, subject to reciprocity, enjoy in the territories of the other the same privileges, rights and exemptions as are or may hereafter be accorded to similar consular officers of any other foreign country.

Article 33.

If a national of either High Contracting Party dies in the territories of the other, and if, though he leaves relatives, there is no person at the place where he died who is authorised by the laws of the country of the deceased to take over and administer his estate, the competent consular officer of the country of which the deceased was a national shall be authorised, after completing the necessary formalities, to take over and administer the estate in the manner and within the limits laid down by the law of the country in which the property of the deceased is situated.

It is agreed that in all matters connected with the administration of the estate of the deceased, all rights, privileges, favours or immunities which one of the High Contracting Parties has already accorded or may subsequently accord to the consular officers of any other foreign country shall immediately be extended, subject to reciprocity, to the consular officers of the other High Contracting Party.

Article 34.

The consular officers of each of the High Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities all assistance allowed by law in the apprehension of sailors who have deserted from vessels of the former, provided they are not nationals of the latter.

Article 35.

Subject to stipulations resulting from an arbitration convention between the two countries, any disputes which may arise between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation of the present Convention and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall by common consent be submitted to arbitration by means of a special agreement.

Article 36.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur, un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux années. A partir de cette date, elle restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'une des Hautes Parties contractantes, avec un délai de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en français, en double exemplaire, à Ankara le 30 octobre 1930.

(L. S.) A. MICHALACOPOULOS.

(L. S.) T. RUSTU.

(L. S.) S. POLYCHRONIADES.

(L. S.) ZEKA'I.

(L. S.) Mustafa SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

LISTE A

N° du tarif hellénique		Désignation des marchandises	Unité	Droits en drh. métall.
Cl.	Al.			
ex I		Animaux vivants dont les poids ne dépassent pas 200 kg.	par tête	
—	a)	Bœufs et taureaux	»	9
—	b)	Vaches	»	9
—	c)	Buffles	»	9
—	d)	Veaux, bouvillons et génisses	»	9
3	a)	Fromages	100 kg.	
		1° En saumure (en tranches, touloumotyri)	»	15
		2° Ordinaire à pâte ferme (kéfalotyri)	»	15
		ex 3° Kasseri (kaskevali)	»	15
—	b)	3° Beurre de cuisine, fondu, salé ou non, ainsi que beurre de mouton ou de chèvre destiné à être fondu, salé ou non	»	40
—	d)	Œufs de volaille et d'autres volatiles	»	exempts
4	a)	Poissons frais	»	exempts
ex c)		Poisson dit lakerda, palamides, maquereaux, en saumure, ainsi que poisson séché dit tsiri	»	10
12	b)	9° Noix	»	15
		10° Amendes et noisettes en coques	»	15
		12° Pistaches avec ou sans coques	»	40
16		Grains et fruits oléagineux :		
ex a)		1° De lin	»	0,75
18		Cires en général :		
—	a)	Animales :		
		1° D'abeille jaune en plaques	»	110
36		Peaux brutes grandes ou petites :		
—	a)	Sèches, salées ou non	»	6
—	b)	Vertes, salées ou non ou enduites de terre	»	4

Article 36.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for two years. After that date, it shall remain in force as long as it has not been denounced by either High Contracting Party at six months' notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in French, at Ankara on October 30, 1930.

(L. S.) A. MICHALACOPOULOS.

(L. S.) T. RUSTU.

(L. S.) S. POLYCHRONIADES.

(L. S.) ZEKA'I

(L. S.) Mustafa SEREF.

(L. S.) M. NUMAN.

LIST A.

No. in the Greek tariff	Designation of goods	Unit.	Duties in metallic drachmas.
ex 1	Live animals weighing 200 kg. or under	per head	
— (a)	Oxen and bulls	»	9
— (b)	Cows	»	9
— (c)	Buffaloes	»	9
— (d)	Calves, steers and heifers	»	9
3 (a)	Cheese :	100 kg.	
	(1) In brine (in slices, touloumotyri)	»	15
	(2) Common, in hard loaves (kephalotyri)	»	15
ex (3)	Casseri (caskeval)	»	15
— (b)	(3) Cooking butter, melted, salted or not, such as sheep or goat's milk butter for melting, salted or not . . .	»	40
— (d)	Eggs of poultry and other birds	»	free
4 (a)	Fresh fish	»	free
ex (c)	Fish called lakerda, bonitoes, mackerel, pickled, dried fish called tsiri	»	10
12 (b)	(9) Walnuts	»	15
	(10) Almonds and hazel-nuts in the shell	»	15
	(12) Pistachio nuts in the shell or shelled	»	40
16	Oleaginous seeds and fruits :		
ex (a)	(1) Linseed	»	0.75
18	Waxes, generally :		
— (a)	Animal :		
	(1) Bees, yellow, in cakes	»	110
36	Raw hides or skins, large or small :		
— (a)	Dried, salted or not	»	6
— (b)	Green, salted or not, or coated with earth	»	4

N° du tarif hellénique		Désignation des marchandises	Unité	Droits en drh. métall.
Cl.	Al.			
45		Bois de pin, de sapin et de hêtre :		
—	a)	Ronds en troncs, avec ou sans écorce	M 3	2
—	b)	Equarris grossièrement à la hache	»	4
—	c)	Sciés :		
		1° D'une épaisseur supérieure à 50 mm.	»	8
		2° D'une épaisseur supérieure à 15 mm. jusqu'à 50 mm.	»	10
48		Bois pour usages spéciaux :		
—	b)	Douves pour la tonnellerie ou autres usages (parquets etc.) :		
		1° Non ouvrées	100 kg.	1
59	a)	Charbon de terre (anthracite, houille, xylite, lignite).	tonne	2
161		Drogues et produits pharmaceutiques, sans réduction de tare pour les récipients ou autres emballages immé- diats :	100 kg.	
—	a)	Plantes médicinales :		
		1° Racines, écorces, herbes, feuilles, non dénommées, non pulvérisées	»	12
		2° Les mêmes pulvérisées	»	30
167		Matières tinctoriales, végétales ou animales :		
—	b)	Bois de teinture, en copeaux ou en poudre comme bois de campêche, bois rouge, bois jaune et similaires.	»	3
175		Matières brutes propres au tannage et à la teinture, ainsi que leurs extraits :		
—	a)	Noix de gale, avalanèdes	»	exempts
220		Fils de coton retors :		
—	a)	Destinés à la couture	»	110
—	b)	Non destinés à la couture :		
		2° A plusieurs bouts	»	160
234		Fils de laine, simples ou retors :		
—	a)	Ecrus ou blanchis propres à la fabrication des tapis destinés à l'exportation (franchise provisoire) . . .	»	exempts

No. in the Greek tariff	Designation of goods	Unit.	Duties in metallic drachmas.
45	Pine, fir, beech :		
— (a)	Round trunks with or without the bark	M ³	2
— (b)	Roughly hewn with the axe	»	4
— (c)	Sawn :		
	(1) Of more than 50 mm. in thickness	»	8
	(2) Of more than 15 mm. and up to 50 mm. in thickness	»	10
48	Wood for special purposes :		
— (b)	Staves for barrels and other uses (parquet, etc.) :		
	(1) Unwrought	100 kg.	1
59 (a)	Coal (anthracite, pit coal, xylite, lignite)	ton	2
161	Drugs and pharmaceutical products (no tare allowance for the immediate receptacles or other packing) . .	100 kg.	
— (a)	Medicinal plants :		
	(1) Roots, barks, herbs, leaves, not mentioned, not powdered	»	12
	(2) The same, powdered	»	30
167	Dyestuffs, vegetable or animal :		
— (b)	Dyewoods, in chips or powder (such as logwood, redwood, yellow wood and similar kinds)	»	3
175	Raw materials for tanning and dyeing, as well as extracts therefrom :		
— (a)	Gallnuts, valonia	»	free
220	Cotton thread, twisted :		
— (a)	Intended for sewing	»	110
— (b)	Not intended for sewing :		
	2° Of several strands	»	160
234	Wool yarn, single or twisted :		
— (a)	Unbleached or bleached, for the manufacture of carpets for export (provisional exemption)	»	free

LISTE B

N° du tarif turc	Désignation des marchandises	Droits en Ltq. par 100 kgs fixés par loi du 8) 6) 1929	Pourcent. de réduction accordé
ex 75	Peaux ouvrées :		
— —	A. Tannées, non teintées :		
	2° De veau, vachette	175	12,5 %
— —	3° Autres peaux	87,5	12,5 %
	B. Tannées, teintées en toutes couleurs :		
	1° De mouton, agneau, chèvre et chevreau	255	12,5 %
	2° De veau, vachette	165	12,5 %
	3° Autres peaux	105	12,5 %
ex 78	A. Cuir	80	12,5 %
ex 87	Objets en peau et en cuir :		
	A. Porte-monnaie, sacs de dames, étuis à cigarettes, étuis de nécessaires de toilette, chaînes de montres :		
	1° Simples ou combinés avec des matières communes Sont à considérer comme matières « communes » les imitations d'ivoire, d'écaille et de nacre, le trocard, le galalith, le celluloïd, la corne, l'os, le verre, la porcelaine, la soie artificielle et les métaux non pré- cieux, même nickelés ou bronzés.	880	20 %
ex 179	Mandarines, cédrats	30	25 %
215	Vins :		
—	A. En tonneaux ou autres gros récipients	120	25 %
—	B. En bouteilles, dame-jeannes, cruches, y compris les poids des récipients.	150	25 %
ex 215	C. Vins doux ou de dessert :		
	1° En tonneaux ou autres gros récipients	120	30 %
	2° En bouteilles, dame-jeannes	150	30 %
ex 218	Raki, rhum, brandy, vermouth, eau-de-vie de vin et autres boissons similaires non sucrés, y compris ceux avec fruits :		
— —	A. En tonneaux	225	20 %
— —	B. En autres récipients, y compris le poids des réci- pients	240	20 %
231	Huile de térébenthine (naphte végétale) y compris l'es- sence	15	30 %
ex 234	B. Savons de lessive à l'huile d'olive (en pièces, blocs ou poudre)	25	22,5 %
ex 261	B. Paille à balais	4	30 %
ex 276	B. Extraits tannants valonés	4,5	20 %
277	B. Colophane	4	30 %
369	Fils de coton teint, estampé (à un ou plusieurs bouts) :		
—	A. Jusqu'à N° 14 anglais (N° 14 inclus)	62,5	20 %
—	B. Au-dessus du N° 14 jusqu'à 24 anglais (N° 24 inclus)	67,5	20 %
—	C. Au-dessus du N° 24 anglais	60	20 %
381	Tissus ou tricots de coton, blanchis, teints, estampés, brodés, brochés, non dénommés ailleurs dans le tarif (y compris ceux mélangés ou combinés avec des fils métalliques) :		
—	A. Pesant jusqu'à 50 grammes au mètre carré (50 grammes inclus)	180	20 %
—	B. Pesant plus de 50 grammes jusqu'à 100 grammes au mètre carré (100 grammes inclus)	135	20 %

LIST B.

No. in the Turkish Tariff	Designation of goods	Duties in £ T. per 100 kg. fixed by law of 8. 6. 1929	Percentage of reduction granted
ex 75	Hides or skins, wrought :		
— —	A. Tanned, undyed :		
	(2) Calf, young cow	175	12.5 %
— —	(3) Other hides or skins	87.5	12.5 %
	B. Tanned, dyed in any colour :		
	(1) Sheep, lamb, goat and kid	255	12.5 %
	(2) Calf, young cow	165	12.5 %
	(3) Other hides or skins	105	12.5 %
ex 78	A. Leather	80	12.5 %
ex 87	Wares of skin or leather :		
	A. Purses, ladies' bags, cigarette cases, toilet cases, watch-guards :		
	(1) Plain or combined with common materials . .	880	20 %
Note ad ex 87 A.	The following are to be regarded as common materials : imitation ivory, tortoiseshell and mother-of-pearl, trocard, galalith, celluloid, horn, bone, glass, porcelain, artificial silk and non-precious metals, even nicked or bronzed.		
ex 179	Mandarines and cedrates	30	25 %
215	Wines :		
—	A. In casks or other large receptacles	120	25 %
—	B. In bottles, demijohns, jars (including weight of receptacles)	150	25 %
ex 215	C. Sweet or dessert wines :		
	(1) In casks or other large receptacles	120	30 %
	(2) In bottles or demijohns	150	30 %
ex 218	Raki, rum, brandy, vermouth, spirits of wine and other like non-sugared beverages (including those with fruit) :		
— —	A. In casks	225	20 %
— —	B. In other receptacles (including weight of receptacles)	240	20 %
231	Turpentine oil (vegetable naphtha) (including spirit) .	15	30 %
ex 234	B. Laundry soap of olive oil (in pieces, blocks or powder)	25	22.5 %
ex 261	B. Straw for brooms	4	30 %
ex 276	B. Valonia extracts used for tanning purposes	4.5	20 %
277	B. Colophony	4	30 %
369	Cotton yarn, dyed, printed (one or more strands) :		
—	A. Up to No. 14 English (inclusive)	62.5	20 %
—	B. Over No. 14 up to No. 24 English (inclusive) . .	67.5	20 %
—	C. Over No. 24. English	60	20 %
381	Woven or knitted tissues of cotton, bleached, dyed, printed, embroidered, figured (<i>brochés</i>), not elsewhere mentioned in the Tariff (including those mixed or combined with metal threads) :		
—	A. Weighing per square metre up to 50 grammes inclusive	180	20 %
—	B. Weighing per square metre more than 50 up to 100 grammes inclusive	135	20 %

N° du tarif ture	Désignation des marchandises	Droits en Ltq. par 100 kgs fixés par loi du 8) 6) 1929	Pourcent. de reduc- tion accordé
381	C. Pesant plus de 100 grammes jusqu'à 150 grammes au mètre carré (150 grammes inclus)	80	20 %
—	D. Pesant plus de 150 grammes au mètre carré	62,5	20 %
ex 395	Articles de tricottage en coton tels que vêtements, fla- nelles, chemises, caleçons, cache-corsets, bas et chaus- settes, (y compris ceux partiellement cousus) com- binés ou non avec d'autres matières :		
— —	B. Ornés ou combinés avec d'autres matières	450	30 %
414	Ficelles, cordes, câbles :		
—	A. Jusqu'à 5 mm. de diamètre	37,5	20 %
—	B. De 5 mm. de diamètre et au-dessus	25	20 %
ex 417	Tissus, toile grossière d'emballage, sacs et ouvrages en jute, en fibres de coco au autres matières végétales non dénommées dans le tarif (couleur naturelle ou teints):		
— —	A. Toile grossière d'emballage	13	5 %
— —	B. Sacs	12	5 %
468	Talc (toute espèce)	10	30 %
494	Bouteilles, flacons, galons, pots, dame-jeannes et simi- laires (teints ou couleur naturelle) :		
—	A. Ordinaires :		
	1° Simples	3	20 %
	2° Combinés avec d'autres matières (y compris ceux avec treillis de panier)	6,25	20 %
—	B. Taillés, gravés et ornés :		
	1° Combinés avec des matières communes :	57,5	20 %
792	Saloxine	200	15 %
ex 853	Sérums, vaccins, produits chimiques, produits médi- cinaux, chimico-industriels et spécialités, non mentionnés dans le tarif :		
—	ex B. Spécialités jouissant du permis d'importation du Gouvernement <i>ad. val</i>	25 %	20 %

No. in the Turkish Tariff	Designation of goods	Duties in £ T. per 100 kg. fixed by law of 8. 6. 1929	Percentage of reduction granted
381	C. Weighing per square metre more than 100 up to 150 grammes inclusive	80	20 %
—	D. Weighing per square metre more than 150 grammes	62,5	20 %
ex 395	Knitted articles of cotton, such as clothing, flannels, shirts, pants, corset-covers, stockings and socks (including those partly sewn), combined or not with other materials :		
— —	B. Ornamented or combined with other materials . .	450	30 %
414	String, cordage and rope :		
—	A. Up to 5 mm. in diameter	37,5	20 %
—	B. 5 mm. or more in diameter	25	20 %
ex 417	Tissues, rough parting material, sacks and manufactures of jute, cocoa-nut-fibre or other vegetable materials not mentioned in the Tariff (natural colour or dyed) :		
— —	A. Rough packing cloth	13	5 %
— —	B. Sacks	12	5 %
468	Talc (all kinds)	10	30 %
494	Bottles, flasks, gallons, jugs, demi-johns and the like (coloured or natural shade) :		
—	A. Common :		
	(1) Plain	3	20 %
	(2) Combined with other materials (including those with wicker-work)	6,25	20 %
—	B. Cut, engraved and ornamented :		
	(1) Combined with common material	57,5	20 %
792	Saloxine	200	15 %
ex 853	Sera, vaccines, chemical products, medicinal products, chemico-industrial products and specialties, not mentioned in the Tariff :		
—	ex B. Specialities entitled to import permits from the Government <i>ad val</i>	25 %	20 %

ANNEXE C

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ATHÈNES.

CERTIFICAT D'ORIGINE

Nous, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes, certifions que :

.....
 a déclaré devant nous, sous sa responsabilité, que les marchandises ci-dessus désignées sont d'origine ou de fabrication conformément aux documents dignes de foi qui nous ont été présentés par l'expéditeur. Ces marchandises sont envoyées à à la consignation de commerçant ou industriel à par voie de terre ou de navire.

Nombre et catégorie des colis	Marques et Numéros	Poids Br. ou Nt ou mesure de cap.	Espèce de marchandises

Ainsi affirmé sous ma responsabilité.

Athènes, le

Signature du déclarant :

Confirmé par nous, Chambre de Commerce et d'Industrie d'Athènes, qui attestons en outre que la vente des marchandises désignées ci-dessus a été effectivement conclue, en ce pays.

Athènes, le

LE DIRECTEUR.

ANNEX C.

HELLENIC REPUBLIC,

ATHENS CHAMBER OF COMMERCE AND INDUSTRY.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

We, the Athens Chamber of Commerce and Industry, certify that :

.....

 has declared before us, on his responsibility, that the above-mentioned goods are of
 origin or manufacture as stated in the certified documents submitted to us by the consignor. These
 goods are sent to for
 merchant or manufacturer at
 by land or by water.

Number and category of consignments	Marks and numbers	Gross or net weight or measure of capacity	Description of the goods

Certified on my responsibility,

Athens

Signature of the person making the declaration :

Confirmed by us the Athens Chamber of Commerce and Industry, who further declare that the
 above-mentioned goods have actually been sold in this country.

Athens, ...

DIRECTOR.

ANNEXE C1

Modèle

Certificat d'origine.

Expéditeur :			Receveur :		
Nom			Nom		
Domicile			Domicile		
Rue			Rue		
Nombre des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut net en kilogramme et valeur	Voies d'expédition (chemin de fer, poste, bateaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine

....., le 193....

(Désignation du bureau compétent et signature.)

(Sceaux.)

ANNEXE C.I.

Model.

Certificate of origin.

Consignor			Consigné		
Name			Name		
Domicile			Domicile		
Street			Street		
Number of consignments	Method of packing	Marks No.	Gross or net weight in kilograms and value	Methods of transport (rail, post, ship, etc.)	Contents

It is certified that the above-mentioned goods are of origin

..... 193....

(Name of the competent office and signature.)

(Seals.)

ANNEXE D

NOM DE L'ÉTAT

(Autorité de délivrance.)

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour

N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte

M.

né à

demeurant à

rue N°

1)

possède

à

sous la raison de commerce

(ou) est commis (de la maison.....

voyageur au service (des maisons

à

1)

qui possède

possédant

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maisons (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à
 te y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 193...

Signature du chef de la (des) maisons (s)

.....

Signalement du porteur

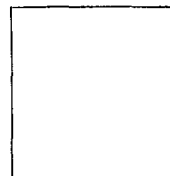
Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du porteur



1) Indication de la fabrique ou du commerce.

N.B. — On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEX D.

NAME OF COUNTRY.

(Authority issuing the Card.)

Identity certificate for commercial travellers, valid for twelve months as from the date of issue.

Valid for

No. of the card

It is hereby certified that the holder of this Card

M

born at

residing at

Street No.

1)

owns

at

name of firm

.....

.....

(or) is a commercial traveller in

the service of the firm (firms)

at

1)

who owns

owning

name of firm

.....

As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and make

purchases for the firms(s) in question, it is certified that the firm(s) is (are) authorised to carry on its

(their) industry and its (their) business at

and pays (pay) there the taxes prescribed by law for this purpose.

..... 193...

Signature of the Head of the firm(s)

.....

Description of holder.

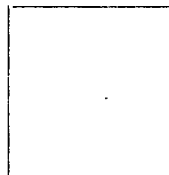
Age

Height

Colour of hair.....

Special peculiarities

Signature of holder



1) Name of the factory or business.

N. B. — Only Heading 1 of this form should be filled up in the case of the Head of a commercial or industrial establishment.

ANNEXE D I.

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

(RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ

ταυτόσημος διὰ τὸν περιοδεύοντα ἐμπόρικον
ἀντιπρόσωπον

CARTE DE LÉGITIMATION

pour voyageurs de commerce

Ἰσχύον ἐπὶ δώδεκα μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας
τῆς ἐκδόσεώς του.Valable pendant douze mois à compter
de la date de délivranceΑὐτ. Ἀριθ. Δελτίου
N^ο de la carteἘΚΔΙΔΟΥΣΑ ἈΡΧΗ : Ἐμπορικὸν καὶ
Βιομηχανικὸν Ἐπιμελητήριον.

ὁ Διευθύντης (Σφραγίς)

AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE :

Chambre de Commerce et d'Indus-
trie de

LE DIRECTEUR :

Ἐν τῇ 19

Α , le 19

Πιστοποιεῖται διὰ τοῦ παρόντος ὅτι ὁ φέρων τὸ
Δελτίον τοῦτοIl est certifié par la présente que
le porteur de cette carte

κ

Mr

γεννηθεὶς ἐν

νέ ἐν

διαμένων ἐν

demeurant à

ὁδὸς

Rue

ἔχει¹ possède ²

ἐν

à

ἤμ. ¹ ὄνομα ἐργαστασίου ἢ εἶδος ἐμπο-
ρίου.² Indication de la fabrique ou du
commerce.Σημ. Δέον νὰ πληροῦνται μόνον τὰ ὑπ' ἀριθ.
1 τοῦ προτύπου ἐν ᾗ περιπίπτει πρόκειται περὶ
τοῦ ἀρχικοῦ ἐμπορικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ κατα-
στήματος.N. B. — On ne doit remplir que la
rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il
s'agit du chef d'un établissement
commercial ou industriel.

Ὑπὸ τὴν Ἐμπορικὴν ἐπωνυμίαν.

Sous la raison de commerce

ἢ εἶναι περιοδεύων ἐπὶ ἀλλήλοισι τοῦ οἴκου (τῶν
οἴκων) ou est commis voyageur en service
de la (des) maisons (s)

ἐν

à

ὁστις ἔχει (ἔχουσιν)

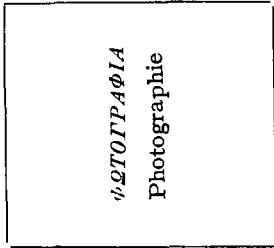
qui possède (nt)

Ὑπὸ τὴν ἐμπορικὴν ἐπωνυμίαν

Sous la raison de commerce

Καλὸν διὰ
Bon pour.....
.....
.....
.....

ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΟΥ ΦΕΡΟΝΤΟΣ
SIGNALEMENT DU PORTEUR



Ἡλικία
Age
Ἀνάστημα
Taille
Κόμη
Cheveux
Εἰδικὰ σημεῖα
Signes particuliers
Υπογραφή τοῦ φέροντος
Signature du porteur

Ὁ φέρων τὸ Δελτίον τοῦτο προτίθεται νὰ συλλέξῃ παραγγέλια εἰς τὰς ἀνωτέρω ἀναφερομένης χώρας καὶ νὰ ἐνεργήσῃ ἀγορὰς διὰ τὸν οἶκον (ἢ τοὺς οἰκοὺς) περὶ ὧν πρόκειται. Ἐφ' ᾧ πιστοποιεῖται ὅτι ὁ φρεὶς οἶκος ἡ (οἱ) ὀρθέν-τες οἰκοὶ ἔχει (έχουσι) τὴν ἀδειαν νὰ ἐξασκοῦν τὴν βιομηχανίαν αὐτοῦ (αὐτῶν) καὶ τὸ ἐμπόριον αὐτοῦ (αὐτῶν) ἐν.....

Le porteur de cette carte se pro-
posant de recueillir des commandes
dans les pays visés et de faire des
achats pour la (les) maison (s) dont
il s'agit, il est certifié que ladite
(lesdites) maison (s) est (sont) auto-
risée(s) à pratiquer son (leurs) indus-
trie (s) et son (leurs) commerce (s)
à

καὶ καταβάλλει (καταβάλλουσιν) τοὺς πρὸς
τοῦτο νομίμους φόρους.
et y paye (nt) les contributions légales
à cet effet.

Υπογραφή τοῦ ἀρχηγοῦ
τοῦ (τῶν) οἴκου (οίκων)
Signature du chef de
la (des) maison (s)

ANNEX D I.

HELLENIC REPUBLIC
—
IDENTITY CARD
for commercial travellers
valid for twelve months as from the
date of issue.
No. of the Card
AUTHORITY ISSUING :
Chamber of Commerce and Industry
of
DIRECTOR :
at 19...

It is hereby certified that the holder
of this Card
M.
born at
residing at
Street
owns¹
at

¹ Name of the factory or business.
N. B. — Only Heading 1 of this
form to be filled up in the case of the
Head of a commercial or industrial
establishment.

Name of the firm
.....
.....
or is a commercial traveller in the
service of the firm (s)
.....
at
owning
.....
Name of the firm
.....

As the holder of this card intends
to solicit orders in the above-mention-
ed countries and to make purchases
for the firm(s) in question, it is
certified that the firm(s) is (are)
authorised to exercise its (their)
industry and its (their) business at
.....
and pays (pay) the taxes preserved
by law for their purpose.

Signature of the Head of the
firm(s).

At

DESCRIPTION OF THE HOLDER.

Photograph

Age
Height
Colour of hair
Special peculiarities
Signature of holder

Valid for
.....
.....
.....
.....
.....

PROTOCOLE DE SIGNATURE

PROTOCOL OF SIGNATURE

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la convention en date de ce jour, les Hautes Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad article premier.

Il est entendu, toutefois, que les dispositions de l'article premier ne portent pas atteinte ni aux stipulations de l'article premier de la Convention ¹ d'échange conclue à Lausanne le 30 janvier 1923, ni aux règlements qui sont ou seront en vigueur en matière de passeports, de visas, de permis de séjour et de la protection du marché national du travail.

Ad article IX.

Il est entendu que l'expression « réquisitions civiles » couvre également les expropriations pour raison d'utilité publique.

Ad article X.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prendre les mesures nécessaires contre le dumping.

Au cas où le tarif appliqué à l'un des articles de la liste B sur lesquels portent les pourcentages de réduction serait majoré, la tarification résultant, à la date de la signature de la présente convention, des avantages qui y sont prévus, serait maintenu sans changement pour ledit article jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois à partir de la mise en vigueur de la majoration susmentionnée.

Conformément à l'article 15 de la loi douanière N° 1499 du 8 juin 1929, aucune majoration du tarif turc ne peut être mise en vigueur moins de trois mois après la publication au Journal officiel.

Il est bien entendu que, au cas où la Turquie procéderait à une majoration des taux de la liste B de son tarif douanier, les deux Hautes Parties contractantes sont d'ores et déjà d'accord pour entamer des négociations, pendant la durée de la convention, en vue de remédier à ces majorations et d'y chercher sur de nouvelles bases une solution de conciliation.

Ad article XV.

Il est entendu qu'en matière de certificats d'origine, les Hautes Parties contractantes s'accordent, à charge de réciprocité, le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est aussi entendu que les certificats d'origine délivrés par les autorités respectives des deux pays pour le bétail à exporter ne seront pas soumis aux visas consulaires, à charge de réciprocité, dans les localités où il n'y a pas de consulats.

Ad article XXV.

Il est entendu que les dispositions de l'article 25 ne doivent pas être considérées comme atteintes du fait que la Turquie accorde une réduction sur les taxes de phare aux navires battant le pavillon national et faisant régulièrement le service de transport des valises postales turques entre les ports turcs.

¹ Vol. XXXII, page 75, de ce recueil.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Convention of to-day's date, the High Contracting Parties have decided to explain in greater detail certain of its clauses and the conditions of application thereof, as follows :

Ad Article I.

It is understood, however, that the provisions of Article 1 shall not affect the stipulations of Article 1 of the Exchange Convention¹ concluded at Lausanne on January 30, 1932, or the regulations which are or may hereafter be in force in the matter of passports, visas, residence permits and the protection of the national labour market.

Ad Article IX.

It is understood that the expression " civil requisitions " shall include expropriations for reasons of public utility.

Ad Article X.

The High Contracting Parties reserve the right to take the necessary measures against dumping.

In the event of an increase in the tariff applied to any of the articles in List B to which the percentages of reduction relate, the tariff rate resulting, on the date of the signing of the present Convention, from the advantages provided for therein, shall be maintained unchanged in respect to the said article until the expiry of a period of nine months from the coming into force of the above-mentioned increase.

In accordance with Article 15 of Customs Law No. 1499 of June 8, 1929, no increase in the Turkish tariff may be put into force until three months after publication in the Official Gazette.

It is understood that, should Turkey increase the rates provided for in List B of her Customs tariff, the two High Contracting Parties agree to open negotiations, during the period of validity of the Convention, with a view to finding a remedy for these increases and endeavouring to arrive at a friendly solution on a new basis.

Ad Article XV.

It is understood that, in the matter of certificates of origin, the High Contracting Parties shall, subject to reciprocity, grant each other most-favoured-nation treatment.

It is also understood that certificates of origin issued by the respective authorities of the two countries for livestock to be exported shall not, subject to reciprocity, be required to be provided with consular visas in places where there are no consulates.

Ad Article XXV.

It is understood that the provisions of Article 25 are not to be regarded as affected by the fact that Turkey grants a reduction on lighthouse charges to vessels flying the national flag and regularly ensuring the transport of Turkish mails between Turkish ports.

¹ Vol. XXXII, page 75, of this Series.

Ad articles XXXII et XXXIII.

Il est entendu que ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice du traitement du pays le plus favorisé énoncé dans ces articles pour réclamer en faveur de ses officiers consulaires des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux officiers consulaires de l'autre Partie.

Ad article XXXV.

Il est entendu que tous les cas ressortant du domaine de la souveraineté ou de la compétence exclusive de l'Etat conformément aux usages du droit international ne sauraient faire l'objet d'un arbitrage.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entre en vigueur en même temps que la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait en français, en double exemplaire, à Ankara, le 30 octobre 1930.

A. MICHALAKOPOULOS.

S. POLYCHRONIADES.

T. RUSTU.

ZEKAT.

Mustafa SEREF.

M. NUMAN.

Ad Articles XXXII and XXXIII.

It is understood that neither High Contracting Party may invoke the benefit of most-favoured-nation treatment as provided for in these Articles in order to support a claim on behalf of its consular officers for rights other or more extensive than those which it grants itself to the consular officers of the other Party.

Ad Article XXXV.

It is understood that cases coming within the sovereign rights or the exclusive competence of the State in accordance with the usages of international law can never be the subject of arbitration.

The present Protocol shall form an integral part of the present Convention and shall come into force at the same time as the convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done in duplicate, in French, at Ankara, October 30, 1930.

A. MICHALAKOPOULOS.

S. POLYCHRONIADES.

T. RUSTU.

ZEKA'I.

Mustafa SEREF.

M. NUMAN.

N° 2867.

FRANCE ET GRÈCE

Arrangement commercial, avec protocole annexe, signés à Athènes, le 23 mai 1931, et échange de notes y relatif, Athènes, les 23 mai et 2 juin 1931.

FRANCE AND GREECE

Commercial Agreement, with annexed Protocol, signed at Athens, May 23, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Athens, May 23, and June 2, 1931.

N° 2867. — ARRANGEMENT ¹ COMMERCIAL ENTRE LA GRÈCE ET LA FRANCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 23 MAI 1931.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 décembre 1931.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE animés du même désir de faciliter les échanges entre les deux pays, ont décidé de remettre en vigueur la Convention de commerce et de navigation ² signée à Athènes le 11 mars 1929, sous réserve des ajustements et compléments ci-après ; le *Modus vivendi* du 20 mars 1930 étant et demeurant abrogé. Ils ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Eleuthère VENISELOS, président du Conseil des Ministres, ministre des Affaires étrangères ad interim ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Frédéric CLÉMENT-SIMON, envoyé extraordinaire , ministre plénipotentiaire à Athènes.

I. Le Gouvernement français s'engage à faire bénéficier les vins grecs importés en France du régime défini ci-après :

A. Quelle que soit leur destination, les vins grecs autres que les vins de liqueur, ces derniers bénéficiant du régime de la Convention du 11 mars 1929, importés autrement qu'en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, seront admis en France au bénéfice d'un tarif réduit dans toute la mesure compatible avec les possibilités d'importation du marché français.

Ces possibilités seront déterminées chaque année d'après l'importance de la récolte française (Algérie et Tunisie comprises) étant entendu que la récolte tunisienne n'entre en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admises en franchise à l'importation en France et que la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée sans report des excédents invendus des années précédentes.

Les possibilités d'importation du marché français sont fixées forfaitairement à un chiffre de 325.000 hectolitres pour une récolte égale ou supérieure à 60.000.000 d'hectolitres.

Si la récolte est inférieure à cette récolte normale, le chiffre de 325.000 hectolitres sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 14 octobre 1931.

² Vol. XCV, page 401, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2867. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN FRANCE AND GREECE. SIGNED AT ATHENS, MAY 23, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 26, 1931.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally desirous of facilitating the exchange of commodities between the two countries, have decided once again to put into operation the Convention of Commerce and Navigation ³ signed at Athens on March 11, 1929, subject to the adjustments and additions mentioned below ; the *Modus Vivendi* of March 20, 1930, being and remaining abrogated. For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Eleutherios VENISELOS, Prime Minister, Acting Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Frédéric CLÉMENT-SIMON, Envoy Extraordinary, Minister Plenipotentiary at Athens.

I. The French Government undertakes to apply the following régime to Greek wine imported into France :

A. Whatever its destination, Greek wine—other than liqueur wine, to which the régime of the Convention of March 11, 1929, applies—imported in receptacles other than flasks, bottles, flacons, stone jugs and similar containers, shall be admitted into France at a reduced tariff as far as is compatible with the importation capacity of the French market.

This capacity shall be fixed annually on the basis of the size of the French harvest (including Algiers and Tunis), it being understood that only that portion of the Tunisian harvest imported into France free of duty shall be included in this total, and that the French harvest shall be estimated in accordance with the declared production for the period in question, without reference to the unsold surpluses of previous years.

The importation capacity of the French market shall be fixed at the aggregate figure of 325,000 hectolitres for a harvest of 60,000,000 hectolitres or more.

If the harvest yields less than this normal amount, the figure of 325,000 hectolitres shall be raised, in accordance with the following scale, by an amount equal to the decrease in the harvest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Athens, October 14, 1931.

³ Vol. XCV, page 401, of this series.

Caté- gorie	Récolte exprimée en millions d'hectolitres et comprise entre :	Accroissement supplémentaire par million d'hectolitres récoltés au-dessous de la récolte normale de chaque catégorie
A	60 au plus et 55 au moins	10.000
B	55 » » » 50 » »	20.000
C	50 » » » 45 » »	30.000
D	45 » » » 40 » »	40.000
E	au-dessous de 40 » »	50.000

En cas de mise en application en France de dispositions législatives comportant une restriction quelconque au libre droit des viticulteurs de disposer de tout ou partie de leur récolte, le contingent initial de 325.000 hectolitres sera réduit automatiquement dans une proportion égale à celle imposée sur l'ensemble de la récolte vinicole française. Si cependant lesdites mesures diminuent ce contingent de façon qu'il s'établisse au-dessous de 280.000 hectolitres, il sera loisible au Gouvernement hellénique de dénoncer le présent arrangement après un préavis de deux mois.

B. Les quantités ainsi déterminées seront admises dès la mise en application provisoire du présent arrangement, au bénéfice des droits du tarif minimum résultant de lois des 2 mars et 2 avril 1928, soit 55 francs l'hectolitre.

Le surplus, excédant les quantités qui bénéficieront de ces dispositions, sera admis, sans aucune limitation quantitative, aux droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation.

C. Les moûts sulfités, les vins ordinaires et les vins de liqueur, une fois dédouanés seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins et moûts français. Les vins coupés avec des vins grecs en conformité des dispositions du présent arrangement circuleront dans des conditions identiques à celles des vins coupés avec des vins français.

Chacun des deux Etats aura le droit de dénoncer le présent arrangement avec préavis de deux mois si le commerce des vins et moûts originaires dudit Etat venait à être entravé dans l'autre par des mesures d'ordre législatif ou administratif qui seraient prises postérieurement à la signature du présent arrangement et qui ne s'appliqueraient pas également aux produits nationaux.

Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que soit autorisée, à partir de la ratification du présent arrangement, l'importation des vins grecs, blancs et rosés, destinés à être mis en vente après mélange avec du vin français à la condition que lesdits vins tirent au maximum 12° d'alcool et que, sous le contrôle de la Régie, ils soient coupés avec des vins français titrant au moins 8° alcool. La proportion des vins français dans le mélange ne devra pas être inférieure à trente pour cent et le vin de coupage devra présenter une somme d'alcool plus acide fixe au moins égale à treize. Si la France accorde à d'autres Puissances une autorisation analogue pour les vins rouges, la Grèce bénéficiera également des avantages qui leur seraient accordés.

II. Le Gouvernement français s'engage à prendre toutes dispositions utiles pour que les moûts sulfités (repris sous le N° 171 du tarif douanier français) puissent être imputés sur le contingent de 325.000 hectolitres à partir de la ratification du présent arrangement. Cette imputation se fera suivant une proportion qui sera fixée annuellement sur les indications du Gouvernement grec et dans la limite dudit contingent.

Après la mise en vigueur définitive du présent arrangement, ces moûts sulfités seront admis au bénéfice des mêmes droits que les vins contingentés, soit à 55 francs.

III. Les droits prévus aux listes A et B annexées à la Convention du 11 mars 1929 seront remis en vigueur dès la mise en application provisoire du présent arrangement.

Toutefois est supprimée de la liste A la position ex-115 du Tarif douanier français relative aux colophones.

IV. Dès la mise en vigueur définitive du présent arrangement, le Gouvernement hellénique et le Gouvernement français prendront les mesures ci-après :

1° Les deux gouvernements rembourseront, l'un et l'autre, aux importateurs la différence entre les droits les plus réduits et ceux du tarif général pour toutes les

Class	Harvest in million hectolitres	Additional increase per million hectolitres below the normal harvest in each class
A	Not more than 60 and not less than 55	10,000
B	» 55 » » 50	20,000
C	» 50 » » 45	30,000
D	» 45 » » 40	40,000
E	Below 40 —	50,000

Should France introduce legislation imposing any restriction whatsoever upon the freedom of wine-growers to dispose of all or part of their harvest, the first quota of 325,000 hectolitres shall be reduced automatically in a proportion equal to the proportion applicable to the whole of the French wine harvest. Should, however, this quota be reduced by the said measures below 280,000 hectolitres, the Hellenic Government shall be free to denounce the present Agreement after two month's notice.

B. As soon as the present Agreement is provisionally in force, the amounts thus fixed shall be subject to the minimum tariff imposed by the laws of March 2 and April 2, 1928, namely, 55 francs per hectolitre.

The surplus in excess of the quantities to which these provisions relate shall be admitted without any quantitative limitation at the minimum tariff leviable at the time of importation.

C. Sulphated must, ordinary wine and liqueur wine which have once passed through the Customs shall be subject to the same internal duties and charges as French wine and must. Wine mixed with Greek wine in conformity with the provisions of the present Agreement shall be subject to the same treatment as wine mixed with French wine.

Each of the two States shall be entitled to denounce the present Agreement after two months notice, should the trade in wine and must of the State of origin be impeded in the other State by legislative or administrative measures not applicable to the national products and enacted subsequently to the signature of the present Agreement.

The French Government agrees to take all the necessary steps, after the ratification of the present Agreement, to authorise the importation of Greek wine, white and rosé, for sale after admixture with French wine, provided the said wine contains not more than 12° of alcohol and that, under the supervision of the Excise, it is mixed with French wine containing at least 8° of alcohol. The proportion of French wine in the mixture shall be not less than thirty per cent and the amount of alcohol plus fixed acid in the mixture shall be at least thirteen per cent. Should France accord a similar authorisation for red wine to any other Power, the privileges thereby granted shall also be extended to Greece.

II. The French Government agrees to take the necessary steps to include sulphated must (referred to in No. 171 of the French Customs tariff) in the quota of 325,000 hectolitres on ratification of the present Agreement. It shall be included in a proportion to be fixed annually on the basis of information from the Greek Government, and within the limits of the said quota.

After the present Agreement has definitively come into force, the duty leviable on this sulphated must shall be the same as that on wine subject to quota, namely, 55 francs.

III. The duties set out in lists A and B annexed to the Convention of March 11, 1929, shall come into force as soon as the present Agreement is applied provisionally.

Item ex 115 of the French Customs tariff relating to colophony shall, however, be deleted from list A.

IV. As soon as the present Agreement has definitively come into force, the Hellenic Government and the French Government shall take the following steps:

1. Each of the two Governments shall refund to importers the difference between the lowest duties and the general tariffs for all goods imported into their respective

marchandises introduites sur leurs territoires respectifs entre le 17 avril 1931 et la date de la mise en application provisoire de l'arrangement.

2° Les liquidations des droits perçus sur les moûts sulfités (N° 171 du tarif douanier français), originaires et en provenance de Grèce, importés en France depuis le 1^{er} avril 1931, seront revisées sur la base du droit de 55 francs, et la différence sera remboursée. Les moûts ayant bénéficié de cette mesure seront imputés sur le contingent global consenti annuellement à la Grèce.

3° Seront également imputés sur ledit contingent les vins (N° 171 bis du tarif douanier français) originaires et en provenance de Grèce, introduits, entre le 17 avril 1931 et la date de mise en application provisoire du présent arrangement.

V. Le présent arrangement est conclu pour deux ans à dater de sa signature.

Il sera ratifié.

A l'exception des dispositions qui comportent des mesures législatives, le présent arrangement sera mis en application provisoire dix jours après sa signature.

Il sera prorogé par voie de tacite reconduction, s'il n'est pas dénoncé par l'une des Hautes Parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de la période de deux ans et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes, sans qu'il soit fait obstacle aux dispositions prévues à l'article premier, paragraphe A in fine.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent arrangement et l'on revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Athènes, le vingt-trois mai mil neuf cent trente et un.

(L. S.) E. K. VENISELOS.

(L. S.) F. CLÉMENT-SIMON.

PROTOCOLE ANNEXE

Le Gouvernement français prendra toutes les dispositions nécessaires pour soumettre le présent arrangement à l'approbation du Parlement avant le 14 juillet 1931.

S'il n'est pas approuvé à cette date par le Parlement français, il sera considéré comme nul et non avenu.

Fait en double exemplaire, à Athènes, le vingt-trois mai mil neuf cent trente et un.

E. K. VENISELOS.

F. CLÉMENT-SIMON.

territories between April 17, 1931, and the date on which the Agreement comes into operation provisionally.

2. The payments made in respect of duty on sulphated must (No. 171 of the French Customs tariff) originating in and coming from Greece, and imported into France from April 1, 1931, shall be amended on the basis of the 55 franc rate, and the difference shall be refunded. Must to which this measure applies shall be included in the aggregate quota allocated annually to Greece.

3. Wine (No. 171 bis of the French Customs tariff) originating in and coming from Greece and imported into France between April 17, 1931, and the date on which the present Agreement comes into operation provisionally shall also be included in the said quota.

V. The present Agreement is concluded for two years from the date of signature. It shall be ratified.

The present Agreement shall come into force provisionally ten days after signature, with the exception of the provisions calling for legislative measures.

It shall be prolonged by tacit consent unless denounced by one of the High Contracting Parties at least six months before the expiration of the period of two years, and shall remain in force until the expiration of a period of six months after its denunciation by one of the High Contracting Parties, without prejudice to the provisions of Article 1, paragraph A, *in fine*.

In faith whereof, the above Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Athens, May the twenty-third, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) E. K. VENISELOS.

(L. S.) F. CLÉMENT-SIMON.

ANNEXED PROTOCOL.

The French Government shall take the necessary steps to submit the present Agreement to Parliament for approval before July 14, 1931.

Should it not be approved by Parliament by that date, it shall be considered null and void.

Done in duplicate at Athens, May the twenty-third, one thousand nine hundred and thirty-one.

E. K. VENISELOS.

F. CLÉMENT-SIMON

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN GRÈCE.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion du présent arrangement, la Délégation hellénique a envisagé comme une contrepartie précieuse des avantages qui sont accordés par cet arrangement aux produits de l'exportation française une assurance qui lui serait donnée par le Gouvernement français relativement aux achats de tabac grec par les manufactures de l'Etat français.

Bien qu'en vertu de la loi, les manufactures de tabac françaises aient été données en gage à la Caisse d'amortissement et soustraites de ce fait à l'action du Gouvernement français, celui-ci recommandera au Service de l'Exploitation industrielle des tabacs de faire appel aux fournitures de tabac grec pour des quantités représentant une somme de 13 millions et demi de francs au cours de la campagne qui va s'ouvrir, c'est-à-dire à partir du mois de juin 1931 et approximativement jusqu'au mois de juin 1932.

Ultérieurement le Gouvernement français préconisera pour la campagne suivante, c'est-à-dire de juin 1932 à juin 1933 approximativement, l'achat de tabac à la Grèce dans des proportions analogues au point de vue quantités et qualités.

La provenance hellénique des tabacs achetés par le Service de l'exploitation industrielle des tabacs sera établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités helléniques.

Les dispositions contenues dans les lettres échangées le 11 mars 1929, concernant les achats de tabacs grecs par les manufactures de l'Etat français et annexées à la Convention du 11 mars 1929, seront remplacées par les dispositions qui précèdent.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération,

CLÉMENT-SIMON.

Son Excellence
Monsieur Veniselos,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères *a. i.*,
Athènes.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de votre Excellence en date d'aujourd'hui conçue en ces termes :

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion du présent arrangement, la Délégation hellénique a envisagé comme une contrepartie précieuse des avantages qui sont accordés par cet arrangement aux produits de l'exportation française une assurance qui lui serait donnée par le Gouvernement français relativement aux achats de tabac grec par les manufactures de l'Etat français.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN GREECE.

ATHENS, *May 23, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

During the negotiations which led to the conclusion of the present Agreement, the Hellenic Delegation suggested, as a valuable counterpart for the advantages granted by this Agreement to French export products, an assurance by the French Government concerning purchases of Greek tobacco by the French State manufactures.

Although by law the French tobacco manufactures were assigned as security to the Amortisation Fund and *ipso facto* removed from the sphere of action of the French Government, the latter will recommend the " Service de l'Exploitation Industrielle des Tabacs " to apply for deliveries of Greek tobacco to an amount representing the sum of 13,500,000 francs in the course of the coming season, that is, as from June 1931 to June 1932 approximately.

The French Government will later recommend for the following season, that is, from June 1932 to June 1933 approximately, the purchase of tobacco from Greece similar in quantity and quality.

The Greek origin of the tobacco bought by the " Service de l'Exploitation Industrielle des Tabacs " will be established by certificates of origin issued by the Greek authorities.

The provisions contained in the letters exchanged on March 11, 1929, concerning purchases of Greek tobacco by the French State manufactures and annexed to the Convention on March 11, 1932, will be replaced by the above provisions.

I have, etc.

CLÉMENT-SIMON.

His Excellency
M. Veniselos,
Prime Minister,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, *May 23, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's letter of to-day's date in the following terms :

During the negotiations which led to the conclusion of the present Agreement, the Hellenic Delegation suggested as a valuable counterpart for the advantages granted by this Agreement to French export products, an assurance by the French Government concerning purchases of Greek tobacco by the French State manufactures.

Bien qu'en vertu de la loi, les manufactures de tabac françaises aient été données en gage à la Caisse d'amortissement et soustraites de ce fait à l'action du Gouvernement français, celui-ci recommandera au Service de l'Exploitation industrielle des tabacs de faire appel aux fournitures de tabac grec pour des quantités représentant une somme de 13 millions et demi de francs au cours de la campagne qui va s'ouvrir, c'est-à-dire à partir du mois de juin 1931 et approximativement jusqu'au mois de juin 1932.

Ultérieurement, le Gouvernement français préconisera pour la campagne suivante, c'est-à-dire de juin 1932 à juin 1933 approximativement, l'achat de tabac à la Grèce dans des proportions analogues au point de vue quantités et qualités.

La provenance hellénique des tabacs achetés par l'Exploitation industrielle des tabacs sera établie par des certificats d'origine délivrés par les autorités helléniques.

Les dispositions contenues dans les lettres échangées le 11 mars 1929, concernant les achats de tabacs grecs par les manufactures de l'Etat français et annexées à la Convention du 11 mars 1929, seront remplacées par les dispositions qui précèdent.

En prenant acte, au nom du Gouvernement hellénique, de cette communication, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. VENISELOS.

Son Excellence
Monsieur F. Clément-Simon,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de la République française,
à Athènes.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'arrangement signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

Le contingent accordé annuellement à la Grèce sera décompté par période annuelle allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Pour la période comprise entre la signature du présent arrangement et le 31 décembre 1931, un contingent proportionnel à la durée restant à courir sera accordé à la Grèce.

Dans les cas de non-renouvellement de l'arrangement, seul un contingent proportionnel aux mois restant à courir entre le 1^{er} janvier et la date d'expiration de l'arrangement, sera accordé à la Grèce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. K. VENISELOS.

Son Excellence
Monsieur Clément-Simon
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de la République française
à Athènes.

Although by law the French tobacco manufactures were assigned as security to the Amortisation Fund and *ipso facto* removed from the sphere of action of the French Government, the latter will recommend the "Service de l'Exploitation Industrielle des Tabacs" to apply for deliveries of Greek tobacco to an amount representing the sum of 13,500,000 francs in the course of the coming season, that is as from June 1931 to June 1932 approximately.

The French Government will later recommend for the following season, that is, from June 1932 to June 1933 approximately, the purchase of tobacco from Greece similar in quantity and quality.

The Greek origin of the tobacco bought by the "Exploitation Industrielle des Tabacs" will be established by certificates of origin issued by the Greek authorities.

The provisions contained in the letters exchanged on March 11, 1929, concerning purchases of Greek tobacco by the French States manufactures and annexed to the Convention on March 11, 1932, will be replaced by the above provisions.

I have the honour to take note on behalf of the Hellenic Government of that communication, and to be, etc.

E. VENISELOS.

His Excellency

M. F. Clément-Simon,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the French Republic,
Athens.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, May 23, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Agreement signed to-day, I have the honour to inform you that we agreed on the following :

The quota granted annually to Greece shall be calculated for the annual period from January 1 to December 31.

For the period from the signing of the present Agreement up to December 31, 1931, a quota in proportion to the length of time still to run shall be granted to Greece.

In the event of the non-renewal of the Agreement, only a quota in proportion to the months still to run between January 1 and the date of the expiration of the Agreement shall be granted to Greece.

I have, etc.

E. K. VENISELOS.

His Excellency

M. Clément-Simon,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the French Republic,
Athens.

IV.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN GRÈCE.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date de ce jour conçue en ces termes :

« Me référant à l'arrangement signé à la date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

Le contingent accordé annuellement à la Grèce sera décompté par période annuelle allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Pour la période comprise entre la signature du présent arrangement et le 31 décembre 1931, un contingent proportionnel à la durée restant à courir sera accordé à la Grèce.

Dans le cas de non renouvellement de l'arrangement, seul un contingent aux mois restant à courir entre le 1^{er} janvier et la date d'expiration de l'arrangement, sera accordé à la Grèce. »

En prenant acte au nom du Gouvernement français de cette communication, je saisis cette occasion de vous prier d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

F. CLÉMENT-SIMON.

Son Excellence
Monsieur Veniselos,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères *a. i.*
Athènes.

V.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue de permettre le contrôle du contingentement des vins et moûts importés en France en vertu de l'Arrangement signé à Athènes le 23 mai 1931, des attestations spéciales devront accompagner les expéditions en France, attestations délivrées par le service compétent du Ministère hellénique des Finances, le contrôle définitif des quantités importées appartenant toutefois à l'Administration française.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. K. VENISELOS.

Son Excellence
Monsieur Clément-Simon
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République française
à Athènes.

IV.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN GREECE.

ATHENS, *May* 23, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date, which was worded as follows :

“ With reference to the Agreement signed to-day, I have the honour to inform you that we agreed on the following :

The quota granted annually to Greece shall be calculated for the annual period from January 1 to December 31.

For the period from the signing of the present Agreement up to December 31, 1931, a quota in proportion to the length of time still to run shall be granted to Greece.

In the event of the non-renewal of the Agreement, only a quota in proportion to the months still to run between January 1 and the date of the expiration of the Agreement shall be granted to Greece.”

I have the honour to take note, on behalf of the French Government, of the said communication, and to be, etc.

F. CLÉMENT-SIMON.

His Excellency
M. Veniselos,
Prime Minister,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Athens.

V.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, *May* 23, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, with a view to verifying the quotas of wines and musts imported into France in virtue of the Agreement signed at Athens on May 23, 1931, the consignments imported into France must be accompanied by special certificates issued by the competent service of the Greek Ministry of Finance, the final verification of the quantities imported being, however, a matter for the French Administration.

I have, etc.,

E. K. VENISELOS.

His Excellency
M. Clément-Simon,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the French Republic,
Athens.

VI.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN GRÈCE.

ATHÈNES, le 23 mai 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date d'aujourd'hui conçue en ces termes :

« J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en vue de permettre le contrôle du contingentement des vins et moûts importés en France en vertu de l'arrangement signé à Athènes, le 23 mai 1931, des attestations spéciales devront accompagner les expéditions en France, attestations délivrées par le service compétent du Ministère hellénique des Finances, le contrôle définitif des quantités importées appartenant toutefois à l'Administration française. »

En prenant acte au nom du Gouvernement français de cette communication, je saisis cette occasion de vous prier d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

F. CLÉMENT-SIMON.

Son Excellence
Monsieur Veniselos,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères *a. i.*
Athènes.

VII.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ATHÈNES, le 2 juin 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Relativement à l'Arrangement commercial signé le 23 mai 1931, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence au nom du Gouvernement hellénique que nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

Il est bien entendu que la caducité éventuelle prévue au protocole annexé à l'Arrangement commercial du 23 mai 1931 ne pourrait avoir dans aucun cas d'effet rétroactif relativement aux marchandises introduites sur les territoires respectifs des Hautes Parties contractantes entre la date de mise en application provisoire et le moment où la caducité viendrait éventuellement à être déclarée.

L'accord qui fait l'objet de la présente lettre est considéré comme faisant partie intégrante de l'Arrangement commercial précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

E. K. VENISELOS.

Son Excellence
Monsieur Clément-Simon,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République française
En ville.

VI.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN GREECE.

ATHENS, *May* 23, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date, worded as follows :

" I have the honour to inform you that with a view to verifying the quotas of wines and musts imported into France in virtue of the Agreement signed at Athens on May 23, 1931, the consignments imported into France must be accompanied by special certificates issued by the competent service of the Greek Ministry of Finance, the final verification of the quantities imported being, however, a matter for the French Administration. "

I have the honour to take note, on behalf of the French Government, of the said communication and to be, etc.,

F. CLÉMENT-SIMON.

His Excellency
M. Veniselos,
President of the Council and
Acting Minister for Foreign Affairs,
Athens.

VII.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

ATHENS, *June* 2, 1931.

SIR,

With reference to the Commercial Agreement signed on May 23, 1931, I have the honour to inform Your Excellency, on behalf of the Hellenic Government, that we agree as follows :

It is understood that should the Commercial Agreement of May 23, 1931, become null and void as provided for in the Annexed Protocol, this shall not in any event be retroactive as regards goods imported into the respective territories of the High Contracting Parties between the date of the provisional application of the Agreement and the date on which it becomes null and void.

The Agreement of which notice is given in this letter shall be considered an integral part of the above-named Commercial Agreement.

I have the honour to be, etc.,

E. K. VENISELOS.

His Excellency
M. Clément-Simon,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the French Republic,
En ville.

VIII.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ATHÈNES, le 2 juin 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Relativement à l'Arrangement commercial signé le 23 mai 1931, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence au nom du Gouvernement français que nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

Il est bien entendu que la caducité éventuelle prévue au protocole annexé à l'Arrangement commercial du 23 mai 1931 ne pourrait avoir dans aucun cas d'effet rétroactif relativement aux marchandises introduites sur les territoires respectifs des Hautes Parties contractantes entre la date de mise en application provisoire et le moment où la caducité viendrait éventuellement à être déclarée.

L'accord qui fait l'objet de la présente lettre est considéré comme faisant partie intégrante de l'Arrangement commercial précité.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

F. CLÉMENT-SIMON.

Son Excellence
Monsieur E. Veniselos,
Président du Conseil des ministres,
Ministre des Affaires étrangères *a. i.*,
Athènes.

VIII.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC.

ATHENS, *June 2, 1931.*

SIR,

With reference to the Commercial Agreement signed on May 23, 1931, I have the honour to inform Your Excellency, on behalf of the French Government, that we agree as follows :

It is understood that should the Commercial Agreement of May 23, 1931, become null and void as provided for in the Annexed Protocol, this shall not in any event be retroactive as regards goods imported into the respective territories of the High Contracting Parties between the date of the provisional application of the Agreement and the date on which it becomes null and void.

The Agreement of which notice is given in this letter shall be considered an integral part of the above-named Commercial Agreement.

I have the honour to be, etc.,

F. CLÉMENT-SIMON.

His Excellency
M. E. K. Veniselos,
Prime Minister,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Athens.

ERRATUM

Vol. CXX, N° 2765.

Pages 4 et 187 :

au lieu de « Allemagne, République Argentine, Brésil, Chili, Danemark, etc. »,

lire : « Allemagne, République Argentine, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, etc., ».

Vol. CXX, N° 2765.

Pages 4 and 187 :

Instead of “ Germany, Argentine Republic, Brazil, Chile, Denmark, etc., ”,

read : “ Germany, Argentine Republic, Belgium, Brazil, Chile, Denmark, etc., ”.
